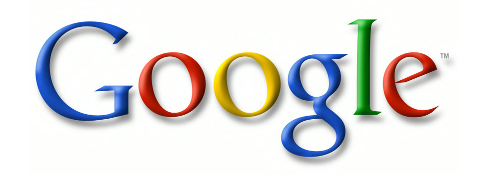
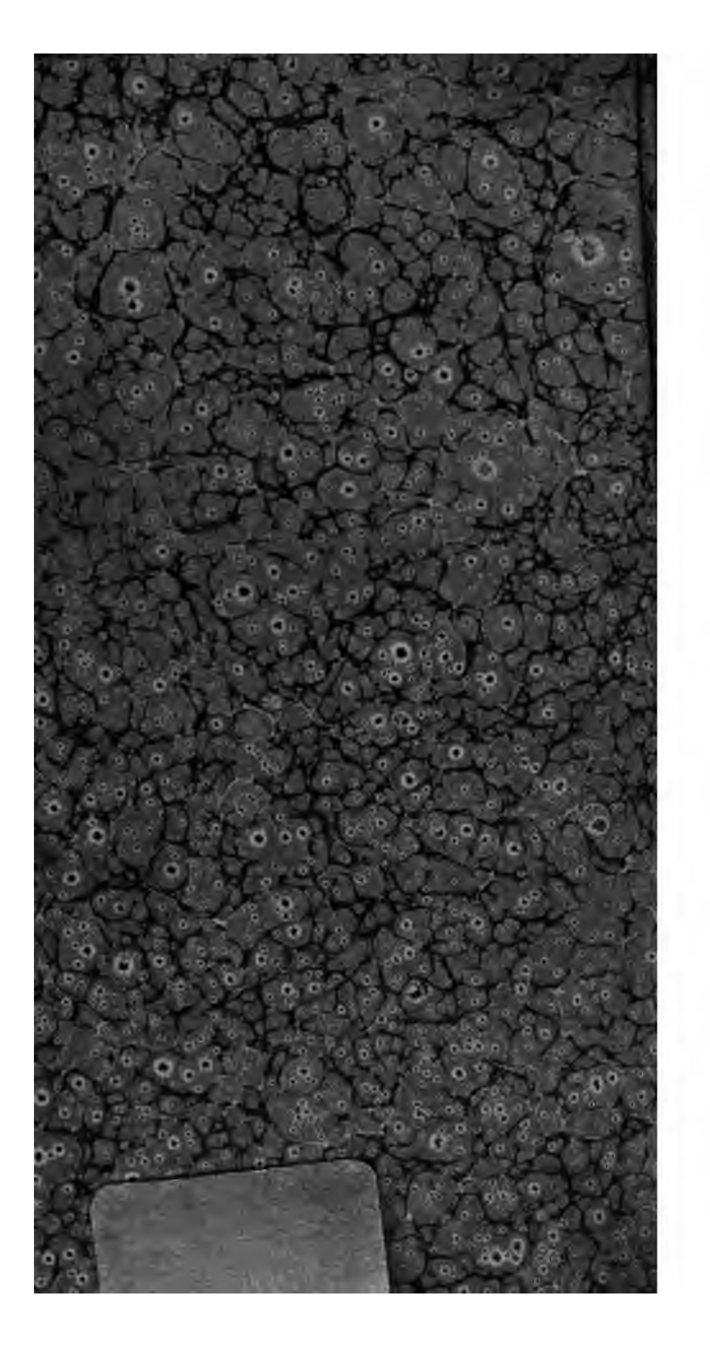
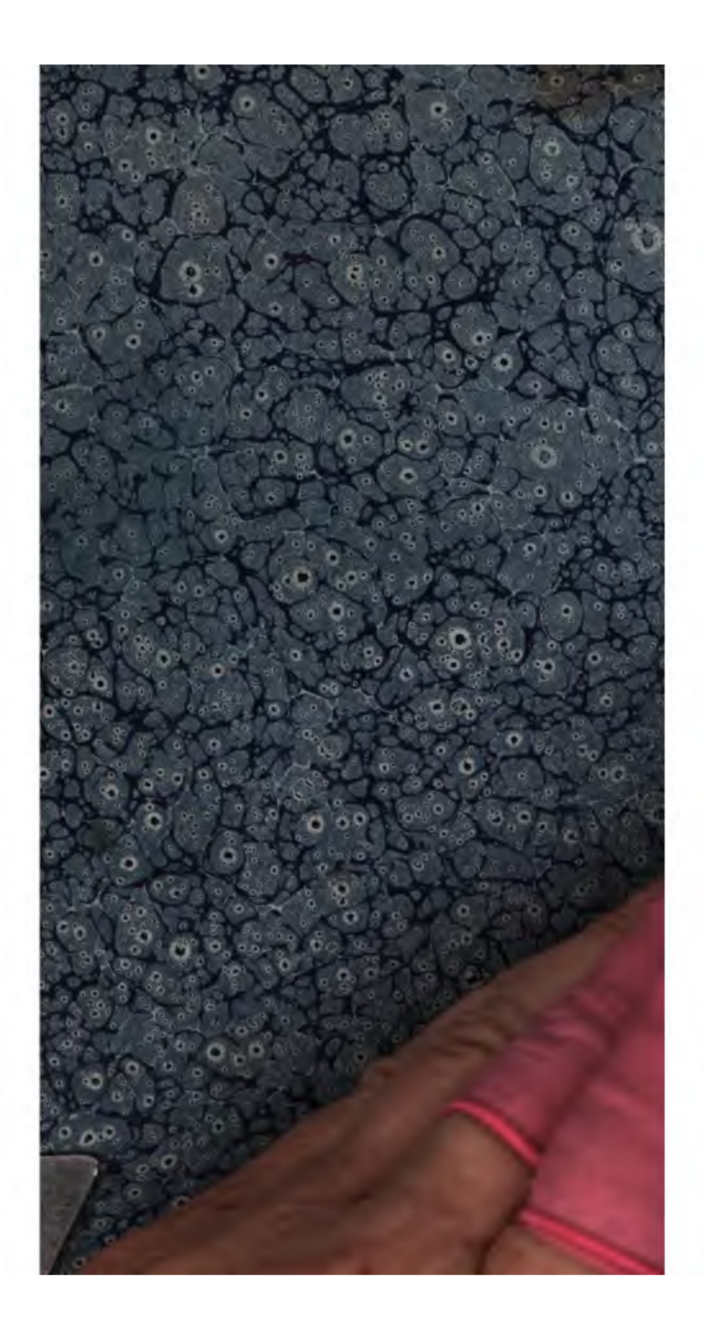










Chenu Les Conspirateurs

d° Les Montagnards en 48

d° Le chevalier de la République Rouge 185

LES

CONSPIRATEURS.

Paris: — Impri merie Bonaventure et Ducessois,
55, quai des Grands-Augustins.

LES

CONSPIRATEURS

PAR

A. CHENU
Ex-capitaine des gardes du citoyen Caussidière.

LES SOCIÉTÉS SECRÈTES

LA PRÉFECTURE DE POLICE
SOUS
CAUSSIDIÈRE

LES CORPS-FRANCS.



PARIS
GARNIER FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS,
Palais-National.

ET CHEZ TOUS LES LIBRAIRES.

1850

Ces Mémoires sont les souvenirs d'un homme qui s'est trouvé fatalement mêlé aux événements qu'il entreprend de retracer avec la plus scrupuleuse exactitude.

Les persécutions sans nombre, les infâmes calomnies qui ont été dirigées contre lui n'ont point aigri son caractère au point de le rendre à son tour calomniateur. Il a été attaqué dans son honneur, qui est celui de sa famille; il veut se réhabiliter aux yeux des honnêtes gens. Mais, plus habile à manier le marteau que la plume, il sera heureux si son inexpérience dans l'art de bien dire lui permet d'atteindre le but qu'il s'est proposé. C'est sur

cette inexpérience qu'avaient compté ses ennemis, et pourtant il espère leur prouver qu'une volonté déterminée sait vaincre tous les obstacles.

Indépendant aujourd'hui, sans fiel au cœur, il oublie les souffrances passées ; mais tout en vengeant son honneur outragé, il croit, en faisant connaître l'ingratitude et les projets de ceux dans les rangs desquels il avait fait abnégation de sa vie, rendre un service à la société, et empêcher peut-être les nouveaux désastres que nous préparent encore les éternels fauteurs des révolutions. Avec le titre saint d'amis du peuple dont ils couvrent leur ambition effrénée, ils entraînent des milliers de malheureux, les égarent par leurs doctrines subversives et de brillantes promesses; puis, après s'être fait un marchepied de leur folie, il les rejettent avec dédain, trop heureuses encore leurs victimes si elles n'ont qu'à gémir de l'ingratitude de leurs anciens amis devenus leurs maitres. Souvent, pour se dé-

barrasser de complices incommodes, ces hommes sans cœur les couvrent de boue et d'infamie.

Que leur font, en effet, les pleurs et le désespoir des familles! ne sont-ils pas arrivés au pouvoir sans s'arrêter un instant à l'idée que chacun de leurs pas laissait une trace de sang!

C'est en vous voyant de près que l'auteur a appris à vous connaître, vils exploiteurs! Il peut vous demander où sont vos promesses d'autrefois, vos écrits, vos discours. Vos actions? chacun les connaît maintenant; ne vous a-t-on pas vus à l'œuvre? Qu'avez-vous fait? Rien!.. ah! si fait; vous avez travaillé, mais pour vous, à vous enrichir. Voilà tout! Égoïstes! que vous a-t-il manqué pourtant? Vous étiez à même de remplir toutes vos promesses: l'administration, le trésor, l'armée, le peuple, tout enfin vous appartenait. En avez-vous profité pour relever aux yeux du monde entier la gloire et le prestige du nom français traînés dans la boue, disiez-vous, pendant un

règne honteux de dix-huit ans? Non! comme vos devanciers, vous avez accrédité vos ambassadeurs auprès de la Sainte-Alliance; vous avez laissé subsister les traités de 1815; vous n'avez pas même protesté contre ces traités; et cependant vous n'aviez pas assez d'expressions pour les flétrir quand vous faisiez de l'opposition.

Une fois les maîtres, vous avez trouvé commode de gouverner la République avec les vieux rouages de la monarchie. Vous n'avez rien imaginé de sérieux, de durable. Votre passage aux affaires a été déplorable et sera une des pages funestes de l'histoire de notre pays.

Les hommes éminents que la crainte de l'opinion vous avait forcés de vous adjoindre n'osaient rien proposer de grand et de vraiment démocratique, car ils craignaient de lâcher la bride à vos imaginations déréglées. Mais que vous importait le peuple! Vous meniez un train de princes, messeigneurs! vous

vous faisiez servir par la valetaille des châteaux royaux. O démocrates ! comme ils étaient doux vos loisirs, et que vous deviez bénir la baguette magique du peuple qui était venue changer vos sales mansardes en splendides palais !

Il est délicieux, n'est-ce pas, de se faire traîner en brillant équipage, d'avoir une garde du corps, des acclamations sur son passage, une livrée, des maîtresses dans tous les théâtres de Paris et de l'or à pleines mains ; de l'or quand on n'a jamais eu que des dettes ? quel contraste avec votre vie passée !..

Mais ceci est un tableau qui doit tenir sa place dans le cours de ces mémoires, et l'auteur pourrait paraître avoir conservé le souvenir des maux que vous lui avez fait souffrir après Février, prison, exil, diffamation, tandis qu'il n'écrit que pour se justifier, et qu'il ne se souvient de vous que pour vous plaindre.

Les rôles sont bien changés, d'ailleurs ; vous si puissants et si terribles naguères, vous

avez à votre tour la prison et l'exil pour partage. Vous avez donc droit à sa pitié, à lui qui a repris sa vie paisible et laborieuse d'autrefois.

C'est avec une véritable douleur qu'il se voit contraint par la force des choses de dévoiler le ridicule et l'odieux de vos actes. Puis il désire rentrer dans son humble sphère de travailleur, dont il n'aurait jamais dû sortir.

I^RE PARTIE.

Les Sociétés secrètes avant Février.

CHAPITRE I.

Insurrection de Juin 1832.

Ce fut le 5 juin 1832 que, poussé par je ne sais quelle funeste inspiration, je vins me mêler aux rangs les plus serrés de la foule immense qui suivait le convoi du général Lamarque.

Avant même que le cortége se fût mis en marche, je remarquai des individus parmi lesquels se trouvaient quelques artilleurs de la garde nationale; ils se donnaient beaucoup de mouvement; on allait et venait, on demandait des ordres : d'où je conclus que je voyais des hommes politiques. Grande fut mon admiration en présence de ces héros que mon imagination me faisait hauts de six coudées. (J'avais quinze ans!) Je les voyais marcher et agir comme le reste des mortels, eux que j'entendais appeler les amis du peuple!

Tout à coup une voix s'écria que le comité devait se mettre à la tête du cortége; je les suivis. Ces Messieurs ne se gênaient plus. — « La journée est à nous, disaient-ils, le peuple, la garde nationale, les écoles, les sociétés populaires sont avec nous. Il faut profiter de l'occasion. Pourquoi hésiter! » — Puis, avec ce manque d'appréciation qui a toujours fait échouer les conspirations républicaines, ils marchaient fiers de la foule qui les suivait, et qu'ils croyaient à eux.

J'ai toujours remarqué, en effet, que les républicains n'ont jamais calculé leur nombre : ils voient cent mille hommes, ils sont cent mille. Au premier coup de fusil les curieux se dispersent, et ils ne se trouvent plus que quelques centaines. Ils combattent avec courage, mais ils succombent sous des forces supérieures; les soldats sont pris, condamnés, déportés. Quant aux chefs, ils ont disparu : c'est là l'histoire du Cinq-Juin.

Arrivé à la place de la Bastille, le cortége fut chargé par un escadron de dragons. Je reçus un coup de sabre; et le trompette qui me le donna mordit la poussière. Nous désarmâmes un poste auprès du Grenier d'Abondance, et fîmes une barricade avec cinq ou six charrettes à bois. Un chef d'escadron de dragons pressé par nous fut dégagé au moment où il allait se rendre. Mais avec six de mes camarades je fus acculé contre la maison de l'éclusier, où nous eûmes à soutenir une attaque

tellement vive, que les dragons, ne pouvant nous atteindre, nous lançaient leurs sabres au visage. Le lieutenant-colonel et plusieurs de ses soldats furent tués ou blessés grièvement. Une bande sortant du faubourg Saint-Antoine nous délivra.

Réunis à nos libérateurs nous allâmes piller la poudrière du boulevard de l'Hôpital; puis ayant appris que les vétérans de la caserne du Jardin-des-Plantes avaient arrêté quelques-uns des nôtres, nous résolûmes de les délivrer. Ceci exécuté, nous eûmes à lutter contre une compagnie de municipaux, mais la plupart d'entre nous lâchèrent pied. Puis, par le Panthéon et la rue Saint-Jacques, nous descendîmes au poste du Petit-Pont, que nous prîmes et reprîmes deux fois, et qui enfin nous resta. On nous dit alors que plus de mille insurgés étaient prisonniers à la Préfecture. Délivrons-les! fut le cri général.

Nous espérions qu'ils allaient grossir nos rangs; mais arrivés en face de la cour de la Sainte-Chapelle, dont l'entrée était défendue par une barricade élevée par des agents de police, nous fûmes accueillis à coups de fusil par des gardes municipaux et des sergents de ville déguisés en gardes nationaux. J'eus la simplicité de franchir la barricade pour entraîner mes compagnons par mon exemple, mais je fus pris et terrassé par deux individus qui avaient suivi mes pas, et qui à l'aide des gardes municipaux me traînèrent au poste. En che-

min je reçus plusieurs coups de baïonnette. Je vis alors que j'avais eu affaire à deux honnêtes limiers de M. Vidocq. Au poste se trouvaient déjà Birlet, Frère-Jean et Hindrick, pris comme moi les armes à la main.

Du poste on nous mena, la nuit même, à la Préfecture de Police, où nous eûmes à subir les plus horribles traitements de la part des agents de police. On nous assommait à coups de gourdin, les poignards allaient leur train, et les prétendus gardes nationaux riaient de nos cris. Je perdis connaissance et me trouvai le lendemain couché au Dépôt sur une paillasse. Ce que je vis, ce que j'entendis ce jour-là, ne sortira jamais de ma mémoire; les sergents de ville s'y montraient à l'envi plus féroces que des cannibales.

Le lendemain de mon arrestation, M. Gisquet vint d'un petit air tout joyeux nous apprendre que Paris était en état de siége, et que l'on allait instituer une commission militaire pour nous juger.

Trois jours après, on nous tira de la Préfecture pour nous transférer dans une autre prison. En nous comptant, l'argousin nous appliquait un coup de canne, et c'est ainsi que l'on nous fit entrer vingt-quatre dans un ignoble panier à salade, qui pouvait tout au plus contenir douze personnes. Ces messieurs nous plaisantaient fort agréablement : « Vous allez à Vincennes ; bonne nuit, Bédouins ! »

Nous prîmes par le quai du Marché-Neuf, et

nous gagnâmes celui de la Grève, ce qui nous fit penser que nous allions véritablement au fort de Vincennes. Les uns se lamentaient, les autres chantaient. Tout à coup la voiture tourna par le pont d'Austerlitz; mais là nous attendait encore une de ces scènes terribles qui laissent un souvenir ineffaçable. Vers le milieu du pont, des misérables, appostés sans doute par cet excellent M. Vidocq, se prirent à crier : «A l'eau les Républicains! à l'eau!» et ils se précipitèrent sur la voiture. Ce fut un horrible moment pour nous tous. Nous nous efforçons en vain de briser les portes de fer qui nous retiennent. Ainsi enfermés, cette mort me parut horrible; j'aurais préféré recevoir une balle en pleine poitrine.

Des femmes, des enfants mêlent leurs hurlements à ceux de ces forcenés; je ferme les yeux, et je me crois un instant lancé dans l'espace; il me semble déjà que l'eau envahit la voiture. O bonheur! j'entends le trot des chevaux, les cris ont cessé, et bientôt nous entrons à Sainte-Pélagie.

Le directeur de cette prison nous traita assez bien. On nous fit entrer dans la cour du pavillon de l'Est, dit pavillon des Princes. Il y avait alors à Sainte-Pélagie deux catégories de prisonniers : des Carlistes et des Républicains. Ils se faisaient reconnaître, les premiers par un petit bonnet vert orné d'un gland d'argent, les seconds par le bonnet phrygien. C'étaient des querelles continuelles.

Enfin, les conseils de guerre commencèrent à fonctionner. Le premier qui fut appelé fut un perruquier : il fut acquitté. Cela parut d'un bon augure. Le lendemain, Geoffroy, l'homme au drapeau rouge, fut condamné à mort. Vint ensuite le tour de Pépin, l'épicier, qui fut plus tard exécuté pour l'affaire Fieschi ; Vidal, marchand de crépins de la rue de Bretagne, et Tilmann, qui se faisait appeler le colonnel Tilmann. Ces deux derniers furent condamnés à vingt ans de travaux forcés. Quant à Pépin, il fut acquitté. En rentrant à la chambrée : « Comment trouvez-vous l'épicier Pépin, s'écria Tilmann ? Il a osé faire entendre le cri infâme de Vive le roi ! dans la salle même du conseil de guerre ; il s'est déshonoré à jamais ! » Tilmann était superbe d'indignation et de fureur.

A l'instant même, Collet, dit la Jambe de Bois, s'empressa d'organiser un charivari monstre. A peine le malheureux Pépin fut-il descendu dans la cour, que de toutes parts s'éleva le cri ironique de Vive le Roi ! Puis on le porta en triomphe autour de la cour ; on dansa en rond autour de lui, on l'invectiva : « Ah ! tu cries vive le Roi ! épicier ! aristo ! (Le nom n'est pas nouveau.) Sans doute tu postules après une place de sergent de ville ? » Puis on l'accabla de renfoncements : il lui fut impossible de s'expliquer. Tels furent les adieux des Républicains à cet homme qui plus tard devait porter sa tête sur l'échafaud pour avoir tenté par le crime le plus

affreux d'assurer le triomphe de son parti. J'ai toujours pensé que la scène de Sainte-Pélagie n'avait pas été étrangère à la résolution extrême de Pépin, bon homme au fond, mais l'esprit affaibli par les obsessions continuelles de ceux qui exploitaient sa grande simplicité. Loin d'être dégoûté pour toujours des hommes du parti républicain par ce traitement aussi ignoble que stupide, il voulut se réhabiliter à leurs yeux, et le cri qu'il poussa devant le conseil de guerre lui coûta la vie.

L'état de siége ayant été levé, comme chacun sait, sur la plaidoirie de M. Odilon Barrot devant la Cour de cassation, je fus enfin transféré à la Conciergerie; je passai quelques jours après en Cour d'assises, où, grâce à ma grande jeunesse, je fus acquitté, ainsi que mes coaccusés. Depuis, je n'ai revu qu'un seul d'entre eux, Birlet, et cela en prison, douze ans plus tard.

CHAPITRE II.

Affaire d'Avril.— La rue des Ménétriers.

Deux ans après, arriva l'affaire d'Avril. Je n'avais encore fait partie d'aucune société secrète ; mais j'avais rencontré de temps à autre d'anciens camarades de prison. Quelques jours avant cette insurrection, je vis Deshayes, centurion aux Droits de l'Homme, qui dit : « Nous allons recommencer, toute la France est avec nous : Lyon, Bordeaux, toutes les grandes villes n'attendent que notre signal. Veux-tu être des nôtres? » Je refusai, en lui disant que je ne me souciais pas de retourner en prison. Il ne se rebuta pas pour cela, et vint me voir plusieurs fois sous différents prétextes, mais en réalité pour m'inculquer les principes républicains, Quoique sans la moindre éducation, Deshayes me convenait; j'admirais en lui la bravoure et la franchise. Un matin,

il vint chez moi ; il me parla bataille, et, malgré la pensée que je chagrinais ma bonne vieille mère, je le suivis chez un marchand de vin. Nous y trouvâmes des chefs de section en permanence.

On nous ordonna d'aller rue Beaubourg faire des barricades ; nous désarmâmes des gardes nationaux ; on nous donna deux paquets de cartouches. La troupe nous attaqua ; il y eut des morts et des blessés de part et d'autre.

Le lendemain, vers cinq heures du matin, je fus blessé dangereusement d'un coup de baïonnette dans une attaque faite par un peloton du 35e de ligne : c'était rue des Ménétriers, qui aujourd'hui a entièrement disparu dans les nouvelles constructions de la rue de Rambuteau. On me porta chez un épicier.

Quelques instants après, la barricade fut enlevée par la troupe. L'épicier et sa femme pansèrent ma blessure. Une heure après, j'étais un peu revenu à moi et je manifestai l'intention de retourner chez ma mère, qui devait être inquiète de mon absence. Ces braves gens me prêtèrent une blouse, car la mienne était tachée de sang et de boue ; puis ils ouvrirent la fenêtre donnant sur la rue Beaubourg pour s'assurer si je pouvais me retirer en sûreté. J'entendis quelques coups de fusil, puis un cri. Je me retournai, le mari était tombé raide mort dans l'embrasure d'une fenêtre. Je n'eus que le temps, avec le garçon, de prendre la femme et de la porter

sur le lit, où elle expira en disant : « Mon Dieu ! Mon Dieu ! »

« Je vais les venger ! m'écriai-je ; » et, saisissant le fusil appendu au-dessus du lit, je le chargeais, lorsque le garçon, voyant ses maîtres étendus sans vie, me pria de ne pas attirer de nouveaux malheurs sur la maison. « Vous avez raison, lui dis-je, » et je me retirai le cœur navré de cette scène.

Deux autres individus réfugiés comme moi dans cette maison en sortirent en même temps. Mais quel plus affreux spectacle nous attendait rue Transnonain ! Des soldats du 35e, ivres pour la plupart, se tenaient devant une maison dont ils éloignaient brutalement le monde ; leurs baïonnettes étaient rouges de sang, et des cheveux étaient collés à la crosse de leurs fusils. C'était hideux à voir !

Je trouvai en rentrant ma mère dans une affreuse inquiétude ; elle fut me chercher un médecin, et malgré ses soins je restai près d'un an malade de ma blessure ; et je jurai encore une fois de ne plus me mêler à ces luttes sanglantes. Mais l'homme propose et Dieu dispose.

CHAPITRE III.

La Société des Saisons. — Insurrection du 12 mai 1839. — Barbès et Blanqui.

Le 29 février 1838 je rejoignis mon régiment qui tenait garnison à Lille. Après diverses aventures ordinaires à la vie de soldat, et par suite d'une altercation avec mon capitaine, je désertai et revins à Paris. [1]

Dès mon retour je me mis à travailler ; je ne me cachai pas : seulement le moindre bruit matinal me mettait sur le qui vive. Mais je me rassurai bientôt, et comme distraction j'allai quelquefois visiter une société lyrique. Copréaux, qui était le président et avec lequel javais déjà eu occasion de parler politique, me proposa de faire partie d'une société secrète dont il était, disait-il, l'un des chefs.

[1] Voir à la fin de mes Mémoires ma lettre en réponse à l'accusation portée contre moi par Caussidière.

Après bien des refus et malgré ma répugnance, je finis par accepter. Je me rendis chez lui à l'heure indiquée, et voici avec quelle cérémonie mystérieuse je fus proclamé membre de la société des *Saisons*.

En entrant je vis réunis dans sa chambre deux frères et amis qui m'attendaient, et une jeune fille qui faisait griller des côtelettes. Copréaux, en sa qualité de parrain, me banda les yeux, et on me lut un formulaire ainsi conçu :

« D. Es-tu républicain?

R. Je le suis.

D. Jures-tu haine à la royauté?

R. Je le jure.

D. Si tu as la prétention de faire partie de notre association secrète, sache donc qu'il faut obéir au premier ordre de tes chefs. Jure obéissance absolue.

R. Je le jure.

—Je te proclame alors membre de la société des *Saisons*. Au revoir donc, citoyen, et à bientôt. »

Il descendit l'escalier et remonta tout doucement. Copréaux me débanda les yeux, et je vis les deux mêmes hommes assis à mes côtés. Je me réservai de découvrir celui qui m'avait proclamé membre des *Saisons*. Quant à la jeune fille, pendant la cérémonie elle avait laissé brûler les côtelettes.

« Eh bien! me dit Copréaux, te voilà des nôtres! Allons prendre un verre de vin pour fêter ta bien-venue, »

En route, mes deux acolytes furent muets com-

me des tombeaux; mais, en entrant chez le marchand de vin, l'un d'eux s'écria : « Garçon ! un litre à seize ! » Je reconnus la voix du grand-prêtre qui m'avait initié. Je les quittai, après avoir payé la dépense.

Quelques jours après, je fus convoqué à une réunion chez un marchand de vin de la rue Pastourel. Nous étions une vingtaine; là j'appris le nom du chef de groupe, il se nommait Goujard; Copréaux était son second. Un autre chef plus influent entra un instant après.

« Bonjour, citoyen Couturat, » lui disait-on; et chacun se disputait l'honneur insigne de lui presser la main. Ce chef, qui prenait le titre pompeux d'agent révolutionnaire, reçut leurs félicitations avec dignité, puis, prenant place, il lut un ordre du jour fulminant, et nous prévint qu'avant peu il fallait s'attendre à descendre dans la rue. Après la séance, chacun mit 50 centimes pour la cotisation mensuelle, puis pour les détenus politiques, puis pour le matériel de l'imprimerie des ordres du jour, puis pour achat d'armes et munitions de guerre Ça n'en finissait plus. Je vis combien était dispendieux l'honneur de faire partie d'une société secrète; Mais j'étais loin alors de penser que cet argent était destiné à engraisser des bavards et des fainéants qui exploitaient tout bonnement notre patriotisme.

Après deux ou trois réunions de ce genre, qui se renouvelaient mensuellement, un nommé Sainte-

Croix, qui avait remplacé Couturat, vint me trouver un dimanche vers six heures du matin :

— Lève-toi, me dit-il, tout rayonnant de joie. C'est aujourd'hui le grand jour !

— Bon, lui dis-je.

Je m'habillai à la hâte, et le suivis dans une centaine d'endroits où il allait convoquer ses hommes.

—Remarque bien leur demeure, car si je suis tué, tu me remplaceras ; tu seras chef de groupe.

Nous marchâmes ainsi jusqu'à une heure de l'après-midi, et, au lieu de cent hommes sur lesquels il comptait, nous nous trouvâmes une quinzaine.

— Si c'est avec cette armée que tu espères renverser le gouvernement, je puis t'assurer que nous allons être joliment étrillés.

— Tu verras, à deux heures, me répondit-il, rue Saint-Martin, où est le rendez-vous général, nous rons plus de dix mille.

Arrivés dans cette rue, nous entrons chez un marchand de vin, et Sainte-Croix nous dit : « Attendez-moi ici, que personne ne sorte, vous êtes en permanence. »

Au bout d'une heure il revient : « Aux armes ! » s'écria-t-il, « suivez-moi. »

Nous le suivons jusqu'à la rue Bourg-l'Abbé, nous envahissons la boutique d'un armurier et nous nous armons de fusils de chasse. On nous distribue à chacun quelques paquets de cartouches. Mais le comité n'avait pas songé que nos fusils de chasse

allaient nous être inutiles, les cartouches n'y pouvaient pas entrer. Nous fûmes obligés de couper les balles en quatre, ce qui nous demanda du temps.

Enfin tout est prêt. Nous demandons les chefs, le comité :

« Le comité? c'est moi, s'écrie un homme en s'élançant sur une borne : Je suis Barbès! mes collègues sont Blanqui et Martin-Bernard. Que ceux qui veulent renverser le gouvernement de Louis-Philippe me suivent. Nous sommes peu nombreux pour commencer une aussi grande entreprise; mais tout Paris frémit sous le joug de cet infâme tyran. Aux armes! Les républicains ne doivent pas compter avec leurs ennemis. »

Je fus saisi d'admiration, non du discours, mais de la chaleur avec laquelle il avait été prononcé. En voilà un du moins qui marche hardiment à la tête de son parti. Je me plaçai près de lui et nous partîmes au pas de course jusqu'à l'Hôtel-de-Ville, que nous prîmes sans coup férir.

A peine y étions-nous installés que la garde municipale à cheval y arriva au galop. Nous réunir, nous précipiter à sa rencontre fut l'affaire d'un moment. Nous les repoussâmes vigoureusement. Alors Barbès, ivre de joie :

— Mes amis, la journée est à nous! la Préfecture doit être prise par Blanqui : Nous allons organiser un gouvernement provisoire.

—Mais non, la Préfecture n'est pas prise, dit un

individu qui arrivait tout essoufflé. Blanqui ne veut pas marcher; il dit que nous sommes des fous, que nous allons nous faire exterminer, et qu'il ne veut pas exposer ses hommes.

—C'est impossible, dit Barbès, tout était convenu ce matin. Citoyens, en avant! à la Préfecture de Police! Qu'une centaine d'hommes me suivent.

Arrivés au quai aux Fleurs, nous entendîmes des coups de fusil. Les gardes municipaux du poste de la place du Châtelet se défendaient avec acharnement. On nous assura que plusieurs des nôtres avaient été tués. Nous avançâmes cependant sur le poste du Palais-de-Justice.

—Rendez vos armes, dit Barbès à l'officier du poste.

—Non! répond celui-ci.

Aussitôt un coup de fusil partit et le lieutenant Drouinot tomba mort.

La garde municipale, embusquée sur la place Dauphine et dans la cour de la Préfecture, arriva sur nous au pas de charge; nous fîmes feu sur elle tout en battant en retraite. Rue Saint-Martin, nous essuyâmes quelques décharges, auxquelles nous ripostâmes vigoureusement. Des barricades avaient été élevées; nous fûmes contraints de les abandonner après une défense opiniâtre. Enfin le soir, Barbès avoua lui-même que c'était une affaire manquée. Il était furieux contre Blanqui et ne savait comment qualifier sa conduite.

Je passai avec Barbès et une dizaine d'autres devant cette fatale maison de la rue des Ménétriers ; il me sembla encore voir le malheureux épicier et sa femme étendus à mes pieds ; Je frissonnai à ce souvenir. A quelque pas de là, nous fûmes assaillis par la troupe. Barbès, blessé, se mit à courir comme un fou. Je brûlai jusqu'à ma dernière cartouche, puis après je fis comme les autres, je me sauvai chez moi. C'est la seule affaire dans laquelle je ne fus pas blessé.

Le lendemain, je sortis pour avoir des nouvelles. Je rencontrai un nommé Dugrospré, qui me dit que le combat recommençait vers le quartier du Marais, et qu'il allait à une réunion rue des Blancs-Manteaux.

Je partis avec lui ; nous trouvâmes chez un marchand de vin de cette rue une quarantaine d'individus, pour la plupart armés, qui délibéraient sous la présidence du citoyen Louis Guéret. A notre invitation d'aller rejoindre nos camarades qui recommençaient la lutte, il nous fut répondu par un refus formel. Ce n'était pas leur société qui combattait ; ils étaient disciples de Cabet.

Alors, comme toujours, les dissentiments des chefs firent échouer une insurrection qui fut peut-être la plus formidable de toutes celles qui avaient eu lieu sous le gouvernement de Louis-Philippe, non pas par le nombre des combattants, mais par l'impétuosité de l'attaque.

Un mois après, je fus de nouveau convoqué, et je vis les hommes du groupe dont je faisais partie; quelques-uns avaient été arrêtés, puis relâchés. Sainte-Croix, ayant appris que d'injustes soupçons planaient sur son compte, se retira, et jamais on n'entendit plus parler de lui.

Quelque temps après, la mère de la jeune fille avec laquelle Copréaux vivait en concubinage le fit arrêter comme déserteur. Goujard, qui n'avait pas paru à l'affaire du 12 mai, fut déclaré suspect et incapable pour cela de diriger le groupe. Un nommé Leprestre du Bocage m'en fit donner la direction au nom d'un nouveau comité.

Dès ce jour, je fus mis directement en rapport avec les personnages les plus importants du parti.

CHAPITRE IV.

Cabet. — Le voyage en Icarie. — Dissensions dans le parti.

Nos réunions avaient lieu, comme je l'ai déjà dit, chez plusieurs marchands de vins, qui connaissaient parfaitement le but que nous nous proposions en allant chez eux. Quelques-uns même, tels que Coffineau, Pégrinet et Rousseau, étaient du parti. Il s'en fallait beaucoup que chacun fût d'accord sur les principes; les communistes étaient les plus nombreux. Nous passions souvent notre temps à disputer plutôt qu'à discuter. Nous entendions parfois des discours à faire dormir debout l'auditeur le plus acharné. Cabet avait gâté l'esprit de tous ces pauvres gens-là en publiant son *Voyage en Icarie*, ouvrage qui pourrait passer pour l'œuvre d'un fou, si l'on ne savait qu'il a été écrit dans un but mercantile. Ce brave marchand de papier entretenait

sa clientèle dans un saint délire en publiant son journal *le Populaire* et de petites brochures.

« Méditez, méditez encore mes écrits, disait le pontife, et vous marcherez dans la voie du salut. »

Je ne sais si cette voie conduisait sur les bords de la Rivière Rouge; mais je sais que j'ai revu de ces pauvres malheureux qui, égarés par ses prédications, l'ont suivi dans les déserts du Texas; ils m'ont avoué qu'ils étaient complétement désillusionnés, et juraient, mais un peu tard, que le révérend père Cabet ne les y prendrait plus.

A l'époque dont je parle, les chefs des différentes écoles publiaient une foule de petits écrits qui causaient la ruine du parti. Les attaques les plus violentes, les injures, la calomnie surtout étaient à l'ordre du jour. Les qualifications de traître, de mouchard, étaient prodiguées à des hommes qui souvent avaient fait les plus grands sacrifices et qui possédaient la plus profonde conviction. Il suffisait pour vous perdre qu'un individu, par motif de vengeance, vînt dire de vous :

—Connaissez-vous un tel?

—Oui, eh bien?

—Le voyez-vous souvent?

—Quelquefois.

—On dit qu'il est mouchard!

—Ah bah! Et moi qui l'autre jour me suis trouvé à une réunion avec lui! C'est bon, j'en préviendrai les amis.

Et ce propos, grossi comme d'usage, allait de bouche en bouche jusqu'à ce qu'un ami vînt vous en prévenir. Inutile de chercher à remonter à la source de ces calomnies : celui qui le premier avait donné le branle se cachait dans la foule. Je suis persuadé qu'aucun homme politique du parti républicain n'a été entièrement à l'abri de ces infâmes soupçons. Albert lui-même, l'honnête Albert en fut un instant victime. La police devait bien rire en voyant ainsi la moitié d'un parti accuser l'autre d'être en relation avec elle.

Tel était le brillant accord qui régnait parmi les républicains, lorsque définitivement je m'enrôlai sous leur bannière. Je fus en peu de jours au courant des intrigues des petits et des grands. J'allais aux réunions des agents révolutionnaires, puis je lisais les ordres du jour dans toutes les sections de mon groupe, tantôt chez ceux qui consentaient à prêter leur domicile, tantôt chez les marchands de vin. J'avais pris mes fonctions au sérieux et j'exécutais avec la plus scrupuleuse exactitude les ordres qui m'étaient transmis par le comité. C'est ainsi que je me liai avec Albert, qui aimait mon zèle.

J'ai toujours remarqué en lui la plus profonde conviction, un peu d'orgueil, il est vrai, mais c'était son seul défaut ; honnête homme, très-brave, républicain sincère, sachant garder un secret, il avait toute les qualités d'un conspirateur, si ce n'est qu'il se laissait facilement influencer par ceux dont

le langage habile sut toujours l'éblouir; aussi se traîna-t-il constamment à leur remorque.

Comme il demeurait dans mon quartier, nous nous rendions mutuellement visite. Dans nos entrevues nous causions toujours de nos espérances en l'avenir. « Si jamais nous triomphons, disions-nous, souvenons-nous que nous sommes des ouvriers : soutenons-nous, ne servons pas de marchepied aux intrigants, complétons notre éducation afin de nous mettre à la hauteur des événements qui peuvent surgir. N'ayons qu'une seule pensée, qu'un seul but, l'affranchissement de la classe ouvrière. » C'est ainsi que je devins non-seulement l'ami politique d'Albert, mais son ami intime.

En peu de temps nous donnâmes une impulsion puissante au parti; nous le réorganisâmes. Notre système de prendre des auxiliaires dans les ateliers et en dehors des sociétés secrètes l'augmenta considérablement. Albert en fut si enchanté, qu'il pria le comité de passer une revue de nos hommes sur les boulevards extérieurs.

Cette revue fut passée un dimanche en plein jour, et voici comment : Chaque chef de groupe convoqua ses hommes dans un cabaret voisin du boulevard, *extra-muros*, puis, à un signal, il prenait la file à son tour.

Dans un café, près du théâtre Montmartre, les chefs du comité se tenaient à une fenêtre, sous laquelle avait lieu le défilé. Les hommes marchaient

trois par trois, les chefs de groupe en tête. Afin de se faire mieux reconnaître, tous les hommes avaient boutonné à gauche leur redingote ou leur habit.

Après la revue, les chefs de groupe, au nombre d'une centaine environ, se rendirent à un banquet barrière Rochechouart, chez le restaurateur Vieil-Escaze. Là, il fut décidé que le parti étant assez nombreux, on descendrait dans la rue à la première occasion. Des discours ardents furent prononcés, et un membre du comité, Dourille, engagea les chefs de groupe à percevoir avec exactitude la cotisation mensuelle et à tancer vertement les récalcitrants, car j'ai oublié de dire que certaines mauvaises têtes prétendaient que l'argent était détourné de sa destination par MM. du comité. Ils les mettaient au défi de leur montrer une seule caisse d'armes et de munitions.

Ceux-ci répondaient que le secret devait être gardé si on ne voulait pas mettre la police sur la trace des dépôts. Mais la suite prouva que les accusateurs avaient raison, car en Février le comité n'avait ni armes ni munitions, et ces fameux ordres du jour, qui absorbaient tant d'argent, étaient imprimés moyennant dix francs par mois par Becker. Ce fait fut avéré lors du procès de l'affaire de la rue Pastourel, où Becker avoua que, malgré la modicité du prix, il lui était redû deux impressions.

Quant aux détenus politiques, ils ne recevaient qu'une faible partie des fonds qui leur étaient des-

tinés. Pendant plus d'un an que je restai en prison, je ne reçus que quinze francs, que je partageai avec mes camarades de captivité. Qu'on juge des sommes qui furent volées aux détenus politiques, pendant dix-huit ans que dura cette exploitation, comme elle dure encore, quand on saura qu'à Paris et dans toute la France, chaque réunion, chaque banquet patriotique se terminaient toujours par des collectes très-fructueuses.

La plupart des prisonniers politiques ne touchaient rien, car c'était pitié de mendier pour obtenir d'aussi faibles secours. Leurs malheureuses femmes étaient toujours renvoyées de Caïphe à Pilate. Mais si un écrivain, ami de ces Messieurs du comité, était arrêté par hasard, il se faisait mettre à la pistole. Dans les visites de chaque jour qu'on lui rendait, on se faisait suivre de paniers des meilleurs vins et de provisions de toute sorte; tandis que le pauvre ouvrier dévorait en silence le pain noir et la maigre pitance de la prison.

Ces Messieurs ne fréquentaient que les banquiers banqueroutiers et les faussaires enrichis, avec lesquels ils se livraient à de joyeux galas. Le pauvre patriote n'avait pour compagnons que les voleurs et les forçats; souvent même il était forcé d'habiter le même cabanon qu'eux.

CHAPITRE V.

Affaire de la rue Pastourel.

Quelque temps après la revue dont je viens de parler, comme personne ne voulait plus payer les cotisations et que certains membres du comité voyaient ainsi s'évanouir toutes leurs ressources, ils imaginèrent de fonder un journal. Il fallait pour cela des fonds considérables et un homme *présentable* pour le gérer. On jeta les yeux sur Grandmesnil.

C'était un homme d'une grande probité; il avait de nombreux amis parmi les hommes politiques, et connaissait les conspirateurs des quatre parties du monde. Ce n'était point un homme d'action, mais un homme de conseil seulement. Par malheur, il était d'une intempérance excessive, le vrai type de Gargantua; ne quittant jamais le gigot ni la bou-

le langage habile sut toujours l'éblouir; aussi se traîna-t-il constamment à leur remorque.

Comme il demeurait dans mon quartier, nous nous rendions mutuellement visite. Dans nos entrevues nous causions toujours de nos espérances en l'avenir. « Si jamais nous triomphons, disions-nous, souvenons-nous que nous sommes des ouvriers : soutenons-nous, ne servons pas de marchepied aux intrigants, complétons notre éducation afin de nous mettre à la hauteur des événements qui peuvent surgir. N'ayons qu'une seule pensée, qu'un seul but, l'affranchissement de la classe ouvrière. » C'est ainsi que je devins non-seulement l'ami politique d'Albert, mais son ami intime.

En peu de temps nous donnâmes une impulsion puissante au parti; nous le réorganisâmes. Notre système de prendre des auxiliaires dans les ateliers et en dehors des sociétés secrètes l'augmenta considérablement. Albert en fut si enchanté, qu'il pria le comité de passer une revue de nos hommes sur les boulevards extérieurs.

Cette revue fut passée un dimanche en plein jour, et voici comment : Chaque chef de groupe convoqua ses hommes dans un cabaret voisin du boulevard, *extra-muros*, puis, à un signal, il prenait la file à son tour.

Dans un café, près du théâtre Montmartre, les chefs du comité se tenaient à une fenêtre, sous laquelle avait lieu le défilé. Les hommes marchaient

lice, à laquelle mon activité avait sans doute déplu, m'arrêta. Voici comment se passa la chose : Albert, Dutertre et Louis Guéret vinrent chez moi, où nous partageâmes les ordres du jour. Le lendemain je dus convoquer quelques hommes de mon groupe pour leur en faire la lecture.

Je me mis donc en route de grand matin pour les trouver avant leur entrée à l'atelier. Pendant mon absence, Louis Guéret apporta un sac renfermant des armes et des munitions de guerre, que mon beau-frère reçut. A mon retour, je visitai le sac et le mis au bas de mon armoire. Je n'avais aucune méfiance à cette époque. J'allais à mes réunions, mais à la dernière chez Parisot, marchand de vins, rue Pastourel, voilà que tout à coup, vers neuf heures et demie du soir, une nuée d'agents, d'officiers-de-paix, et trois commissaires de police se précipitèrent brusquement dans l'intérieur de la boutique et en fermèrent toutes les issues. Ne trouvant personne en haut, où nous tenions habituellement nos séances, ils descendirent dans la petite salle où nous étions alors.

J'avais lestement jeté l'ordre du jour sous mes pieds, et, comme les autres, je gagnais instinctivement la porte, lorsque nous fûmes tous arrêtés. On nous fouilla ; mais, ne nous trouvant rien, les agents nous firent remonter avec eux à la salle du premier ; puis l'un d'eux remonta triomphant : il tenait à la main l'ordre du jour qu'il avait trouvé

à terre. Un autre assura même me l'avoir vu jeter. Pendant ce temps, Catelier ayant reconnu parmi les commissaires de police un de ses amis d'enfance, le sieur Elouin, il s'approcha de lui pour lui demander des explications :

« Va-t'en au diable, » lui dit Elouin, et il le fit garder plus étroitement que les autres.

Comme je persistais à déclarer que c'était une méprise, et que je refusais de donner mon nom et mon adresse, l'un d'eux me dit : « Nous vous connaissons, voilà quinze jours que nous sommes à vos trousses. Vous demeurez rue du Puits-Vendôme, n° 4, au quatrième étage ; vous allez nous y suivre. Du reste, la place est déjà occupée par des hommes à nous, et rien ne sera enlevé. »

Je compris que j'étais pris au piége, et que toute résistance était impossible. Il fallait donc me résigner et accompagner ces messieurs à mon domicile. Ils procédèrent en ma présence à une perquisition qui ne fut pas longue, car ils allèrent droit à l'armoire où était déposé le sac aux munitions. Ils y trouvèrent un pistolet de cavalerie, une poire à poudre, des cartouches et un drapeau ; puis, dans un tiroir à secret de mon secrétaire, le formulaire de l'association, un ordre du jour, et quelques lettres de Catelier adressées au comité. Tout cela, avec un vieux sabre rouillé, compléta la saisie.

— Messieurs, dis-je alors en riant, vous avez été bien renseignés.

— Nous ne nous trompons jamais, dit une espèce d'ours mal léché du nom de Figac.

En entrant à la Préfecture, je ne pus me défendre d'un frémissement douloureux en me rappelant les affreux traitements que j'y avais endurés autrefois. Mais alors j'y trouvai un grand contraste; au lieu des cris et des vociférations, je n'y entendis que le grincement des portes roulant sur leurs gonds, et le pas cadencé des sentinelles.

Le lendemain, on me conduisit à la Conciergerie, où je restai cinquante jours au secret. Après trois mois d'instruction, le parquet n'ayant pu trouver contre nous la trace du plus petit complot, on nous envoya en police correctionnelle comme prévenus d'avoir fait partie d'une société secrète, et moi, en plus, comme ayant eu en ma possession des armes et des munitions de guerre.

Au jugement, j'appris une foule de choses intéressantes sur le compte de mes co-accusés : Catelier avait été condamné à cinq années de travaux forcés pour faux, et avait subi sa peine au bagne de Toulon; Becker, l'imprimeur des ordres du jour, avait aussi été condamné à dix années de travaux forcés pour faux. J'espérais pour eux que c'était une calomnie; mais ils avouèrent, et le rouge me monta au visage,

Dourille fut défendu par Emmanuel Arago, et cet avocat, qui se disait pourtant républicain, suivit la vieille méthode de ses confrères ; il voulut sau-

CHAPITRE VI.

La goguette de la Grande-Chaumière. — Moyens d'existence du citoyen Caussidière.

Le lendemain, je fus exact au rendez-vous. « Depuis ton arrestation, me dit Albert, il n'y a rien de nouveau dans le parti. Dourille voulait tout diriger seul, mais comme il n'est pas capable, je me suis retiré, et je me suis abouché avec des personnes plus influentes que lui. Le journal *la Réforme* nous sert pour faire la propagande. Les rédacteurs forment avec plusieurs députés de l'opposition un comité dont moi-même je fais partie, comme représentant la classe ouvrière. Si tu veux être des nôtres et m'aider dans la nouvelle organisation, je te dirai les hommes qui sont à notre tête. »

Comme il allait au-devant de mes plus chers désirs, j'acceptai son offre avec empressement. Je me mis à l'œuvre dès le lendemain, et peu de jours

après j'avais enrôlé un grand nombre d'adhérents dont le concours m'était assuré d'avance. J'organisai ces hommes militairement.

Un samedi de paye, je conduisis Albert dans des ateliers de deux à trois cents ouvriers. Il ne pouvait trop admirer leur enthousiasme. En effet, ils ne demandaient que des chefs pour les conduire au combat.

« Vous en aurez, s'écria Albert, et qui combattront courageusement comme vous ! »

Plusieurs fois Albert me remercia au nom du comité; quelques-uns de ses membres témoignèrent même le désir de me voir.

Je fus invité à un banquet chez le restaurateur ordinaire de ces messieurs, l'éternel Viel-Escaze, de la barrière Rochechouart. Ce fut là que je vis Caussidière pour la première fois.

Que j'étais loin de soupçonner alors la haine terrible, implacable qui devait remplacer la cordiale amitié qui s'établit ce jour-là entre nous d'une manière si franche de part et d'autre !

Nous échangeâmes de bonnes poignées de main, et nous promîmes de nous réunir tous les lundis au même endroit pour nous occuper des affaires du pays.

Nous avons tenu notre promesse, et pendant plus de deux ans, Léoutre, Tiphaine, qui fut secrétaire de Caussidière à la préfecture de police, Pilhes, qui fut représentant du peuple, Fargin-Fayolle, Albert,

le langage habile sut toujours l'éblouir; aussi se traîna-t-il constamment à leur remorque.

Comme il demeurait dans mon quartier, nous nous rendions mutuellement visite. Dans nos entrevues nous causions toujours de nos espérances en l'avenir. « Si jamais nous triomphons, disions-nous, souvenons-nous que nous sommes des ouvriers : soutenons-nous, ne servons pas de marche-pied aux intrigants, complétons notre éducation afin de nous mettre à la hauteur des événements qui peuvent surgir. N'ayons qu'une seule pensée, qu'un seul but, l'affranchissement de la classe ouvrière. » C'est ainsi que je devins non-seulement l'ami politique d'Albert, mais son ami intime.

En peu de temps nous donnâmes une impulsion puissante au parti; nous le réorganisâmes. Notre système de prendre des auxiliaires dans les ateliers et en dehors des sociétés secrètes l'augmenta considérablement. Albert en fut si enchanté, qu'il pria le comité de passer une revue de nos hommes sur les boulevards extérieurs.

Cette revue fut passée un dimanche en plein jour, et voici comment : Chaque chef de groupe convoqua ses hommes dans un cabaret voisin du boulevard, *extra-muros*, puis, à un signal, il prenait la file à son tour.

Dans un café, près du théâtre Montmartre, les chefs du comité se tenaient à une fenêtre, sous laquelle avait lieu le défilé. Les hommes marchaient

trois par trois, les chefs de groupe en tête. Afin de se faire mieux reconnaître, tous les hommes avaient boutonné à gauche leur redingote ou leur habit.

Après la revue, les chefs de groupe, au nombre d'une centaine environ, se rendirent à un banquet barrière Rochechouart, chez le restaurateur Vieil-Escaze. Là, il fut décidé que le parti étant assez nombreux, on descendrait dans la rue à la première occasion. Des discours ardents furent prononcés, et un membre du comité, Dourille, engagea les chefs de groupe à percevoir avec exactitude la cotisation mensuelle et à tancer vertement les récalcitrants, car j'ai oublié de dire que certaines mauvaises têtes prétendaient que l'argent était détourné de sa destination par MM. du comité. Ils les mettaient au défi de leur montrer une seule caisse d'armes et de munitions.

Ceux-ci répondaient que le secret devait être gardé si on ne voulait pas mettre la police sur la trace des dépôts. Mais la suite prouva que les accusateurs avaient raison, car en Février le comité n'avait ni armes ni munitions, et ces fameux ordres du jour, qui absorbaient tant d'argent, étaient imprimés moyennant dix francs par mois par Becker. Ce fait fut avéré lors du procès de l'affaire de la rue Pastourel, où Becker avoua que, malgré la modicité du prix, il lui était redû deux impressions.

Quant aux détenus politiques, ils ne recevaient qu'une faible partie des fonds qui leur étaient des-

lèrent dans un restaurant de la rue Montmartre. Là une lutte gastronomique s'engagea. Elle dura deux jours, gigantesque, incessante, au grand effroi du restaurateur. Grandmesnil ne dut sa victoire qu'à une ruse de guerre : il avait retiré ses bottes pour être plus à son aise.

Ce fut vers cette époque que je m'aperçus par quel moyen ingénieux Caussidière se procurait l'argent nécessaire pour subvenir à toutes ses dépenses. Voici comment il battait monnaie : lorsque le matin il se trouvait remis de son ivresse, ou plutôt *de sa fièvre de lait*, comme il disait plaisamment, il allait trouver un individu complaisant qu'il connaissait insolvable.

« J'ai besoin d'argent, lui disait-il, fais-moi un billet, je le passerai et te donnerai cinq ou dix francs », suivant l'importance de la chose. Il connaissait bien son homme, et n'était jamais refusé. Muni de ce bon billet, il allait chez un des nombreux patriotes aisés de sa connaissance et lui présentait sa valeur. Il recevait tantôt de l'argent, tantôt des marchandises; il échouait rarement, car il assurait que le souscripteur était bon et que dans tous les cas on pouvait se présenter chez lui à l'échéance. Lorsque Caussidière parle d'affaire commerciale ou d'entreprise quelconque, il a un tel accent de sincérité que les plus prudents se laissent prendre; et d'ailleurs comment se défier d'un homme qui, comme lui, faisait, disait-il, pour des-

milliers d'affaires par an, et menait une vie si confortable ?

Inutile de dire que lorsque le billet lui revenait, un malheur imprévu était venu contrarier inopinément ses plus magnifiques opérations et le forcer à demander du temps. Lorsqu'il lui devenait difficile de placer ses billets, il s'adressait à un autre faiseur comme lui et l'envoyait à son tour exploiter sa clientèle. Je ne citerai pour exemple qu'un vieil officier de l'Empire, habitant Méry-sur-Oise, qui a fourni sept mille francs entre autres sommes pour l'entreprise des numéros des maisons pendant la nuit. Caussidière était l'associé de l'inventeur. Ce vieil officier était du reste une des meilleures vaches à lait de ces messieurs.

Ils n'épargnaient personne : ainsi, un jour, Caussidière se présenta chez M. Ledru-Rollin, et lui demanda une somme de 25,000 francs, que Ledru refusa net. Alors Caussidière, employant les grands moyens, tira un pistolet de sa poche et menaça de se brûler la cervelle, dans le cabinet même de l'homme impitoyable qui ne voulait pas sauver un patriote au prix d'un si léger sacrifice. Ledru-Rollin attendri s'exécuta et donna sa signature. C'est en prêtant ainsi son argent à certains démocrates, qui ne lui rendaient jamais, et en soutenant les journaux de l'opposition, que Ledru-Rollin a contracté ces dettes, source pour lui de tant de tracasseries.

lèrent dans un restaurant de la rue Montmartre. Là une lutte gastronomique s'engagea. Elle dura deux jours, gigantesque, incessante, au grand effroi du restaurateur. Grandmesnil ne dut sa victoire qu'à une ruse de guerre : il avait retiré ses bottes pour être plus à son aise.

Ce fut vers cette époque que je m'aperçus par quel moyen ingénieux Caussidière se procurait l'argent nécessaire pour subvenir à toutes ses dépenses. Voici comment il battait monnaie : lorsque le matin il se trouvait remis de son ivresse, ou plutôt *de sa fièvre de lait,* comme il disait plaisamment, il allait trouver un individu complaisant qu'il connaissait insolvable.

« J'ai besoin d'argent, lui disait-il, fais-moi un billet, je le passerai et te donnerai cinq ou dix francs », suivant l'importance de la chose. Il connaissait bien son homme, et n'était jamais refusé. Muni de ce bon billet, il allait chez un des nombreux patriotes aisés de sa connaissance et lui présentait sa valeur. Il recevait tantôt de l'argent, tantôt des marchandises; il échouait rarement, car il assurait que le souscripteur était bon et que dans tous les cas on pouvait se présenter chez lui à l'échéance. Lorsque Caussidière parle d'affaire commerciale ou d'entreprise quelconque, il a un tel accent de sincérité que les plus prudents se laissent prendre ; et d'ailleurs comment se défier d'un homme qui, comme lui, faisait, disait-il, pour des

milliers d'affaires par an, et menait une vie si confortable ?

Inutile de dire que lorsque le billet lui revenait, un malheur imprévu était venu contrarier inopinément ses plus magnifiques opérations et le forcer à demander du temps. Lorsqu'il lui devenait difficile de placer ses billets, il s'adressait à un autre faiseur comme lui et l'envoyait à son tour exploiter sa clientèle. Je ne citerai pour exemple qu'un vieil officier de l'Empire, habitant Méry-sur-Oise, qui a fourni sept mille francs entre autres sommes pour l'entreprise des numéros des maisons pendant la nuit. Caussidière était l'associé de l'inventeur. Ce vieil officier était du reste une des meilleures vaches à lait de ces messieurs.

Ils n'épargnaient personne : ainsi, un jour, Caussidière se présenta chez M. Ledru-Rollin, et lui demanda une somme de 25,000 francs, que Ledru refusa net. Alors Caussidière, employant les grands moyens, tira un pistolet de sa poche et menaça de se brûler la cervelle, dans le cabinet même de l'homme impitoyable qui ne voulait pas sauver un patriote au prix d'un si léger sacrifice. Ledru-Rollin attendri s'exécuta et donna sa signature. C'est en prêtant ainsi son argent à certains démocrates, qui ne lui rendaient jamais, et en soutenant les journaux de l'opposition, que Ledru-Rollin a contracté ces dettes, source pour lui de tant de tracasseries.

Mais la plus riche moisson pour Caussidière fut celle que lui procura l'insurrection de Cracovie, en 1846. Muni de plusieurs feuilles de souscription, plein d'une sainte ardeur, il allait chaque jour quêter au profit des Polonais chez tous les démocrates, exploitant ainsi l'enthousiasme qu'inspira toujours cette nation héroïque et malheureuse.

On assure qu'après la recette il daignait, en bon frère, partager avec eux. Ce furent là les beaux jours du citoyen Caussidière.

CHAPITRE VII.

Berceau du Socialisme. — Coffineau et sa bande.

Cependant les événements marchaient vite; de nouveaux scandales éclataient chaque jour, la corruption s'étalait avec audace, la dernière heure de la monarchie arrivait fatalement, un seul effort devait la précipiter dans l'abîme. Que faisions-nous? nous nous réunissions dans des banquets; nous entendions des discours dans les conciliabules. Les hommes du parti s'impatientaient, appelaient l'heure de la lutte, et ne voulaient plus se contenter de nos ordres du jour. Ils menaçaient de quitter le comité de *la Réforme* et d'en former un autre, composé d'hommes d'action.

Je fis part de leur projet à Albert et l'engageai à venir les voir. Il fut très-mal reçu : « Si nous n'avons pas une solution dans un mois, lui dirent-ils, nous

laissons de côté tous vos écrivains de *la Réforme*. Ce sont des jouisseurs, des piliers d'estaminet qui dépensent en plaisirs et en orgies l'argent de nos abonnements.

« Votre Léoutre, qui se vante de dépenser 20 francs par jour au café, c'est un *aristo*, ainsi que votre Flocon. Depuis quatre ans, *la Réforme* a englouti plus de 500,000 francs. Pourriez-vous nous dire où sont allés les 17,000 francs des souscriptions au profit des Polonais[1]? sans doute qu'ils ont rejoint les 1,500 francs versés pour offrir une épée d'honneur à l'amiral Dupetit-Thouars. Croient-ils que cela puisse durer! S'ils agissaient, encore! mais ils ne font rien. »

Les charpentiers surtout et les hommes de la Chapelle-Saint-Denis étaient les plus mécontents.

En le reconduisant, je dis à Albert : « Comment les trouves-tu?

— Ils vont nous déborder et tout compromettre. »

Il me promit de décrire la situation à la première réunion du comité.

Ainsi que je l'avais prévu, ces messieurs ne s'occupèrent que fort peu de ces réclamations. Les patriotes indignés se divisèrent en plusieurs fractions. Les plus exaltés formèrent avec Coffineau une asso-

[1] Cet argent fut versé plus tard dans la caisse du Comité polonais, sur les réclamations du *National*, qui, par un sentiment naturel de fraternité, saisissait toutes les occasions de tracasser la *Réforme*.

ciation qui prit le titre de *Socialiste matérialiste*. Coffineau était un homme assez respectable, mais d'un caractère sombre et hargneux. On se rappelle ses différends avec Cabet.

Les prédications insensées des communistes avaient égaré les hommes de Coffineau. Ils avaient compris à leur manière les théories de Fourier, de Cabet et de Considérant. Ils émirent les plus étranges doctrines, ils érigèrent le vol en principe, et c'était logique avec leurs antécédents. La plupart d'entre eux s'étaient jetés dans les conspirations, parce qu'ils n'avaient rien à perdre, et ils se faisaient ce singulier raisonnement : « Ruinons les boutiquiers, les commerçants, ils nous ont assez longtemps volés, puis nous en ferons des mécontents; ce qui servira nos projets révolutionnaires. »

Ils commencèrent à mettre leurs théories en pratique, en saccageant la boutique d'un cordonnier, qu'ils dévalisèrent complétement. Ils employèrent aussi l'expédient de Caussidière et infestèrent le commerce de billets de complaisance. Ils ravagèrent les champs pendant la nuit, et volèrent à main armée sur les grandes routes.

Il leur fallait un grand nombre de complices pour mener à bonne fin des opérations aussi étendues; aussi s'en ouvrirent-ils à plusieurs de leurs anciens amis. Les uns les repoussèrent avec dégoût, d'autres les dénoncèrent aux honnêtes gens du parti, d'autres enfin les livrèrent à la police.

Cette bande fut jugée aux assises de 1847, et le plus grand nombre fut condamné à des peines infamantes. Voilà le résultat de cette triste affaire, qui jeta le trouble dans les esprits. Les véritables républicains en furent consternés.

Le socialisme apparut ainsi sous de bien fâcheux auspices ; il se présenta d'abord comme une branche du communisme ; aujourd'hui il menace d'envahir la société tout entière, et ne dissimule plus ses espérances. Je le dis hautement, malheur à la France, malheur à la civilisation de l'Europe, si jamais ce parti triomphe par la faiblesse ou plutôt par l'impéritie de nos gouvernants. Alors plus d'arts, plus d'industrie. On verrait se renouveler plus sanglantes les proscriptions de 93. Les comités de salut public, le partage des biens, la guillotine en permanence, le règne de la terreur, avec les promenades nocturnes pour effrayer la bourgeoisie.

Qu'on ne dise pas que j'assombris le tableau, c'est un résumé fidèle de ce qui s'est dit pendant dix-huit ans dans les sociétés secrètes ; et si Février n'a point amené tous ces désordres, c'est que les hommes modérés du parti républicain ont pris la direction des affaires, et ont su maintenir ceux qui jadis avaient conspiré avec eux. Aussi, que de haines se sont-ils attirées pour avoir sauvé le pays des convulsions de l'anarchie où voulait nous plonger une secte barbare! Qui ne se rappelle les trop fatales journées de Juin! quelle preuve plus sanglante en faut-il donner!

Aujourd'hui encore, que font leurs organes? ils excitent, ils poussent les mécontents à la révolte, ils ne dissimulent plus leurs projets; si jamais ils triomphent, ils n'écouteront plus la voix de ceux qui les ont dirigés avec tant d'art pendant les premiers jours de la révolution. En un mot, c'est un Mardi-grás révolutionnaire qu'il leur faut, Proudhon l'a dit, il doit les connaître.

Que fait-on cependant pour combattre un ennemi aussi redoutable? que fait-on en présence des cent mille voix données dans Paris à des noms jusqu'alors inconnus, choisis à dessein par les habiles du parti pour faire voir avec quelle discipline il fonctionne? On parle d'une *ligue contre le socialisme*, d'une croisade; on menace de le supprimer violemment. Mauvais système; la persécution enfante les prosélytes, et la plus mauvaise doctrine, traquée, poursuivie, aura bientôt de nombreux adhérents. C'est là l'histoire depuis le commencement du monde. D'ailleurs les véritables chefs du parti socialiste présentent leurs idées d'une manière habile et qui au premier abord peut séduire les esprits les plus forts. Ces rêveurs, avec leurs principes tout absurdes qu'ils sont au fond, fascinent aisément l'imagination des classes labórieuses, et puis les paresseux, les ivrognes et les vagabonds voudraient les mettre à exécution d'une manière immédiate et absolue.

Voici peut-être, s'il n'était pas dangereux pour

la société, qu'il exposerait à une terrible secousse, le moyen le plus sûr de combattre et de vaincre le socialisme. Ce serait de lui donner toutes facilités pour mettre son système en essai.

Aussitôt on verrait les chefs d'école présenter leurs théories toutes contraires les unes aux autres. Ils se déchireraient à belles dents, sans trêve ni merci ; ils présenteraient des projets insensés et voudraient faire adopter chacun le sien comme étant le seul capable d'assurer le bonheur de l'humanité. Leurs interminables et folles querelles auraient bientôt désabusé ceux qui sont de bonne foi, et le socialisme tomberait sous le ridicule de son impuissance. Alors les républicains modérés proposeront les lois régénératrices et de progrès qui doivent assurer le bien-être des travailleurs, et feront bénir la république. Tandis qu'aujourd'hui, les préoccupations de la défense, arrêtent le bon-vouloir des législateurs et leur font rejeter toute amélioration.

Ainsi les malheureux qu'ont égarés les fougueux orateurs du socialisme en sont venus à ne rêver que le chaos au lieu de la vraie république qui pouvait seule assurer leur sort. Et, par la crainte qu'ils inspirent, on voit se jeter dans les bras des anciens partis une portion notable de la bourgeoisie dont les sympathies étaient sincèrement acquises à la république.

CHAPITRE VIII.

Le Comité dissident. — Affaire des bombes incendiaires.

Après cette funeste affaire de Coffineau, le comité comprit qu'il était temps de se mettre à l'œuvre, de réunir les différentes fractions éparses du parti républicain, et de les soumettre à une direction supérieure et intelligente pour éviter à l'avenir de nouvelles catastrophes. Je fus chargé de ce travail avec Albert.

Ma mission consistait à aller trouver les chefs les plus influents et à leur expliquer les intentions du comité central. Pendant ce travail je fus heureux de pouvoir mettre à profit les indications que m'avait données en prison l'ex-mouchard dont j'ai parlé, pour éviter de me heurter aux faux frères. Bientôt je reconnus la vérité de ce qu'il m'avait dit, et je suivis ses conseils.

Dans une de mes excursions nocturnes, j'aperçus Delahode se promenant sur le quai Voltaire, entre le pont du Carrousel et le pont des Arts. Il pleuvait à verse, et cette circonstance me donna à réfléchir. Est-ce que par hasard ce cher Delahode puiserait aussi dans la cassette des fonds secrets, me dis-je ? Mais, me rappelant ses chansons, ses magnifiques strophes sur l'Irlande et la Pologne, et surtout les articles violents qu'il écrivait dans le journal *la Réforme*, je jugeai la chose impossible, et, allant droit à lui, je lui frappai sur l'épaule.

—Bonsoir, Delahode !

—Hein ! fit-il, d'un air tout surpris.

—Que diable fais-tu par ici à cette heure et par ce temps affreux ?

—J'attends un bougre qui me doit de l'argent, et comme il passe par ici tous les soirs à cette heure, il va me payer, ou sinon... Et il frappa violemment le parapet, de sa canne.

Je remarquai bientôt qu'il voulait se débarrasser de moi. Mais comme il s'aperçut que je m'obstinais à rester, il dit tout-à-coup : « Ah, bah ! voilà une heure que je l'attends ! je reviendrai une autre fois et par un plus beau temps. »

Puis après m'avoir souhaité le bonsoir il me quitta en prenant du côté du pont du Carrousel. Moi je pris celui du pont des Arts.

« Ah ! tu veux me donner le change ! Il ne sera pas dit que j'aurai été mouillé jusqu'aux os sans

avoir découvert le mystère que tu veux me cacher. »

Au lieu de prendre le pont des Arts, je me postai sous les arcades du palais de l'Institut. Il était environ minuit, et à la lueur des becs de gaz je le vis revenir sur ses pas en cherchant de tous côtés si je n'étais pas embusqué sous quelque porte cochère. Il paraît qu'il se rassura, car je le vis recommencer sa promenade de long en large, comme auparavant.

Un quart-d'heure après, j'aperçus la voiture aux deux petites lanternes vertes que m'avait signalée mon ex-agent. Elle s'arrêta au coin de la rue des Vieux-Augustins; un homme en descendit. Delahode traversa le quai et alla droit à lui. Ils causèrent un instant, et je vis Delahode faire le geste d'un homme qui met de l'argent dans sa poche.

Que disait-il donc, qu'il avait un mauvais débiteur? ils se connaissent! j'en sais assez et je partis.

Toute mon application alors se porta à éloigner Delahode de nos réunions, et surtout à empêcher Albert de tomber dans quelque piége. Car il était la clef de voûte de notre édifice. J'eus recours à la ruse; car si j'avais dit alors ce que je savais sur Delahode, j'aurais passé pour un calomniateur.

Quelques jours après, on lui refusa un article qu'il voulait faire insérer dans le journal *la Réforme*. Sa vanité d'écrivain en fut blessée. Je lui conseillai de se venger en fondant un autre journal, ce qu'il fit de concert avec Pilhes et Dupoty. Ils

publièrent même le prospectus du journal *le Peuple*, et pendant ce temps-là nous en fûmes presque débarrassés.

Ces occupations ne me détournaient cependant pas du projet qu'avait conçu le comité. Je découvris une nouvelle fraction qui faillit compromettre encore le parti. Ce fut un nommé Cullot qui me mit en rapport avec elle. Elle était nombreuse et dirigée par des hommes de sac et de corde. Cullot m'apprit qu'ils avaient résolu de forcer les Tuileries et de tuer Louis-Philippe. Comme il leur fallait acheter des armes, ils devaient piller la boutique d'un changeur pour se procurer l'argent nécessaire.

Ils fondaient des balles, s'exerçaient à fabriquer de la poudre et des bombes incendiaires, dont une seule devait suffire pour incendier une caserne de gardes municipaux.

Je dissimulai mon étonnement au récit de toutes ces merveilles et je me rendis avec lui à une de leurs réunions qui se tenait chez un marchand de vin dans un passage, rue des Écluses, faubourg Saint-Martin.

J'entendis là discuter les projets les plus insensés. Le marchand de vin me montra un moule qui fondait cinquante balles à la fois, ensuite il apporta des fers de lance. En ce moment Barbast arriva suivi de deux individus, dont l'un était de mes suspects. A peine assis, le citoyen Barbast

demanda la parole pour une communication importante. Ignare et stupide à l'excès, cet homme a cependant de hautes prétentions à l'éloquence. Son discours qui menaçait d'être long fut interrompu par Velhicus, qui me demanda le but de ma visite.

Je lui expliquai alors que j'étais chargé par le comité central de rallier toutes les fractions divisées du parti républicain.

Le citoyen Velhicus, un des beaux parleurs de l'endroit, prit alors la parole. Mais Barbast et Vitou l'ayant prise en même temps, je subis trois discours à la fois, auxquels je ne compris qu'une chose, c'est que j'étais envoyé par les aristos de *la Réforme* pour les diviser.

Je répondis que des membres du comité je ne connaissais qu'Albert, et que s'ils le désiraient je l'amènerais à la prochaine réunion. J'avais à peine fini de parler qu'on frappa à la porte, et je vis entrer deux braves travailleurs chargés de plomb qu'ils avaient volé pour fabriquer des balles.

Cette circonstance suffit pour me déterminer à ne pas rester plus longtemps avec eux.

Le marchand de vin en me reconduisant me dit qu'il nourrissait tous ces excellents patriotes, mais qu'il était ruiné et qu'il avait hâte de les voir engager la lutte, car il était réduit à déménager à la *sonnette de bois* (sans bruit et clandestinement).

Je frémis en pensant que je venais de reconnaître un espion parmi eux et qu'en cas d'une descente de

police j'aurais été confondu avec des voleurs, comme autrefois Coffineau.

Albert, à qui je racontai cela, partagea mes craintes, me promit de les voir et de faire tout son possible pour les faire renoncer à d'aussi détestables projets.

A quelques jours de là, Cullot et Vitou vinrent chez moi et m'entraînèrent à une réunion qui se tenait à la Villette, chez un marchand de vin ; ils me dirent que ma présence était nécessaire, parce qu'on avait pris des renseignements et que j'étais un bon ; que si je voulais être des leurs, ils m'offraient une position préférable à celle que javais avec les marchands de papier de la *Réforme*, qui n'étaient républicains que de nom.

Arrivés chez le marchand de vin qui se nommait Gorau, affilié lui-même aux sociétés, nous trouvâmes une nombreuse réunion. L'orateur Velhicus prit la parole : il proposa de nommer un comité composé de cinq membres, qui seraient déclarés en permanence. Ces membres devraient toucher chacun cinq francs par jour, pris sur les cotisations, et rendre de cinq jours en cinq jours compte aux chefs de groupes des mesures révolutionnaires qu'ils auraient adoptées. Deux agents révolutionnaires entretenus aussi aux frais de l'association transmettraient et feraient exécuter les ordres du comité.

Quiconque ferait connaître un des membres du comité serait expulsé. Les membres du comité ne

devront jamais être vus en état d'ivresse; ils seront révocables. Lorsque les adhérents seront au nombre de mille on commencera l'insurrection.

Je voulais me retirer, mais on insista en me disant que ma présence ne gênerait en rien et qu'on comptait sur ma discrétion.

Un chapeau noir, fort crasseux, fut placé sur la table et chacun y déposa son vote. Voici le résultat du scrutin : Feret, dit *Moustache*, Poitier, Vitou, dit *le Papa*, Cullot et Velhicus, dit *le Râpé*. La police fut heureuse et comme toujours il se trouva qu'elle eut de ses agents dans le comité.

Tous les membres présents jurèrent de ne jamais révéler ce qui venait de se passer.

La première démarche du comité fut de chercher à se procurer de l'argent pour acheter des armes et des munitions. Ledru-Rollin, auquel on s'adressa pour en obtenir un billet de 1,000 fr., destiné à mener à bonne fin une révolution, les éconduisit poliment en leur disant qu'un billet de 1,000 fr. ne suffisait pas pour renverser un gouvernement.

A la première entrevue que j'eus avec Albert il me demanda si je savais quelque chose de nouveau au sujet des hommes de la Villette. Sur ma réponse négative, il me dit : « Tu mens, ils t'ont nommé membre de leur comité, tu marches avec eux. »

Mes explications lui firent reconnaître son erreur. En ce moment Velhicus entra dans le café et nous aborda d'un air grave et sévère, et, s'adressant à moi :

— Vous causiez de nous, monsieur, me dit-il?

— C'est vrai, lui répondit Albert, et il partit d'un éclat de rire vraiment homérique, que je ne pus m'empêcher de partager en voyant la merveilleuse toilette de Velhicus.

Chose extraordinaire, il était rasé complétement et portait des lunettes bleues. Son chapeau blanc d'une hauteur prodigieuse, sa cravate blanche et son gilet blanc, contrastaient singulièrement avec le reste de son costume. Ses souliers d'une longueur démesurée ressemblaient assez bien à une paire de babouches; son pantalon noir ou plutôt un maillot de cette couleur recouvrait ses os qui pointaient de toutes parts; son habit noir, à queue de morue, qu'il avait emprunté à un charpentier d'une taille colossale, lui descendait jusque sur les talons, et pour se donner un genre de dandy accompli il portait sur le bras son éternel paletot d'été, qui lui avait fait donner parmi les siens le sobriquet du *Râpé*. Il fumait un cigare de 5 centimes et tenait à la main un jonc de deux sous.

Tous les habitués de l'estaminet se joignirent à nous et toute la salle partit d'un immense éclat de rire.

Velhicus, quoique très-susceptible, sut cependant se contenir. C'était un garçon d'une certaine intelligence, mais d'une vanité excessive et plein de confiance en son propre mérite. Il nous pria de sortir, car il venait pour nous parler sérieusement, disait-il.

Quand nous fûmes dehors : « Je sais, monsieur, que vous n'avez pas gardé le secret sur ce qui s'est passé à notre dernière réunion, et que vous en racontez tous les détails à qui veut vous entendre.

— Vous vous trompez, lui dis-je ; » et je lui racontai les reproches que m'avait adressés Albert à cause de ma discrétion.

Il me fit alors des excuses et me dit d'un ton sentencieux : « Je ferai part à mes collègues de mon erreur sur votre compte, citoyen. »

Dès l'instant qu'il me traitait de citoyen, je vis que j'avais reconquis son estime. Quand les républicains se donnent entre eux le titre de *monsieur*, il est synonyme de coquin, de scélérat, etc.

Nous comprîmes quel était le but de sa toilette quant il nous eut expliqué qu'il venait vers Albert chargé d'une *mission diplomatique*.

Lui et ses collègues du comité de la Villette avaient résolu dans l'intérêt de la cause, et mettant de côté les dissentiments particuliers, de demander la fusion des deux comités. Il priait en conséquence Albert de lui obtenir une audience immédiate du comité de la *Réforme*.

Albert lui répondit que le comité ne tenait que des séances absolument secrètes et qu'il ne pourrait communiquer avec eux que par un de ses membres délégué à cet effet. Qu'au reste il se proposait pour se mettre directement en rapport avec lui et ses collègues.

Velhicus, quoique très-contrarié, accepta la proposition d'Albert et nous invita pour le lendemain chez Gorau.

Lorsqu'il nous eut quittés : « Comprends-tu ces imbéciles! me dit Albert, aller former un comité! Ils vont tout compromettre ; la police va les pincer, car, déterminés d'en finir comme ils le sont, ils vont se lancer dans quelque folle entreprise. Le seul moyen de les retenir, c'est d'aller les voir et d'employer la ruse pour les forcer à se dissoudre. »

A la *Réforme* on s'en rapporta à notre zèle pour tout ce que nous ferions à cet égard.

Nous nous rendîmes donc le lendemain chez Gorau. L'assemblée était complète ; on avait convoqué le ban et l'arrière-ban pour cette séance d'apparat.

On avait fait venir pour l'opposer à Albert le citoyen Lacambre, docteur en médecine, ex-professeur de rhétorique, etc., etc. Par malheur j'avais été prévenu dès le matin de cette disposition, et Albert, averti par moi, déclara dès son entrée qu'il allait se retirer si Lacambre restait ; ajoutant que ses excentricités et ses inconséquences passées devaient le faire exclure de toute réunion politique.

« Puisque ma présence paraît compromettante à M. Albert, dit Lacambre en s'inclinant avec affectation, je me retire, mais je suis toujours à la dispotion des citoyens qui m'ont honoré de leur confiance. » Et il sortit accompagné de quelques amis

dévoués, qui ne voulurent pas l'abandonner. Ce furent alors des lamentations dignes de Jérémie : « Ah ! quel malheur ! s'il allait se fâcher, nous abandonner ! »

Ces pauvres gens, habitués à l'entendre discourir pendant de longues heures sur la famille, le libre arbitre, l'Évangile, la République de Sparte et les lois de Lycurgue, sur la femme, le travail en commun, l'égalité des fortunes, la suppression des monnaies, sur tout enfin et d'autres choses encore, se croyaient voués pour toujours à l'ignorance en perdant ce précieux orateur. Et puis ils comptaient tant sur sa rhétorique, pour éblouir Albert !

La séance allait commencer lorsqu'on s'aperçut que le président d'âge, le papa Vitou, était absent. On s'empressa de le chercher et après un assez long espace de temps on finit par le trouver buvant chez un marchand de vin de la barrière, tout en dévorant des petits gâteaux dont il était très-friand.

On le conduisit avec mille attentions au tabouret d'honneur. Il voulut prendre la parole et prononça même quelques mots ; mais l'ivresse dans laquelle il était plongé ne lui permit pas d'achever la première phrase, et chacun put s'apercevoir que l'infortuné avait oublié l'un des articles essentiels du règlement.

Velhicus s'empressa de prendre la parole, et Vitou, plein de confiance dans l'éloquence de son

ami, laissa tomber sa tête sur la table et s'endormit profondément.

Après quelques discussions, Albert lut un ordre du jour assez belliqueux, écrit par Delahode, et dont la lecture ne fut interrompue que par les puissants ronflements du président d'âge.

En sortant de cette réunion, Velhicus nous conduisit dans plusieurs endroits où se réunissaient des membres de cette même fraction.

Lorsque Velhicus nous eut quittés, Albert me dit : « Ils sont nombreux, et j'ai remarqué parmi eux beaucoup d'hommes d'action ; ménageons-les, ils pourront un jour nous être fort utiles. Il nous faudra, je crois, faire quelques concessions à leurs idées les plus raisonnables. » Il me promit de secouer l'apathie des hommes de *la Réforme*,

Il alla, en effet, jusqu'à les menacer de se séparer d'eux, s'ils ne voulaient pas prendre une marche plus révolutionnaire : on le lui promit.

Tout allait donc bien, lorsque Cullot eut la malencontreuse idée de tomber dans un piége grossier. Une des *lumières* du comité proposa de fabriquer de nouvelles bombes incendiaires, assurant qu'une centaine suffiraient pour exterminer toute la garnison de Paris. On se mit aussitôt à l'œuvre : on fit un essai dans la plaine Saint-Denis, et quoiqu'on n'eût pas réussi complétement, on n'en mit que plus d'acharnement à surmonter tous les obstacles.

On dépensa tout l'argent en expériences infructueuses.

Cependant les hommes murmuraient; ils demandaient à grands cris ces fameuses bombes dont on ne parlait plus. « On a mangé notre argent, disaient-ils; il faut révoquer le comité. »

Cette menace produisit son effet. On se mit à l'œuvre; mais l'argent manquait. Cullot ramassa une cinquantaine de francs, avec lesquels on fabriqua quelques bombes : on les fit voir aux mécontents, et ils se calmèrent.

J'appris alors qu'on devait passer un billet au sieur Vallier, cet officier de Méry-sur-Oise, dont j'ai parlé à propos de Caussidière.

Cet homme faisait partie de tous les comités: bonapartistes, légitimistes, républicains; les conspirateurs le récompensaient ainsi de son dévouement en espèces sonnantes. Seulement les honneurs dont on le comblait n'étaient pas tout à fait du goût de sa famille, qui parla même de le faire interdire.

Cette fois, je convins avec Albert de le prévenir, et je fis le voyage de Méry avec Vitou père, qui resta dans un cabaret du village. Vallier me remercia, et me raconta tous ses mécomptes avec les patriotes.

Je dis à Vitou que le bonapartiste ne voulait pas délier les cordons de sa bourse.

« Encore un que l'on pendra pour son refus, » me dit-il. Le comité fut atterré à cette nouvelle; ce fut encore Cullot qui vint à leur secours. Il tira quinze

francs d'un médecin de la Villette; puis, le lendemain, il réunit encore une cinquantaine de francs : avec cela on fit des bombes qui, cette fois, réussirent à merveille : le choc seul suffisait pour les enflammer.

Le comité était triomphant. Barbast, qui avait contribué à leur confection pour une forte somme, en demanda deux pour mettre le feu au marché du Temple, qui ruinait son commerce de tailleur. Je fis remarquer que plus de quinze mille personnes du peuple vivaient de ce marché, et que ce serait rendre le parti odieux si un pareil fait était découvert : et on les lui refusa,

Un jour, je fus chez Cullot, au moment où il faisait des bombes. Je vis en entrant que le phosphore qu'il enfonçait par la petite ouverture s'enflammait :

— Mais la bombe va éclater! m'écriai-je.

— As-tu peur? me dit-il. Je m'assis auprès de lui : Vitou fils se tenait à l'écart. Le jeune enfant de Cullot était baissé près de son père. Tout à coup j'aperçus un grain de poudre resté à l'ouverture enflammée.

Saisir l'enfant, le jeter sur un lit dans la pièce voisine, et refermer la porte sur moi, fut l'affaire d'un instant. La bombe éclate avec un fracas épouvantable, et brise les vitres de la maison. La femme de Cullot pousse un cri perçant.

Je me hasarde à ouvrir la porte; la chambre est

pleine de fumée et de phosphore. J'étais suffoqué.

Je cherche Cullot à tâtons, et je le trouve dans la cuisine, où sa femme lui jetait de l'eau sur le visage. Je lui arrache sa blouse qui brûlait, et l'aide à en remettre une autre. Nous prenons vivement les bombes et les emportons pour les cacher dans un terrain voisin, car le portier et les locataires accouraient irrités, et menaçant du commissaire. La bombe avait sauté en l'air, et n'avait éclaté qu'au-dessus de la tête de Cullot. Vitou fils s'était jeté sur le carré, et s'était enfui précipitamment.

Quelques jours après, nous allions avec Cullot pour faire des expériences, lorsque des agents de police se jetèrent sur lui à la barrière de la Chapelle. Vitou père et un autre furent arrêtés. Je repoussai un des agents qui voulait porter la main sur moi, et me sauvai ainsi que plusieurs camarades. Je remarquai que Moustache avait, contre son habitude, refusé de prendre un verre de vin avec nous, et qu'au moment où les agents se ruaient sur nous il était à sa fenêtre. Je me dis en moi-même : *Il a été bien inspiré.*

Il n'y avait aucune preuve contre moi, et la femme de Cullot me dit que je n'avais rien à craindre de son mari ni du père Vitou. Ils m'engageaient, au contraire, à continuer d'organiser les hommes de la Villette, ce que je fis; seulement je pris la précaution de changer de domicile.

Ainsi que l'avait prévu Albert, l'accident arrivé

à Cullot fut un mal pour un bien; car, débarrassé de ce comité turbulent, et à l'aide d'un ami dévoué, j'eus bientôt organisé et discipliné tous ces hommes. Ce fut alors qu'Albert, voyant que cette occupation absorbait tout mon temps, demanda à mon insu au comité de m'accorder un subside pour m'indemniser de la perte de mon travail. Flocon lui remit de l'argent pour moi et mon ami. Je reçus ainsi quelques centaines de francs.

Lorsque j'eus mis Albert en rapport avec tous les chefs de groupe, il me dit : « Je suis tranquille maintenant; j'ai la clef, et nous pouvons faire la paix ou la guerre. Je vais demander quelques billets de mille francs chez moi pour acheter de la poudre, et si *la Réforme* ne marche pas, tu verras ce que je veux faire. »

Quelques jours après, il fut arrêté sur la dénonciation de Vitou fils. Je courus prévenir Flocon.

« J'ai quelque chose à vous apprendre, me dit-il; nous tenons un mouchard qui n'est peut-être pas étranger à l'arrestation d'Albert; et ce soir nous allons lui demander une explication. Lisez cette lettre. »

Elle était à l'adresse du sieur Turmel, marchand de vin rue de Poitou. On lui disait : « Si vous con-
« tinuez ainsi à vous mettre en avant en tout, vous
« vous perdrez, et vous ne me serez plus d'aucune
« utilité. Il y a déjà quelques soupçons sur vous :
« allez encore à *la Réforme*, car j'ai peine à croire

« ce que vous m'avez dit. Allez vous en assurer de « nouveau. » Cette lettre avait été jetée à la poste de la Préfecture.

Turmel, qu'on avait envoyé chercher, arriva. Il chercha à se justifier, mais, pour quelques-uns de nous, il fut toujours considéré comme un mouchard.

Albert fut mis en liberté quelques jours après son arrestation. Il me dit qu'il avait entendu prononcer mon nom chez le juge d'instruction, et que probablement un mandat d'arrêt allait être lancé contre moi, car Vitou fils m'avait aussi dénoncé.

Le fameux Considère se trouva mêlé, on ne sait comment, dans cette affaire, sans doute pour *moutonner* dans la prison. Il sut si bien exciter les autres prévenus contre moi, que tous, à l'exemple de Vitou, me signalèrent comme le meneur principal de ce complot.

Accablé sous toutes ces dénonciations, je fus condamné par contumace à quatre ans de prison et autant de surveillance.

Telle fut la véritable histoire de l'affaire dite *des bombes incendiaires*, que Caussidière, devant l'Assemblée nationale, lors de la commission d'enquête, confondit, à dessein, avec ces pétards qu'un monomane semait le soir dans les rues de Paris. Il osa m'accuser d'avoir répandu ces pétards pour épouvanter la population; aujourd'hui je n'ai pas besoin de m'en défendre, puisque le pauvre fou vient d'être arrêté en flagrant délit.

victoire assurée et je courus à *la Réforme* pour annoncer au comité cet heureux succès.

Je ne trouvai là que quelques habitués : je demandai où était Flocon. On me dit qu'il était au café. En descendant je le trouvai en uniforme de la garde nationale, causant avec Baune ; tous deux fumaient tranquillement leur pipe, leur fusil vierge sous le bras.

« L'Hôtel-de-Ville est à nous, leur dis-je, nous avons des canons, les troupes battent en retraite de tous côtés, les casernes sont brûlées ou occupées par le peuple, la garde nationale est avec nous, tout Paris est hérissé de barricades.

— Avez-vous vu Caussidière ? me dit Flocon.

— Non, je n'ai pas même vu Albert, mais je suis certain qu'ils se battent comme des lions.

— Voilà qui change terriblement les affaires, ajouta Flocon : il faut nommer un gouvernement provisoire. » Puis se tournant vers ceux qui me suivaient :

« Vous paraissez échauffés, mes braves, vous devez avoir soif, entrez au café. » Et il me donna de l'argent pour leur payer de la bière.

« Hâtez-vous, me dit-il, vous monterez à la *Réforme*, j'ai des ordres à vous donner. »

Un instant après je fus le retrouver ; il y avait avec lui Cahaigne, le frère de Bocquet, Baune et quelques autres.

On vint annoncer alors qu'un combat terrible se

livrait sur la place du Palais-Royal, et que la troupe, retranchée dans le poste du Château-d'Eau, opposait une résistance désespérée.

« Qu'on les mitraille, dit quelqu'un, » et l'on me donna l'ordre d'y conduire les deux pièces de canon de l'Hôtel-de-Ville. Cet ordre, rédigé par Bocquet, était ainsi conçu : « Citoyens, on massacre « nos frères sur la Place du Palais-Royal. Nous auto- « risons le citoyen Chenu, porteur de cette lettre, à « y faire conduire les deux canons qui sont en votre « pouvoir, afin d'en finir promptement avec les « derniers défenseurs du tyran Louis-Philippe. » Signé Bocquet. Au-dessous, le cachet de *la Réforme*.

On m'adjoignit Cahaigne pour porter cet ordre, et on nous donna, en outre, quelques proclamations pour les distribuer au peuple.

Arrivés à l'Hôtel-de-Ville, nous trouvâmes une foule compacte, ivre de joie et de vin. Des hommes, des femmes étaient montés sur les deux pièces de canon et jusque sur les chevaux. Ils se faisaient traîner ainsi autour de la place.

Nous ne pûmes leur faire entendre raison. J'eus beau leur montrer l'ordre dont j'étais porteur, leur expliquer que quelques coups de canon épargneraient le sang de leurs frères, rien ne put les engager à descendre et à nous suivre.

« Viens, dis-je à Cahaigne, cette scène me dégoûte ; il n'y a plus là un seul des combattants de ce matin ; il n'y a plus qu'une tourbe insensée

— Vous causiez de nous, monsieur, me dit-il ?

— C'est vrai, lui répondit Albert, et il partit d'un éclat de rire vraiment homérique, que je ne pus m'empêcher de partager en voyant la merveilleuse toilette de Velhicus.

Chose extraordinaire, il était rasé complétement et portait des lunettes bleues. Son chapeau blanc d'une hauteur prodigieuse, sa cravate blanche et son gilet blanc, contrastaient singulièrement avec le reste de son costume. Ses souliers d'une longueur démesurée ressemblaient assez bien à une paire de babouches ; son pantalon noir ou plutôt un maillot de cette couleur recouvrait ses os qui pointaient de toutes parts ; son habit noir, à queue de morue, qu'il avait emprunté à un charpentier d'une taille colossale, lui descendait jusque sur les talons, et pour se donner un genre de dandy accompli il portait sur le bras son éternel paletot d'été, qui lui avait fait donner parmi les siens le sobriquet du *Râpé*. Il fumait un cigare de 5 centimes et tenait à la main un jonc de deux sous.

Tous les habitués de l'estaminet se joignirent à nous et toute la salle partit d'un immense éclat de rire.

Velhicus, quoique très-susceptible, sut cependant se contenir. C'était un garçon d'une certaine intelligence, mais d'une vanité excessive et plein de confiance en son propre mérite. Il nous pria de sortir, car il venait pour nous parler sérieusement, disait-il.

Quand nous fûmes dehors : « Je sais, monsieur, que vous n'avez pas gardé le secret sur ce qui s'est passé à notre dernière réunion, et que vous en racontez tous les détails à qui veut vous entendre.

— Vous vous trompez, lui dis-je ; » et je lui racontai les reproches que m'avait adressés Albert à cause de ma discrétion.

Il me fit alors des excuses et me dit d'un ton sentencieux : « Je ferai part à mes collègues de mon erreur sur votre compte, citoyen. »

Dès l'instant qu'il me traitait de citoyen, je vis que j'avais reconquis son estime. Quand les républicains se donnent entre eux le titre de *monsieur*, il est synonyme de coquin, de scélérat, etc.

Nous comprîmes quel était le but de sa toilette quant il nous eut expliqué qu'il venait vers Albert chargé d'une *mission diplomatique*.

Lui et ses collègues du comité de la Villette avaient résolu dans l'intérêt de la cause, et mettant de côté les dissentiments particuliers, de demander la fusion des deux comités. Il priait en conséquence Albert de lui obtenir une audience immédiate du comité de la *Réforme*.

Albert lui répondit que le comité ne tenait que des séances absolument secrètes et qu'il ne pourrait communiquer avec eux que par un de ses membres délégué à cet effet. Qu'au reste il se proposait pour se mettre directement en rapport avec lui et ses collègues.

— Vous causiez de nous, monsieur, me dit-il?

— C'est vrai, lui répondit Albert, et il partit d'un éclat de rire vraiment homérique, que je ne pus m'empêcher de partager en voyant la merveilleuse toilette de Velhicus.

Chose extraordinaire, il était rasé complétement et portait des lunettes bleues. Son chapeau blanc d'une hauteur prodigieuse, sa cravate blanche et son gilet blanc, contrastaient singulièrement avec le reste de son costume. Ses souliers d'une longueur démesurée ressemblaient assez bien à une paire de babouches; son pantalon noir ou plutôt un maillot de cette couleur recouvrait ses os qui pointaient de toutes parts; son habit noir, à queue de morue, qu'il avait emprunté à un charpentier d'une taille colossale, lui descendait jusque sur les talons, et pour se donner un genre de dandy accompli il portait sur le bras son éternel paletot d'été, qui lui avait fait donner parmi les siens le sobriquet du *Râpé*. Il fumait un cigare de 5 centimes et tenait à la main un jonc de deux sous.

Tous les habitués de l'estaminet se joignirent à nous et toute la salle partit d'un immense éclat de rire.

Velhicus, quoique très-susceptible, sut cependant se contenir. C'était un garçon d'une certaine intelligence, mais d'une vanité excessive et plein de confiance en son propre mérite. Il nous pria de sortir, car il venait pour nous parler sérieusement, disait-il.

Quand nous fûmes dehors : « Je sais, monsieur, que vous n'avez pas gardé le secret sur ce qui s'est passé à notre dernière réunion, et que vous en racontez tous les détails à qui veut vous entendre.

— Vous vous trompez, lui dis-je ; » et je lui racontai les reproches que m'avait adressés Albert à cause de ma discrétion.

Il me fit alors des excuses et me dit d'un ton sentencieux : « Je ferai part à mes collègues de mon erreur sur votre compte, citoyen. »

Dès l'instant qu'il me traitait de citoyen, je vis que j'avais reconquis son estime. Quand les républicains se donnent entre eux le titre de *monsieur*, il est synonyme de coquin, de scélérat, etc.

Nous comprîmes quel était le but de sa toilette quant il nous eut expliqué qu'il venait vers Albert chargé d'une *mission diplomatique*.

Lui et ses collègues du comité de la Villette avaient résolu dans l'intérêt de la cause, et mettant de côté les dissentiments particuliers, de demander la fusion des deux comités. Il priait en conséquence Albert de lui obtenir une audience immédiate du comité de la *Réforme*.

Albert lui répondit que le comité ne tenait que des séances absolument secrètes et qu'il ne pourrait communiquer avec eux que par un de ses membres délégué à cet effet. Qu'au reste il se proposait pour se mettre directement en rapport avec lui et ses collègues.

rent nommés délégués au département de la police.

Nous allions partir, lorsque revint Étienne Arago : « Les gardes nationaux qui gardent l'hôtel des Postes m'ont f..... à la porte, dit-il, et ne veulent pas me reconnaître pour directeur. » Je pris une cinquantaine d'hommes, et allai l'installer dans ses bureaux.

Quand nous revînmes de cette expédition, Caussidière était déjà parti avec quelques camarades seulement.

IIᴱ PARTIE.

La Préfecture de Police sous Caussidière

CHAPITRE X.

La Nuit du 24 Février à la Préfecture de Police.

Je me rendis à la Préfecture en toute hâte, et je la trouvai gardée par des gardes nationaux. L'adjudant-major Caron s'avança vers moi, et me dit :

« Vous pouvez vous retirer, mon ami, on n'a pas besoin de vous ici, la garde nationale est assez nombreuse pour faire le service. » Je regardai avec plus d'attention cette prétendue garde nationale. Mais ce sont tous mouchards et sergents de ville déguisés! Caussidière n'est pas en sûreté avec ces gens-là; et repoussant Caron, j'entrai dans la Préfecture malgré lui.

Je rangeai mes hommes dans la cour, et je montai chez Caussidière. Je le trouvai dans le cabinet du secrétaire-général, assis dans un fauteuil et causant avec Sobrier et plusieurs employés de la Préfecture.

« J'ai à te parler, lui dis-je, mais à toi seul. »

Nous passâmes dans un cabinet et je lui fis part de mes remarques sur les grenadiers auxquels était confiée la garde de la Préfecture. « J'ai peu de monde, ajoutai-je, et dans le cas d'une attaque imprévue je ne serais pas assez fort pour les repousser.

—Tu vas, me dit-il, convoquer immédiatement les chefs de groupe et les chefs de barricades sur lesquels nous pouvons compter. Il n'y a pas de temps à perdre. Je vais t'en donner l'ordre par écrit : ce sera mon premier acte de pouvoir. »

Nous rentrâmes alors; Caussidière prit une plume et écrivit : « Le capitaine Chenu est autorisé à « former une garde pour le service de la Préfecture « de police, et à enrôler les citoyens qui se présen- « teront pour en faire partie. » Signé : Caussidière, et au bas le cachet de la Préfecture.

J'écrivis aussitôt à tous ceux qu'il m'avait désignés, et après avoir fait porter ces lettres et m'être assuré que le service se faisait régulièrement, je remontai chez Caussidière.

Cahaigne arriva en ce moment tout furieux de l'Hôtel-de-Ville, où il avait été offrir ses services à son ami Flocon. Mais celui-ci l'avait fort mal accueilli et avait fini par le congédier brutalement.

« Le misérable! le lâche! s'écriait Cahaigne, lui à qui j'ai vu tourner les talons en Juillet. »

Il rabattait donc vers la Préfecture, espérant

trouver auprès de son ami Caussidière une plus cordiale réception, et surtout un emploi.

Caussidière congédia les employés, en leur recommandant de marcher droit, s'ils voulaient s'éviter le désagrément d'être fusillés.

« Maintenant que nous voilà seuls (nous n'étions plus que cinq), occupons-nous de nous et visitons tout ça. » Il ouvrit les tiroirs de son bureau, et, les trouvant vides, il s'écria : « Zéro à la caisse, pas un monaco ! »

Il parcourut ensuite tous les livres que le secrétaire-général avait laissés sur son bureau : « Ah ! ah ! voilà pour l'administration. Mais ce n'est pas cela qu'il me faut, c'est le livre des mouchards.

« Ah ! le voici ! » En effet, il avait trouvé un livre écrit en lettres et chiffres inconnus, un véritable grimoire. Il prétendit y connaître quelque chose ; mais après une demi-heure passée inutilement à rassembler des chiffres, à composer des noms, il finit par perdre patience et envoyer promener le livre.

Il sonna, et le domestique du secrétaire-général, qui était passé rapidement à son service, se présenta.

—Où sont les dossiers politiques ?

—Aux archives et dans ces casiers, en face de vous, sur ce bureau.

Le préfet se jeta sur ces dossiers avec une espèce de rage. « Je vais donc, s'écria-t-il, connaître

enfin les mystères impénétrables de ce terrible séjour ! » Et sa main tremblait d'impatience en feuilletant le premier dossier qu'il avait saisi. Il lut à haute voix :

« Monsieur le comte, si d'ici à deux jours vous « ne m'avez pas donné la somme de cinq cents francs « que je vous ai demandée, j'écris à Mme la comtesse, « votre femme, vos intrigues avec Mme de L..., et je « préviens M. de L... de la conduite de sa femme. » Sans signature.

— Ah çà ! ce dossier n'est pas politique; c'est une affaire de chantage et voilà tout.

Caussidière prit un autre dossier et lut : « Mon- « sieur, la demoiselle M..., artiste du Gymnase, « demeurant rue du Helder, a pour entreteneur un « ex-directeur de l'Académie royale de musique, « qui vient la voir très-assidûment. Un grand et « assez beau jeune homme épie le moment de sa « sortie pour aller le remplacer. Mademoiselle M... « mène un grand train, et ses parents sont voisins « de la misère. » Signé : Jules.

Puis Caussidière passa en revue les dossiers de ces dames, et nous fit faire connaissance avec les coulisses de l'Opéra. Toutes ces lettres étaient signées par ce coquin de Jules, qui se faisait un plaisir de raconter tous les matins au préfet de police la vie intime de ces charmantes pécheresses.

« Qu'est-ce que ça me f..., s'écria Caussidière,

de connaître les entreteneurs et les amourettes de ces dames ? Je vous demande un peu à quoi ça sert qu'un préfet de police sache tout ça ? Je casse M. Jules aux appointements et je le révoque de ses fonctions.

« Mais c'est une mystification de ce farceur de secrétaire-général. Au lieu de m'initier aux mystères de la politique, il me fait connaître les mystères des théâtres. Je lui ai écrit de venir demain. S'il vient, je le coffre d'emblée.

— Tiens, dit Israël Javelot, lis donc. » Il venait de trouver une lettre, sans doute oubliée dans l'empressement de la fuite. On prévenait le préfet que la veille une caisse d'armes déposée chez un entrepositaire à la Ville avait été pillée. Et on citait les noms de ceux qui avaient pris part à ce pillage. Cette lettre était encore signée de M. Jules. Mais cette fois il avait eu l'imprudence d'ajouter son véritable nom ; et comme il venait de changer de domicile, il donnait sa nouvelle adresse.

Caussidière prit la lettre et la serra dans la poche de sa redingote. « Enfin, dit-il, j'en tiens donc un ! Faites-moi souvenir de le faire arrêter. »

En ce moment l'adjudant Caron demanda à parler au préfet de police :

— Que me voulez-vous ? lui dit Caussidière.

— Monsieur le préfet, dit Caron.

— Dites citoyen, interrompit Caussidière.

— Citoyen préfet, je viens de la Ville, où j'ai

pris le mot d'ordre, et j'ai vu en passant porter des cadavres à la Morgue : où faudra-t-il les exposer?

Caussidière le chargea d'aller les compter et de les faire transporter ensuite dans une des salles basses de l'Hôtel-de-Ville.

« Messieurs, dit Caussidière, je vous invite à souper. » Et il sonna.

« Jean, servez nous à souper, mon garçon, lui dit-il. » Jean sortit.

« Il va très-bien, ce petit Jean, n'est-ce pas? Comme ces coquins d'aristorates se faisaient servir à la parole! »

Pendant le souper la conversation roula, comme on doit bien le penser, sur les événements du jour. Je sus enfin pourquoi Caussidière avait si mal accueilli la maigre place qu'on lui avait offerte.

« J'avais juré à mon père, nous dit-il, de monter les marches de l'Hôtel-de-Ville (ce qui voulait dire, dans le langage du conspirateur, faire partie du Gouvernement provisoire). Je ne suis que préfet; mais patience! Il y a de bien mauvais éléments parmi les choix du *National*. Au premier soupçon de réaction je les écrase sans pitié. J'ai déjà un pied dans l'étrier, je leur monterai sur le dos. »

Après le souper, le préfet sentit que son pied était enflé des suites d'une entorse qu'il s'était donnée en franchissant les barricades. Son domestique lui fit une compresse avec de l'eau sédative.

« Je souffre aussi beaucoup,» dis-je à mon tour;

et Jean s'empressa de me panser aussi le pied; mais comme j'avais une écorchure assez profonde au-dessous de la cheville, l'eau sédative me causa une atroce douleur. Jean poussa la complaisance jusqu'à me prêter des pantoufles ; et comme nous étions restés seuls :

— Monsieur Chenu, me dit-il, voulez-vous me endre un grand service?

— Qui diable vous a dit mon nom, Monsieur Jean?

— Je vous ai entendu nommer par M. Caussidière qui parlait de vous. Vous qui paraissez si bien avec lui, dites-lui un mot en ma faveur, je vous prie, pour qu'il me conserve ma place.

— Je crois qu'il vous rend justice; vous vous êtes montré très-intelligent ce soir. Je puis vous assurer qu'il est content de vous.

Et comme je partais sans prendre le petit-verre qu'il m'avait versé après le café :

— Vous oubliez de prendre votre petit verre, me dit-il.

— Je le sais bien.

— C'est que voyez-vous, monsieur, cette eau-de-vie-là est bien supérieure à tout ce que vous avez pu boire.

— Vous croyez ! lui dis-je ; et j'en avalai une gorgée. Elle était très-bonne en effet.—Ecoutez : vous me demandiez tout à l'heure de parler en votre faveur au citoyen préfet? Eh bien, je vais vous donner un conseil qui vaudra mieux pour vous,

—Oui, nous donnons notre démission, mais nous allons rester ici : et le premier qui vient pour prendre ma place, je le f... à la porte. Car je veux que ces messieurs, et il appuya sur le mot, sachent bien qu'on ne renverse pas Caussidière aussi facilement qu'on l'élève. Toi, capitaine, au lieu d'aller t'enfouir dans un bureau de commissaire de police, tu vas m'organiser militairement une armée révolutionnaire. Ce matin tous nos amis des sociétés secrètes convoqués par toi vont se rendre ici. J'ai écrit à Coré de venir avec cent hommes de la 11e légion. Ce son des bons, ils feront désormais le service avec vous. Tous les détenus politiques se joindront à nous et je veux si bien manœuvrer qu'avant peu je les tiendrai tous. Toi, Sobrier, tu feindras de te séparer de moi et tu vas à l'instant même, pour faire de la polémique contre le *National*, fonder un journal, et dans un premier article tu réveilleras le souvenir des clubs de 93, tu appelleras le peuple à ces assemblées révolutionnaires, et nous ressusciterons les sociétés des *Droits de l'Homme* et des *Amis du Peuple* dont tous les patriotes devront faire partie.

Alors Sobrier et Cahaigne se mirent sur un guéridon et rédigèrent ce fameux premier article de la *Commune de Paris*. Quand il fut achevé, Caussidière le trouva si parfait qu'il voulut qu'il fût affiché sur tous les murs de la capitale.

Grandmesnil entra en ce moment : on échangea quelques poignées de mains.

« Eh bien! dit Caussidière, nous y sommes. Ce n'est pas plus difficile que ça. » Et tous s'étendirent dans des fauteuils et sur des canapés : chacun prit ses ébats comme le font des valets en l'absence de leurs maîtres.

Grandmesnil nous fit alors un rapport exact sur la situation. Il nous raconta ce qui s'était passé à la chambre des députés : Toute la ville est dans l'allégresse; les maisons sont illuminées. Les Tuileries, la place de Grève sont encombrées de patriotes armés. Les barricades sont gardées comme si l'ennemi était à nos portes, Paris ressemble à une véritable forteresse.

— Garnier-Pagès est nommé maire de Paris.

— Mauvais choix, dit Caussidière; il m'a déjà envoyé un ordre et je refuse d'y obéir.

— Si Garnier-Pagès est appelé à la mairie de Paris, nous allons avoir le Pagnerre, Saint-Roch et son chien. Et Marrast donc? Il sera curieux de le voir dans le même conseil avec Flocon; les deux antipodes réunis! L'accord ne sera pas long. Nous voilà revenus au bon temps de la Gironde et de la Montagne.

Grandmesnil assura que le Gouvernement provisoire préparait un décret portant que tous les Français âgés de 21 ans seraient électeurs. Il donna ensuite son avis sur la création des clubs et des commissaires extraordinaires. Nous avons le suffrage universel, c'est bien commencer, dit-il ; nous aurons

j'en suis sûr, que les meilleures recommandations. Tenez toujours de cette excellente liqueur à sa disposition; ayez bien soin qu'il n'en manque jamais, et vous verrez qu'il ne pourra plus se passer de vous.

— Bien vrai, Monsieur Chenu?

— Je vous l'assure; je le connais un peu, je sais ses goûts.

— Soyez certain alors qu'il en aura toujours un carafon sous sa main, puisque vous dites que cela lui sera si agréable.

— Oui, mon ami, il sera très-sensible à cette délicate attention de votre part.

Je laissai M. Jean enchanté de mon conseil. Quand je rentrai dans le salon, Caussidière disait : « C'est ici que me recevait pour ma surveillance le secrétaire-général de la police. C'est ici qu'il m'a si souvent menacé de me faire quitter Paris. Maintenant je suis le maître, et demain je veux l'y recevoir à mon tour en vrai despote, dans mon fauteuil, le sabre au c.., n... de D...!»

On annonça un officier de pompiers; il nous dit que le feu était aux Tuileries.

— Qu'est-ce que ça me f..., dit Caussidière, laissez-les brûler. Il n'y aura plus de repaire à tyran à Paris.

L'officier lui fit observer que la galerie de bois adossée au Louvre exposerait le musée si le feu s'y communiquait. Alors il se décida à donner des ordres pour l'éteindre.

Sur ces entrefaites, l'adjudant Caron rentra et dit qu'il avait compté quatre-vingt-quatorze cadavres de bourgeois.

Caussidière, ayant reçu un message du gouvernement, se mit à écrire.

Pendant ce temps Cahaigne avait demandé la liste des commissaires de police. Nous nous mîmes à en casser une quarantaine.—Nous les remplacerons par des patriotes, dit Sobrier.

—Je voudrais, lui dis-je, voir changer celui de mon quartier. Le coquin me traitait avec une insolence et une méchanceté rares même chez un commissaire de police. Je voudrais voir sa figure en apprenant que c'est à moi qu'il doit son renvoi.

—Mieux que ça, me dit Sobrier, il sera plus plaisant de prendre sa place.

—Cette idée me convient, et j'accepte.

Il me nomma ainsi commissaire de police dans le quartier du Temple, et me donna sur-le-champ l'ordre d'expulser cet honorable magistrat. Mais ô néant des grandeurs humaines! A peine avais-je ma nomination dans ma poche que Caussidière présenta à Sobrier ce qu'il venait d'écrire.

Celui-ci fit un geste de surprise :

—Comment, s'écria-t-il, tu donnes ta démission?

—Oui, et tous les deux aussi vous allez faire comme moi.

— Très-bien, lui dis-je : et je mis ma nomination en morceaux.

—Le poste est occupé par une nichée de sergents de ville, me dit Devaisse ; ils dorment tranquillement, et nous allons chercher de quoi les réveiller et les mettre à la porte. Ils s'armèrent donc de tout ce qui leur tomba sous la main, de baguettes de fusil, de fourreaux de sabres, de courroies qu'ils doublèrent, et de manches à balai ; puis mes gaillards, qui tous avaient eu à se plaindre plus ou moins de l'insolence et de la brutalité des dormeurs, tombèrent sur eux à bras raccourci, et pendant plus d'une demi-heure leur infligèrent une si rude correction, que quelques-uns en furent longtemps malades. Aux cris qu'ils poussaient j'accourus, et ne parvins qu'avec peine à me faire ouvrir la porte que les Montagnards, car ils prenaient déjà ce nom, avaient eu la précaution de tenir fermée en dedans.

Il eût fallu voir alors les sergents de ville se précipiter dans la cour à moitié vêtus ! Ils franchissaient l'escalier d'un seul bond, et bien leur prenait de connaître les êtres de la Préfecture pour disparaître aux yeux de leurs terribles ennemis qui les poursuivaient avec acharnement.

Une fois maîtres de la place, dont ils venaient de relever la garnison avec tant de courtoisie, nos Montagnards se parèrent orgueilleusement des dépouilles des vaincus, et pendant longtemps on les vit se promener dans la cour de la Préfecture, l'épée au côté, le manteau sur l'épaule, et le chef

orné du tricorne jadis si redouté de la plupart d'entre eux.

Dès qu'ils se furent installés dans ce poste, je leur recommandai l'ordre et la discipline ; je leur promis des armes, des rations, et une solde convenable. « Vous prendrez, leur dis-je, le titre de première compagnie des Montagnards. Quant à ma compagnie, comme elle est composée exclusivement de combattants, elle prendra celui de compagnie du 24 Février. Je vais aller occuper avec elle le poste qui se trouve sous la première voûte ; je pense que les hôtes qui l'habitaient ont dû disparaître en toute hâte en apprenant la manière dont vous avez traité leurs camarades. »

Je montai ensuite chez le préfet : les salons étaient encombrés de tous ces anciens piliers d'estaminet que Caussidière avait fréquentés toute sa vie ; ils voulaient profiter de la nouvelle fortune de leur ami, et celui-ci eut la faiblesse de les placer presque tous assez avantageusement. J'y remarquai tout ce qu'il y avait de plus crapuleux dans le parti républicain ; j'y reconnus des mouchards et des voleurs qu'il venait déjà d'admettre comme officiers d'état-major. Delahode se vit aussi élever au grade de secrétaire-général : ce fut lui qui fut chargé de délivrer les laissez-passer, afin que nous pussions plus facilement nous reconnaître.

Après le déjeuner, auquel Caussidière nous invita, je fus chargé avec Élie de désarmer les soldats qui

montaient la garde dans les prisons, afin d'armer les Montagnards. Beaume reçut l'autorisation d'organiser une compagnie de jeunes gens qui, disait-il, avaient combattu avec lui.

J'allais sortir lorsque Jean, passant près de moi, me donna cinq ou six paquets de cigares de Manille.—Ils sont excellents, me dit-il, ce sont ceux de M. Pinel ; quand vous n'en aurez plus, je vous en donnerai d'autres.

—Prenez garde, lui dis-je en riant, vous voulez me corrompre.

—Dites-donc, monsieur Chenu, ajouta-t-il d'un air mystérieux, j'ai placé hier soir, sur sa table, un flacon de cette vieille eau-de-vie que vous savez: vous m'avez donné là un fameux conseil. Il a tout bu, et ce matin il m'a paru tout surpris en voyant que je l'avais remplacé par un autre.

—Est-ce que ton ancien patron, me dit-il, avait l'habitude d'avoir toujours sous la main un flacon de cette délicieuse eau-de-vie ?

—Oui, lui répondis-je comme bien vous pensez, quoiqu'il n'en fût rien.

—Voyez-vous ces gaillards-là ! comme ils boivent ainsi seuls au coin de leur feu ! Et il en avala trois petits verres coup sur coup.—Décidément, vous êtes un garçon intelligent, ajouta-t-il, je vous prends à mon service.

Jean me quitta après m'avoir accablé de ses remercîments pour le bon conseil que je lui avais donné.

Je fus ensuite avec Élie chercher les fusils; nous en rapportâmes à la Préfecture plein deux petites voitures à bras, et nous les distribuâmes aux Montagnards.

Le lendemain, Caussidière nous donna une représentation des plus divertissantes. Il avait mandé à la Préfecture plusieurs commissaires de police et officiers de paix. Ils se rendirent avec empressement à son invitation. On vint les annoncer pendant que nous étions à table.

« Qu'ils attendent, dit Caussidière ; le préfet *travaille.* »

Il travailla une bonne demi-heure encore, et prépara ensuite la mise en scène pour la réception de Messieurs les commissaires, qui, pendant ce temps-là, étaient échelonnés dans le grand escalier.

Caussidière s'assit majestueusement dans son fauteuil, son grand sabre au côté; deux montagnards débraillés, à la mine farouche, gardaient la porte, le fusil au pied, la pipe à la bouche. Deux capitaines, le sabre nu, se tenaient à chaque bout de son bureau. Puis il y avait groupés dans le salon tous les anciens chefs de section, les républicains formant son état-major; tout cela, armé de grands sabres et de pistolets de cavalerie, de carabines et de fusils de chasse,Tout le monde fumait, et le nuage qui remplissait le salon assombrissait encore les figures, et donnait à cette scène un as-

pect vraiment terrible. Au milieu, on avait ménagé un espace pour les commissaires. Chacun se coiffa, et Caussidière donna l'ordre de les introduire.

Ces pauvres commissaires ne demandaient pas mieux car ils étaient en butte aux injures et aux menaces des Montagnards qui voulaient, disaient-ils, les fricasser et les mettre à toutes sauces. « Tas de coquins, hurlaient les plus forcenés, nous vous tenons à notre tour! Vous ne sortirez pas d'ici, il faut que vous y laissiez votre peau. » Le sieur Morand surtout, secrétaire du commissaire de Belleville, avait tout à craindre de leur fureur, et je ne sais pas comment tout cela se serait terminé si l'ordre de faire entrer se fût fait attendre encore un instant.

A leur entrée dans le cabinet du préfet, ils se crurent tomber de Charybde en Scylla : le premier qui mit le pied sur le seuil de la porte parut hésiter un moment. Il ne savait trop s'il devait avancer ou reculer, tant étaient sinistres tous ces regards tournés vers lui. Enfin, il se hasarda, fit un pas et salua, un autre pas et salua plus bas encore. Chacun fit son entrée en saluant profondément le terrible préfet, qui recevait toutes ces marques de respect froid et silencieux, la main appuyée sur la poignée de son sabre.

Les commissaires regardaient ce singulier appareil avec des yeux ébahis. Quelques-uns qu'égarait la terreur, et qui voulaient sans doute nous faire

leur cour, trouvaient le tableau imposant, majestueux.

« Silence! » dit un montagnard, d'une voix sépulcrale.

Lorsqu'ils furent tous entrés, Caussidière, resté jusque-là muet et immobile, rompit le silence, et de sa voix la plus formidable :

« Il y a huit jours, leur dit-il, vous ne vous attendiez guère à me trouver assis à cette place, entouré d'amis fidèles. Ils sont donc aujourd'hui vos maîtres, ces Républicains de carton, comme vous nous appeliez jadis! Vous tremblez devant ceux que vous avez accablés des plus ignobles traitements. Vous, Vassal, vous étiez le plus lâche séide du gouvernement déchu, le plus ardent persécuteur des Républicains, et vous voilà tombé entre les mains de vos plus implacables ennemis, car pas un de ceux qui sont ici n'a échappé à vos persécutions. Si j'écoutais les justes réclamations qui me sont adressées, j'userais de représailles. J'aime mieux oublier. Allez tous reprendre vos fonctions; mais si j'apprends jamais que vous prêtiez les mains à quelque tripotage réactionnaire, je vous écraserai comme de vils insectes. Allez! »

Les commissaires avaient passé par toutes les terreurs, et contents d'en être quittes pour une bourrade du préfet, ils sortirent tout allègres. Les Montagnards qui les attendaient au bas de l'escalier les reconduisirent jusqu'au bout de la rue de Jéru-

salem, en leur faisant un bruyant charivari.

Quant à nous, à peine le dernier avait-il disparu, que nous partîmes d'un immense éclat de rire. — Bravo, Caussidière, tu as été superbe! — Et Vassal? — Je gage qu'ils ont cru assister au jugement dernier. — Ils auront la jaunisse! Caussidière était rayonnant et riait plus fort que les autres du bon tour qu'il venait de jouer à ses commissaires.

Ce jour-là les détenus politiques arrivèrent de Doullens, et Caussidière leur fit une brillante réception. Il leur proposa d'entrer dans sa garde d'honneur, ce qu'ils acceptèrent avec enthousiasme. Ils se réunirent donc au corps des Montagnards déjà formé, et tous ensemble ils célébrèrent leur heureux retour le verre en main.

On but à la République, à Caussidière leur illustre patron, enfin à tout le monde. A chaque toast les têtes se montaient, et les toasts furent nombreux. Lorsque l'exaltation bachique fut venue à son comble, on parla de se choisir un chef digne de commander un corps aussi respectable, et toutes les voix se réunirent sur Pornin, ancien détenu politique. Le choix était convenable, comme on le verra plus tard. On but donc à Pornin, commandant des Montagnards.

Pornin avait une jambe de bois : quelqu'un fit la remarque que Vincennes avait été défendu par un illustre capitaine dont le surnom de *Jambe de Bois* est à jamais célèbre. —Et pourquoi n'au-

rions-nous pas Vincennes? C'est cela, s'écria-t-on, il nous faut le fort de Vincennes, il nous faut son immense arsenal! Et séance tenante on décora le citoyen Pornin du titre de gouverneur de Vincennes.

Pendant ce temps Caussidière dînait avec quelques amis. En haut comme en bas, on se livra à de copieuses libations. Le citoyen Cuny arrivait de Doullens; il était l'ami personnel de Caussidière, et celui-ci voulut le reconduire jusqu'à son hôtel quoiqu'il fût deux heures du matin.

Lorsque Caussidière passa devant nous, nous pûmes voir qu'il n'était pas tout-à-fait à jeun.

Quelle ne fut pas notre surprise lorsqu'environ une heure après nous le vîmes rentrer escorté de plusieurs gardes nationaux, qui venaient s'assurer si le personnage qu'ils accompagnaient était bien le Préfet de Police.

Cette anecdote eut quelque retentissement: aussi Caussidière la raconte-t-il à sa manière dans ses Mémoires. Il prétend qu'il n'est sorti ce jour-là que pour dissiper un violent mal de tête causé par un travail excessif, et pour visiter le quartier Saint-Denis, où l'on se plaignait de flaques d'eau qui gênaient la circulation. Il ajoute que le costume d'artilleur que portait Cuny avait été la cause de son arrestation; que les gardes nationaux avaient cru être mystifiés en voyant un individu se disant le Préfet de Police, seul, dans la rue, à une heure aussi avancée de la nuit.

Ceci est un peu à côté de la vérité, et je crois utile de raconter les choses comme elles se sont passées.

Les deux amis, comme je l'ai dit, étaient légèrement émus, et lorsque l'officier qui commandait la patrouille cria : *Qui Vive!* Caussidière, croyant sans doute encore sortir de la Grande-Chaumière, voulut faire une bonne farce et répondit : M. .....

Telle est l'exacte vérité. Les gardes nationaux qui le reconduisirent à la Préfecture me l'ont racontée ainsi.

Quant au reste de l'aventure, Caussidière est dans le vrai. Il retint les gardes nationaux et se vengea noblement, comme il le dit, en trinquant avec eux. Mais il oublie d'ajouter que le vin qu'il but alors, et peut-être encore un des carafons de Jean, acheva de lui tourner la tête, et que, ne pouvant gagner son lit, il tomba sur le tapis et s'y endormit profondément.

Pornin cependant ne dormait pas ; il avait quelques inquiétudes sur la validité de sa nomination au poste de gouverneur de Vincennes. Sa foi, robuste d'abord, devenait moins profonde à mesure que les vapeurs de l'ivresse se dissipaient. Enfin, n'y tenant plus, il se leva et nous dit : « Je vais aller en toucher deux mots à mon ami Caussidière. » Nous campions dans le cabinet même du secrétaire-général, dont le Préfet occupait l'appartement. Les uns dormaient sur les canapés et dans

fauteuils, les autres jouaient aux cartes sur le bureau et sur le guéridon.

A peine Pornin était-il entré dans la chambre de son ami, que nous l'en vîmes ressortir pâle et les traits bouleversés.

—Quel malheur! quel affreux malheur! tout est perdu, s'écriait-il, notre ami Caussidière est assassiné. Je l'ai trouvé baignant dans son sang.

Quoique déjà habitués depuis quelques jours aux fausses alertes de cet ivrogne, nous nous précipitons dans la chambre du Préfet et nous l'apercevons étendu, immobile. Pornin penché sur lui l'appelait des noms les plus tendres et cherchait à le soulever de terre. Tout-à-coup un grognement suivi d'un hoquet formidable nous rassura complétement, et nous pûmes reconnaître, en même temps, à l'odeur, quelle était la nature du liquide que le bon Pornin avait pris pour du sang.

Ce dernier se releva tout joyeux.—Il respire, dit-il; fermons cette porte; que personne ne rentre; ce n'est rien, je connais sa maladie, laissons-le reposer; *il en a plein son sac*!

Pornin nous recommanda le secret sur cette aventure, mais lui-même se hâta de descendre et d'en raconter tous les détails au poste des Montagnards.

Voilà l'exacte vérité sur cette calomnie dont se plaint Caussidière, qui à la suite de son récit se permet cette boutade en guise de morale. « Braves

« gens, qui ne vivez que de calomnie ! je vous sou-
« haiterais, si j'étais votre ami, d'avoir toujours
« la tête aussi saine que je l'ai eue pendant l'exer-
« cice de mes fonctions. »

CHAPITRE XII.

Convoi des Victimes de Février—Les Détenus politiques. Visite à St-Lazare. —Orgie à la Préfecture.

Le lendemain de cette aventure, je fus voir ma femme qui me croyait mort, car je n'avais pu lui donner de mes nouvelles à cause du peu de monde et du peu temps dont je pouvais disposer. Je la rassurai complétement et lui dis en peu de mots ce qui m'était arrivé. Je fus forcé de me faire saigner en la quittant, tant la privation de sommeil m'avait échauffé le sang.

En arrivant à la Préfecture, je trouvai tout mon poste en désordre. Les détenus politiques voulaient s'emparer des armes de mes hommes, disant qu'ils devaient être tous armés pour le convoi du lendemain. Ceux de ma compagnie s'y opposaient énergiquement et une lutte allait s'engager, lorsque mon arrivée mit fin à cette dispute. Je fis com-

prendre aux détenus politiques que malgré leurs nobles titres à la reconnaissance du pays, ils devaient aussi quelques égards aux combattants de Février, qui les avaient rendus à la liberté. Ils consentirent alors à rendre les armes dont quelques-uns s'étaient déjà emparés.

Je me disposais à passer une bonne nuit, et j'en avais besoin, au dire même du médecin qui ce soir-là me pansa. Mais j'avais compté sans les Montagnards. Deux d'entre eux, rentrant ivres, ne voulurent pas se donner la peine de faire le tour par la rue de Jérusalem, et vinrent ébranler la sonnette d'alarme placée à la porte du quai des Lunettes. Le tapage qu'ils firent m'ayant éveillé, je demandai ce que c'était. On me dit que deux Montagnards voulaient absolument me souhaiter le bonsoir. Il fallut me résigner pour obtenir la tranquillité. Leur visite fut longue et leurs propos si insensés que mes hommes furent forcés de les expulser.

Une demi-heure après leur sortie, j'entends tout-à-coup crier aux armes ! Puis un autre Montagnard se précipite dans ma chambre.

—Vous ne savez donc pas ce qui se passe, capitaine ! les gardes nationales de Montrouge, d'Ivry et de Bicêtre se mettent en marche sur Paris, pour renverser la République. Je m'habille à la hâte, je monte à cheval, et, malgré un temps affreux, suivi de cinquante hommes seulement, je me rends à Montrouge.

Nous frappons à la porte d'un marchand de vin, chez lequel, disait le Montagnard, se tenaient les conspirateurs. Le marchand de vin était couché, il se leva tout effrayé. Mon homme lui sauta à la gorge : « Où sont-ils, tes brigands d'aristos? Je l'avais bien dit que je reviendrais; tu vas nous suivre à la Préfecture, je t'*emballe* ! »

Je m'interposai : le marchand de vin me dit alors : « Monsieur est venu chez moi ce soir, il a tenu les propos les plus extravagants. Il disait que la guillotine allait être en permanence sur la place de Grève et que tous les aristos allaient y passer. Quelques personnes qui se trouvaient là se permirent de lui faire observer que ce serait mal inaugurer la République que de nous ramener aux tristes scènes de 93. Je suis républicain de la veille, criait-il.

— Eh bien! lui répondit-on, les républicains comme vous perdraient la République, et ce serait un devoir pour tout bon garde national de s'opposer à de telles atrocités. Là-dessus, il partit fort en colère, nous disant qu'il allait revenir avec les Montagnards et nous faire arrêter tous.

Je rassurai le marchand de vin sur les intentions des républicains. Je réprimandai le Montagnard, et nous retournâmes à la Préfecture, de fort mauvaise humeur.

Le matin Caussidière nous fit donner l'ordre de nous préparer pour le convoi des victimes de Février; nous devions lui servir d'escorte.

Je vis avec dégoût se presser pour entrer à l'église tous les hommes les plus dévoués à la monarchie ; ils étaient là se disputant l'honneur d'être les premiers à jeter l'eau bénite sur ceux qui avaient combattu pour renverser leur idole. Mais le peuple était alors le maître ; ils s'inclinaient devant leur nouveau souverain.

A la suite du cortége, les détenus politiques se firent surtout remarquer par leurs excentricités, Huber était dans un cabriolet entouré de ses amis juchés sur le siége, sur le cheval et jusque sur la capote qui portait cette inscription : *Victimes politiques*. Ils parcoururent ainsi toute la longue ligne des boulevarts, faisant des allocutions, poussant des cris et se donnant en spectacle. On les aurait pris pour une voiture de *chicards* descendant de la Courtille, un Mercredi des cendres. Le souvenir de leurs souffrances passées pouvait seul les sauver du ridicule qu'ils se donnaient.

Nous fîmes le tour de la Colonne de Juillet, et nous rentrâmes à la Préfecture.

Cette nuit fut encore pleine d'agitation. Les Montagnards avaient bu à leurs amis morts pour la liberté, et ils nous amenèrent, après les avoir roués de coups, deux marchands de vin, l'un qui leur avait refusé à boire à crédit, et l'autre qui s'était montré assez peu patriote pour leur réclamer une somme de 8 ou 10 francs qu'ils venaient de consommer chez lui.

Lorsque je parlais à Caussidière des excès aux

quels se livraient ces hommes, il en gémissait, mais il avait la main forcée avec eux. Le plus grand nombre avait vécu de sa vie ; il avait partagé leur misère et leurs joies; plusieurs lui avaient rendu service. Il dut bien regretter alors la vie de Bohême qu'il avait menée jadis. S'il fut débordé, s'il ne put les contenir, c'était une conséquence de ses propres antécédents.

Cependant les appartements de l'ancien préfet venaient enfin d'être mis à la disposition de Caussidière.

Pornin, qui depuis la nuit terrible dont j'ai parlé plus haut n'était pas rassuré sur les dangers que courait la vie de son ami, du *soleil* de la République, comme il aimait à l'appeler, s'était installé dans l'antichambre, ou plutôt dans une vaste salle d'attente, située en face du cabinet même du préfet. Il s'y fit apporter un lit, y coucha avec sa fille et son gendre, fit poser deux factionnaires à sa porte comme à celle de son ami. Cette distinction lui était acquise, car j'ai oublié de dire que Caussidière ayant refusé d'appuyer pour le présent sa nomination au poste de gouverneur de Vincennes, les Montagnards lui avaient donné, comme fiche de consolation, le titre de vice-préfet, et Caussidière, en attendant mieux, l'avait nommé gouverneur de la Préfecture et commandant des Montagnards.

Pornin fit de cette pièce une véritable caverne de brigands. A l'instar du préfet, il eut table ouverte

nières de l'endroit. On fit les frais d'une voiture, et l'on se fit conduire à Saint-Lazare.

On se présenta donc au greffier, qui déclara qu'il lui était défendu de laisser visiter la maison par qui que ce fût sans un ordre spécial et formel.

—Je suis le gouverneur de la Préfecture de Police, dit Pornin ; et à l'appui de son dire il tira de sa poche son écharpe rouge qu'un Montagnard lui ceignit, puis il présenta sa carte : et le directeur étant absent, le greffier fut forcé d'obéir.

Pornin visita tout, depuis les cachots jusqu'aux cuisines; il goûta le pain dont les prisonnières se plaignaient : « *Chouette,* dit-il, j'en ai mangé de plus *toc* que ça. Allons, les petites mères, vous ne devez pas vous plaindre ici; cette maison est superbe, la nourriture bonne; puis vous ne me paraissez pas engendrer la mélancolie. »

A celles qui réclamaient leur liberté et lui racontaient toute l'injustice de leur arrestation : « C'est bien, petite, ta demande me paraît juste, j'en parlerai à mon illustre ami; » puis il leur prenait le menton d'un air tout-à-fait galant.

Il promit au greffier une bonne note auprès du préfet et le félicita sur la tenue de la maison; il eut un mot pour tout le monde, et pendant longtemps on parla de ce grand homme maigre qui avait un si beau chapeau et qui avait-fait de si belles promesses.

Jusqu'à la sortie de la prison tout s'était passé

convenablement et d'une manière assez digne; mais Pornin qui avait été une bonne heure sans boire et s'était livré à une conversation soutenue pendant tout ce temps, se sentait fort altéré; et, se tournant vers le greffier qui le reconduisait avec force salutations: « Veux-tu prendre un canon, citoyen? » lui dit-il.

Celui-ci, abasourdi à cette étrange proposition, hésita un instant, mais en bon courtisan il s'empressa d'accepter, et l'on se rendit chez le marchand de vin, où l'on porta plusieurs toasts de circonstance.

Lorsqu'on eut quitté le greffier on remonta en voiture, et chemin faisant chacun fit part des observations qu'il avait faites sur le nombre de prisonniers que pourrait contenir Saint-Lazare, et de toutes les supputations il fut conclu qu'on pourrait y *coffrer* trois mille aristos.

« Nous ferons mettre ces pauvres poulettes en liberté, dit Pornin; sous la République les prisons ne doivent servir que pour les réacs. Toi, Vitou, comme je sais que tu les soigneras bien, je t'accorde la direction de cette prison, que tu m'as demandée. Nous garderons le greffier, qui m'a l'air d'un bon *zigue*. »

Ceci n'est que ridicule, et montre seulement l'insouciance de Caussidière, qui avait ainsi abandonné des fonctions importantes à des hommes qui en étaient tout-à-fait indignes, car ils rendaient mé-

prisable le pouvoir, qui doit toujours être respecté. Mais voici un des hauts faits de Pornin, qui démontre chez cet homme la plus complète ignorance des lois de convenance et de morale publique.

Il osa faire de sa chambre à la Préfecture de police même un lieu de crapuleuse débauche, et malheureusement le Préfet, non-seulement ne s'y opposa pas, mais consentit encore à approuver par sa présence l'orgie organisée par son subordonné.

En revenant de Saint-Lazare, le sieur Baptiste, l'homme compétent dont j'ai parlé, proposa de prendre un verre de vin dans son établissement, situé rue de la Vieille-Place-aux-Veaux. La motion fut acceptée d'autant plus volontiers que quelques-unes des prisonnières-avaient donné au chef de maison, intime de Pornin, différentes commissions pour leurs compagnes.

Une circonstance naturelle de tout instant d'arrêt pour ces messieurs fut une suite non interrompue de libations, qui bientôt eurent échauffé les têtes à un tel point qu'on engagea une partie de plaisir pour le soir même, et que Pornin invita à souper chez lui, à la Préfecture, toutes les dames composant le personnel de l'établissement.

Pornin prit donc les devants pour préparer la petite fête de famille, le souper régence qu'il voulait donner à ses amis. Sa fille, la citoyenne Chatouillard, l'aida avec intelligence dans tous ces préparatifs, et à la nuit tombante les convives s'é-

taient glissés dans la Préfecture ; on s'installa dans l'appartement de M. le gouverneur.

On donna une consigne sévère aux deux sentinelles, avec défense de laisser entrer qui que ce fût. Cet ordre était plus facile à donner qu'à faire exécuter, car la porte ne fermait pas à clef et les Montagnards obéissaient difficilement à des chefs qu'ils s'étaient donnés eux-mêmes et qu'ils ne respectaient que fort peu, les connaissant pour ce qu'ils valaient. Aussi la curiosité ayant été éveillée au plus haut degré lorsqu'on connut les singuliers hôtes que recevait Pornin, trouva-t-on mille prétextes pour venir le troubler par des visites inopportunes. Il se levait alors furieux et menaçait de passer sa jambe de bois à travers le corps des téméraires qui osaient le déranger dans ses plaisirs. Il repoussa même brutalement et fit jeter à la porte un Montagnard qui avait 50 francs à lui remettre au nom de la Commission des récompenses nationales.

Ce ne fut donc qu'à une heure assez avancée de la soirée que la société put se livrer à l'aise à tout le dévergondage dont de pareilles gens étaient capables. Alors s'engagea l'orgie la plus échevelée ; tout ce que l'imagination la plus déréglée du marquis de Sade a pu rêver de plus hideux fut mis en pratique par cette troupe éhontée. Le champagne fut versé à flots ; d'immenses bols de punch éclairèrent les scènes les plus révoltantes et que la plume la moins chaste se refuserait à décrire.

Pornin, ivre de vin et de luxure, était l'âme de cette dégoûtante bacchanale, et il poussa le délire jusqu'à déclarer qu'une aussi belle fête de famille ne pouvait se passer de la présence de son ami, l'illustre Préfet de Police. Caussidière vint en effet, et ne fit pas chasser cette horde immonde. Il se joignit à eux et partagea avec enthousiasme leurs plus sales plaisirs.

L'orgie se prolongea jusqu'au jour, et l'on se sépara en se promettant bien de se revoir le plus souvent possible.

CHAPITRE XIII.

Vol au préjudice des Blessés de Février.
Le commandant Pornin et les Montagnards.
Une ronde infernale. — Caussidière tragédien.

Ce n'était pas à la Préfecture de Police seulement qu'on dépensait aussi noblement l'or de la France ; le Luxembourg avait aussi ses petites fêtes que se donnaient réciproquement quelques délégués et les Montagnards. On y avait même trouvé un moyen assez ingénieux de se procurer de l'argent, ce nerf tout-puissant de l'amour et de la guerre.

Il y avait toujours au bureau de la Commission des récompenses nationales des bons signés en blanc par le président, et les citoyens Montagnards, ainsi que les anciens détenus politiques, y avaient leurs entrées libres. Ils considéraient les sommes produites par les souscriptions au profit des blessés de Février comme leur appartenant de plein droit. Qu'avaient fait ces derniers, di-

table avec une vingtaine d'amis. On nous fit entrer dans la cour, et on nous apporta des paniers de vin.

Vers onze heures du soir, Caussidière parut ; ce fut un hourra général à sa vue, on alluma les torches, les tambours battirent aux champs, la musique fit entendre ses plus éclatantes fanfares, les drapeaux furent agités dans les airs. Le Préfet, la tête échauffée, enthousiasmé d'une pareille aubade, fier de l'amour de sa garde fidèle, se prêta de bonne grâce à tout ce qu'on voulut de lui. Quatre des plus robustes l'enlevèrent sur leurs épaules, et le *bataillon sacré* se mit en marche, aux cris mille fois répétés de : *Vive notre père ! Vive le grand soleil de la République !* Puis on entonna un chœur de circonstance, celui de la *Dame Blanche*, qui commence par ces mots :

Vive à jamais notre nouveau Seigneur !
Des Montagnards il fera le bonheur.

Pornin, qui marchait en tête, fit arrêter la colonne à l'entrée de la rue de l'Ancienne-Comédie. — « Silence, dit-il, je connais un *aristo* qui demeure près le carrefour de Bussy ; nous allons lui donner un charivari dans le dernier genre. Attention à tous les mouvements de ma canne, elle vous donnera le signal ! Qu'on éteigne les torches, nous les rallumerons à la porte du *réac*. Il faut qu'il soit comme frappé de la foudre. Marchons ! » Et la colonne s'avança silencieuse et sombre.

Pornin, arrivé sous le balcon de son ennemi, fit ranger tout son monde en un cercle immense. Chacun a rallumé sa torche, et sur un signe énergique du rancuneux gouverneur, la *musique* éclate comme un coup de tonnerre; chaque musicien joue un air différent; la grosse caisse, le chapeau chinois, les cymbales et les ophicléides font merveille. Tous les Montagnards qui n'ont point d'instrument entonnent à tue-tête des chants divers; la voix puissante de Pornin domine, elle atteint des notes jusqu'alors inconnues; tout en lui est action, il bat la mesure avec sa canne, le pavé résonne sous sa jambe de bois; les torches s'agitent et répandent de sinistres clartés dans les airs, éclairant les atroces figures des Montagnards.

Les paisibles habitants du quartier, éveillés en sursaut, se précipitent épouvantés de leur lit, croyant leurs maisons en proie à l'incendie. Mille têtes livides de terreur se montrent aux fenêtres; mais quel étrange spectacle s'offre alors à leurs yeux! nos enragés concertistes se sont animés, et sous l'impulsion puissante de Pornin une ronde infernale a commencé. Caussidière lui-même est entraîné dans le tourbillon et se fait remarquer par sa taille gigantesque. Il entonne la *Carmagnole*, et pendant une heure un vacarme affreux jette l'effroi dans tout le voisinage; puis la horde sauvage, épuisée, haletante, se remet en route au son de la marche guerrière du maëstro Pornin, qui donne le bras à son ami.

—Eh bien, dit-il, s'il n'a pas entendu, c'est qu'il y a mis de l'obstination.

—Cela leur fait voir que nous ne sommes pas morts, dit Caussidière.

Et tous deux, en rentrant à la Préfecture, fatigués d'un exercice aussi violent, se mirent à table, après avoir envoyé aux Montagnards de quoi se rafraîchir amplement.

Le lendemain, M. Jean vint me trouver; il était tout consterné. Je lui demandai la cause de sa tristesse.

« Ah! M. Chenu, me dit-il, quelle affreuse peur j'ai eue hier! M. le préfet avait travaillé très-tard avec M. le gouverneur. Entendant parler haut, j'ai cru que M. Caussidière m'appelait; je me suis empressé de me rendre auprès de lui. Ah, Monsieur! je l'ai trouvé qui se promenait à grands pas; il récitait des vers; il faisait comme à la comédie. Dès qu'il m'aperçut, il saisit le grand sabre placé à la tête de son lit; puis courant après moi, il me saisit le bras, et, m'appelant César, il me dit que j'avais opprimé mon pays et que j'allais expier mes crimes.

— Mais, monsieur, je ne m'appelle pas César, je m'appelle Jean, je suis votre domestique.

« Alors il a fini par me reconnaître.

—Ah! oui, c'est vrai, m'a-t-il dit, tu es un bon garçon, va te coucher vivement.

« Vous pensez bien que je me suis sauvé tout de suite, dans la crainte que ça ne le reprenne.

— Mon pauvre Jean, lui dis-je, vous aviez sans doute abusé du conseil que je vous ai donné, et M. Caussidière de vos carafons. »

Je pensai en moi-même que le souper au Luxembourg, l'ovation dont il avait été l'objet, la ronde du carrefour et le *travail* avec M. le gouverneur avaient bien pu égarer sa raison.

CHAPITRE XIV.

Traité de paix entre les Montagnards et les Sergents de ville.—Un dîner à la Préfecture de Police. Caussidière et les cuisiniers clubistes.

Étant sorti deux jours après, je fus effrayé de la multitude de filous de toute espèce qui inondaient les rues, les boulevards et jusqu'aux quais voisins de la préfecture : les jeux de *birlibibi*, les petites roulettes, enfin tous les jeux de hasard encombraient les passages. Je compris la cause de tous ces désordres : les anciens sergents de ville et les agents chargés spécialement du service de sûreté n'osaient reparaître; ils ne venaient plus à la Préfecture dans la crainte que leur causaient les Montagnards, qui les rossaient vigoureusement lorsqu'ils s'aventuraient à venir faire un rapport verbal à leurs chefs.

Malheur à l'homme porteur de moustaches et dont la taille excédait cinq pieds deux pouces, si ses affaires l'appelaient à la Préfecture, soit pour un

passe-port, soit pour toute autre cause.—C'est un mouchard, s'écriaient les Montagnards ! Et sans vouloir entendre aucune explication ils tombaient dessus et le rouaient de coups. Si l'individu était grêlé, c'était une circonstance aggravante : on l'assommait puis on le portait au dépôt.

En revenant à la Préfecture je fus surpris du changement extraordinaire qui s'était opéré dans les habitudes des Montagnards à l'égard des sergents de ville. Je les vis avec plaisir fraternisant ensemble chez les marchands de vin du quartier.

Voici comment s'était fait ce rapprochement inattendu. Les sergents de ville cherchaient par tous les moyens imaginables à se concilier leurs terribles ennemis. Nécessité est mère de l'industrie : L'un d'eux s'aperçut, ce qui n'était pas bien difficile, que tous les Montagnards avaient un goût très-prononcé pour la bouteille. Il fit part de sa remarque à un de ses collègues, et tous deux résolurent de tenter un rapprochement avec eux à l'aide de quelques brocs de vin, liqueur qu'eux-mêmes ne dédaignaient pas. La difficulté était d'aborder sans danger un Montagnard. Le hasard vint à leur secours et les servit au delà de leurs souhaits. Depuis deux jours toutes leurs tentatives avaient échoué et ne leur avaient rapporté que force gourmades : des hommes ordinaires auraient renoncé à une entreprise aussi périlleuse ; mais il s'agissait de l'existence, et puis le sergent de ville est patient.

Ils avisèrent donc le gouverneur de la Préfecture, le célèbre Pornin lui-même, qui cheminait tant bien que mal le long du Quai-aux-Fleurs. L'aborder, entamer la conversation ne fut pas chose fort difficile, car sa vue légèrement obscurcie ne lui permit pas de reconnaître à quelle espèce de gens il avait affaire, et d'ailleurs le vin le rendait très-communicatif. On parla politique et de la politique chez le marchand de vin il n'y a que deux pas. On but quelques litres tout en causant ; puis Pornin prit goût à la chose et fut surtout enchanté de l'amabilité de ses nouveaux amis, qui poussèrent la complaisance jusqu'à lui faire répéter trois fois de suite un discours qu'il se proposait de prononcer le lendemain dans un club.

Mes sergents de ville l'applaudirent à outrance, exaltèrent son talent oratoire, l'enivrèrent de leurs éloges.

Ce fut alors qu'ils jugèrent le moment propice pour lui avouer en toute humilité ce qu'ils avaient été. Ils se hâtèrent d'ajouter, le voyant froncer le sourcil et brandir sur eux sa redoutable canne, qu'ils venaient s'adresser à lui pour s'instruire des saintes doctrines de la République, le trouvant seul capable de leur inculquer les véritables principes.

Pornin, fier de la puissance de sa parole qui avait pu opérer une telle cure et convertir si rapidement deux gaillards aussi endurcis, ne se fâcha pas, leur promit de les couvrir de sa haute protection, et pour

commencer leur éducation républicaine, il leur répéta une quatrième fois son fameux discours. Il ne s'aperçut pas que les heures s'écoulaient, et le jour naissant les trouva à table et le verre à la main.

Les deux sergents de ville, quoique buveurs intrépides eux-mêmes, furent effrayés du nombre prodigieux de litres que Pornin engloutit pendant cette nuit mémorable. Mais quel ne fut pas leur étonnement lorsqu'il leur dit : Mes très-chers, voilà le jour, nous sommes à jeun, je vous offre le vin blanc chez Toitot : j'ai l'*œil*.

Les voilà donc partis tous les trois, bras dessus bras dessous, pour la rue de Jérusalem. A peine eurent-ils tourné le quai qu'ils aperçurent malgré l'heure matinale quelques Montagnards qui, impatients de commencer la journée, frappaient déjà à la porte de Toitot. Celui-ci n'ouvrait pas; mais aux coups redoublés de la canne du gouverneur, il reconnut sa meilleure pratique et s'empressa de descendre.

« Du blanc, dit Pornin en entrant, je suis altéré ce matin. »

Toitot versa le vin blanc, et Pornin allait trinquer avec ses deux compagnons, lorsqu'un Montagnard qui les avait reconnus vint lui dire à l'oreille : « Gouverneur, à quoi penses-tu donc? Tu bois avec des *rousses?*

—Parbleu, je le sais bien, dit l'ami de Caussidière, nous avons passé la nuit ensemble. Apprenez que mon contact les a purifiés, et qu'ils sont maintenant

citoyens comme vous. Trinquons à la paix! à la fraternité! »

Depuis ce jour l'amitié la plus cordiale régna entre les membres de ces deux honorables corps; les sergents de ville devinrent même si ardents républicains qu'ils ne s'appelaient plus que citoyens, et firent dans les cabarets une propagande si active que les Montagnards étaient de vrais *réacs* auprès d'eux.

C'est chez ce même Toitot dont je viens de parler que les officiers montagnards et ceux de la garde urbaine prenaient leurs repas dans les premiers temps de notre séjour à la Préfecture de Police. Mais nos dépenses se trouvant excessives, Caussidière décida que nous serions servis par ses cuisiniers. On nous dressa donc une grande table dans un des salons du premier étage; un domestique en livrée était chargé de servir dix officiers et se trouvait souvent en butte à leurs mauvais traitements. «Arrive ici, valet d'*aristo*, et verse à boire! Plus plein plus plein encore! Nous buvons comme des hommes; nous prends-tu pour des ci-devants?» On s'arrachait les morceaux sur les plats : de là une foule de disputes très-intéressantes. Après le repas, Charles Gilles, le roi des goguettes de la Courtille et l'un des émules de Pornin, nous régalait de quelques-unes de ses élucubrations poétiques, véritables rapsodies.

Notre premier repas fut signalé par un incident assez comique, et que je crois devoir raconter : Nous finissions à peine le potage, que je vis un officier

montagnard se lever tout-à-coup, les traits contractés par la fureur et les yeux fixés sur la muraille. Je crus à l'apparition subite d'une nouvelle main de Balthazar; mais en me retournant je reconnus la cause de sa fureur. Un magnifique portrait en pied de Louis-Philippe était appendu au mur du salon. « Qu'est-ce que cela ? » fut le cri qui s'échappa de toutes ces poitrines irritées. Les plus farouches dégaînèrent, comme si l'ex-roi en personne leur fût apparu ; puis, se tournant vers les domestiques stupéfaits : « Quel est l'audacieux qui a osé placer ici le portrait de ce tyran ? qu'on l'enlève à l'instant ! » et, pour en finir, on allait le déchirer à coups de sabre, lorsqu'un amateur, Charles Gilles, je crois, s'écria : « Qu'allez-vous faire, citoyens ! c'est un *Rubens*, d'une grande-valeur. » Cette considération sauva le tableau, et le lendemain il était couvert d'une toile verte, dont la couleur fit bien murmurer un peu nos intolérants Montagnards, qui finirent cependant par s'y habituer.

Une des plus singulières tribulations du citoyen Caussidière fut celle que lui causa la lutte survenue entre les cuisiniers de l'ex-préfet et les cuisiniers démocrates enrôlés dans le corps des Montagnards. Dans les premiers jours, le service de la table de Caussidière se faisait par les anciens cuisiniers de la Préfecture, et le farouche patriote, quoique gourmand plutôt que gourmet, se trouvait fort bien des mets délicats qu'ils lui préparaient. Mais cette heureuse

tranquillité ne devait pas durer; les cuisiniers démocrates voulurent, bon gré, mal gré, faire tâter de leurs sauces au citoyen préfet. Un beau jour donc, armés jusqu'aux dents, ils envahissent les cuisines et en expulsent violemment les cuisiniers en fonction.

Dès le premier dîner, chacun put remarquer le changement subit qui venait de s'opérer dans le système culinaire de la maison; car les nouveaux venus, qui s'occupaient beaucoup plus de politique que de leurs ragoûts, avaient formé une espèce de club très-fréquenté des citoyens Montagnards, et cela se conçoit : on goûtait les potages, on buvait le vin destiné aux rognons et gibelottes, et on le remplaçait par de l'eau ou du vinaigre. Un jour le sel manquait complétement, le lendemain tout était trop salé. Tantôt les viandes étaient brûlées, tantôt elles avaient à peine vu le feu.

Caussidière dévorait sa douleur en silence; les convives commençaient à murmurer; l'un d'eux avait même été jusqu'à dire : « Décidément, citoyen Préfet, ta cuisine tourne à la gargote; j'en ai assez. »

Les choses en étaient là, lorsqu'au beau milieu d'un dîner une dispute s'éleva dans le couloir de service entre Jean et un cuisinier montagnard. Celui-ci présentait à M. Jean une fricassée de poulet dont la mine déplut à ce dernier, qui refusa de la servir. Le Montagnard le repoussa d'un vigoureux coup de

poing, et vint lui-même intrépidement poser le plat sur la table. Mais M. Jean, prompt comme l'éclair, s'élance, saisit le plat, et d'une voix irritée : « Vous ne mangerez pas de ça, monsieur Caussidière, c'est de la cochonnerie. » Tous les convives furent de son avis, et Caussidière, qui n'attendait qu'une occasion favorable pour se débarrasser des cuisiniers clubistes, ordonna à son domestique de les expulser à l'instant. Jean ne se fit pas prier, et transmit avec joie l'ordre du Préfet.

Son empressement faillit lui être fatal : on le saisit et l'on ne parlait de rien moins que de le jeter dans l'immense chaudière destinée à faire la soupe. Ses cris attirèrent mon attention, et je parvins à arracher de leurs mains mon ami Jean, à moitié étranglé. Il me raconta alors la cause de la violence exercée sur sa personne. J'appelai quelques hommes de ma compagnie et je mis à la porte les cuisiniers montagnards, ce qui me valut l'épithète de *gendarme*.

Cet incident, si petit en apparence, eut des suites fâcheuses pour Caussidière. Le soir même, au club, un orateur raconta le fait et accusa le Préfet de tendances aristocratiques. Caussidière, craignant pour sa popularité, jugea prudent d'aller lui-même se justifier au club Blanqui.

CHAPITRE XV.

La garnison des Tuileries expulsée.
Caussidière et M. de Rothschild.
Une vengeance d'agent de police.

Le 6 mars je reçus l'ordre du Préfet de me tenir prêt avec ma compagnie. Le capitaine Beaume reçut le même ordre, ainsi qu'une compagnie de Montagnards. Lorsque nous fûmes réunis dans la cour, on nous fit charger les armes, puis on nous dit qu'il s'agissait d'expulser les bandes qui s'étaient attribué la garde des Tuileries, et n'en voulaient plus sortir si ce n'est à des conditions exorbitantes. Quand les Montagnards connurent le but de l'expédition, ils déclarèrent d'une manière péremptoire qu'ils ne marcheraient pas contre des frères et amis; qu'ils nous laissaient ce soin.

Nous partîmes sous les ordres du commandant Caillaud; mais à peine étions-nous sur le quai des Orfèvres que les Montagnards s'élancèrent par le

quai des Lunettes, et coururent prévenir leurs frères des Tuileries. Quelques-uns même se joignirent à eux pour nous recevoir à coups de fusil au besoin. Barbast et quelques détenus politiques étaient à leur tête.

Lorsque nous arrivâmes à la grille de l'échelle, on nous ferma la porte ; Caillaud nous rangea sur le trottoir en face et se rendit auprès des chefs, qui ne consentirent à recevoir que lui seul. Il me dit : « Si dans un quart-d'heure je ne suis pas revenu, à la baïonnette ! » Quelques instants après, un coup de fusil partit. J'allais m'élancer à l'escalade par les fenêtres du pavillon Marsan, mais Dormès me dit que ce n'était qu'un accident et que l'affaire allait s'arranger. Beaume, en ce moment, demanda à entrer pour voir Caillaud, que nous croyions assassiné. On ne voulut pas y consentir ; au contraire, les assiégés passèrent les canons de leurs fusils par toutes les ouvertures, et quelques-uns, armés de grandes épées, en lançaient des coups à travers la grille. Au moment où nous allions commencer le combat, Dormès, dont la conduite fut très-conciliatrice dans cette affaire, s'écria : « Eh quoi ! est-ce que nous allons nous battre ensemble ? des amis, ça serait drôle ! » Puis se tournant vers les siens :

« Ce sont de bons patriotes comme nous, dit-il, je ne sais pas pourquoi nous ne les laisserions pas entrer. »

On ouvrit alors la porte ; mais les Montagnards

qui étaient venus au secours de leurs amis, ne voulant pas avoir perdu leur temps, s'apprêtèrent à résister et croisèrent la baïonnette. Irrité de leur audace, je fis croiser aussi la baïonnette et j'entrai tambour battant. Le général Courtais arriva sur ces entrefaites, et m'apostropha vivement de ce que je faisais battre la charge. Il m'ordonna d'aller me ranger au milieu de la cour avec mes hommes.

Cependant Caillaud s'était entendu avec les chefs de la garnison; ils avaient consenti à se retirer à certaines conditions plus modestes que leurs prétentions de la veille.

Le général Courtais nous passa en revue, et les élèves de Saint-Cyr purent prendre possession du château.

Quant à Dormès, il vint le lendemain avec ses camarades à la Préfecture, et forma avec eux une nouvelle compagnie de Montagnards dont il fut le capitaine. Ce fut ainsi que les Tuileries furent débarrassées de cette fameuse bande qui jetait l'effroi dans tout le voisinage.

Le soir même de cette expédition, Caussidière me fit appeler et me félicita de ma conduite dans la journée; puis il se répandit en plaintes amères contre le Gouvernement provisoire. « Ils ne veulent pas me donner d'argent, me dit-il ; ma position est on ne peut plus embarrassée » ; et s'exaltant : « Avec quoi veulent-ils que je paie mes hommes ? Ça ne peut pas durer, sacredieu ! Eh bien ! je sais où en trouver : tu

vas te rendre chez Rothschild, je l'impose extraordinairement pour une somme de cinq cent mille francs.

Par bonheur pour le célèbre banquier, Lechallier, qu'il avait envoyé à l'Hôtel-de-Ville, revint avec de l'argent, et Caussidière ne m'en reparla plus.

En descendant du cabinet du Préfet, je rencontrai un des agents de police qui m'avaient maintes fois arrêté et m'avait en dernier lieu fait condamner à trois mois de prison. Il m'aborda en tremblant et me pria de lui pardonner les mauvais traitements dont j'avais été l'objet de sa part. « J'ai tout oublié, lui dis-je, tout ce que je vous demande c'est de ne jamais m'adresser la parole. » Il voulut me tendre la main, je le repoussai. Quelques jours après, le misérable et deux de ses dignes acolytes rédigèrent un rapport contre moi, sous le patronage du sieur Élouin, qui, comme eux, voyant que j'étais dans les bonnes grâces du Préfet, craignait que je le fisse révoquer. Ce rapport fut présenté à Caussidière par les sieurs Élouin et Allard.

Ils eurent soin ensuite de faire connaître sous main aux Montagnards l'existence de ce rapport. Alors les anciens soupçons se réveillèrent contre moi, d'autant plus vivaces que ceux-ci étaient fort mécontents de ma conduite à leur égard. En effet, j'étais bien coupable, car en toute circonstance je réprimais leurs excès autant qu'il était en mon pouvoir, et je me permettais de blâmer hautement leurs abominables projets.

Dégoûté des scènes scandaleuses qui se renouvelaient sans cesse sous mes yeux, épuisé de fatigue et d'insomnie, je résolus de quitter la Préfecture et j'envoyai ma démission au Préfet. Le soir, je fus le trouver pour lui faire mes adieux. Mais dès qu'il me vit :

—J'ai déchiré ta démission, me dit-il, je ne l'accepte pas. Tu veux me quitter au moment où j'ai besoin de tous mes amis, où nous allons peut-être recommencer la lutte; car tout est à refaire, je le vois.

—Je suis malade, il me faut du repos, objectai-je, et d'ailleurs je ne puis vivre avec les Montagnards; leurs soupçons, leurs procédés envers moi, leur licence et leur insubordination me rendent l'existence insupportable ici.

—Si tu es malade, je te donnerai des médecins. Quant aux Montagnards, laisse-les faire, j'en suis aussi fatigué que toi; ils me sont utiles aujourd'hui, plus tard j'en flanquerai la moitié à la porte et tout ira bien. En attendant, si tu veux, tu pourras suivre avec ta compagnie le citoyen Morisset, que je viens de nommer commandant de la caserne des Petits-Pères. Je veux faire occuper ainsi toutes les casernes de Paris par ma garde, qui prendra désormais le titre de *Garde républicaine*, afin de pouvoir tenir en même temps tous les quartiers lorsque j'aurai bien mûri et préparé le projet que je *mijotte*. Une autre raison me fait encore désirer le départ de la Garde

urbaine de la Préfecture, je crains qu'elle ne se corrompe avec les Montagnards, parmi lesquels il s'est glissé, je le sais, des hommes de Blanqui, qui depuis quelques jours me devient hostile.

Je cédai à ses sollicitations, j'acceptai avec empressement sa proposition, et le soir même j'étais installé à la caserne des Petits-Pères. Après mon départ, les mauvais propos continuèrent de plus belle.

CHAPITRE XVI.

Les Arbres de la Liberté. — Pornin et Grandmesnil. Une liste de candidats.— Les Chefs de Clubs.

De tous côtés s'élevaient les arbres de la liberté, et il vint un moment où, suivant l'heureuse expression d'un représentant, quelques individus poussèrent la manie de la plantation jusqu'à faire croire au prochain reboisement de Paris. Les Montagnards se faisaient surtout remarquer dans ces occasions qui prêtaient au tapage, et quelquefois au désordre. D'ailleurs, ils étaient assurés de trouver là quelques imbéciles qui se faisaient un honneur de leur payer à boire.

Grandmesnil voulut faire une véritable solennité de la plantation d'un de ces arbres dans le jardin du Luxembourg. Il convoqua à cet effet tous les principaux Montagnards et les chefs de clubs. Des lettres d'invitation furent adressées aux membres les

plus influents des sociétés secrètes, pour lesquels un banquet splendide était préparé au palais. On devait, disaient ces lettres, y traiter une affaire urgente et de la plus haute importance.

Les vins furent distribués avec réserve pendant la première partie du repas ; et avant de lâcher la bride à l'intempérance accoutumée des convives, Grandmesnil prit la parole.

« Citoyens, dit-il, je vais vous expliquer le but de notre réunion. Voici que l'on prépare les élections à l'Assemblée Constituante et que déjà les ambitieux de tous les partis se mettent sur les rangs. Il nous importe, à nous les chefs et l'élite du parti républicain, de déjouer leurs prétentions ; nous avons surtout à combattre les hypocrites du *National*, qui mettront tout en œuvre pour faire arriver leurs créatures. J'ai donc imaginé de dresser une liste de candidats. J'y ai inscrit tous vos noms. Qui, en effet, peut être plus digne que vous, dont la pureté est connue, de représenter le pays. J'ai consulté là-dessus notre ami Marcus (c'est ainsi qu'on désignait familièrement Marc Caussidière), et il approuve mon projet. Il lut alors sa liste.

—Je proteste! s'écria Pornin, qui venait d'arriver.

Aucun des convives ne fut surpris de cette exclamation du gouverneur ; on connaissait son esprit de contradiction. Mais on trouva étrange et presque monstrueux qu'il vînt si tard à un banquet où il savait que devait se trouver Grandmesnil, car il

avait juré de venger la défaite que son illustre ami avait éprouvée dans la lutte gastronomique que j'ai racontée plus haut. Il s'avouait, il est vrai, moins fort que son ennemi sur le gigot ; mais comme celui-ci avait la réputation d'être aussi franc buveur que grand mangeur, Pornin voulait depuis longtemps le provoquer à un combat à outrance, et se promettait bien de remporter une victoire éclatante.

Grandmesnil redoutait un échec qui pouvait compromettre sa réputation, et, jusqu'à ce jour, il avait évité toute rencontre avec son dangereux adversaire. Il est avéré d'ailleurs qu'il lui fallait quinze jours pour se préparer à un tournoi de ce genre, tandis que Pornin, gouffre béant, était toujours disposé à entrer en lice.

C'était donc là une occasion qu'il devait saisir avec empressement, et dès la veille, en effet, il en parlait avec enthousiasme, et se vantait de l'envoyer rejoindre ses nombreuses victimes ; car il est bon que l'on sache que ces sortes de duels étaient assez fréquents dans le parti. On se sonviendra longtemps de Blondeau et de Mathieu. Ces deux infortunés, ayant eu l'étrange audace de s'attaquer à Pornin, succombèrent après une longue et vaillante défense.

Le vainqueur les conduisit religieusement à leur dernière demeure, et dans l'oraison funèbre qu'il ne manquait jamais de prononcer sur la fosse, il disait en pleurant d'attendrissement :

« Pauvre ami! je te croyais plus fort! j'aurais dû ménager ta faiblesse! Pardonne-moi! Les larmes que je verse sur ton cercueil attestent mes regrets. »

Sa douleur était sincère alors. Nous étions forcés de l'arracher de ces lieux, et pour calmer son désespoir, nous le conduisions au *bouchon* le plus proche, où il noyait sa tristesse dans des flots de vin d'Argenteuil.

Il devient nécessaire d'expliquer la cause de sa tardive arrivée au banquet.—On n'a sans doute pas oublié ses nouveaux amis les sergents de ville, qui ne le quittaient plus. Quelques-uns même voulurent l'accompagner jusqu'au Luxembourg, et il fit avec eux de longues stations devant les comptoirs des marchands de vin qui se trouvent sur la route.

Ces innombrables libations avaient encore contribué à le rendre plus insociable que de coutume, et lorsqu'il avait dit en entrant : « Je proteste! » il ignorait complétement ce dont il s'agissait.

C'était du reste son habitude de troubler par des interruptions continuelles les orateurs qui prenaient la parole dans nos réunions. Il était le fléau de nos banquets. Aussi, lorsqu'il avait appris par hasard qu'on se réunissait chez un traiteur, et qu'il venait demander à l'un d'entre nous chez qui on se rassemblait, on avait toujours soin, malgré les promesses qu'il faisait d'être sage, de l'envoyer à l'autre extrémité de Paris.

Il se rendait au lieu qu'on lui avait indiqué, et après avoir fureté dans toutes les guinguettes, où il finissait presque toujours par trouver quelque démocrate mieux renseigné que lui, il nous arrivait comme une bombe, et, furieux d'avoir été mystifié, il s'écriait en brisant ce qui lui tombait sous la main :

—On se méfie donc de moi maintenant! On m'envoie à la barrière du Maine, et l'on est aux Amandiers! C'est par trop me faire *trimer*, j'aurai raison de cet affront!

Il ne restait qu'un seul moyen de l'apaiser et d'obtenir un peu de silence. Il fallait lui présenter un verre plein, et comme il était altéré par sa course furibonde, il ne buvait pas, il engloutissait coup sur coup, tout en grognant, le vin que ses voisins s'empressaient de lui verser. Lorsque enfin il paraissait moins irrité, deux ou trois d'entre nous se dévouaient, et, sous prétexte de boire plus à l'aise ailleurs, on l'entraînait au dehors, et nous pouvions reprendre ensuite le cours de nos discussions.

Pornin abusait étrangement de la crainte que nous inspirait son humeur querelleuse, car jamais il ne paya son écot.

Je reviens à la proposition de Grandmesnil : on imposa silence au gouverneur, qui, après un long débat, consentit enfin à écouter l'orateur.

On lui fit comprendre qu'il s'agissait de le faire nommer représentant du peuple. Un doute cependant l'arrêtait encore.

—Pourrai-je, dit-il, être en même temps représentant et gouverneur de Vincennes?

—Sans nul doute, lui dit-on.

—Alors, j'accepte.

Le gouvernement du fort de Vincennes était le but de toutes ses convoitises; il l'expliqua lui-même dans cette circonstance.

« Lorsque Caussidière, dit-il, en aura fini avec les réacs de l'Hôtel-de-Ville, et que je tiendrai cette place avec deux mille Montagnards, la justice du peuple pourra avoir son cours; la vraie République sera fondée. Nos pères, en 93, avaient fort bien compris la Révolution, lorsqu'ils retranchaient sans pitié les membres gangrenés de la société. Ils n'eurent qu'un tort, ce fut de laisser courir à la frontière les plus ardents patriotes; ils devaient au contraire conserver auprès d'eux ces fidèles défenseurs de nos libertés. Ne tombons pas dans les mêmes fautes; restons armés, et gardons nous-mêmes ces forts que la tyrannie a fait élever pour éterniser sa puissance, et que le hasard a fait tomber entre les mains du peuple. Envoyons aux frontières tous ces traîneurs de sabre dont s'entourent les Pagès et les Lamartine. Que pas un soldat ne mette le pied dans Paris avant la complète réorganisation de l'armée.

« C'est en voyant conservés les anciens généraux du tyran, que la réaction ose déjà relever la tête. Croiriez-vous qu'en allant hier au faubourg Honoré,

j'ai vu les Champs-Élysées sillonnés de voitures armoriées. Les équipages reparaissent ; je regrettai vivement de n'avoir pas avec moi une compagnie de Montagnards pour rosser les maîtres et les valets, et faire un feu de joie de leurs carioles sur la Place de la Révolution. Vous voyez donc bien qu'il me faut Vincennes ! Deux pièces de canon chargées à mitraille et pointées sur la route auront bientôt fait justice de ce luxe insolent. Quand ils verront comment j'arrange leurs brillantes calèches, ils y regarderont à deux fois avant de diriger leurs promenades vers le bois de Vincennes. C'est aussi dans cet arsenal que les patriotes trouveront les armes et les canons qu'on nous refuse aujourd'hui. Ce n'est point par ambition personnelle que je parle ainsi. Je le prédis, si nous ne nous hâtons pas d'écraser ceux qui tentent d'arrêter dans sa marche le char révolutionnaire, nous sommes encore une fois f... Nous n'avons pas à craindre maintenant l'invasion étrangère ; Caussidière taille sous main de la besogne aux despotes ; ils auront bientôt assez d'occupation chez eux sans venir se mêler de nos affaires. Nos véritables ennemis sont chez nous, il faut les anéantir avant qu'ils aient eu le temps de se rassurer tout-à-fait. »

Ce chaleureux discours, qui était dans les idées de tous les auditeurs, fut accueilli par de vifs applaudissements.

Grandmesnil demanda ensuite l'avis de ceux dont les noms se trouvaient sur sa liste. Tous acceptèrent avec empressement l'honneur qui leur était offert. Un seul refusa.

« Quels sont tes motifs? demanda Pornin?

—Je sais à peine lire et très-peu écrire, répondit Joseph Ledoux. Je suis savetier de mon état, et je m'entends beaucoup mieux à mettre une empeigne qu'à faire un discours.

—Tu me passeras la parole, reprit Pornin; je leur en ferai des discours, et des *chiqués!* je veux qu'ils en soient *épatés*.

—D'ailleurs, dit Grandmesnil, il y aura assez de bavards sans nous; il s'agira seulement de voter avec ensemble, d'applaudir nos orateurs...

—Et d'aplatir les réacs, ajouta Pornin.

—Je donnerai le signal, dit Grandmesnil, qui tenait à avoir un commandement quelconque.

—Tiens, repartit Joseph, ça sera comme à la claque de l'Ambigu, vous serez le chef de cabale. »

Grandmesnil fit une légère grimace et trouva peut-être la comparaison assez juste.

Les chefs de clubs promirent d'appuyer la liste des candidats qu'on venait de leur soumettre (il y avait alors environ trois cents clubs dans Paris). Ils devaient bien ce service à leurs amis; on daignait à la Préfecture fermer les yeux sur les petits bénéfices qu'ils prélevaient chaque soir à l'entrée de leurs salles. Ils savaient parfaitement mettre en

pratique la maxime nouvelle qui affirme « *qu'avec le sou du prolétaire on pourrait cautionner tout l'univers.* » Telle salle, louée par eux 15 ou 20 francs, leur rapportait jusqu'à 200 francs par soirée. Ces messieurs se donnaient en public des dehors austères, mais le matin les principaux orateurs se réunissaient chez le président, où on déjeunait aux huîtres et au Champagne.

Ce qu'il y a de plus triste dans tout cela, c'est que la plupart de ces nouveaux Macaires étaient de jeunes étudiants et des viveurs repoussés par leurs familles à cause de leurs débauches. Ils avaient l'effronterie, eux perdus de vices, de se poser, devant de pauvres ouvriers fascinés par un langage patriotique, en régénérateurs de la société.

Quelques-uns, voyant leur *truc* devenu impossible par suite de la nouvelle loi sur les clubs, se sont vendus au gouvernement, qui a eu la *simplicité* de les prendre au sérieux.

Quoi qu'il en soit, la liste de Grandmesnil fut soutenue par eux aux élections ; Pornin et ses amis eurent des milliers de voix. Pauvres électeurs !

Le célèbre gouverneur est aujourd'hui bien déchu de sa grandeur passée. On peut voir chaque jour cette illustration politique traînant de cabaret en cabaret son affreuse débine. Trop heureux l'in-

fortuné lorsqu'il peut attraper quelques misérables rogatons que lui jettent avec dédain ceux qui ont le plus profité de ses prodigalités.

C'est que Pornin a compromis sa réputation aux yeux des Montagnards. Dans un moment d'oubli, lorsqu'il fut acquitté après les affaires de juin 1848, il commit l'imprudence de s'écrier : *Vive le conseil de guerre!* Depuis ce temps, les plus farouches du parti lui jettent ces paroles avec mépris : « Tu as crié : *Vive le conseil de guerre!* devant ceux qui ont condamné tes frères ; honte et anathème sur toi, Pornin[1] !

[1] Pour ceux qui désireraient faire connaissance avec cet intéressant personnage, j'indique ici l'endroit où il a élu son domicile politique. On peut le voir, chaque jour, de neuf heures du matin à onze heures du soir, à l'Association des marchands de vin, rue Jean-Robert. On le reconnaîtra sans peine au portrait fidèle que j'en ai donné dans un précédent chapitre, et plus encore à son langage excentrique.

CHAPITRE XVII.

Le Tribunal secret au Luxembourg.
Jugement de Delahode.

Un jour que j'étais retenu au lit par suite d'une opération chirurgicale très-douloureuse, je reçus une lettre du Préfet qui me fixait un rendez-vous pour le soir même, à dix heures, au palais du Luxembourg. Cette lettre se terminait ainsi: « N'y manque pas, c'est pour une affaire qui te regarde. »

A peine en avais-je pris connaissance qu'un de mes amis vint me prévenir qu'il se tramait quelque complot contre moi à la Préfecture, et qu'on parlait de m'attirer au Luxembourg pour m'y faire un mauvais parti. « Tu cours risque d'y être assassiné par les Montagnards. » La lettre de Caussidière me fit supposer qu'il était leur complice, et je pensai devoir prendre des mesures pour ma sûreté. Comme je l'ai déjà dit, je savais qu'un rapport avait

été fait contre moi, et je crus qu'on voulait me demander des explications à ce sujet.

Je connaissais le caractère des hommes auxquels j'allais avoir affaire : je prévins donc un de mes parents qui était dans ma compagnie, du danger que je courais.

« Je m'en charge, » répondit-il ; et le soir, à l'heure de partir, je le trouvai avec cinquante ou soixante hommes armés et déterminés à me défendre.

Je me rendis avec eux au Luxembourg ; une partie se posta sous les galeries de l'Odéon, et l'autre dans les environs mêmes de l'appartement d'Albert. J'étais convenu avec eux qu'un coup de pistolet, si je me trouvais en péril, serait le signal de voler à mon secours. De mon côté j'avais sous mon caban deux paires de pistolets et mon sabre, dont j'espérais bien me servir au besoin. Ces dispositions me mirent en retard d'un quart d'heure.

Ainsi préparé, j'allai chez Albert. Caussidière causait avec Tiphaine, dans un corridor qui précédait l'appartement d'Albert; ce dernier se promenait avec eux. Il me serra la main, et, faisant allusion à nos anciennes plaisanteries sur la Chambre des pairs :

— Quand je te disais que nous les mettrions à la porte, je ne savais pas qu'un jour je prendrais la place du citoyen Pasquier.

— Sacredieu ! dit Caussidière en me voyant, quand on dit dix heures, on ne dit pas dix heures et un quart ! Entrons !

Je vis là Grandmesnil, Tiphaine, Monier, Bocquet, Pilhes, Lechallier, Bergeron, Caillaud, Albert, Mercier, Delahode et Sobrier.

Caussidière fit cesser les conversations particulières, et, prenant la parole :

« Citoyens, dit-il, nous devions être plus nombreux; mais Louis Blanc et Ledru sont retenus à l'Hôtel-de-Ville; Raspail et Barbès sont à leurs clubs; quant à Flocon, il m'écrit qu'il est indisposé. »

Je jugeai qu'il allait se passer quelque chose de grave, puisque le prudent Flocon avait trouvé un prétexte pour s'abstenir.

« Il y a un traître parmi nous, continua Caussidière, nous allons nous constituer en tribunal secret pour le juger. » Grandmesnil, en sa qualité de doyen, fut nommé président, et Tiphaine, secrétaire.

« Maintenant, citoyens, » ajouta Caussidière, qui remplissait les fonctions d'accusateur public, « pendant longtemps nous avons accusé trop légèrement d'honnêtes patriotes, nous étions loin de soupçonner le serpent qui s'était glissé parmi nous ; aujourd'hui j'ai découvert le véritable traître; c'est Lucien Delahode ! »

Celui-ci, qui jusqu'alors avait paru indifférent, bondit à cette accusation si directe. Au mouvement qu'il fit vers la porte, Caussidière s'empressa de la fermer, et, tirant un pistolet de sa poche : « Si tu bouges, je te casse la tête. »

Delahode alors se mit à protester énergiquement de son innocence.

« Bien ! dit Caussidière. Voici un dossier qui contient dix-huit cents rapports adressés au Préfet de Police : je vais vous le soumettre : » Il remit alors à chacun de nous les rapports qui le concernaient.

Il y en avait une vingtaine sur mon compte : j'en pris connaissance. Delahode ne me ménageait pas. Il me présentait comme un des plus dangereux conspirateurs, et disait, entre autres choses, qu'il serait facile de m'exalter jusqu'au régicide.

Delahode niait toujours que ces rapports, signés Pierre, fussent de lui, lorsque Caussidière nous lut la lettre qu'il a publiée dans ses Mémoires, lettre dans laquelle il offrait ses services au Préfet de Police, et qu'il avait signée de son véritable nom. Alors ce malheureux ne nia plus, et chercha à s'excuser sur la misère, qui lui avait inspiré cette fatale pensée de se jeter dans les bras de la Police.

Caussidière lui présenta le pistolet en lui disant qu'il n'avait plus que cette seule ressource.

Delahode alors supplia ses juges, implora leur clémence ; mais ils furent inflexibles.

Bocquet, impatienté, saisit le pistolet, et le lui présenta par trois fois :

« Allons, lui disait-il, brûle toi la cervelle ! lâche ! lâche ! ou je te tue moi-même. »

Je frémis alors en songeant au signal que j'avais

indique à mes hommes, et, m'approchant vivement d'Albert :

—Est-ce que toi, membre du Gouvernement provisoire, tu permettrais qu'il se commît un assassinat dans ta chambre même! tout l'odieux de ce crime retomberait sur toi.

—C'est vrai, dit-il.

Et comme Bocquet, au comble de l'exaspération, armait le pistolet et allait exécuter sa menace, Albert le lui arracha des mains en lui disant :

—Mais y songes-tu! Un coup de pistolet donnerait l'alarme.

—C'est ma foi vrai, s'écria Bocquet, il nous faudrait du poison.

—Du poison? dit Caussidière, j'en ai apporté, et de toutes qualités.

Il prit un des verres qui se trouvaient sur le secrétaire, le remplit d'eau qu'il sucra, y versa ensuite une poudre blanche, puis le présenta à Delahode, qui recula épouvanté :

—Vous voulez donc m'assassiner?

—Oui, dit Bocquet, qui, conspirateur subalterne, voulait faire du zèle et se faire remarquer de ses chefs. Bois!

Delahode était effrayant à voir, ses traits étaient livides; ses cheveux, très-crêpés et frisés d'ordinaire, se dressaient sur sa tête. La sueur inondait son visage. Il priait, il pleurait : « Je ne veux pas mourir! disait-il. »

Mais Bocquet, inflexible, lui présentait toujours le verre. « Allons, bois donc ! dit Caussidière d'une voix lente et monotone; tu vas tourner de l'œil tout de suite.

—Eh bien ! non ! non ! je ne boirai pas ! »

Et dans l'égarement de ses idées, il ajouta avec un geste terrible :

« Oh ! je me vengerai de toutes ces tortures !

—Ah ! tu te vengeras, s'écria Bocquet; non, car tu ne sortiras pas d'ici. »

Et, saisissant le pistolet, il allait lui briser la tête, lorsqu'Albert s'interposa de nouveau.

« Non, non, dit-il, je ne souffrirai pas cela ! D'ailleurs, il s'est bien battu en Février; c'est une circonstance atténuante. »

Monier, Pilhes et moi, nous nous joignîmes à lui pour demander sa grâce.

« Mais, dit Caussidière, nous ne pouvons le laisser vivre après ce qui vient de se passer. Ne l'avez-vous pas entendu dire tout-à-l'heure qu'il se vengerait ? Il peut nous compromettre, car il sait tout ce que nous faisons.

—Il faut le mettre sous clef, dit Grandmesnil.

—Tu as raison, reprit Caussidière ; je vais le conduire moi-même à la Conciergerie et le recommander d'une manière toute spéciale. Nous n'aurons rien à craindre de lui tant que je serai préfet. Et j'ai l'intention, ajouta-t-il en riant, de le garder longtemps. »

Bocquet courut aussitôt chercher un fiacre, mal-

gré l'heure avancée de la nuit. Pendant ce temps, on signa le procès-verbal de la séance, rédigé par Tiphaine.

Caussidière nous expliqua comment il avait été mis sur la trace de la trahison de Delahode,

« On me reproche, dit-il, d'avoir conservé les anciens agents, et pourtant c'est à Élouin et à Allard que je dois cette découverte. Ils m'avaient conseillé d'envoyer à Londres un de leurs principaux agents qui devait paraître en fuite, afin de surveiller plus facilement Pinel et Delessert. Je l'ai fait, et dès son premier rapport, cet homme m'a fait savoir qu'il tenait de M. Pinel qu'un de ses agents les plus fidèles était auprès de moi. »

—C'est sans doute pour cela, ajouta-t-il, en s'adressant à Delahode que tu vas coucher chez toi tous les soirs. Je vais faire examiner tes papiers.

—Je vais chez moi, dit Delahode, parce que j'y dors mieux.

—C'est ce que nous verrons.

—Enfin, citoyens, je dus rechercher quel était cet agent de Pinel, et grâce toujours à Élouin et à Allard, j'ai découvert les dossiers que voilà, et qui ont failli m'échapper, car on allait les envoyer au pilon.

Bocquet rentra en ce moment, et nous annonça qu'il avait trouvé deux fiacres. Tout le monde sortit. Je causai un instant avec Albert, et, en passant, je vis quelques-uns de mes hommes embusqués der-

rière les caisses d'orangers : « Eh bien? me dirent-ils. — Ce n'était rien, répondis-je, vous pouvez partir. »

A la porte du Luxembourg, je retrouvai Caussidière et les autres ; ils forçaient Delahode, qui résistait, à monter dans un fiacre. Caussidière et Tiphaine l'enlevèrent et se placèrent à ses côtés ; trois autres se placèrent en face d'eux. Quant à Bocquet, adjoint du 12e arrondissement, le pistolet au poing, il monta derrière la voiture.

Je pris l'autre fiacre avec Mercier, qui me déposa en passant à la caserne des Petits-Pères.

Une heure après mon arrivée, mes hommes rentrèrent ; je les attendais pour les remercier du dévouement qu'ils avaient mis à veiller ainsi sur moi jusqu'à deux heures du matin.

« Il n'y a pas de quoi nous remercier, capitaine ; mais, voyez-vous, si vous aviez donné le signal, vos ennemis, quels qu'ils eussent été, n'auraient eu qu'à se bien tenir, nous les aurions exterminés jusqu'au dernier. »

Leur détermination me fit voir à quel danger venait d'échapper Caussidière et tous ceux qui se trouvaient chez Albert, et je me demande encore aujourd'hui ce qui serait advenu si Bocquet avait tiré sur Delahode : peut-être n'eussions-nous pas vu les sanglantes journées de Juin.

CHAPITRE XVIII.

Les Bonnets à poil.—Blanqui.—Caussidière et l'Hôtel-de-Ville. Départ pour la Belgique.

Ce fut vers cette époque qu'eut lieu la manifestation dite *des bonnets à poils*. Caussidière me donna l'ordre d'occuper la tête du Pont-Neuf avec ma compagnie.

« Si les grenadiers, me dit-il, veulent prendre un air trop belliqueux, f...-leur des coups de fusil. Je vais envoyer mes Montagnards avec des gourdins pour les assommer s'ils font du bruit. »

Je me rendis à mon poste ; les bonnets à poil défilèrent devant nous : comme ils étaient silencieux, je les laissai passer sans obstacle. Plus loin, les Montagnards les assaillirent ; mais ils se défendirent bien, et parvinrent à l'Hôtel-de-Ville.

Je revis Caussidière dans la même journée : il me dit qu'il allait préparer une contre-manifesta-

tion pour le lendemain, que tous les chefs des clubs étaient prévenus. Il me recommanda de prendre la tête du cortége avec ma compagnie et de crier vive Ledru-Rollin, surtout en passant devant la Bourse, où des bruits fâcheux avaient été répandus sur l'état de la fortune de ce membre du Gouvernement provisoire.

La manifestation eut lieu comme il me l'avait annoncé ; elle fut imposante. Plus de cent mille hommes se rendirent à l'Hôtel-de-Ville, et le Gouvernement provisoire dut se croire fort ce jour-là. Mais les affaires, qui commençaient à reprendre, reçurent un coup fatal à partir de cette manifestation, sur le passage de laquelle toutes les boutiques se fermèrent. Qu'importait le commerce à Caussidière ! l'agitation était son élément ; lui et ses amis y trouvaient leur compte. Le soir, quand je le vis, il était radieux et ne voyait plus de borne à sa puissance. « Je puis à mon gré, disait-il, soulever les masses et les précipiter sur la bourgeoisie. »

Fier de son triomphe, il ne pouvait plus souffrir le moindre obstacle à ses projets révolutionnaires ; mais la partie modérée du Gouvernement provisoire, qui le devinait, lui opposait une résistance inattendue ; on ne voulait pas de sa garde, et, pour le forcer à la dissoudre, on lui refusait de l'argent.

Cette résistance irritait Caussidière et il se préparait à la briser, lorsqu'il s'aperçut qu'un danger redoutable le menaçait lui-même. C'étaient les déclamations furibondes de certains chefs de club, aux-

quels il avait donné l'élan, mais qui l'avaient promptement débordé, sous l'inspiration brûlante de quelques orateurs ardents et passionnés, tels que Villain et Blanqui. Ce dernier même ne se gênait plus, et menaçait de mettre en jeu jusqu'à l'existence politique de Caussidière.

« Ce gros homme, disait-il, n'est que matière ; il manque de l'énergie qui constitue le révolutionnaire et s'habitue trop facilement aux délices du pouvoir. Il est temps de rejeter ces hommes énervés et sensuels, qui ne peuvent qu'entraver la marche de la révolution. » Il frondait avec amertume les abus qui se montraient audacieusement à la Préfecture de Police ; reprochait à Caussidière d'entretenir les anciens sergents de ville et les gardes municipaux : « Pourquoi nourrir ainsi tous ces fainéants ennemis du peuple, tandis que ce peuple meurt de faim et de misère ? Pourquoi aussi former cette garde préfectorale ? Il nous répondra sans doute que la sûreté de la ville et de la République nécessite ces mesures ; mais les hommes des clubs, les anciens détenus politiques ne sont-ils pas là armés pour défendre la souveraineté du peuple ? Ne serait-ce pas plutôt pour servir son ambition personnelle ? »

Ces discours, et d'autres plus violents encore, épouvantaient Caussidière, qui n'ignorait pas que cette portion des Montagnards, dont il commençait à vouloir réprimer la licence, se désaffectionnait chaque jour de sa personne pour s'attacher à Blan-

qui, dont ils admiraient l'énergie sauvage, plus conforme à leur propres caractères.

La puissance de Blanqui, qui grandissait chaque jour, ses projets bien connus de renverser le Gouvernement, la haine qu'il paraissait avoir jurée à Caussidière, détermina ce dernier à le prévenir et à hâter l'exécution des plans qu'il avait conçus.

Il me fit donc appeler.

« Garçon, me dit-il, je compte sur toi pour un coup hardi. L'Hôtel-de-Ville m'embête, Ledru-Rollin et Flocon n'élèvent pas assez la voix ; ils mettent ce pauvre Albert de côté ; mais heureusement je suis là, et la révolution n'aura atteint son but que lorsque j'aurai renversé cette fraction modérée, qui devient plus réactionnaire que jamais. Tu vas te rendre à l'Hôtel-de-Ville. Examine bien les corridors, les pièces qui avoisinent la salle du Conseil ; choisis la place de tes hommes. Le commandant Rey, que j'ai prévenu, vous introduira. Ce soir je ferai envahir la place par la Garde urbaine, les Montagnards et les clubs qui me sont dévoués. Garde bien toutes les issues, il faut que personne ne sorte.

« Tout ce peuple rassemblé demandera la révocation de Marrast, Lamartine, Arago, Garnier-Pagès et Pagnerre. Je me rendrai auprès d'eux pour leur exprimer sa volonté ; tu seras là pour les arrêter en plein conseil ; s'ils tentent d'échapper... f... tu me comprends ! ! Voilà qui est décidé, je compte sur toi. »

Je fis remarquer à Caussidière que l'état de faiblesse et de souffrance dans lequel je me trouvais ne me permettait pas de remplir une pareille mission avec toute l'énergie nécessaire, et je refusai.

— J'en trouverai dix autres, me dit-il, qui s'empresseront de m'obéir; mais, en attendant, tu déranges tous mes projets pour ce soir : je t'avais cru un homme décidé.

— Mon refus ne peut en rien déranger tes plans : n'es-tu pas entouré d'amis dévoués qui te serviront aussi bien que j'aurais pu le faire? Mais suis mon conseil, renonce à ton projet; il te perdra. Lamartine et Arago ont une popularité que tu n'as pas encore pu obtenir, malgré tous tes efforts. Puis, Marrast a une police, et tu n'en as pas. Tu ne pourras pas agir si secrètement qu'il n'en transpire quelque chose. »

Mon conseil déplut à Caussidière; il me congédia brusquement, et dès ce moment ma perte fut jurée.

Depuis longtemps je le voyais avec peine diriger les complots les plus insensés contre l'Hôtel-de-Ville. Une fois entre autres, il parlait de faire sauter la salle du Conseil avec un baril de poudre. Sa jalousie et plus encore son ambition insatiable le poussaient fatalement vers l'abîme, et rien ne pouvait l'arrêter. Vingt fois déjà j'eus l'idée de le quitter; mais ma vieille amitié me retenait toujours auprès de lui.

Étant allé voir un ami à l'Hôtel-de-Ville, je ren-

contrai en sortant des Montagnards qui le redirent sans doute à Pornin, et celui-ci à Caussidière, qui en tira des conséquences fâcheuses, car le lendemain je reçus une lettre anonyme ainsi conçue : « Vous êtes découvert, n'allez plus à la Préfecture; « le Préfet, justement irrité contre vous, vous pu- « nirait comme vous le méritez. »

Je montrai cette lettre à Morisset, qui me dit : « Je sais ce que c'est; il y a un rapport de fait contre toi, et tu ne fais plus partie de la Garde républicaine.

—J'aurai une explication », lui dis-je.

Et sur-le-champ je montai dans les chambrées, et je racontai aux hommes de ma compagnie ce que m'avait dit Morisset. Ils allèrent de suite trouver Caussidière et lui déclarèrent qu'ils étaient déterminés à partir, si je quittais la Garde républicaine.

« Je ne sais rien de tout cela, leur répondit-il. Dites au capitaine Chenu de venir me voir à cinq heures. »

Je me rendis à son invitation, accompagné de Morisset. Je vis à l'accueil froid et glacial qu'on me fit que Caussidière avait prévenu son état-major. On s'attendait évidemment à une scène dans le genre de celle de Delahode. Caussidière me fit entrer dans sa chambre à coucher. Je vis sur un meuble un carafon d'eau-de-vie à moitié vide, et je me pris à sourire en songeant à M. Jean.

Je lui demandai alors des explications nettes et franches :

« As-tu à te plaindre de moi, lui dis-je? je n'ai refusé qu'une seule fois d'obéir à tes ordres, et je crois l'avoir fait dans ton intérêt. Je te quitte à partir d'aujourd'hui; mais avant, je veux connaître le rapport qui t'a été fait contre moi par Élouin et Allard. Tu ne peux baser une accusation sérieuse sur cette pièce dictée par un ignoble désir de vengeance. As-tu des correspondances, des preuves quelconques pour m'accuser de trahison? Il en faut pour me mettre ainsi au ban du parti.

—Non, me répondit Caussidière, je n'en ai aucune, mais par prudence je dois te faire quitter la Préfecture. Tu en sais trop : tu vas à l'Hôtel-de-Ville; peut-être y vois-tu Marrast?

—Je ne l'ai jamais vu, et je ne suis allé à la Ville qu'hier pour la seconde fois depuis Février. »

Caussidière prit alors un ton hypocrite et me plaignit d'être ainsi en butte à la calomnie. « Quelques Montagnards te détestent ; pour éviter des raisons, une lutte peut-être, il vaut mieux te retirer. Si tu le veux, je vais te confier une mission.

« Les patriotes belges qui vont combattre pour l'indépendance de leur pays, se réunissent à Séclin. Je viens d'y envoyer Fontelle et plusieurs autres ; ils sont déjà partis, va te joindre à eux. Quand tu reviendras j'aurai tout arrangé. Cela te va-t-il?

—Oui, répondis-je, puisque je vis que c'était un parti pris de m'éloigner.

—Voici alors ce que tu auras à faire : tu remettras au chef des charretiers qui conduisent des voitures chargées d'armes et de munitions une lettre que je vais te donner. Cet homme est un des nôtres, tu le trouveras à Séclin. Il s'agit de s'entendre avec lui sur le lieu convenable pour le pillage des armes. Le conducteur des voitures fera un simulacre de résistance, et, quoi qu'il arrive, nous ne serons pas compromis.

—Allons, je pars; donne-moi ma lettre.

Il me la fit aussitôt, puis une autre pour le directeur du chemin de fer du Nord, ainsi conçue :

« Le citoyen directeur du chemin de fer du Nord
« est prié de donner une place dans ses voitures
« au citoyen Chenu, envoyé en Belgique en mission.

« *Signé* CAUSSIDIÈRE. »

Et le cachet de la Préfecture de police.

Je quittai alors la Préfecture sans prendre beaucoup de souci de ceux qui y restaient.

Chemin faisant, je dis à Morisset ce que je pensais de cette expédition : « Nous allons tomber dans quelque guêpier; mais j'en reviendrai, j'ai confiance en mon étoile. »

Je dînai pour la dernière fois à la caserne; je dis adieu à mes camarades de la compagnie du 24 Février; je passai aussi chez moi, où j'embrassai mes

enfants et ma femme, à laquelle je ne dis rien de ce qui venait de se passer dans la crainte de lui causer de l'inquiétude ; je pris le chemin de fer le soir même, et j'arrivai à Séclin dans la nuit.

IIIe PARTIE.

Les Corps-Francs.

CHAPITRE XIX.

**Risquons-Tout.—Retour à Paris.—Arrestation.
Encore Pornin.—Entrevue avec Allard.
Départ pour la Pologne.**

Le premier individu que je rencontrai le lendemain fut un personnage que je soupçonnais depuis longtemps attaché à la police. De plus, je savais que cet homme avait joué un rôle odieux dans la révolution de Belgique, en 1830. Il avait un grade supérieur parmi les Volontaires. Je me promis bien, en le voyant, de ne pas me compromettre dans cette affaire. Seulement, je m'informai du charretier pour lequel j'avais une lettre, et je le trouvai à l'auberge qu'on m'indiqua.

Lorsqu'il eut pris connaissance de cette lettre : « Je pars, me dit-il, et je vous attendrai jusqu'à deux heures du matin sur la route de Menin, près des quatre chemins. Vous reconnaîtrez facilement

mes voitures, elles sont toutes trois pareilles. »
Quelques instants après il partit.

Pendant la nuit on battit le rappel : nous nous mîmes en marche. Vers trois heures du matin, nous trouvâmes les voitures et je pus voir que je n'étais pas le seul initié au secret de ce qu'elles contenaient. En effet, lorsque nous les rencontrâmes, une dizaine d'individus étaient déjà armés et se chargeaient de cartouches. Chacun en fit autant. Ce pillage de voitures sur le milieu d'une route et dans l'obscurité offrait un spectacle assez lugubre.

Les chemins étaient affreux, et l'on n'entendait que des jurements : un grand nombre se plaignaient de n'avoir pas mangé la veille. Enfin le jour arriva et je vis que la colonne était composée de deux fractions; les Parisiens formaient l'arrière-garde. Les Belges, tous habillés d'une blouse grise et d'un chapeau de même couleur, déployèrent leur drapeau et nous le nôtre. Nous arrivâmes sur une hauteur près Mouscron, d'où nous pûmes distinguer les troupes belges qui nous attendaient.

A notre approche elles se massèrent et les chasseurs se déployèrent en tirailleurs. Aux premiers coups de feu des troupes, les Belges qui formaient l'avant-garde ripostèrent ; mais une panique étrange s'empara d'eux et ils se mirent à fuir dans toutes les directions. Les Parisiens se voyant abandonnés aussi lâchement se crurent trahis et firent feu en même temps sur les fuyards et sur les troupes.

Le combat s'engagea alors assez vivement. Les Belges ayant ouvert leurs rangs démasquèrent deux pièces de canon chargées à mitraille. Leur décharge tua quelques hommes. Un élève de l'Ecole polytechnique, Fosse, et un marchand de vin de la rue de Ménilmontant, qui avait un grade supérieur, combattirent vaillamment. Ils furent même sur le point de s'emparer des deux pièces de canon dont l'une avait crevé. Quant au misérable agent dont j'ai parlé, il avait pris la fuite et je ne le revis plus. Il nous avait conduits à la boucherie : son rôle était fini. Le combat commencé vers six heures et demie du matin dura jusqu'à neuf. Il y eut peu de morts de part et d'autre. Les Belges poursuivirent les vaincus jusque sur le territoire français et y firent même quelques prisonniers.

Ils étaient tout fiers de leur facile victoire et nous criaient : « Comment trouvez-vous ça, les Parisiens? on vous disait si braves! — Nous reviendrons, disaient ceux-ci, et vous nous le paierez cher! » Quant à moi, j'étais resté tranquille spectateur de la lutte.

En rentrant à Lille on nous désarma tous et on nous fit monter immédiatement en chemin de fer. Nous arrivâmes à Paris sur les quatre heures du matin. Brisé de fatigue, je me rendis chez moi pour me reposer. Le lendemain, de grand matin, un agent de police nommé Palestrineau vint me prier de me rendre avec lui à la Préfecture, le préfet désirant me parler. Je le suivis sans défiance aucune;

Je fis remarquer à Caussidière que l'état de faiblesse et de souffrance dans lequel je me trouvais ne me permettait pas de remplir une pareille mission avec toute l'énergie nécessaire, et je refusai.

— J'en trouverai dix autres, me dit-il, qui s'empresseront de m'obéir; mais, en attendant, tu déranges tous mes projets pour ce soir : je t'avais cru un homme décidé.

— Mon refus ne peut en rien déranger tes plans : n'es-tu pas entouré d'amis dévoués qui te serviront aussi bien que j'aurais pu le faire? Mais suis mon conseil, renonce à ton projet ; il te perdra. Lamartine et Arago ont une popularité que tu n'as pas encore pu obtenir, malgré tous tes efforts. Puis, Marrast a une police, et tu n'en as pas. Tu ne pourras pas agir si secrètement qu'il n'en transpire quelque chose. »

Mon conseil déplut à Caussidière ; il me congédia brusquement, et dès ce moment ma perte fut jurée.

Depuis longtemps je le voyais avec peine diriger les complots les plus insensés contre l'Hôtel-de-Ville. Une fois entre autres, il parlait de faire sauter la salle du Conseil avec un baril de poudre. Sa jalousie et plus encore son ambition insatiable le poussaient fatalement vers l'abîme, et rien ne pouvait l'arrêter. Vingt fois déjà j'eus l'idée de le quitter ; mais ma vieille amitié me retenait toujours auprès de lui.

Étant allé voir un ami à l'Hôtel-de-Ville, je ren-

contrai en sortant des Montagnards qui le redirent sans doute à Pornin, et celui-ci à Caussidière, qui en tira des conséquences fâcheuses, car le lendemain je reçus une lettre anonyme ainsi conçue : « Vous êtes découvert, n'allez plus à la Préfecture; « le Préfet, justement irrité contre vous, vous pu- « nirait comme vous le méritez. »

Je montrai cette lettre à Morisset, qui me dit : « Je sais ce que c'est; il y a un rapport de fait contre toi, et tu ne fais plus partie de la Garde républicaine.

—J'aurai une explication », lui dis-je.

Et sur-le-champ je montai dans les chambrées, et je racontai aux hommes de ma compagnie ce que m'avait dit Morisset. Ils allèrent de suite trouver Caussidière et lui déclarèrent qu'ils étaient déterminés à partir, si je quittais la Garde républicaine.

« Je ne sais rien de tout cela, leur répondit-il. Dites au capitaine Chenu de venir me voir à cinq heures. »

Je me rendis à son invitation, accompagné de Morisset. Je vis à l'accueil froid et glacial qu'on me fit que Caussidière avait prévenu son état-major. On s'attendait évidemment à une scène dans le genre de celle de Delahode. Caussidière me fit entrer dans sa chambre à coucher. Je vis sur un meuble un carafon d'eau-de-vie à moitié vide, et je me pris à sourire en songeant à M. Jean.

arrêté pour l'argent que Tabary a volé? mais nous nous sommes cotisés et nous avons remboursé les cent vingt-cinq francs. Quant à Tabary, nous l'avons chassé honteusement; il est maintenant avec les Montagnards.

Une fois sorti de prison je rentrai chez moi pour consoler ma femme, et vers le soir je vins me promener sur le quai de la Préfecture pour voir quelqu'un de ma compagnie à qui j avais donné rendez-vous. Comme il ne venait pas à l'heure indiquée j'allais me retirer, lorsqu'un Montagnard aviné vint à passer et me reconnut.

—Comment se fait-il que tu sois sorti? me dit-il; Caussidière nous avait promis de te garder jusqu'aux élections.

Nous causâmes quelques instants; puis, fatigué de sa conversation, je le quittai pour retourner chez moi. Je ne songeais guère alors à la scène qui avait lieu à la Préfecture pendant ce temps-là, dont j'étais l'innocente cause, et que j'ai apprise le lendemain.

Mon ivrogne en rentrant raconta au poste des Montagnards qu'il m'avait vu rôder aux abords de la Préfecture. Le propos alla de bouche en bouche et arriva jusqu'à Pornin, considérablement grossi et embelli. On m'avait vu embusqué et armé jusqu'aux dents, épiant le passage du préfet pour l'assassiner; ce qui du reste était facile à deviner à la fureur de mes regards. Pornin, qui était couché, suivant son habitude, sans être positivement à jeun, bondit sur

sa couche; il s'habille en toute hâte et donne l'alarme. En un instant toute la Montagne est sur pied, mais personne ne sait encore de quoi il s'agit. Pornin alors leur explique ma présence, les projets homicides qu'il me suppose, et, tout éperdu du péril imaginaire dont il croit son ami menacé, ordonne une battue générale aux environs de la Préfecture et recommande à ses hommes de m'amener mort ou vif. Quant à lui, il va prévenir Caussidière et s'entendre avec lui des mesures à prendre.

Je ne sais pas si celui-ci crut réellement au danger que lui annonçait Pornin; mais il fit mander sur-le-champ Allard et Elouin, qui furent d'avis qu'il n'y avait pas un instant à perdre, qu'il fallait me faire arrêter de nouveau. « C'est une mauvaise canaille, ajouta Allard, voulant faire sa cour au préfet, il a donné bien du fil à retordre à mes agents. »

On résolut de choisir pour m'arrêter quatre gaillards d'aplomb, expression consacrée en pareil cas; puis l'on lança un mandat d'arrêt contre moi. « S'il fait résistance, dit Caussidière, j'irai le chercher à la tête des Montagnards. »

De grand matin, j'entendis frapper à ma porte. Un pressentiment me dit que c'était la police. Je saisis mes pistolets et j'ouvris. Les quatre agents allaient se jeter sur moi; mais, à la vue des pistolets dirigés sur eux, ils se précipitèrent dans l'escalier et coururent rendre compte à Allard de la réception que je leur avais faite.

Je fus tranquille toute la journée, déterminé que j'étais à me faire tuer plutôt que de céder. Le soir j'entendis encore frapper à la porte.

« Je suis seul, me dit Palestrineau, ne craignez rien ; ouvrez-moi. »

Dès qu'il fut entré,—M. Allard vous demande, me dit-il, et vous ne serez pas arrêté si vous voulez consentir à quitter la France. Le préfet est comme vous très-exaspéré. M. Allard veut arranger tout cela pour éviter un malheur. Il se prépare une expédition pour la Pologne; si vous voulez en faire partie, on vous donnera tout ce qui vous sera nécessaire.

—Je ne puis consentir à faire partie d'une nouvelle expédition ; quand bien même j'accepterais ce que vous me proposez, il me serait impossible de faire seulement une étape. Voyez l'enflure de mon pied, elle me permet à peine de me tenir debout. Mon côté est encore tout sanglant.

Palestrineau parut touché du triste état dans lequel je me trouvais.

—En effet, me dit-il, vous devez terriblement souffrir ; M. Caussidière ignore sans doute cela.

—Il le sait parfaitement, voilà ce qui m'exaspère. Encore si je souffrais seul; mais il n'ignore pas qu'il torture en même temps ma femme et mes enfants. Il va plonger toute une famille dans le désespoir.

—Venez voir M. Allard, il vous attend sur le

Pont-Saint-Michel ; peut-être écoutera-t-il vos raisons.

Je me décidai à partir avec lui. Arrivé au Pont-Saint-Michel, je trouvai M. Allard. C'était la première fois que je voyais ce personnage, dont j'avais si souvent entendu parler.

—Pourquoi, lui dis-je en l'abordant, le préfet veut-il m'expatrier?

—J'ignore, répondit-il, le motif d'une résolution aussi extrême.

—Il n'y a pas de loi qui autorise un magistrat à exiler sans jugement un citoyen, quelle que soit la nature du crime ou du délit qu'il a pu commettre ; c'est de l'arbitraire.

—En révolution, mon cher, rien n'est illégal. Je comprends Caussidière : vous le gênez, il se débarrasse de vous ; c'est tout naturel. Allons, il faut vous résoudre à faire ce voyage ; vous en reviendrez. Vous êtes jeune, déterminé ; vous verrez du pays et ferez peut-être fortune par là. Palestrineau vient de me dire votre état de souffrance. Je vous paierai la diligence jusqu'à Strasbourg, et je vous donnerai en outre une somme d'argent pour vos besoins. Est-ce que votre femme aussi ne sera pas plus tranquille que de vous voir constamment en butte aux persécutions?

Je me décidai. Le lendemain, Palestrineau vint me chercher pour me faire enrôler dans la légion polonaise, dont le recrutement se faisait rue de

l'Arbalète; il m'acheta en même temps l'uniforme de cette légion et le fourniment complet. Puis il paya la diligence, et je partis muni d'un passeport pour le grand-duché de Posen.

« Je reviendrai bientôt, dis-je à Palestrineau en le quittant, le règne de ces gens-là ne peut durer, ils usent trop vite du pouvoir. »

CHAPITRE XX.

Combats dans la Forêt-Noire.—La Suisse.
Retour à Strasbourg.

J'étais convenu avec ma femme que je la tiendrais au courant des lieux où je me trouverais, afin qu'elle pût m'avertir de la chute probable de mon ennemi. J'aurais pu descendre dès Vincennes et me cacher dans Paris, mais je préférai continuer mon voyage. J'en avais assez de l'atmosphère de Paris; j'étais aise d'en finir avec les conspirations. Enfin je respirais un air pur; j'allais voir des pays qui m'étaient inconnus. Je reprenais un peu de gaîté à mesure que je m'éloignais de cette ville où j'avais tant souffert depuis quelque temps!

J'arrivai sans accident à Strasbourg, où je devais séjourner quelques jours, car j'avais dépassé de beaucoup la colonne polonaise dont je faisais partie. Elle marchait à petites journées, retardée

chaque jour par les fêtes que lui préparaient les populations qu'elle traversait.

La vie monotone que je menais à Strasbourg me pesait déjà, lorsque j'appris qu'une légion de volontaires allemands allait partir la nuit suivante pour envahir le duché de Bade. Mon esprit aventureux ne me permit pas de réfléchir que j'étais à peine guéri pour supporter les fatigues d'une expédition dont j'ignorais jusqu'au but. On m'enrôla sans difficulté. On me donna un assez mauvais fusil, et nous partîmes par le chemin de fer de Mulhouse. Nous quittâmes les wagons avant d'arriver à cette ville, et nous passâmes le Rhin, à la faveur de la nuit, dans de petites barques. Deux d'entre elles, trop chargées, chavirèrent, et onze hommes manquèrent à l'appel lorsque nous nous comptâmes sur l'autre bord. Ce fut notre premier désastre.

Ainsi qu'à Risquons-Tout, les troupes nous attendaient, car à peine avions-nous marché pendant deux heures, que notre avant-garde fut attaquée par un fort détachement de Hessois. Elle se replia précipitamment sur la colonne. Nous nous préparâmes au combat, et alors je reconnus que nos chefs avaient bien choisi le terrain, qui, boisé et montagneux, était favorable pour combattre en partisans. La fusillade s'engagea et dura jusqu'à six heures du soir. Nous battîmes en retraite en bon ordre. Pendant la nuit nous fîmes halte. Nos chefs tinrent conseil, résolurent d'éviter le combat et de

rejoindre Hecker, qui se trouvait aux environs de la Forêt-Noire, maître d'une petite ville frontière où lui arrivaient chaque jour des renforts des pays environnants.

Le lendemain, au point du jour, nous nous aperçûmes que les troupes auxquelles nous avions eu affaire la veille nous avaient devancés, et nous attendaient sur la lisière du bois. Suivant notre plan d'éviter tout engagement, nous voulûmes les tourner pour entrer dans la forêt; mais elles nous devinèrent, et nous attaquèrent avec impétuosité; nous éprouvâmes des pertes sensibles. Plus de cent cinquante des nôtres restèrent sur le terrain, et nous fûmes forcés d'abandonner nos blessés, qui furent fusillés impitoyablement. Un jeune homme ayant été tué à côté de moi, je jetai le mauvais fusil qu'on m'avait donné, pour prendre sa carabine. La nuit vint et mit fin au carnage.

Nous finîmes par gagner la forêt, et marchâmes pendant deux jours de suite par des sentiers presque impraticables. Un bûcheron nous servait de guide. Les vivres commençaient à manquer, mais nous avions toujours des munitions de guerre en abondance, malgré l'énorme consommation que nous en avions faite. Le troisième jour de cette marche pénible, nous arrivâmes à l'entrée de la nuit dans un petit hameau où nous devions rester quelques heures. Je montai dans un grenier pour m'y reposer, et je m'y endormis d'un si profond sommeil,

que je n'entendis pas la fusillade qui s'était engagée très-vivement entre les nôtres et les soldats hessois. Enfin, je me réveillai, je voulus me lever et marcher ; mais je ressentis une douleur si atroce à la jambe, qu'il me fut impossible de rester plus longtemps debout. Je fis tous mes efforts, et je me traînai jusqu'à une lucarne. De là je vis deux maisons qui brûlaient et éclairaient cette scène de désolation.

Nous avions été surpris, et plus de cinquante des nôtres étaient étendus sur la route ; quelques-uns respiraient encore et se débattaient dans les dernières convulsions de l'agonie. Je me blottis alors de mon mieux sous la fougère et dans la paille. Bien m'en prit, car on vint fouiller dans le grenier, mais sans pouvoir me trouver.

N'entendant plus aucun bruit, j'en augurai que les Hessois s'étaient mis à la poursuite de ce qui restait de mes compagnons.

Je demeurai caché pendant tout le jour, et ne sortis qu'à la nuit. En passant auprès de la vieille église du village, je vis une fosse énorme que l'on avait creusée pour y déposer nos morts, qui étaient près de là sous un tas de paille, et commençaient déjà à exhaler une odeur fétide.

Je me traînai péniblement environ pendant deux heures ; mais il fallut m'arrêter. Il était grand jour lorsque je me remis en marche. Pendant cette journée-là, je ne rencontrai qu'une femme qui portait

un enfant dans ses bras. Je lui demandai par signes si elle n'avait pas vu mes amis, que j'avais hâte de rejoindre ; je n'en pus rien tirer, elle s'enfuit tout effrayée. Épuisé de fatigue et de douleur, je me jetai à terre et me pris à maudire mon existence ; je regrettais de n'avoir pas été tué dans le village si fatal aux miens. Enfin, après bien des efforts, j'arrivai à un petit ruisseau dont l'eau était glacée.

J'en bus avidement, j'y baignai mon pied ; j'aperçus avec terreur que les vers et la gangrène avaient envahi la plaie, qui se creusait sous la cheville. Je la grattai avec mon couteau, et je laissai mon pied dans l'eau pendant plus de deux heures. J'en ressentis un bien-être inexprimable, et j'étais si heureux que je fus sur le point de m'endormir ; mais je songeai que je n'avais pas mangé depuis deux jours, et je me disposais à partir, m'orientant de mon mieux pour gagner la Suisse, lorsqu'une balle vint briser une branche à côté de moi. D'autres détonations suivirent, et je compris que je servais de point de mire à Messieurs les Hessois.

Je reconnus qu'ils tiraient, abrités par un taillis épais ; je me jetai aussi à couvert, et, les voyant descendre le long de la berge pour trouver un gué, je déchargeai mes deux pistolets ; puis, saisissant ma carabine, je fis feu. Mais, m'étant aperçu qu'ils allaient faire un pont à l'aide des arbres qu'ils abattaient, je me retirai rapidement par un sentier

qui s'enfonçait dans la partie la plus sombre de la forêt.

Bientôt, pendant la nuit, je crus voir le feu d'un bivouac. Étaient-ce des amis ou des ennemis? Je m'approchai avec précaution et je reconnus que c'était un feu de charbonnier. A ma vue, cet homme se sauva. Je découvris un sac renfermant des vivres, et je me mis en devoir de le visiter.

Je mangeais tranquillement le dîner de ce brave homme, lorsqu'il revint avec deux jeunes gens armés de haches. Voyant que je ne manifestais aucune émotion à leur approche, le charbonnier m'adressa la parole en allemand. Je ne compris qu'une chose à son discours, c'est que nous étions des Français et que nous venions apporter le trouble parmi eux. Afin de calmer son irritation, je lui montrai une pièce de cinq francs pour son souper que j'avais dévoré, et je lui demandai par signes si mes camarades étaient passés par là, et s'ils étaient bien loin. Il me fit comprendre qu'ils étaient passés déjà depuis deux jours.

L'offre d'une première pièce de cinq francs ayant produit son effet, je lui en proposai une seconde pour me mettre sur la route suivie par la colonne. Il me comprit, car, se mettant aussitôt en marche, il m'invita à le suivre.

Il me conduisit par une multitude de sentiers enchevêtrés les uns dans les autres; puis, arrivé à un chemin un peu plus large, il m'indiqua que

c'était la route prise par mes amis. Je lui donnai la récompense promise et le quittai.

Je reconnus, au jour, que j'étais dans le vrai chemin. En effet, je trouvais des fragments de journaux français à moitié brûlés et qui avaient sans doute servi à allumer des pipes; ce fut pour moi une piste précieuse. Le second jour, je fis une rencontre qui m'affecta vivement : je m'étais enfoncé dans un fourré pour m'y reposer un instant, j'y trouvai un cadavre vêtu d'une blouse grise qui me le fit reconnaître pour un des nôtres. Il avait un côté de la figure et une main entièrement rongées par quelque bête fauve. Ce triste spectacle m'ôta toute envie de dormir, et je continuai ma route. Quelques heures après, je parvins à un bourg à l'entrée duquel je trouvai deux de nos sentinelles. Nous n'étions qu'à deux journées de la Suisse.

J'avais le plus grand besoin de repos, mais je ne voulais plus me séparer de la colonne, et l'ordre de se mettre en marche ayant été donné, je partis avec les autres. Nous fûmes rejoints par quelques hommes de Hecker, qui nous annoncèrent que ce chef venait d'être complétement défait.

Après deux jours de marche par des chemins affreux, nous arrivâmes sur les bords du Rhin, que nous fûmes obligés de côtoyer en remontant pour le passer à un bac près de Rhinfeld. C'était là que nous attendaient les troupes hessoises. Elles nous

attaquèrent vigoureusement avec deux pièces de canon et de la cavalerie.

Le combat se prolongea depuis sept heures du matin jusqu'au soir. Le canon faisait de terribles ravages dans nos rangs, et ce ne fut qu'à la faveur de la nuit et beaucoup plus loin que nous pûmes traverser le fleuve dans des barques envoyées par les habitants de Rhinfeld. Sur plus de cinq cents hommes dont se composait la colonne, cinquante-quatre seulement échappèrent au massacre et purent gagner la Suisse. Mais nous eûmes du moins l'honneur de sauver notre drapeau, qui flotta sur la grange où l'on nous donna provisoirement l'hospitalité.

Le lendemain un médecin vint nous visiter et pansa les blessés, qui étaient nombreux. Les plus malades furent transportés chez les habitants, qui leur prodiguèrent les soins les plus empressés. J'eus le bonheur d'être logé chez de braves gens, qui me traitèrent comme leur propre enfant. Le médecin cautérisa ma plaie, et deux jours après je me sentis assez fort pour accompagner mon hôte jusqu'à l'église : c'était le dimanche des Rameaux, et je vis avec surprise chaque habitant portant à la main une petite branche de sapin en guise de buis, comme c'est l'habitude à Paris.

Mon hôte me conduisit ensuite au tir fédéral, où je pus admirer l'adresse des carabiniers suisses.

Le lendemain, en prenant congé de mon hôte, je

le priai d'accepter ma carabine, qu'il avait essayée la veille et qu'il avait trouvée très-belle. Elle venait en effet des chasseurs de Vincennes.

De Rhinfeld à Bâle, où je devais prendre le chemin de fer de Strasbourg, je contemplai à mon aise cette magnifique chaîne des Alpes, dont les sommets argentés éblouissent la vue : les riants paysages qui se déroulaient alors devant mes yeux ne me faisaient point regretter cette sombre Forêt-Noire où j'avais passé de si tristes journées.

De retour à Strasbourg, j'y trouvai une autre colonne de volontaires allemands et la première colonne polonaise. On leur avait fait une brillante réception, digne du patriotisme des habitants de cette antique capitale de l'Alsace.

Le jour même de mon arrivée, je me présentai au colonel Bogenski, chef de la première légion, et me fis inscrire parmi les volontaires qui allaient combattre pour l'indépendance de la Pologne, puisque ma présence en France portait ombrage au puissant Préfet de Police, *et pouvait troubler la tranquillité de l'Etat.*

En retournant à mon hôtel je rencontrai Herveed, commandant de la colonne allemande, et que j'avais connu à Paris, où Caussidière m'avait chargé de lui recruter des volontaires. Il me dit qu'il passait le Rhin dans la nuit, et me demanda si je voulais être des leurs.

« J'arrive d'Allemagne, lui dis-je, je sors d'en

prendre; » et je le quittai pour ne pas céder à ses sollicitations. J'aimais mieux les Polonais : avec eux au moins je marchais vers l'incertain, tandis qu'avec les Allemands je savais ce qui m'attendait par une expérience trop récente encore.

Ils passèrent le Rhin, et le lendemain on entendait la canonnade dans la direction de Kehl, et du haut de la flèche de Strabourg on voyait la fumée d'un village qui brûlait. Sur sept cents volontaires qui partirent cette fois encore de Strasbourg, une vingtaine à peu près y revinrent.

Tel fut le résultat de ces folles expéditions, dans lesquelles périrent une foule de braves gens qui n'eurent d'autres torts que celui de s'attacher à des aventuriers jaloux les uns des autres, et qui eux-mêmes suivaient, sans s'en douter, l'impulsion funeste de quelques ambitieux que le flot révolutionnaire avait portés un instant au pouvoir, et qui savaient ne devoir s'y maintenir qu'au prix du bouleversement de toute l'Europe.

CHAPITRE XXI.

Les Polonais.—Le Roi de Prusse.—Les bords du Rhin. Magdebourg.—Eisleben.—Retour.

Cependant depuis plusieurs jours déjà la colonne polonaise était à Strasbourg; d'autres colonnes arrivaient ou étaient attendues de jour en jour; l'ordre du départ n'arrivait pas. Ceci a besoin de quelques explications.

Après Février, certains membres du Gouvernement provisoire songèrent à faire de la propagande armée; mais, n'ayant pas la majorité dans le conseil, ils résolurent d'agir d'une manière inostensible; aidés par leurs agents secrets, ils organisèrent les bandes de volontaires dont nous avons vu le sort en Belgique et en Allemagne,

Quant aux Polonais, le cas était tout autre; les sympathies qu'ils inspiraient, leur nationalité reconnue chaque année par la Chambre des Députés,

semblaient leur donner le droit de fonder les plus légitimes espérances sur l'avénement de la République, avénement auquel ils avaient concouru en combattant vaillamment en Février. Mais l'éloignement de la Pologne, les embarras inséparables d'un nouveau gouvernement rendaient ces espérances difficiles à réaliser, du moins de longtemps : il fallait tout attendre des circonstances, et saisir l'occasion favorable lorsqu'elle se présenterait.

Cette occasion parut se présenter bientôt : la révolution de mars, qui chassait le roi de Prusse de Berlin, fut en partie l'œuvre des Polonais. Tout le monde se souvient de Mierowslawski porté en triomphe et forçant Frédéric-Guillaume à se découvrir devant les cadavres des hommes du peuple tués pendant l'insurrection. La confiance des Polonais devint donc légitime, surtout lorsque le roi de Prusse, effrayé de leur influence à Berlin autant que de la révolution française, feignit, pour gagner du temps, d'abandonner ses droits sur le duché de Posen et de le déclarer indépendant, s'en référant, du reste, à la décision de l'Assemblée allemande qui allait se réunir à Francfort.

L'empereur d'Autriche, chassé de Vienne à son tour, promit la liberté à la Gallicie. Alors les Polonais répandus dans l'Allemagne se rendirent de toutes parts dans le duché de Posen. Mierowslawski à leur tête somma le roi de Prusse de tenir sa promesse. Les ordres partirent bien de Berlin pour que

la citadelle de Posen lui fût remise; mais le gouverneur, qui avait des ordres secrets, refusa d'obéir, et Mierowslawski courut aux armes.

L'enthousiasme n'avait pas été moins grand en France qu'en Allemagne; de tous côtés les Polonais accouraient à Paris et formaient de nombreuses colonnes, qui devaient être commandées par les vieux chefs qui en 1830 avaient fait trembler le czar. Les plus impatients partirent par petits détachements, et arrivèrent à Cracovie, où ils furent fort mal accueillis par les Autrichiens. Il y eut une espèce d'insurrection, et une trentaine d'entre eux périrent dans le combat. Une partie se jeta dans les Carpathes, et l'autre revint à Paris pour y raconter la perfidie du gouvernement autrichien. Leurs récits commentés dans les clubs servirent de prétexte à ceux qui organisèrent l'affaire du 15 mai.

Ces premiers détachements avaient obtenu leur passage par le chemin de fer du Nord; mais le Roi des Belges, ne se souciant que fort peu de voir tous ces révolutionnaires traverser ses États, et craignant la contagion de l'enthousiasme, refusa le passage par ses chemins de fer. Il ne restait donc plus qu'une route ouverte pour gagner l'Allemagne, celle de Strasbourg. Mais c'était un temps précieux que l'on perdait, puis des difficultés s'élevaient déjà dans le duché de Posen; le Roi de Prusse reprenait peu-à-peu la direction des affaires. Les chefs

les plus sages comprirent que c'était partie perdue, et qu'il fallait attendre encore.

Mais on ne remue pas en vain les masses : on avait dit à la foule des exilés : « Vous allez revoir votre patrie, » aucune considération ne pouvait les retenir. Il y eut donc scission violente entre les modérés et les exaltés ; ceux-ci résolurent de partir quand même, et se choisirent de nouveaux chefs.

On partit donc de Paris avec grand cortége : on avait adopté un uniforme pour se faire remarquer et exciter l'intérêt sur le passage de la colonne, composée partie de Polonais, partie de Français. On traversa la France aux applaudissements des populations, toujours sympathiques à la cause polonaise ; on recueillit de nombreuses souscriptions dont certains chefs s'attribuèrent la plus grande part. Mais il avait fallu s'arrêter à Strasbourg ; les gouvernements allemands s'opposaient au passage de troupes aussi nombreuses dans un moment où leur propre pays était travaillé profondément par l'esprit révolutionnaire.

Lorsque j'arrivai, l'un des chefs, Madjinski était à Francfort pour solliciter de l'Assemblée allemande le passage à travers les États de la Confédération. Il obtint, et difficilement encore, que nous passerions par fractions de soixante hommes au plus. On lui avait reproché d'avoir enrôlé des Français. Madjinski nia le fait, et pour donner le change, on ajouta à nos noms la finale *ski* : ainsi je

fus Chenowski, né à Varsovie. Le préfet de Strasbourg ignorait sans doute cette petite supercherie, car il signa notre feuille de route.

Quoi qu'il en soit, la réponse donnée à Madjinski ne nous satisfit pas : on délibéra, et le résultat de la délibération fut que le lendemain on passerait le pont de Kehl, tambours en tête, sans se soucier davantage des deux pièces de canon chargées à mitraille qui défendaient le passage, ni des deux régiments qui tenaient garnison dans cette ville à cause des fréquentes incursions des réfugiés allemands.

Cette belle résolution excita notre enthousiasme au plus haut point : nous nous disputions l'honneur de passer les premiers et d'entraîner par notre mort assurée, mais glorieuse selon nous, une guerre européenne. C'était même là notre but, car nous étions persuadés que, par suite de ce massacre, la garnison de Strasbourg et la population entière de cette ville étaient déterminées à nous venger en franchissant le Rhin.

Je n'ai jamais pu savoir ce qui s'était passé entre les chefs de la colonne et ce qui put changer leur résolution : j'ai cru que ce n'était peut-être qu'une épreuve pour s'assurer de notre courage. Le lendemain, en effet, cinquante-cinq hommes furent désignés et partirent. Je me trouvai de ce premier départ.

Nous saluâmes en passant le monument que l'armée du Rhin fit élever à Desaix entre le grand et le petit Rhin; puis, au milieu du pont, nous tour-

nâmes une dernière fois nos regards vers la France, et tous ensemble nous poussâmes le cri de : Vive la République ! Quant à moi, je songeais avec tristesse à ceux que j'aimais, et je cherchais à oublier ceux qui me forçaient ainsi à quitter ma patrie. Un instant après nous prenions le chemin de fer, et je fus bientôt distrait de mes sombres rêveries par la beauté des sites qui se déroulaient à nos yeux.

Entraînés à toute vapeur, nous voyions d'un côté fuir la haute flèche de Strasbourg, de l'autre se dé velopper le majestueux panorama des Alpes-Rhénanes, dont les cimes lointaines se perdaient dans l'horizon. Nous passâmes devant Rastadt, lieu qui plus tard devait être funeste à quelques Polonais de notre compagnie, qui y furent fusillés dans la dernière insurrection du duché de Bade. Nous vîmes aussi Carlsruhe et son parc magnifique, et bientôt nous arrivâmes à Manheim, une des plus jolies villes de l'Allemagne.

On nous avait préparé une réception qui devait être brillante ; mais l'autorité qui, craignait quelques désordres, nous fit monter dans des voitures au sortir des wagons, et traverser rapidement la ville. On criait vive la Pologne! sur notre passage, et les dames agitaient leurs mouchoirs pour nous témoigner leur sympathie.

Nous prîmes ensuite le bateau à vapeur, où un dîner très-confortable nous fut servi de la part du grand-duc. Nous arrivâmes à Mayence vers cinq

occasion de voir pendant mon séjour en Allemagne.

Tous les habitants de Mayence étaient venus au-devant de nous à notre arrivée; le lendemain matin à cinq heures, ils nous reconduisirent au bateau à vapeur qui nous attendait. La nuit s'était passée [illegible]n fêtes.

La plus belle partie du voyage sur le Rhin est [illegible]ns contredit celle qui se trouve comprise entre [illegible]yence et Cologne. Le fleuve coule entre deux [illegible]tagnes, dont les pics quelquefois inaccessibles [illegible] couronnés de vieux châteaux en ruines, der[illegible] vestiges de la puissance féodale. Toute la p[illegible]qui fait face au midi est couverte de vignes d'u[illegible]chesse. C'est là que se trouve le fameux vigno[illegible]e Johannisberg, appartenant au prince de Mett[illegible]ch. Les mariniers nous firent la galanterie accou[illegible]ée en passant auprès d'un écho produit par deu[illegible]ges de montagnes et qui se répète quatre ou [illegible] fois; ils tirèrent deux coups d'une petite pièc[illegible]anon destinée à cet usage.

Nous ne fîmes [illegible]ercevoir Coblentz et la forteresse d'Erhinbr[illegible], ainsi que les autres villes qui bordent le Rh[illegible]s deux côtés, et nous arrivâmes à Cologne.

La première ch[illegible]ue je cherchai en entrant dans cette vill[illegible] la maison de *Jean-Marie Farina;* ma[illegible]e fut pas mon étonnement en trouvant qu[illegible]ville n'est peuplée que des descendant[illegible]èbre inventeur de l'eau de Cologne

restées françaises malgré leur longue adjonction à l'Allemagne, nous appelaient de tous leurs vœux et se seraient levées comme un seul homme à l'approche de nos armées. Le roi de Prusse aurait volontiers échangé son titre de roi contre celui d'empereur d'Allemagne, et la République française, en appuyant sa prétention contre l'Autriche et la Russie, eût obtenu facilement, en échange de son appui, la rive gauche du Rhin, sa frontière naturelle.

Mais une coterie choisit pour ambassadeur en Prusse un homme qui n'était rien moins que diplomate, et qui au lieu d'encourager les patriotiques inspirations de Frédéric-Guillaume, préféra s'allier aux clubistes et aux démagogues de Berlin. Le roi, voyant qu'il n'y avait pas à compter sur l'appui d'un gouvernement qui se faisait représenter d'une manière aussi inhabile, se jeta malgré lui, et malgré la volonté hautement manifestée de son peuple, dans les bras de la Russie.

La fraction turbulente du Gouvernement provisoire ne rêva que l'alliance de Républiques microscopiques et imaginaires, et ne voulut pas comprendre que le seul et véritable allié de la France était l'empire d'Allemagne. C'était une digue puissante opposée aux envahissements de la Russie et un acheminement vers la reconstitution de toutes les nationalités européennes.

Cette réflexion est le résultat de mes conversations avec certains hauts personnages que j'eus

occasion de voir pendant mon séjour en Allemagne.

Tous les habitants de Mayence étaient venus au-devant de nous à notre arrivée; le lendemain matin à cinq heures, ils nous reconduisirent au bateau à vapeur qui nous attendait. La nuit s'était passée en fêtes.

La plus belle partie du voyage sur le Rhin est sans contredit celle qui se trouve comprise entre Mayence et Cologne. Le fleuve coule entre deux montagnes, dont les pics quelquefois inaccessibles sont couronnés de vieux châteaux en ruines, derniers vestiges de la puissance féodale. Toute la partie qui fait face au midi est couverte de vignes d'une grande richesse. C'est là que se trouve le fameux vignoble de Johannisberg, appartenant au prince de Metternich. Les mariniers nous firent la galanterie accoutumée en passant auprès d'un écho produit par deux gorges de montagnes et qui se répète quatre ou cinq fois; ils tirèrent deux coups d'une petite pièce de canon destinée à cet usage.

Nous ne fîmes qu'apercevoir Coblentz et la forteresse d'Erhinbrestein, ainsi que les autres villes qui bordent le Rhin des deux côtés, et nous arrivâmes à Cologne.

La première chose que je cherchai en entrant dans cette ville fut la maison de *Jean-Marie Farina;* mais quel ne fut pas mon étonnement en trouvant que cette ville n'est peuplée que des descendants du célèbre inventeur de l'eau de Cologne

et que tous ont écrit sur leur enseigne *Jean-Marie Farina, seul possesseur de la véritable Eau de Cologne. Ne confondez pas mon établissement avec celui des charlatans qui m'environnent.* Puis, sur les volets, des réclames à rendre jaloux le père Aimès, du Bazar Provençal.

Cologne est une belle et grande ville; sa cathédrale mérite la réputation dont elle jouit.

En quittant Cologne, nous traversâmes le Rhin sur un pont de bateaux. Le fleuve coule en cet endroit dans sa plus grande largeur. Nous prîmes le chemin de fer, qui nous conduisit, en passant par Dusseldorf, jusqu'à Minden, ville forte de la Westphalie. Là nous fûmes arrêtés par ordre du gouvernement prussien: Ce brusque changement dans sa conduite à notre égard avait pour cause la guerre acharnée que Microwslawski faisait à la Prusse dans le duché de Posen. Nous restâmes ainsi pendant huit jours logés dans une baraque du chemin de fer et nourris par les habitants, que nous payions de leur hospitalité par des concerts, fort suivis des dames de la ville.

Enfin, fatigués de ce séjour qui menaçait de se prolonger indéfiniment, nous décampons un beau matin sans tambour ni trompette, et nous reprenons notre marche à pied en traversant une partie du Hanovre et les petits duchés.

C'est pendant cette marche que nous eûmes occasion de visiter plusieurs champs de bataille illus-

trés par nos pères; la vue de noms français gravés sur des tombeaux nous rappela la patrie absente, et nous saluâmes ces héroïques débris, de l'hymne qui conduisit jadis nos armées à la victoire; dans un pieux recueillement, nous entonnâmes *la Marseillaise.*

Nous marchâmes ainsi pendant quatre jours jusqu'à Hildesheim, où on nous accorda de nouveau le chemin de fer, qui nous conduisit à Magdebourg en passant par Brunswick. On nous fit traverser silencieusement la ville, et on nous logea dans les fossés de la citadelle, puis de là on nous dirigea par compagnies sur différentes villes de la Saxe prussienne.

Ma compagnie fut envoyée à quatorze lieues de Halle, dans une ville de mineurs appelée Eisleben. Nous eûmes bientôt fait connaissance avec les bons habitants de cette ville, qui devinrent nos amis. C'est là qu'est né Luther, et l'on conserve précieusement sa maison telle qu'il l'habita; on en a fait un petit musée.

Je visitai les mines d'argent, qui sont très-profondes, peu productives, et occupent cependant quatorze mille mineurs: c'est la seule richesse du pays.

Le 18 mai j'appris les événements qui venaient de se passer à Paris, et la déconfiture de Caussidière. Je m'empressai de demander mon passeport pour la France, où je pouvais rentrer désormais. J'entraînai avec moi dix-neuf de mes camarades;

sur notre route se trouvait le lac de Mansfeld, qu'il nous fallut traverser sur une étroite chaussée qui le sépare en deux parties. Une violente tempête avait soulevé ses ondes, et comme la nuit était noire, nous ne nous aperçûmes du danger que lorsque nous fûmes arrivés au milieu de la chaussée. Une vague énorme qui la balayait faillit nous engloutir, et ce ne fut qu'après de grands efforts que nous parvînmes à nous réunir à l'autre bout de la route.

Je revins en France en traversant la Belgique; arrivé à Lille, on me donna un passeport dans lequel, malgré mes énergiques réclamations, j'étais qualifié de réfugié polonais, et on m'assigna la ville de Meaux pour résidence. Je pris donc la route de cette ville à marches forcées, et malgré la défense expresse du préfet de Lille, je me rendis directement à Paris.

CHAPITRE XXII.

Le club des Montagnards de Belleville.—Insurrection de Juin 1848.—La Commission d'enquête.

Aussitôt que j'y fus arrivé, je résolus de chercher Caussidière et d'avoir une explication avec lui. Je lui écrivis une lettre que je lui fis remettre par un ami commun. Je lui indiquais un rendez-vous au club des Montagnards de Belleville.

Je l'attendis en vain.

Si je ne vis pas Caussidière, j'eus au moins le plaisir d'entendre Cabet. Mais je ne reconnus pas mon Cabet de 1832, on me l'avait changé. Ce n'était plus cet orateur fougueux d'autrefois, jaloux de se faire une popularité par la violence de ses attaques contre le Pouvoir. On voyait qu'il était devenu chef de secte, patriarche de l'église Icarienne. Sa parole était onctueuse, ses yeux se levaient dévotement vers le ciel, ses gestes étaient lents; toute sa per-

sonne enfin respirait une douceur évangélique. Je fus vraiment édifié. Cependant il parlait d'éloigner la garde mobile de Paris, et j'en augurai qu'il n'était pas aussi changé que je l'avais cru d'abord; seulement le tigre faisait patte de velours.

J'avais repris mon travail lorsqu'éclata la fatale insurrection de Juin. Je saisis mon fusil pour me joindre à la garde nationale; mais malheureusement le pont du canal était tourné, et je fus obligé de revenir sur mes pas.

Parmi les insurgés qui commençaient les barricades, il se trouvait quelques hommes qui avaient servi dans la compagnie du 24 Février. Ils me reconnurent et me forcèrent de rester avec eux, ajoutant que j'étais toujours leur chef. Sur ces entrefaites une femme se présenta, nous suppliant de lui ouvrir le pont, afin qu'elle pût se rendre auprès de sa fille, dangereusement malade. J'usai de mon influence pour lui faire accorder ce qu'elle me demandait, et plus tard elle me remercia en déclarant au juge d'instruction que j'étais le chef des insurgés de ce quartier.

Une heure après nous fûmes attaqués par des dragons, qui tirèrent sur un de nos parlementaires et nous chargèrent vigoureusement le sabre à la main. Accueillis par une vive fusillade qui renversa l'un des leurs, ils se virent forcés de battre en retraite vers la rue de Ménilmontant; mais, repoussés aussi de ce côté, ils revinrent à nous et furent désarmés.

Je me retirai ensuite chez moi pour ne pas me mêler à cette lutte fratricide. Cependant je fus arrêté un mois après et accusé du meurtre de deux dragons. On me conduisit à la Préfecture, et je subis un interrogatoire dans lequel on chercha à me faire dire ce que je savais sur le compte de Caussidière et de ses amis.

A la forme des demandes qu'on m'adressa, je vis d'où partait le coup. Élouin et Allard, qui avaient poussé Caussidière contre moi, voulaient alors se servir de mon juste ressentiment pour le perdre à son tour. Mais je restai muet, décidé que j'étais à me venger de lui en le sauvant par mon silence des machinations ourdies par ces deux honorables citoyens, jadis ses plus fervents adulateurs. D'ailleurs je savais trop ce que je leur devais pour leur procurer cette satisfaction.

En revenant de mon interrogatoire je rencontrai Grandmesnil, qui sans doute raconta aux autres prisonniers mes démêlés avec Caussidière et leur prétendue cause.

Un détenu me prévint en secret que j'étais en suspicion et qu'on se préparait à me faire un mauvais parti. En effet, je pus entendre les injures et même les menaces que l'on proférait contre moi. J'eus le courage d'y demeurer insensible; mais Vatripont vint directement à moi et m'insulta devant tous.

Je cherchai d'abord à lui prouver l'absurdité de

son accusation, mais il s'obstina à ne pas comprendre. Son insolence me monta la tête, et il allait payer cher la sottise de s'être fait l'interprète de mes lâches ennemis, lorsque le directeur, instruit de ce qui se passait, me fit appeler; il me déclara qu'il ne pouvait me laisser plus longtemps dans la cour après ce qui venait de se passer, et me fit mettre tout simplement au cachot, en attendant, disait-il, qu'il fût pris une décision sur mon compte.

Le juge d'instruction profita habilement de cette circonstance pour me faire subir un second interrogatoire. Furieux de voir les calomnies de Caussidière me poursuivre jusque dans la prison, tous les maux qu'il m'avait fait souffrir me revenant à la mémoire, je ne balançai plus. « Ils n'en auront pas le démenti », m'écriai-je, et rompant avec le parti, je déclarai ce qu'on a pu lire dans le rapport de la commission d'enquête.

Écrasé par cette pièce. Caussidière fit préparer par une main habile l'exposé qu'il lut à l'Assemblée nationale, et dans lequel il accumula sur moi les plus révoltantes diffamations. Mais les Représentants du peuple soupçonnaient à l'avance tout ce que j'avais révélé, et l'autorisation de poursuivre fut accordée.

Je fus appelé plus tard à figurer comme témoin au procès de Bourges, et on s'attendait à un scandale; mais grand fut le désappointement, car je ne pus dire qu'une chose; c'est que je n'étais pas en

France lors des événements du 15 mai. On put voir alors que je ne parlais que de ce que j'avais vu, que j'étais libre et qu'aucune volonté ne dictait mes dépositions. Mon cœur se serra en voyant Albert que j'avais tant aimé, et je fis de bien tristes réflexions sur les hasards des révolutions et le sort des conspirateurs.

J'ai terminé ma tâche, et je renouvelle ici le serment que je me suis fait de vivre tranquillement du fruit de mon travail, loin des luttes politiques qui ont si fort agité les plus belles années de mon existence. Si mon exemple peut servir de leçon à quelques imprudents qui pourraient être tentés de s'attacher à la fortune des conspirateurs, je serai heureux d'avoir publié ces Mémoires.

RÉPONSE

au citoyen

CAUSSIDIÈRE

Citoyen,

Je n'ai point l'intention, en écrivant ces Mémoires, de me réhabiliter aux yeux des Républicains *rouges*. Ce n'est pas pour quelques hommes tarés, faisant métier de conspirateurs, l'écume de la société, que je me serais donné la peine de faire cet ouvrage. Que m'importent leurs invectives! je les méprise souverainement, et ne tiens guère à les amener à résipiscence à mon égard. Au contraire, leur haine et leurs sottes menaces ne font qu'entretenir en moi l'idée de les voir un jour de près; c'est même la seule satisfaction que je me promette, si, comme ils l'annoncent hautement, ils osent encore une fois jeter le gant à la société. D'ici là je m'abs-

tiendrai de prendre part à aucun événement politique.

C'est aux véritables républicains, aux honnêtes gens de ce parti que je m'adresse, afin qu'ils puissent juger avec quelle déloyauté j'ai été attaqué par vous, citoyen Caussidière.

J'ai le droit d'élever la voix, car c'est les mains pleines de preuves que je viens protester contre vos odieuses imputations. Cette brusque et énergique détermination de ma part vous surprend, n'est-ce pas? J'avais enduré si patiemment jusqu'à ce jour toutes les infamies qu'il vous avait plu de déverser sur ma vie. Je vous avais laissé distiller à loisir votre venin et répandre sur moi votre bave. Vos coreligionnaires avaient reproduit à l'envi vos accusations, et, pauvre paria, je courbais silencieusement la tête sous la réprobation universelle. Et pourtant, d'un souffle j'aurais pu renverser tout votre échafaudage de calomnies. Mais il me fallait pour cela faire ressortir les turpitudes et les fautes d'un parti auquel j'ai appartenu si longtemps, attaquer des personnes qui n'ont eu que le tort de s'inspirer de vos mauvais principes, et dont personnellement je n'avais pas à me plaindre.

J'hésitais donc : je fis abnégation de moi-même jusqu'à vouloir m'expatrier, volontairement cette fois, pour ne pas céder à la tentation et user de représailles. Mais les hommes de votre nuance n'ont pas voulu comprendre ma réserve, et se sont

acharnés au contraire à me perdre dans l'opinion publique. Pousser plus loin la patience eût été faiblesse : je me suis donc décidé, pour ma justification, à écrire aussi mes Mémoires, en évitant toutefois de les embellir de mensonges comme vous l'avez fait.

Mais avant de les publier, j'ai cru devoir tenter une dernière épreuve : j'ai vu M. Michel Lévy, votre éditeur, je lui ai démontré pièces en main toute la perfidie de vos allégations. Il me promit de vous écrire à Londres, le jour même, pour vous demander une lettre de rétractation que j'aurais fait insérer dans différents journaux. Je me contentais de cette simple réparation. J'attendis en vain votre réponse, et lorsqu'un mois après je retournai chez M. Lévy, il me déclara que je n'avais rien à attendre de vous.

Je me suis alors mis à l'œuvre, et seul, malgré mon extrême ignorance, sur laquelle vous aviez si bien compté, j'ai entrepris courageusement cette tâche difficile, pensant que la vérité n'avait pas besoin d'ornements.

Je sais fort bien que mon style n'est pas aussi brillant que celui de l'ex-secrétaire de M. Guizot, qui prépara votre défense devant l'Assemblée nationale ; je n'ai pas non plus l'habileté et la routine du citoyen Thoré, qui a mis à votre disposition son talent de journaliste pour rédiger vos Mémoires.

J'aurais pu, il est vrai, pour suppléer à mon

inexpérience en l'art d'écrire, trouver parmi vos amis, à la *Réforme* même, un écrivain démocrate bien affamé, qui, pour quelques dîners et quelques pièces de cent sous, aurait volontiers consenti à enrichir mon livre des traits les plus mordants de sa plume vénale.

Je dois vous avouer cependant que des Montagnards, vos fidèles amis d'autrefois, se sont empressés de me donner certains renseignements qui m'étaient nécessaires, car eux aussi ont bien quelques griefs contre vous; ils vous reprochent même d'assez gros péchés. Ils blâment hautement vos reculades en mai et en juin 1848. Vous aviez, disent-ils, organisé l'affaire du 15 mai, et, après avoir mis en avant Barbès, Albert et Sobrier, vous les avez lâchement abandonnés au moment d'agir.

On était disposé à vous pardonner en présence de vos magnifiques promesses pour l'avenir : en effet, sous votre inspiration, les clubs, les sociétés populaires, travaillés par votre état-major et les Montagnards, préparent les sanglantes journées de Juin. Le combat commence; on vous proclame le chef de l'insurrection. Mais vous vous tenez prudemment à l'écart, craignant de vous compromettre. Vous attendez que les insurgés soient vainqueurs et vous portent en triomphe à la présidence. Vous vous ménagez un alibi en cas de défaite, et répondez à ceux qui vous reprochent que votre nom a servi et encouragé la révolte : « Cela

ne me regarde pas; je ne suis pas responsable de tous les désordres dont peut se rendre coupable la mauvaise queue de mon parti. Il y a longtemps que j'ai rompu avec elle, car elle est trop turbulente. »

Ainsi, ajoutent les Montagnards, non content de nous avoir abandonnés, il nous injurie et nous dénonce. Ils avaient oublié, les imbéciles, que vous n'étiez plus le petit commis en rubannerie, et que l'ex-courtier de journal avait à conserver ses appointements de représentant.

Un autre reproche que vous font vos amis, Raspail en tête, c'est d'avoir déchiré quelques feuillets du livre rouge où votre nom était inscrit avec des détails assez curieux. Ils prétendent qu'on y trouvait relatées toutes vos bassesses pour obtenir l'autorisation de résider à Paris après votre condamnation, et on y voyait aussi figurer les sommes que vous touchiez de la police à titre de secours mensuel.

Vous avez encore profité de votre passage à la Préfecture de Police pour dérober, comme un voleur, votre dossier, qui se trouvait aux archives. Vous avez craint sans doute qu'il ne prît fantaisie à un de vos successeurs de connaître votre vie si accidentée. Il y avait surtout une certaine note qui aurait pu donner une haute idée de votre moralité; elle était relative à la dot de votre femme, que vous avez dissipée en ignobles orgies.

Ces mêmes personnes se demandent encore

quelles peuvent être vos ressources pour soutenir le train que vous menez à Londres. Vous aviez, il est vrai, fait courir le bruit qu'un banquier vous faisait une pension alimentaire en reconnaissance de quelques services rendus, M. de Rotschild, sans doute? En effet il doit vous être bien reconnaissant. Voyant qu'on ne croyait pas à cette fable, vous-même l'avez démentie, et vous êtes rejeté sur les bénéfices que vous procurait la vente de vos Mémoires. Chacun sait parfaitement que vous avez pressuré votre éditeur par tous les moyens imaginables : pots de vin, épingles, avance de fonds, tout a été employé par vous. Mais cela n'a pu vous mener bien loin, car M. Lévy s'est vite fatigué de vos demandes incessantes.

Avouez donc franchement que vous avez fait de petites économies sur les fonds secrets. Dans votre ouvrage vous parlez souvent de votre police secrète et des sommes énormes qu'elle vous coûtait, tandis qu'il est reconnu aujourd'hui que vous n'avez jamais employé qu'une douzaine d'agents. Si vous n'avez pas rempli vos poches, vous avez dû faire leur fortune.

Quant à moi, si je vous ai traité d'escroc, c'est que je connaissais parfaitement vos escroqueries; je ne citerai que Charles Grenache, parmi vos nombreuses dupes. Banquiers, commerçants, ouvriers même, toutes les classes de la société possèdent de excellentes valeurs, et les plus intraitables ont

osé mettre arrêt sur vos appointements lorsque vous étiez préfet de police : les protêts sont là, témoins irrécusables.

Si je vous ai traité de faussaire, c'est que je savais que vous aviez fait des faux. Vous parlerai-je de Mignotti, qui se vantait devant les Montagnards de vous mener par le bout du nez, parce qu'il en savait long sur votre compte ? Il était fier d'avoir été votre complice dans la perpétration de quelques-uns de vos méfaits. Il sut du reste fort bien exploiter la connaissance qu'il avait de vos secrets. Vous étiez pour lui une mine inépuisable. Qui ne souvient de l'avoir vu entrer dans votre salon, crotté jusqu'à l'échine, et vous dire d'un ton insolent, la casquette sur la tête, quelles que fussent les personnes qui se trouvaient avec vous :

—Caussidière, donne-moi donc cent sous?

Dévorant votre honte, vous vous exécutiez en riant.—C'est un bon patriote, disiez-vous.

Et Dupouy, le tailleur de Rouen ? Celui-là vous a menacé de vous envoyer aux galères si vous ne déchiriez à l'instant le mandat d'arrêt lancé contre lui. Malgré votre toute-puissance vous avez baissé la tête sous sa menace, et devant plusieurs personnes qui assistaient à cette scène vous avez déchiré le mandat. Bachelet, avoué à Rouen, a, pendant quinze jours, promené votre faux billet dans toute la ville, et ce n'est qu'à la prière des patriotes qu'il n'a pas donné suite à cette affaire. Pilhes, à Mont-

luçon, vous a traité de faussaire en plein café, car il avait vu votre faux. Ce n'est pas moi qui ai inventé tout cela : il est de notoriété publique qu'avant Février, vous ne viviez que de moyens honteux. Vous avez toujours eu la réputation d'un Macaire.

J'arrive maintenant aux accusations que vous avez dirigées contre moi. On verra si elles vous ont été inspirées par l'amour de la vérité, ou si ce n'est pas plutôt par un vif désir de vengeance.

1° Vous dites que dans ma déposition devant la commission d'enquête, je me suis attribué un rôle que j'étais incapable de remplir. J'ignore si ma déposition a paru prétentieuse ; mais je sais qu'elle était conforme à la vérité. Qu'ai-je dit ? Que les membres du Gouvernement provisoire nommés à la *Réforme* le 24 février étaient presque tous inconnus. Vous qui, par exemple, fûtes élevé à un emploi supérieur, qui vous connaissait en France ? qui étiez-vous ? un malheureux commis-voyageur, *criblé de dettes et couvert de protêts, absolument nu comme Job sur son fumier*. Je cite textuellement un passage de vos Mémoires.

2° Je me suis glissé comme un intrus parmi les Montagnards.

Mais j'ai combattu pendant seize ans pour votre cause ; j'ai subi trois condamnations politiques. Le jour même de mon installation à la Préfecture, vous me nommez capitaine et vous apposez le cachet de la Préfecture au bas de ma nomination. Vous m'ini-

tiez aux plus terribles secrets; je signe le procès-verbal lors du jugement de Delahode : et vous ne me connaissiez pas ! Je ne dis ceci que pour prouver que vous mentez souvent, car je ne me glorifie pas d'avoir été votre ami.

3° Quant à une prétendue soustraction de 300 francs faite au préjudice de ma compagnie, et à la plainte que vous dites avoir été portée contre moi, vous en connaissez si bien la fausseté vous-même, que vous ajoutez : *le vol n'ayant pas été suffisamment prouvé, il n'y eut pas lieu à poursuivre*. N'était-ce pas là proclamer mon innocence? Dans la crainte qu'il ne vous reste des doutes sur ma probité, je vais vous rappeler quelques détails sur cette affaire, que vous paraissez avoir oubliée.

J'avais donné, contre un reçu que j'ai encore, une somme de 125 francs à mon sergent-major pour payer des fournisseurs de la compagnie, et non pas 300 francs comme vous le dites. Si vous avez porté 300 francs sur votre budget de dépenses, c'est 175 francs que vous avez détournés à votre profit.

Dès que je découvris que les fournisseurs n'avaient pas été payés, j'en demandai la raison à Tabary, mon sergent-major, qui finit, après bien des détours, par m'avouer qu'il avait perdu cette somme ou qu'on la lui avait volée. Cette réponse ne m'ayant pas paru satisfaisante, je le fis mettre provisoirement au cachot, et les officiers de la caserne, réunis en conseil, décidèrent que Tabary,

ayant volé la compagnie, devait être livré à la justice. En apprenant cette décision vous me priâtes de ne pas donner suite à cette affaire, et le fîtes mettre en liberté. Touchante sympathie !

4° J'aurais fait, selon vous, partie de la police secrète de Louis-Philippe, et pour preuve vous donnez votre parole : aux yeux de bien des gens elle n'a pas plus de valeur que votre signature. Avez-vous trouvé des rapports de moi comme vous en avez trouvé de Delahode? Non, vous n'avez eu qu'une lâche dénonciation d'agents de police, et parmi eux il s'en trouve un, vous le dites vous-même, auquel j'aurais cassé un bras un jour qu'il voulait m'arrêter ; quant aux autres, ils m'avaient fait condamner déjà à trois mois de prison, à la suite d'une rixe dans laquelle je les avais fort maltraités. Vous avez si bien senti qu'on ne pouvait ajouter foi à de pareils témoignages, que vous déclarez que j'ai tout avoué lorsque vous m'avez menacé de me livrer aux Montagnards.

C'eût été là, il faut en convenir, une singulière manière pour un magistrat de connaître la vérité. Autant eût valu me menacer de la torture, car me livrer aux Montagnards, dont la férocité est proverbiale, était un sûr moyen de me faire avouer, malgré mon innocence.

Mais heureusement pour vous et pour moi que cette pensée ne vous est venue que fort longtemps après. La vérité est que, bien loin d'avoir trouvé

dans les archives de la police le moindre rapport de moi, vous n'avez au contraire trouvé que des dénonciations dans lesquelles on me signalait comme dangereux conspirateur

Vous prétendez qu'à la suite de cet aveu je vous demandai à passer en Belgique en vous promettant de redevenir honnête homme. Où avais-je, s'il vous plaît, perdu le droit à ce titre? C'est sans doute en refusant de jeter par les fenêtres les membres du Gouvernement provisoire qui contre-carraient vos projets. Je m'honore au contraire de ce refus, qui m'attira votre haine.

Vous plaisantez fort agréablement sur ce que vous appelez mon départ volontaire pour l'Allemagne, et que moi j'appelle un acte du plus violent arbitraire. Vous espériez que je succomberais dans une de ces périlleuses expéditions. Mais la Providence a permis que je revinsse, non pas pour dénoncer de rechef comme vous le dites, mais pour vous livrer au mépris et à l'exécration des honnêtes gens de tous les partis.

5° J'arrive à la plus grave de vos inculpations, et j'espère bien en l'anéantissant prouver aux plus aveugles que vous êtes un vil calomniateur. Vous me traitez de forçat gracié de huit années de galères, pour désertion après vol. Pour vous convaincre que vous n'êtes qu'un misérable, voici les preuves que je tiens à votre disposition :

D'abord mon congé et un certificat de bonne con-

duite délivré en 1844 sur l'attestation de tous les chefs de corps du 11ᵉ régiment d'infanterie légère, et sur la proposition de mon capitaine, attestant que j'ai toujours servi avec honneur et fidélité.

Vous ne direz pas que ces pièces ont été faites après coup, elles sont datées de 1844. Je les ai obtenues à la suite de ma rentrée volontaire au corps et grâce aux démarches faites par ma famille auprès du commandant de la première division militaire, qui me dispensa, comme jeune soldat, d'être mis en jugement pour le simple cas de désertion.

A l'appui de ces pièces je veux bien vous transcrire ici un certificat du chef de bureau de la justice militaire, qui atteste que « M. Chenu (Jacques-« Etienne-Adolphe) qui a servi dans le 11ᵉ régiment « d'infanterie légère, d'où il a été congédié avec « certificat de bonne conduite, le 9 décembre 1844, « n'a jamais été mis en jugement pendant le temps « durant lequel il a été sous les drapeaux. *Signé* « Chénier. »

J'ajouterai cette lettre du ministre de la guerre: « Pour satisfaire à la demande contenue dans votre « lettre du 3 courant, je vous adresse, Monsieur, le « relevé de vos services dans le 11ᵉ régiment d'in-« fanterie légère; j'ajouterai, pour compléter les « renseignements qui se rapportent au fait de dé-« sertion qui y est mentionné, que le 21 novem-« bre 1844 vous vous êtes présenté volontairement « à l'autorité militaire, et que le général comman-

« dant la 1re division, en vertu des pouvoirs qui lui
« sont conférés par l'ordonnance du 23 janvier
« 1822, vous a dispensé d'être mis en jugement. Il
« résulte de cet état de choses, ainsi que des vérifi-
« cations opérées sur les registres où sont inscrits
« les jugements militaires, qu'aucune condamna-
« tion n'a été prononcée contre vous, pendant tout
« le temps que vous avez passé sous les drapeaux,
« soit pour désertion, soit pour tout autre délit. J'ai
« l'honneur de vous saluer. Le *ministre de la*
« *guerre*. »

Ainsi, vous le voyez, j'aurais pu obtenir de la justice une réparation éclatante et vous faire condamner comme diffamateur.

Si vous trouvez que je me suis écarté de la vérité dans cet ouvrage, vous pourrez m'en demander raison à votre retour d'exil, après lequel j'aspire de tous mes vœux. Quant à la racaille qui voudrait prendre votre défense en vous attendant, j'éviterai autant que possible tout contact avec elle; mais cependant je saurai au besoin lui imposer silence.

FIN.

TABLE.

Ire PARTIE.

Les Sociétés secrètes avant Février.

quelles peuvent être vos ressources pour soutenir le train que vous menez à Londres. Vous aviez, il est vrai, fait courir le bruit qu'un banquier vous faisait une pension alimentaire en reconnaissance de quelques services rendus, M. de Rotschild, sans doute? En effet il doit vous être bien reconnaissant. Voyant qu'on ne croyait pas à cette fable, vous-même l'avez démentie, et vous êtes rejeté sur les bénéfices que vous procurait la vente de vos Mémoires. Chacun sait parfaitement que vous avez pressuré votre éditeur par tous les moyens imaginables : pots de vin, épingles, avance de fonds, tout a été employé par vous. Mais cela n'a pu vous mener bien loin, car M. Lévy s'est vite fatigué de vos demandes incessantes.

Avouez donc franchement que vous avez fait de petites économies sur les fonds secrets. Dans votre ouvrage vous parlez souvent de votre police secrète et des sommes énormes qu'elle vous coûtait, tandis qu'il est reconnu aujourd'hui que vous n'avez jamais employé qu'une douzaine d'agents. Si vous n'avez pas rempli vos poches, vous avez dû faire leur fortune.

Quant à moi, si je vous ai traité d'escroc, c'est que je connaissais parfaitement vos escroqueries; je ne citerai que Charles Grenache, parmi vos nombreuses dupes. Banquiers, commerçants, ouvriers même, toutes les classes de la société possèdent de vos excellentes valeurs, et les plus intraitables ont

osé mettre arrêt sur vos appointements lorsque vous étiez préfet de police : les protêts sont là, témoins irrécusables.

Si je vous ai traité de faussaire, c'est que je savais que vous aviez fait des faux. Vous parlerai-je de Mignotti, qui se vantait devant les Montagnards de vous mener par le bout du nez, parce qu'il en savait long sur votre compte ? Il était fier d'avoir été votre complice dans la perpétration de quelques-uns de vos méfaits. Il sut du reste fort bien exploiter la connaissance qu'il avait de vos secrets. Vous étiez pour lui une mine inépuisable. Qui ne souvient de l'avoir vu entrer dans votre salon, crotté jusqu'à l'échine, et vous dire d'un ton insolent, la casquette sur la tête, quelles que fussent les personnes qui se trouvaient avec vous :

—Caussidière, donne-moi donc cent sous?

Dévorant votre honte, vous vous exécutiez en riant.—C'est un bon patriote, disiez-vous.

Et Dupouy, le tailleur de Rouen ? Celui-là vous a menacé de vous envoyer aux galères si vous ne déchiriez à l'instant le mandat d'arrêt lancé contre lui. Malgré votre toute-puissance vous avez baissé la tête sous sa menace, et devant plusieurs personnes qui assistaient à cette scène vous avez déchiré le mandat. Bachelet, avoué à Rouen, a, pendant quinze jours, promené votre faux billet dans toute la ville, et ce n'est qu'à la prière des patriotes qu'il n'a pas donné suite à cette affaire. Pilhes, à Mont-



Ah ! mon pauvre ami ; il en a plein son sac !

LES

MONTAGNARDS

DE 1848

ENCORE QUATRE NOUVEAUX CHAPITRES

précédés d'une

RÉPONSE A CAUSSIDIÈRE

ET AUTRES DÉMOCS-SOCS

PAR

A. CHENU

Auteur des CONSPIRATEURS.

Ornés de scènes et portraits dessinés d'après les croquis
de l'Auteur.



PARIS

D. GIRAUD ET J. DAGNEAU, LIBRAIRES-ÉDITEURS

18, rue Guénégaud (ancien 24).

1850

Paris. — Imprimerie Bonaventure et Ducessois,
55, quai des Grands-Augustins.

Réponse à Caussidière.

CITOYEN CAUSSIDIÈRE,

Vous me faites pitié! A des faits aussi précis, à des accusations aussi directes, à des preuves aussi claires, à des noms aussi nettement prononcés, qu'avez-vous répondu? Rien, qu'un démenti banal, et vous restez CLOUÉ.

A la kyrielle de vos infamies, je n'ai pas fait un seul mécompte; au bilan complet de vos escroqueries, de vos faux, de vos duperies commerciales et privées, on n'a pas découvert la plus petite erreur. Pas le moindre Mignotti, le moindre Dupouy n'a redressé une seule de mes affirmations; pas un Grandmesnil n'a nié

vos scènes de débauche, tant les halles ont retenti de vos orgies, tant les études des huissiers de Paris et de Rouen sont pavées de protêts à votre adresse.

Dans l'intérêt de leur parti, et non pour votre *illustre* personne, les journaux rouges ont feint une superbe indignation au récit que j'ai fait de vos immoralités. Ils ont accueilli avec des transports d'allégresse votre stupide calomnie, triste moyen de vous réhabiliter aux yeux des honnêtes gens, dont vous avez eu l'effronterie et l'adresse de *piper* deux fois les suffrages.

Pauvre Caussidière! allez, le soufflet que je vous ai imprimé sur la face la rougira éternellement. C'est que j'ai dit vrai, moi; c'est que je n'ai pas eu recours à la calomnie en vous traitant de FAUSSAIRE. Vous le porterez un jour, je vous le prédis, ce bonnet rouge dont vous êtes si épris, non comme un affranchi de la vieille Rome, mais comme un GALÉRIEN au bagne de Toulon.

A. CHENU.

Le misérable osera-t-il démentir encore cette nouvelle preuve de son imposture !

Ministère
DE LA GUERRE

BUREAU
DE LA
Justice militaire

2e DIVISION.

Paris, le 9 mars 1850.

Monsieur,

« Par suite des nouvelles recher-
« ches que j'ai fait faire dans les ar-
« chives de mon département, pour
« satisfaire à la demande que vous
« m'avez adressée le 7 du courant, je
« ne puis, Monsieur, que réitérer l'as-
« sertion contenue dans la lettre de
« mon prédécesseur, du 30 août der-
« nier, qu'aucune condamnation n'a
« été prononcée contre vous pendant
« tout le temps que vous avez passé
« sous les drapeaux.

« Le Ministre de la Guerre,

Signé D'HAUTPOUL. »

A M. Chenu, rue Notre-Dame-de-Nazareth.

Réponse aux Démocs-Socs.

Le coup a donc porté juste! Comme l'animal atteint d'un trait, vous avez bondi et poussé un rugissement terrible, annonçant au monde que vous n'étiez que blessé, et qu'il vous restait encore assez de force pour écraser votre ennemi. Vos menaces ont été solennellement reproduites dans tous vos journaux. Chacun s'attendait tout d'abord à une défense foudroyante et péremptoire ; car on lisait dans le journal la *Liberté* : « On annonce comme devant paraître bientôt une vigoureuse réponse au pamphlet Chenu. »

Cette réponse se faisant attendre, vous avez dû lancer en avant quelques tirailleurs pour occuper l'impatience du public, qui aurait pu concevoir une opinion défavorable d'un silence trop prolongé.

Il y eut donc un grand conciliabule auquel furent convoqués le ban et l'arrière-ban de la montagne : les Vitou, les Barbast, les Pornin, enfin tous les vieux de la vieille arrivèrent en toute hâte. Le bureau fut occupé par quelques journalistes, et la séance commença. Que sait-on sur Chenu? telle fut la question agitée. Aucun des membres présents n'ayant pu fournir de renseignements positifs et suffisants pour détruire l'effet produit par l'apparition du livre des *Conspirateurs*, on convint, après de longs débats, de s'en rapporter à Caussidière, qui n'avait pu avancer légèrement les graves inculpations contenues dans ses *Mémoires*. On résolut donc d'expédier un exprès à Londres, et, en attendant la réponse de l'ex-préfet, on rédigea, séance tenante, la protestation mémorable du citoyen Pornin, ex-commandant en chef des Montagnards sous Caussidière.

Le même jour parut aussi une réclame du poëte Charles Gilles en faveur de je ne sais quelle mauvaise chanson que les journaux n'ont pas daigné reproduire; puis enfin deux lettres des sieurs Elouin et Allard, complétant la grêle de démentis pleuvant à l'adresse de ma pauvre brochure, qui n'en pouvait mais.

Attention! Voici enfin l'*histoire* à côté du *roman*, la vigoureuse réponse tant de fois

annoncée! Je suis vraiment épouvanté. Où fuir, où me cacher pour éviter la honte et la confusion qui ne peuvent manquer de m'atteindre?

Mon indécision me sauve. La brochure m'arrive en pleine poitrine; je me palpe, et je me sens mieux portant que jamais.

Ce n'est là qu'une misérable brochure, sans nom d'auteur; passons, car il ne sera pas dit qu'un aussi grand citoyen que *monsieur* Caussidière n'aura pas trouvé un ami généreux consentant à prendre ouvertement sa défense.

Allez, la grosse caisse! Trompettes, sonnez! Montagnards, hurlez, dansez, réjouissez-vous! —Les murs de Paris se couvrent d'affiches de toutes couleurs; un livre, signé d'un démoc-soc à tous crins, va enfin paraître. Je lis :

RÉPONSE

au libelle

LES CONSPIRATEURS

de CHENU, etc.

***Par le citoyen Jules* MIOT**,

Représentant du peuple.

Ce fameux livre est annoncé, prôné par toute la sequelle; et moi, pauvre diable, comme dit la *Patrie*, je passe de mauvais jours et de plus

mauvaises nuits encore, en songeant à la haute position et au génie fertile de l'illustre écrivain auquel je vais avoir affaire.

De plus braves que moi auraient tremblé; car l'audace et l'obstination qui le caractérisent, à défaut d'autres qualités, fatiguent jusqu'à l'honorable M. Dupin, et triomphent *quand même* de sa patience héroïque. D'ailleurs je connais l'homme d'ancienne date, et l'on pourra juger de la légitimité de mes craintes par l'anecdote suivante, dont je fus le témoin.

Un jour, en descendant de diligence, il arriva dans les bureaux de la *Réforme*, c'est-à-dire au café Saint-Agnès; voyant ses amis tristes et prêts à le quitter après les premiers compliments d'usage, il leur demanda la cause de leur tristesse et d'un si brusque départ.

—Nous allons conduire à sa dernière demeure la dépouille mortelle d'un jeune patriote, lui fut-il répondu.

—Je vous accompagne, alors.

On se rendit au cimetière, et les dernières pelletées de terre ayant été jetées sur le cercueil, on se disposait à partir.

—Eh quoi! citoyens, s'écria M. Miot tout surpris, est-ce qu'on quitte ainsi un ami sans lui adresser un mot d'adieu?

—Que voulez-vous? dit un des assistants; le

plus beau discours du monde ne pourrait nous le rendre.

—C'est égal, ajouta M. Miot, qui tenait à donner un échantillon de son talent oratoire. Comment s'appelle-t-il?

—Sixdeniers.

—Sixdeniers? bon! Et, malgré les observations de tout le monde, il persiste à prononcer l'oraison funèbre d'un homme dont il ne connaissait pas même le nom un instant auparavant.

« Citoyens, dit-il d'une voix attendrie, je ne connaissais pas notre frère Sixdeniers, dont nous pleurons la mort; mais j'éprouve le besoin de vous parler *brièvement* de sa vie politique et privée, etc., etc. »

Et il déclame des lieux communs pendant une demi-heure.

Le lendemain il fit autographier son discours, qui se trouva contenir huit mortelles pages.

Outre cette facilité d'improvisation que je reconnais au citoyen Miot, je me rappelle encore qu'il possède au plus haut degré la naïveté des temps antiques, et qu'il nomme chaque chose par son nom propre. Ainsi, en pleine réunion de frères et amis, il osa traiter le commandant Vallier de vieux *crétin*.

Léoutre, gérant de la *Réforme*, dont la caisse

était souffrante, lança un regard sublime d'intelligence à son ami, et lui dit en même temps :

—Monsieur Miot, vous ne savez donc pas que vous parlez au commandant Vallier !

Le futur représentant du peuple comprit sa gaucherie et fut par la suite plein d'égards pour ce vieux..... brave, au cœur si généreux et à la bourse si complaisante.

C'était donc là le terrible champion que je voyais entrer en lice, et je devais m'attendre à une rude correction. J'étais impatient de voir se décider mon triste sort ; enfin je tiens cette fameuse réponse, je la dévore. Mais quel est mon étonnement, je reconnais avec bonheur que je ne suis pas encore mort.

C'est ce que je vais tâcher de faire sentir à ce bon M. Miot et à tous ceux qui m'ont attaqué si indignement.

RÉFUTATION.

Pour procéder par ordre, je commence par le commencement : j'ouvre le journal la *Liberté* du 20 février 1850, et j'y trouve la protestation du citoyen Pornin, ex-commandant en chef des *Montagnards* à la préfecture de Police sous Caussidière. Eh bien ! soit.

Bonjour, citoyen Pornin! J'aime en vous cette ardeur toujours juvénile qui vous lance le premier de tous à l'assaut de mon livre. Cela vous revenait de droit, car vous y avez la première place.

Voyons un peu comment vous vous êtes acquitté de votre tâche. On voit que vous n'êtes point trop irrité du rôle que vous jouez dans les *Conspirateurs*, peut-être même éprouvez-vous un certain plaisir de savoir que votre nom fait en ce moment les délices de toute l'Europe, et que pendant longtemps on se racontera vos hauts faits.

Vous grossissez bien un peu votre voix pour me donner un démenti; mais c'est par pure complaisance pour certaines gens. Votre *protestation* ne renferme que de vagues récriminations; vous ne réfutez rien d'une manière positive; que pourriez-vous dire? vous savez que tous les témoignages seraient contre vous. Et d'ailleurs, en ouvrant ce livre, vous avez dû dès la première page vous reconnaître, ainsi que votre ami Caussidière. C'est là un tableau fidèle et qui doit raviver vos souvenirs.

Vous faites preuve d'une modestie digne d'une mention honorable lors de la prochaine distribution des prix Montyon, en disant qu'il *vous répugne* de parler de ce que vous avez pu

faire. Je le crois parbleu bien ! Vos actes ne sont pas de ceux dont on se vante ; on en rit parfois, mais au cabaret avec les frères et amis.

Une remarque dont j'apprécie toute la justesse, citoyen gouverneur, est celle-ci : vous dites que « les faits racontés par le complaisant « signataire de cet infâme libelle sont des faits « monstrueux et dont l'idée même ne pouvait « naître que dans l'imagination d'un esprit cor- « rompu et descendu au dernier échelon de la « dégradation humaine. »

Je conviens volontiers avec vous qu'il n'y a que dans une tête où fermente sans cesse l'alcool que puissent naître d'aussi étranges choses, et j'ajoute, pour vous rendre pleine justice, que vous êtes un chenapan unique dans ce genre.

Tenez, citoyen, j'ai rendu votre nom immortel : les enfants de nos jours ne voulaient plus croire ni à l'*Ogre* ni à *Croquemitaine* ; on les menacera désormais du *Pornin*, et ce ne sera pas en vain que votre terrible nom sera évoqué par les nourrices et les grand' mamans !

Mais à bientôt, car un de vos plus chers amis me réclame. Vous me mettez au défi de prouver un seul des faits par moi allégués, et voilà que le jour même le *poëte* Charles Gilles vient confirmer, tout en s'efforçant de la démentir, la fameuse histoire du portrait de Louis-Philippe.

Il dit que le portrait de notre dernier *sire* était déjà couvert de la toile verte lorsqu'il prit son premier repas avec nous. Je me rappelle parfaitement le contraire ; mais enfin il avoue la toile verte : donc la vue de ce tableau avait choqué les regards des citoyens montagnards. Puis il *croit* se souvenir, car il a la prétention d'être un fin connaisseur, qu'il n'a parlé de Rubens qu'à l'occasion de certaines *croûtes* qui décoraient la salle. Eh bien ! n'en déplaise à l'amateur Charles Gilles, ces prétendues croûtes sont d'un de nos plus grands maîtres. Passons.

Les sieurs Allard et Elouin, dont je parle dans mon livre, et que Caussidière nous désigna, lors du tribunal secret au Luxembourg, comme lui ayant fait connaître la trahison de Delahodde, ont écrit aux journaux deux lettres dans lesquelles ils protestent de leur dévouement à MM. Pinel et Delessert.

Là-dessus tous les journaux rouges de s'écrier : « Voilà donc les démentis qui pleuvent « comme grêle sur ce pauvre Chenu ! » Il faut donc qu'ils prennent leurs lecteurs pour des imbéciles, puisqu'ils leur présentent ces lettres pour des démentis ! Que dit en effet M. Elouin ?

« Ancien chef de la police municipale, fonc-« tions auxquelles j'ai été appelé par la con-« fiance de M. Delessert, je me suis imposé

« comme un devoir résultant de la nature de
« ma position officielle l'obligation de rester
« étranger à toute polémique. Je m'abstiens
« donc, quelque pénible que soit cet effort, de
« sortir de cette consciencieuse réserve, si ce
« n'est pour protester de toute la force de mon
« indignation contre l'allégation prêtée à *tort*
« *ou à raison* par Chenu à M. Caussidière pen-
« dant la séance dite du Tribunal secret, au
« Luxembourg. »

Elouin affirme ne pas avoir fait ni dit ce que j'ai raconté, cela est bien possible; mais Caussidière l'a dit, et, dans la crainte que les preuves ne viennent à manquer, le citoyen Jules Miot, qui oublie qu'au commencement de son livre il s'est appuyé sur le démenti du sieur Elouin, vient convaincre ce dernier de mensonge dans la note que voici :

« M. Elouin, voyant la persistance de quel-
« ques-uns des amis de Caussidière à nier les
« accointances du sieur Delahodde avec la po-
« lice, voulut placer sous leurs yeux une preuve
« irrécusable. Il donna au citoyen Caussidière,
« pour être communiquée aux incrédules, la
« lettre dans laquelle le sieur Delahodde de-
« mandait à M. Delessert d'être admis comme
« agent de la police secrète. » (*Note de l'auteur de la brochure signée* MIOT, *page* 70.)

Merci du service, citoyen Miot ; vous m'évitez la peine de me défendre moi-même. Mais que va dire ce pauvre Elouin ? Vous lui avez donné le coup de pied de l'âne. Vous êtes un ennemi précieux.

La lettre d'Allard est solidaire de celle d'Elouin.

LE *citoyen* ÉMILE DE GIRARDIN SUR LA SELLETTE.

A votre tour, grand seigneur de la presse, puisque vous avez daigné vous occuper de moi dans un article que tous les journaux démocs-socs ont reproduit ! Qu'il me soit permis de m'arrêter un instant pour rire du bon tour que vous ont joué vos nouveaux alliés.

Ah citoyen ! citoyen deGirardin ! Je le désirais, mais je n'osais l'espérer. Enfin, la chose est arrivée, et je suis tranquille maintenant sur l'avenir du socialisme ; je ne lui donne pas un an d'existence, car Dieu sait où va tout ce que vous protégez de votre intelligence satanique !

Vous devez comprendre, ô homme étonnant, comme dirait votre ami Bilboquet, le cri de joie qui m'est échappé lorsque je vous ai vu tomber *dans le* piége que vous ont tendu les habiles du

conclave; c'est, en effet, une de leurs plus drôlatiques espiègleries.

Aux dernières élections générales, les délibérations du comité démocrate-socialiste se trouvaient chaque jour publiées dans les journaux *réacs.* Il fut dit, je crois, que la mèche était éventée par des frères et amis ayant des relations intimes avec la rue de Jérusalem. Pour parer à ce petit désagrément, on est convenu de publier chaque jour le compte-rendu des séances. Vous, cher Émile, vous avez cru cela comme tout le monde; mais, soyez-en bien certain, ce ne fut là qu'un prétexte : le véritable but de cette publication fut le malin plaisir que se promirent les chefs du *conclave*, en faisant poser devant eux l'un des plus éminents publicistes de notre époque, autrefois leur plus grand ennemi, et de faire connaître à tous leur puissance et en même temps votre ambition et votre faiblesse. Ils n'ont voulu donner une publicité authentique à leurs délibérations que pour vous ménager un affront.

Qu'en pensez-vous, citoyen Girardin?

Voilà les délégués du peuple souverain, *du peuple* démocrate-socialiste rassemblés. Quels délégués! De ridicules journalistes, quelques professeurs sans emploi, quelques étudiants bavards et stupides; puis, de pauvres ouvriers qui ont consenti à perdre leur temps et l'habitude du

travail, au grand dommage de leurs intérêts domestiques, pour venir discuter des candidats désignés et acceptés à l'avance par les habiles de cette infernale coterie. Mais il faut jeter de la poudre aux yeux, et l'on fait semblant de consulter le peuple.

Attention ! c'est devant ce ramassis d'hommes, dont la détermination est depuis longtemps fixée à votre égard, que vous allez comparaître.

Le président vous demande de faire votre profession de foi. Cela vous surprend à bien juste titre ; il faut, en effet, que ces gens-là aient la mémoire bien courte, ou bien qu'ils n'aient jamais lu votre estimable journal, car depuis quelques années, il en a donné, Dieu merci, des professions de foi, et de toutes les couleurs. Mais, que voulez-vous ? Les citoyens délégués éprouvent sans doute le besoin d'en entendre une de plus.

Mais voici une question bien douce, bien flatteuse à votre oreille ; aussi on vous la fait sous toutes les formes : on retourne à plaisir l'hypothèse de votre arrivée au pouvoir. Ces farceurs de délégués savent bien par où le bât vous démange.

A cette question chatoyante, vous rougissez, Émile, vous baissez timidement les yeux ; on

peut reconnaître qu'une douce émotion vous agite. « Quand je serai ministre, dites-vous, ma « position sera celle de tout ministre, etc. » Ainsi, on le voit, chez vous il n'y a pas le moindre doute : *Quand je serai ministre!!*

On vous tient ainsi sur la sellette pendant deux heures ; on vous adresse des questions d'une habileté machiavélique, et vous vous empressez d'y répondre. Vous le faites avec votre talent habituel, et, si ces hommes voulaient réellement l'intérêt de leur parti, ils vous auraient nommé par acclamation. Mais non, ils murmurent, ils vous décochent les traits les plus mordants, ils combattent votre candidature avec acharnement ; ils se moquent de vous et vous jettent à la porte, pour mettre à votre place : Un De Flotte, qu'ils ne connaissent pas, un légitimiste, combattant et transporté de Juin! —Un Vidal, secrétaire de Louis Blanc, son inspirateur, dit-on; Vidal dont les théories sur l'organisation du travail ont perdu des masses d'ouvriers et amené, peut-être, les fatales journées de Juin! — Carnot, enfin, qui a le mérite d'être le fils de son père, et dont vous avez lu les circulaires...

Ne sentez-vous pas que tout cela était arrangé à l'avance; que cette ignoble clique voulait vous donner là une rude leçon?

Vous avez entendu leurs murmures accueillir vos réponses? Eh bien! consolez-vous, en voyant à quels hommes vous aviez affaire. Delente, le *Christ-Républicain*, surnom que lui ont valu ses paraboles, Delente combat la candidature du citoyen Carnot :

—Citoyens, s'écrie-t-il, vous ne ferez pas injure au peuple, au peuple mitraillé, emprisonné, de choisir un de ces hommes qui des premiers ont trahi la République.

La salle entière éclate en un tonnerre d'applaudissements; tous partagent les sentiments du fougueux orateur sur les journées de Juin et sur ceux qui ont vaincu l'anarchie : mais c'est un parti pris de vous humilier, et Carnot vous est préféré.

Le lendemain, dans une réunion électorale, un orateur s'écriait en parlant de vous, pauvre Émile : « L'âme de cet homme n'est pas renfer-« mée dans une peau humaine; elle a pour en-« veloppe un habit d'arlequin! » Il faut donc que la soif du pouvoir soit une terrible chose, pour vous avoir conduit à vous mésallier avec de tels hommes, etc.

Du reste, cet échec vous a montré au monde sous une nouvelle forme; vous avez écrit depuis dans votre feuille un article empreint d'une résignation toute chrétienne. Pour ma part, j'en ai

été fort édifié, car jusqu'à ce jour je vous avais cru fort peu catholique.

Quant à vos mystificateurs, ils avaient souvent vaincu leurs propres amis dans toutes sortes de duels étranges, comme je l'ai déjà raconté ailleurs ; jamais ils n'avaient eu l'honneur de battre un homme d'esprit. Aussi leur joie a été telle que tous les chefs, étouffant d'orgueil, n'ont pu rester dans l'atmosphère épaisse de Paris; ils sont allés célébrer leur triomphe à Saint-Cyr, et, dans un splendide banquet, ils ont bu à la défaite de *Monsieur* Émile de Girardin...

Les imprudents s'en repentiront un jour !

LA FAMEUSE RÉPONSE *(anonyme)* A CHENU ET A SES COMPLICES.

Me voici enfin arrivé à la vigoureuse réponse annoncée par *la Liberté*, à cette *histoire* placée à côté du *roman*. Lisons : *Réponse à Chenu et à ses complices*, sans nom d'auteur. Cela pourrait bien venir de Londres ; car les louanges outrées, le pur encens qu'on y voit brûler sous le nez de l'ex-préfet, semblent annoncer sa collaboration. Quel homme assez éhonté, en effet, pour prendre sur lui de l'encenser ainsi ? Et d'ailleurs, c'est

vers l'époque de l'apparition de ce livre que Grandmesnil a dû revenir d'Angleterre. Les deux rivaux en gastronomie ont tenu conseil à Londres, et, après vingt projets aussitôt rejetés que proposés, Caussidière finit par avouer qu'il ne connaissait, pour me perdre de réputation, que l'accusation déjà lancée contre moi dans ses *Mémoires*.

—C'est excellent, s'écria Grandmesnil !

On rédigea la fameuse lettre aux journaux ; seulement dans les *Mémoires* il n'était pas encore question d'assassinat, et l'on jugea convenable et utile, en l'honneur de la sainte cause de la République, d'y faire cette légère addition. On composa ensuite la petite brochure en question, et Grandmesnil, bien pansé, bien lesté, repassa le détroit.

Ces messieurs se réunirent de nouveau, et après cette conférence on se rendit au ministère de la guerre pour bien s'assurer si par hasard les certificats que j'ai produits n'étaient pas faux. Là on parla haut ; mais un employé supérieur leur déclara que ces pièces étaient bonnes et valables, et qu'ils allaient se mettre dans un fort vilain cas en publiant pareille lettre.

—Ça nous est égal, dirent-ils, on croira plutôt le mal que le bien.

C'est ainsi que la lettre de Caussidière a paru.

Quant à la brochure elle-même, je ne sais trop qu'en dire, car elle ne renferme que des phrases creuses et sonores. On y parle de Dugers, de Pascal et de beaucoup d'autres encore, qu'on est tout surpris de trouver mêlés à cette affaire.

C'est toujours le même refrain : c'est la rue de Poitiers, c'est la police qui m'ont inspiré, dicté mon livre des *Conspirateurs*.

Non, personne ne m'a dicté ce livre; je ne l'ai écrit que pour me laver de l'accusation infâme portée contre moi par Caussidière. J'ai attendu assez longtemps, j'espère, qu'il voulût bien rétracter ses odieuses calomnies. Je lui ai fait écrire à Londres, et si j'avais pu le poursuivre jamais ce livre n'eût paru. Mais Caussidière s'est ri de mon déshonneur; il était hors de mes atteintes, il croyait à l'impunité de son crime. J'ai dû alors chercher les moyens d'avoir raison de son obstination et de son mépris : Je n'ai pu le faire qu'en écrivant aussi mes *Mémoires*.

Si je n'avais publié que ma justification, personne ne l'aurait lue; toute la France connaissant l'accusation, j'ai voulu que toute la France connût la réfutation. Pour cela j'ai pris Caussidière, ses actes et les hauts faits des personnages dont il s'était entouré à la Préfecture. Si j'ai cherché, comme vous le dites, le cœur de la

République à travers la poitrine de l'ex-préfet, à qui la faute? Quel est celui d'entre vous qui serait resté volontairement sous le poids d'une calomnie infamante pendant dix-huit mois, ayant en main les pièces que j'ai produites? Je vous fais mes juges.

Dans une magnifique tirade en l'honneur de votre héros, vous représentez Lamartine chantant sur les tréteaux de l'Hôtel-de-Ville, et ce n'est pas lui qui a le beau côté dans la comparaison que vous faites de ses actes avec ceux de Caussidière. Ce dernier, dites-vous, commande des hommes en baillons, qui gardent pieds nus les trésors des rois. Les canons, la poudre, tout est à lui; Paris lui appartient, les pavés reprennent leur place à sa voix.

Oh! s'il eût eu cette puissance un jour seule ment, vous auriez vu quels étaient ses desseins sur les *chanteurs* de l'Hôtel-de-Ville.

Vous le faites plus grand que les héros d'Homère ; c'est Hercule allant à la destruction des monstres : « Chaque nuit, le passant attardé « rencontre un homme à cheval, le pistol et à l « ceinture, escorté de deux gardes : c'est lui, c'est « Caussidière, veillant sur le repos de la Cité! »

Ceci est fort beau sur le papier, mais bien stupide en pratique ; et je doute que Caussidière, malgré toutes ses excentricités, ait jamais

poussé la sottise jusqu'à prétendre faire à lui seul les patrouilles dans une ville aussi immense que Paris. Il préférait, et avec raison, le voluptueux satrape, *travailler* au coin d'un bon feu avec son joyeux gouverneur.

Oui, il sortait quelquefois le soir, mais pour aller à l'estaminet, rejoindre ses anciens amis. Souvent il les quittait fort tard, et, oubliant qu'il était préfet de police, il allait frapper à la porte de son ancien domicile ; et, lorsqu'on lui faisait comprendre qu'il n'était pas là à la Préfecture :

—Ah diable ! c'est vrai, disait-il, j'avais oublié! On se trouvait alors dans la nécessité de le reconduire. C'est ainsi qu'il veillait sur le repos de la cité !

Vous vous êtes, monsieur, faute de bonnes raisons, laissé aller à votre imagination, et vous avez écrit une petite brochure assez poétique. Mais à des faits il faut répondre par des faits.

Vous faites un mérite à Caussidière de n'avoir pas vidé les coffres de MM. Rothschild, Fould et Delamarre, de n'avoir pas bu leur vin, enlevé leurs femmes et leurs filles. Je vous admire quand, dans votre enthousiasme, vous déclarez que les misérables l'eussent remercié de cela comme d'un honneur insigne fait à leur maison.

Allons donc ! vous devez savoir que s'il eût eu l'audace de tenter le moindre de ces forfaits, l'indignation publique eût brisé comme verre sa puissance imaginaire.

Êtes-vous bien en droit de parler de modération, quand je vous vois, à la fin de votre brochure, articuler des menaces pour l'avenir ? Vous vous efforcez de déguiser votre pensée sous la résignation du langage ; mais, malgré vous, vous laissez passer le bout de l'oreille. Vous parlez des revers de la fortune, des hasards des révolutions. Vous vous demandez si on pourrait encore compter sur l'oubli et le pardon du peuple ; vous répondez que vous ne le pensez pas pour votre part. Soyez rassuré : les honnêtes gens sont sur leurs gardes. Ils ont échappé par miracle aux dangers que leur fit courir une révolution qu'ils ont faite eux-mêmes ; ils n'en feront plus, et surtout n'en laisseront plus faire par ceux de votre parti.

M. MIOT ET SA BROCHURE.

Cette brochure, signée par un représentant du peuple, est la sœur cadette de celle que je viens d'analyser. Elle reproduit les mêmes allé-

gations et dénégations de la part des parties intéressées; ainsi j'y trouve la lettre de Caussidière aux *Débats*, les lettres de MM. Elouin et Allard, la grrrande protestation du citoyen Pornin indigné, et quelques passages des *Mémoires* de Caussidière. Tout cela entrelardé de réflexions assez décousues, mal pensées et mal écrites. Ce n'était vraiment pas la peine de refaire ce qui avait déjà été fait. Le citoyen Jules Miot reproduit jusqu'aux articles des journaux déjà cités, avec les mêmes commentaires.

Il nous raconte sans rire la frugalité de son ami Caussidière, frugalité digne d'un Spartiate. Il en fait un saint homme, la providence des bons et la terreur des méchants.

Ce qui me frappe le plus en parcourant cette brochure, ce sont les contradictions flagrantes que je rencontre à chaque page. Ainsi à la page 54, M. Jules Miot, qui a signé ce livre, déclare que « le citoyen Jules Miot lui a communiqué « plusieurs lettres fort curieuses, etc. » Sans doute que, ne se sentant pas assez riche de son propre fonds, l'honorable représentant du peuple a jugé convenable de s'adjoindre des collaborateurs. L'un d'eux, par un sentiment d'amour propre bien naturel lorsque l'on prête son concours à un ouvrage aussi remarquable de style et de forme, a oublié d'effacer sa personnalité.

J'ignore combien d'écrivains se sont réunis pour composer ce factum, mais je puis les assurer qu'ils n'y ont pas mis de l'esprit comme quatre, car la chose est fort plate et fort ennuyeuse.

Comme MM. Miot et compagnie ont fait suivre la lettre de Caussidière aux *Débats* de commentaires très-malveillants, je crois devoir rapporter ici la partie de cette lettre qui me concerne, et déclarer quelles sont mes intentions à cet égard :

Londres, 19 février 1850.

A M. le Rédacteur des DÉBATS.

« Le sieur Chenu, qui a prêté son nom à « l'œuvre qui vous enchante, sait à peine lire « et écrire. Il a été condamné à *huit ans de tra-* « *vaux forcés*, comme contumace, pour vol et « assassinat dans son régiment. »

M. Miot ajoute :

« Cette lettre n'a pas besoin de commentaire; « et, quelles que soient les *prétendues* pièces « justificatives que le sieur Chenu lui oppose, « nous savons à peu près à quoi nous en tenir « sur le compte de ce singulier chroniqueur. »

Je reconnais bien là la bonne foi et la loyauté des démocrates. Puisque M. Miot a bien inséré

dans son *intéressante* brochure la lettre de Caussidière, il aurait dû, en historien impartial, rapporter aussi les pièces que j'ai fait insérer dans le journal la *Liberté*, par exploit d'huissier : heureusement que tout le monde a pu les lire, et juger le misérable dont il a entrepris la défense dans l'intérêt de son parti.

La lecture de ces pièces n'a sans doute pas convaincu le citoyen Jules Miot ; il paraît en soupçonner l'authenticité, il en parle comme de prétendues pièces justificatives. Que dira-t-il à la lecture de cette nouvelle lettre signée du ministre de la guerre, M. d'Hautpoul lui-même, qui m'a été délivrée le 9 mars 1850, et qui se trouve à la suite de ma lettre à Caussidière en tête de cette nouvelle brochure ?

Le défenseur officiel de l'ex-préfet parle du débat juridique que semble promettre cette affaire ; mais il sait fort bien que tout débat juridique est impossible avec son ami, qui se trouve hors la loi. Comme il est lui, M. Miot, parfaitement attaquable et qu'il s'est rendu l'éditeur responsable d'une infâme calomnie, j'appelle ce débat juridique dont ils parlent tous par fanfaronade, je dépose une plainte contre lui et je demande à l'Assemblée législative l'autorisation de le poursuivre.

Tous les journaux rouges, le *National* en tête,

sont venus tour à tour protester contre le livre des *Conspirateurs*. Qu'ont-ils dit? tous à peu près la même chose : des allégations mensongères, de grossières injures; mais une véritable réfutation, pas un ne l'a tentée, parce qu'ils la sentaient impossible. Je ne puis donc analyser leurs articles, ils ont été reproduits par les *savants* auteurs des brochures, et j'y ai répondu.

J'ai éprouvé un instant de surprise en voyant le *National* commencer l'attaque; était-ce bien à lui, le vainqueur impitoyable de Juin, de prendre la défense des vaincus? c'était, selon moi, générosité de sa part; ses anciens ennemis étaient terrassés, il est venu leur tendre noblement la main, leur offrir le secours de sa force. C'était beau, c'était antique!

Pauvre innocent que j'étais de croire que le vieux *politique* avait agi ainsi par un pur sentiment de fraternité! Oh non! il l'a fait à gros intérêts; il a fallu, pour le payer de sa peine et de son dévouement, accepter un de ses hommes sur la liste rouge pour les élections du 10 mars. C'est là l'histoire de la candidature du citoyen Carnot. Si la récompense a été magnifique, le sacrifice aussi a été lourd; car c'est chose dure de s'allier ainsi avec ceux pour lesquels on n'a que souverain mépris.

Le *National* a peut-être oublié, après tout, les

mauvaises nuits que lui firent passer les illustres dont il prend si vaillamment la défense; on oublie si vite en temps de révolutions! mais le public n'oublie pas, c'est lui qui paie; et l'on se souvient que lors de l'apuration des comptes du Gouvernement provisoire, M. Marrast, ne pouvant rendre compte de l'emploi d'une somme de cinquante et quelques mille francs, déclara qu'ils avaient servi à faire surveiller Caussidière et sa bande.

Un autre journal rallié aux rouges, le *Siècle*, semble reconnaître la vérité de mes allégations; seulement il s'adresse aux journaux du parti de l'ordre, et leur demande ce qu'ils diraient si l'on allait chercher dans la poussière des greffes criminels les dossiers des Praslin, des Teste et des Cubières.

Je répondrai au *Siècle* que ce sont là des exceptions rares et fâcheuses, mais que dans le parti dont j'ai entrepris l'histoire, la règle générale, c'est le vice; l'exception, la vertu. Pour y trouver des types tels que ceux que j'ai décrits, il s'agit de prendre au hasard, on est toujours certain de tomber juste.

J'admire la naïveté du *Siècle*, il ne sait pas dans quel guêpier il se fourre. Il parle de dossiers; mais qu'il aille, à titre de renseignements, compulser ceux de la Mère Buquet, *r. des Colonnes*, 3!

Le lieu lui paraîtra peut-être suspect; mais il m'a fallu aller dans de singuliers endroits pour connaître la vie politique et privée de quelques gros bonnets du parti. Le *Siècle* y trouvera du moins des preuves irrécusables de la probité et de la moralité de certains *avocats du peuple*. Il y verra des signatures qui ne lui laisseront aucun doute.

Du reste, je préviens les parties intéressées, qui doivent comprendre ce que je veux dire, que je suis prêt à donner de plus amples détails, s'ils le désirent.

Je crois avoir répondu à tout ce qui a été dit sur mon livre. La tâche était facile du reste, car les attaques n'ont porté sur rien de précis. La seule lettre qui eût pu en détruire la portée se trouve être tout simplement une calomnie.



Le commandant Pornin.

CHAPITRE PREMIER.

INCENDIE ET PILLAGE DU CHATEAU DE NEUILLY.

Le lecteur retrouvera avec plaisir, je le pense, dans ces nouveaux chapitres, la plupart des personnages avec lesquels je lui ai déjà fait faire connaissance dans le livre des *Conspirateurs*.

Ceux qui m'ont reproché des exagérations pourront remarquer que j'avais au contraire jeté un voile sur quelques parties du tableau; car cette fois on ne pourra pas contester la véracité de mon récit : tout le monde a pu lire dans les journaux ce que je raconte. Seulement, je suis en mesure d'y ajouter certains détails intimes jusqu'alors inconnus.

Malgré tout mon désir de me montrer narrateur fidèle, je serai souvent forcé de glisser sur

les scènes les plus révoltantes, et de s'attacher alors au côté burlesque des faits plutôt qu'aux faits eux-mêmes. Quelle plume assez ambitieuse pour retracer les passions sauvages et sanguinaires des misérables qui ont tenu en leur pouvoir Paris et la France épouvantés, et qui aujourd'hui encore sont à la veille de ressaisir leur puissance si les honnêtes gens n'y prennent garde !...

Une des préoccupations les plus terribles qui agitèrent les hommes du parti de Caussidière, après le 24 février, fut celle de mettre la main sur quelques-uns des membres de la famille royale, que le peuple vainqueur avait volontairement laissés échapper.

On conçoit qu'une pareille idée, dans la tête d'un homme comme Pornin, devait atteindre des proportions effrayantes. Aussi ne rêvait-il qu'aux moyens de détruire la *louve* et ses *louveteaux*; c'est ainsi qu'il appelait Mme la duchesse d'Orléans et ses enfants.

On les disait cachés à Paris ou aux environs; les Montagnards, partageant la haine de leur chef, étaient constamment sur pied pour découvrir leur asile.

— Nous voilà encore des prétendants sur les bras ! s'écriait Pornin en fureur. Que le diable emporte ceux qui ont facilité leur fuite !

En politique, la générosité est un crime!

Un des émissaires du gouverneur, qui rentrait en ce moment, s'écria :

— Commandant, nous les tenons! je viens de découvrir leur retraite.

— Où sont-ils? dit Pornin, qui bondit à cette heureuse nouvelle.

— Au château de Neuilly, répondit Valtier, sous la garde de quelques domestiques. Mais hâtons-nous, je sais qu'on prépare leur fuite; nous n'avons pas de temps à perdre.

Il est bon de rappeler que nous avons déjà vu ce Valtier; c'est lui qui, sans cesse porteur de fausses nouvelles, me fit courir à Montrouge, par une nuit affreuse, en venant m'annoncer qu'une armée de paysans s'organisait dans cette commune pour renverser la République.

Pornin n'ignorait pas la crédulité de cet homme, qui admettait comme vrais les bruits les plus absurdes; mais, en cette circonstance, la nouvelle qu'il apportait flattait trop ses passions pour qu'il pût concevoir le moindre doute.

Il commanda sur-le-champ dix hommes des plus solides du poste, et, armé jusqu'aux dents, il se mit à leur tête et prit la route de Neuilly.

La nuit était sombre et le temps horrible; mais quelle tempête eût pu arrêter Pornin et sa bande!

les scènes les plus révoltantes, et de m'attacher alors au côté burlesque des faits plutôt qu'aux faits eux-mêmes. Quelle plume assez audacieuse pour retracer les passions sauvages et sanguinaires des misérables qui ont tenu en leur pouvoir Paris et la France épouvantés, et qui aujourd'hui encore sont à la veille de ressaisir leur puissance si les honnêtes gens n'y prennent garde!...

Une des préoccupations les plus terribles qui agitèrent les hommes du parti de Caussidière, après le 24 février, fut celle de mettre la main sur quelques-uns des membres de la famille royale, que le peuple vainqueur avait volontairement laissés échapper.

On conçoit qu'une pareille idée, dans la tête d'un homme comme Pornin, devait atteindre des proportions effrayantes. Aussi ne rêvait-il qu'aux moyens de détruire la *louve* et ses *louveteaux*; c'est ainsi qu'il appelait Mme la duchesse d'Orléans et ses enfants.

On les disait cachés à Paris ou aux environs; les Montagnards, partageant la haine de leur chef, étaient constamment sur pied pour découvrir leur asile.

—Nous voilà encore des prétendants sur les bras! s'écriait Pornin en fureur. Que le diable emporte ceux qui ont facilité leur fuite!

En politique, la générosité est un crime !

Un des émissaires du gouverneur, qui rentrait en ce moment, s'écria :

— Commandant, nous les tenons ! je viens de découvrir leur retraite.

— Où sont-ils ? dit Pornin, qui bondit à cette heureuse nouvelle.

— Au château de Neuilly, répondit Valtier, sous la garde de quelques domestiques. Mais hâtons-nous, je sais qu'on prépare leur fuite ; nous n'avons pas de temps à perdre.

Il est bon de rappeler que nous avons déjà vu ce Valtier ; c'est lui qui, sans cesse porteur de fausses nouvelles, me fit courir à Montrouge, par une nuit affreuse, en venant m'annoncer qu'une armée de paysans s'organisait dans cette commune pour renverser la République.

Pornin n'ignorait pas la crédulité de cet homme, qui admettait comme vrais les bruits les plus absurdes ; mais, en cette circonstance, la nouvelle qu'il apportait flattait trop ses passions pour qu'il pût concevoir le moindre doute.

Il commanda sur-le-champ dix hommes des plus solides du poste, et, armé jusqu'aux dents, il se mit à leur tête et prit la route de Neuilly.

La nuit était sombre et le temps horrible ; mais quelle tempête eût pu arrêter Pornin et sa bande !

Laissons-les cheminer à travers les flaques d'eau des Champs-Élysées, et devançons-les au château de Neuilly.

Là se passait une de ces scènes étranges et sauvages qu'il ne sera jamais donné à l'œil humain de revoir, à moins que la république sociale ne vienne nous reporter aux beaux jours qui ont suivi la révolution de Février, alors qu'on brisait les rails, qu'on brûlait les ponts et les stations des chemins de fer.

Pornin avait été précédé à Neuilly par une horde immonde qui s'y était rendue dans un but de pillage, et surtout pour vider les caves de Louis-Philippe. Voici comment la chose s'était passée.

Des bandits de tous les quartiers de Paris, souteneurs de filles et ne vivant que des fruits du vol et de la prostitution, profitèrent de la désorganisation de tous les services pour délivrer une partie des prisonnières de Saint-Lazare. Comme il n'y avait plus rien à faire à Paris, quelqu'un proposa le pillage des châteaux royaux, et un cri général s'éleva de cette foule : A Neuilly ! A Neuilly ! Toute cette tourbe alors se répandit comme un ruisseau fangeux à travers les rues, effrayant les habitants de ses cris et de ses chants obscènes.

Arrivée au château de Neuilly, elle se rua dans

les appartements, qu'elle mit au pillage. Quelques-uns descendirent dans les caves; une chaîne s'organisa comme pour un incendie, et en quelques minutes des milliers de bouteilles des meilleurs vins furent distribuées dans toutes les pièces du château, où s'étaient installés des couples éhontés.

On brisait les bouteilles pour ne pas se donner la peine de les déboucher; le vin coulait à flots sur les tapis et sur les riches tentures, et bientôt se manifesta l'ivresse dans ce qu'elle a de plus hideux. Les voûtes du palais retentissaient d'odieux blasphèmes; des femmes échevelées, presque nues, servaient d'échansons à des hommes débraillés, étendus sur l'or et la soie. Ici on se battait, là on se donnait des baisers.... L'orgie commençait.

C'est alors qu'arrivèrent Pornin et ses Montagnards, mouillés et crottés comme des *barbets*. Ils s'avançaient silencieux à travers le parc, certains de *pincer* la ci-devant duchesse et ses fils.

Quel ne fut pas leur étonnement, lorsqu'au détour d'une allée ils se trouvèrent en face du château, dont toutes les fenêtres étaient étincelantes de lumière! Ils s'arrétèrent tout stupéfaits, comme sous l'effet d'un charme, et bientôt les chants de l'orgie vinrent jusqu'à eux à travers le silence de la nuit.

—Qu'est-ce que cela signifie? s'écria le gouverneur, retrouvant enfin la parole, et se tournant tout courroucé vers le malencontreux donneur de nouvelles.

—Je l'ignore, dit Valtier, c'est peut-être une ruse.

—Tu as pardieu raison, dit Pornin; allons en avant, citoyens!

Ils s'élancent alors au pas de course, et arrivent dans le premier salon, où gisaient pêle-mêle une cinquantaine d'individus mâles et femelles, hurlant, jurant, chantant et buvant.

—Silence! tas de canailles! s'écria Pornin en prenant sa pose la plus formidable.

Et en même temps sa troupe mit la baïonnette en avant.

Loin d'imposer aux joyeux convives, les figures hétéroclites du gouverneur et de ses compagnons excitèrent une hilarité générale.

Une jeune Bacchante, à la mine effrontée, s'avança même vers lui toute chancelante, et le regardant en face :

—Que vient donc nous chanter cette vieille ganache? dit-elle, avec un geste qui ne peut se traduire.

Le citoyen gouverneur n'était pas disposé à rire, et l'on vit sa moustache rousse se dresser menaçante à cette irrespectueuse apostrophe.

Il allait même riposter d'une façon peu courtoise, lorsque tout à coup une voix s'écria :

—Tiens ! mais c'est ce vieux Pornin ! Bonjour, Pornin ! Où diable vas-tu dans cet attirail militaire ?

Un ami venait de le reconnaître, et cela ne pouvait manquer, car il eût été fabuleux que dans une troupe de chenapans de cette espèce il ne se trouvât pas quelques-unes de ses connaissances.

On s'empressa autour des nouveaux venus, on leur présenta des cruches pleines, et on les débarrassa de leurs fusils.

Les Montagnards, abasourdis de l'aventure, se laissèrent faire tout en grognant.

Quant à Pornin, lorsqu'il eut dégusté le précieux nectar, il oublia vite sa colère et le but de son expédition nocturne. Sa figure devint rayonnante.

—Allons, mes amis, dit-il, nous pouvons donc enfin nous *culotter* avec du vin de tyran ! C'est une occasion qui ne se présente pas tous les jours, profitons-en !

Les Montagnards s'empressèrent d'imiter leur honorable chef, et bientôt ils se trouvèrent au niveau de ceux qui les avaient devancés. On fraternisa donc, et le gouverneur, dans un saint transport, donna un nouvel élan à l'or-

gie un instant interrompue par sa subite arrivée.

Mais les forces physiques de l'homme sont quelquefois impuissantes à suivre l'ardente impulsion de ses désirs. En moins de deux heures, le palais était rentré dans le silence; les lumières elles-mêmes s'éteignaient successivement. La horde impure s'était endormie du sommeil de l'ivresse, et l'on n'entendait plus que des ronflements pénibles, ou bien encore quelques soupirs qui s'échappaient de sales groupes entrelacés.

Un homme cependant avait pu résister à ces immenses fatigues; il planait de toute sa hauteur sur toutes ces brutes étendues à ses pieds: il était bien encore leur chef. Cet homme, est-il besoin de le dire, cet homme était Pornin!

La solitude dans laquelle il se trouvait, au milieu de cette foule, le livrant à lui-même, le rendait plus bargneux encore que de coutume; il cassait machinalement quelques goulots de bouteilles, dont il avalait le contenu d'un trait, assaisonnant le tout de réflexions d'une critique amère.

—Faut-il qu'un homme politique de ma force soit réduit à fréquenter de pareils animaux! pas un seul qui puisse soutenir la moindre discussion avec moi!

Et, de dépit sans doute, il s'ingurgitait un nouveau flacon.

Le vin commençait cependant à lui devenir insipide et fade; il eût bien préféré alors une bouteille de rhum. Cette liqueur, lorsqu'elle sent bien la *vieille savate*, a le privilége de lui chatouiller agréablement le palais. Ne trouvant pas sous sa main sa liqueur favorite, il se mit en quête, et, tout en trébuchant sur des monceaux de corps humains, il se dirigea vers les caves pour aller l'y chercher lui-même.

Il trouva l'escalier et se mit en devoir de le descendre, quand tout à coup il pesa de sa jambe de bois sur la poitrine d'un individu qui, dans son ivresse, n'avait pu franchir les dernières marches. La douleur lui fit pousser un cri féroce, et le gouverneur épouvanté perdit l'équilibre et roula jusqu'au bas de l'escalier. Un de ses pistolets partit dans la chute.

En voyant arriver sur eux cette masse informe avec une rapidité de rotation effrayante, cinq ou six ivrognes qui venaient de défoncer un baril d'eau-de-vie prirent la fuite en laissant tomber le flambeau sur la liqueur, qui s'enflamma aussitôt.

Pornin comprit le danger du premier coup d'œil; mais, par une terrible fatalité, une de ses jambes, celle heureusement qui pouvait se remi-

placer par un manche à balai, s'était brisée, et il lui fut impossible de se tenir debout.

Le feu pourtant faisait de rapides progrès, le baril brûlait, et dans quelques minutes la liqueur repandue dans la cave allait tout embraser.

La chute de Pornin, loin de l'étourdir, avait au contraire dissipé son ivresse, et il n'en voyait que mieux l'imminence du péril. Ses efforts pour se relever étaient inutiles ; vingt fois il retomba sur le tronçon qui lui restait. Les vapeurs alcooliques dont l'air était imprégné lui montaient au cerveau, la terreur lui donnait le vertige ; s'il eût faibli un seul instant, il était perdu.

Enfin, réunissant toutes ses forces dans un suprême effort, il atteint en se traînant la première marche de l'escalier, et, s'aidant des mains et des genoux, il le gravit rapidement, fuyant devant l'incendie qui éclatait alors dans toute sa fureur. Les cercles du baril se sont brisés et la liqueur incandescente se répand sur le sol comme la lave brûlante échappée des flancs d'un volcan. Tous les spiritueux prennent feu en même temps, de fortes détonations se font entendre, les flammes s'élancent de toutes parts, et le gouverneur, brisé, moulu, tombe épuisé sur la dernière marche.

Tout cependant était tranquille à l'étage supérieur : les misérables, plongés dans un sommeil



Le Commandant Pornin dans les caves du château de Neuilly.

de plomb, gisaient sur le parquet, confondus dans un infect pêle-mêle au milieu des bouteilles brisées.

Tout à coup un cri perçant, paraissant sortir des entrailles de la terre, retentit dans tout le palais ! C'est Pornin, que les flammes poursuivent, et qui appelle ses fidèles Montagnards à son secours. Le feu s'attache déjà au parquet et va tout dévorer. Le gouverneur, par un dernier effort, se précipite et vient rouler au milieu de ses amis, qu'il réveille en sursaut.

—Nous sommes *rifflés*, n... de D... ! leur crie-t-il ; sentez-vous le parquet ? Il brûle sous vos pieds ! Il faut *se cavaler*, et vivement !

Les Montagnards, encore à moitié endormis, mais épouvantés des cris que poussait leur commandant, se précipitent par les fenêtres, laissant Pornin se débattre au milieu des ivrognes qui l'injurient, et se rendorment profondément pour ne plus se réveiller.

Le malheureux, outré de l'abandon des siens, se jette à son tour par une fenêtre, et tombe sans connaissance sur le gazon. Les Montagnards le relèvent, et leurs soins empressés le rappellent à la vie.

Aux cris poussés par les témoins de cette scène affreuse, les habitants de la commune

accourent ; mais leurs efforts sont désormais inutiles : tout l'édifice est enveloppé par les flammes. Un exprès est envoyé au préfet de police, qui me charge aussitôt d'aller reconnaître sur les lieux les causes du sinistre.

Je fis arrêter quelques individus qui se sauvaient ; la rumeur publique les accusait de pillage. Ils étaient, autant que je puis me le rappeler, de la commune de Neuilly, ou du moins l'habitaient.

Quant à la bande venue de Paris, peu de ceux qui la composaient échappèrent aux flammes, et, pendant plusieurs jours, on retira des décombres des cadavres carbonisés.

Je ne fus pas peu surpris en trouvant là quelques Montagnards occupés à réparer l'accident arrivé au gouverneur, qui ne cessait de répéter avec un sérieux comique :

—*Ah ! que je l'ai échappé belle ?*

On le remit du mieux que l'on put sur ses jambes, opération qui coûta la vie à un jeune arbre du parc.

Le citoyen Pornin, remis de ses terreurs, prit le commandement du détachement qui ramenait les prisonniers à la Préfecture de police. Par mesure de précaution, il les fit lier et garrotter ; sur la route, il les traitait de misérables pillards.

Arrivé chez Caussidière, il lui fit un rapport plein d'ostentation, dans lequel il s'attribuait hardiment les honneurs de cette nuit néfaste, oubliant toutefois de parler de sa descente dans les caves et des dangers qu'il y avait courus.

Au dîner, il nous raconta ses tristes aventures de la nuit, et ne put retenir une exclamation de colère en lisant dans un journal que la Duchesse d'Orléans et ses fils venaient d'arriver sains et saufs en Allemagne.

CHAPITRE II.

UN BAL DE MONTAGNARDS AU CHATEAU DES TUILERIES.

La fibre sensible du citoyen gouverneur était dure, et cependant la nuit qu'il avait passée au château de Neuilly avait laissé une impression terrible dans son esprit, et il avouait volontiers qu'il lui fallait une distraction puissante pour chasser le funeste souvenir des dangers qu'il y avait courus.

Quelques jours après cet événement, il reçut une invitation pour un bal que se donnaient aux Tuileries les apprentis Montagnards qui y tenaient garnison. C'était pour lui une occasion magnifique de dissiper ses idées noires; aussi se rendit-il sur-le-champ au château, qu'il n'avait jamais visité et qu'il lui importait de connaître;

car déjà mille projets bizarres s'offraient à son imagination fertile pour embellir cette fête à sa manière.

Si le lecteur trouve surprenant qu'un homme comme Pornin, qui a vu et fait tant de révolutions, n'eût jamais pénétré jusqu'alors dans ce palais des *tyrans*, je vais lui expliquer ici cette étrange particularité de la vie du célèbre commandant des Montagnards. Il s'en faisait un mérite, et nous disait que jamais il n'avait pu assister à un combat dans les rues de Paris.

— La police de tous ces Bourbons m'a toujours considéré comme un des plus dangereux conspirateurs, et chaque fois qu'une émeute s'est préparée, j'ai toujours été *coffré* la veille du combat. En février même j'étais au dépôt de la préfecture dès le 22. C'est que mon nom, ils le savaient bien, vaut à lui seul des bataillons.

Le fait est que son impétuosité le portant à prendre des premiers la parole dans les réunions et dans les cabarets, il était toujours signalé à la police, qui en faisait son profit.

Il se rendit donc aux Tuileries, et ne fut pas peu surpris en voyant que les chefs avaient établi là une espèce de discipline, et que tout s'y passait à peu près régulièrement, au grand déplaisir, du reste, des jeunes commensaux de l'endroit.

Comme d'étroites relations étaient établies entre les hommes de la Préfecture de police et ceux des Tuileries, on connaissait déjà les exploits du citoyen gouverneur; aussi s'empressa-t-on de lui faire une réception digne de ses hautes *qualités*. On l'accueillit aux cris mille fois répétés de : vive le gouverneur!

Pornin fut enchanté des honneurs qu'on lui prodiguait, et s'écria, plein d'une douce émotion :

—Si je n'étais pas le gouverneur de la Préfecture, je voudrais être celui des Tuileries!

Il eût été flatté, en effet, de trôner en maître dans ce palais, lui qui n'avait jamais trôné que sur un tonneau. Nous verrons quelle suite de mésaventures vint modifier d'une manière complète ses idées ambitieuses à cet égard.

Il remercia chaudement ses *jeunes camarades*, et leur fit part du désir qu'il avait de visiter le château. On s'empressa de le satisfaire, et quelques officiers en blouse lui firent parcourir tous ces vastes et somptueux appartements. La rigidité républicaine du gouverneur se trouva bien choquée de tout ce luxe insolent, aussi stupide qu'inutile; il lança bien quelques sarcasmes contre ces affreux tyrans qui avaient sucé le sang du peuple pour entasser toutes ces richesses; mais, en fin de compte, il convint que *c'était chouette*.

Arrivé à la grande salle de la Paix, où devait se donner le bal annoncé pour le soir, il en admira les vastes proportions, et le projet qui l'avait amené aux Tuileries lui revint en mémoire. S'adressant alors à ceux qui l'accompagnaient :

—Vous donnez ce soir un bal, leur dit-il; avez-vous des femmes ?

—Non, lui fut-il répondu; mais nous avons de tout jeunes gens qui se déguiseront avec les robes des ex-princesses.

—Fi donc! dit Pornin; il vous faut des femmes, et je me charge de vous en procurer. La salle de bal est immense, je vous amènerai trois cents *Vésuviennes*, et nous *rigolerons*.

Comme ils se regardaient, se demandant ce que c'était que les *Vésuviennes*, le citoyen gouverneur se hâta de leur expliquer cette nouvelle invention révolutionnaire.

« Dans une république comme nous la voulons, dit-il, tout doit être en commun, à commencer par les femmes. Les *bégueules* du Gouvernement Provisoire ne veulent pas entendre parler de ce nouveau système; mais nous avons trouvé un moyen fort ingénieux pour leur forcer la main. Un exemple de communauté en grand leur fera comprendre que la chose est facile, et d'ailleurs l'habitude y formera les masses.

« Un de mes amis, jeune homme intelligent, s'est chargé de l'organisation d'un corps nombreux de jeunes filles de quinze à trente ans, toutes remplies de bonne volonté. Déjà plus de quinze cents ont adhéré à nos statuts. Je vais dire à Borme, leur colonel, d'en commander trois cents pour votre bal.

« Vous devez comprendre, mes enfants, que votre devoir est de vous faire les apôtres de cette doctrine. Elle vous est enseignée par la nature elle-même. A-t-elle jamais dit en créant les fruits de la terre : Ceci est pour tel ou tel? Non, elle a créé tout pour tous. La femme est la plus belle de ses créations; elle doit suivre la loi commune, et sa beauté doit être le partage de tous. C'est un fruit, il me plaît d'y goûter, j'y goûte. »

Les théories du citoyen gouverneur firent l'admiration des apprentis Montagnards; ils l'applaudirent avec chaleur et lui promirent de mettre ses maximes en pratique.

On voulut le retenir pour le dîner; mais comme il lui fallait prévenir son monde, il ne put accepter. On le reconduisit jusqu'à la Préfecture de police, non sans faire de longues pauses devant les comptoirs de tous les marchands de vin qui se trouvent sur la route. On se quitta en se promettant du plaisir pour le soir.

Ces fêtes que se donnaient entre eux les valets

du pouvoir, et que payait la France, doivent paraître bien naturelles. Ils ne faisaient que suivre l'exemple de leurs chefs : que faisait en effet le Gouvernement Provisoire lui-même? Il organisait d'immenses réjouissances aux Champs-Élysées et au Champ-de-Mars, et malgré la pénurie du Trésor on engloutissait des sommes énormes dans ces folies carnavalesques.

La nuit venue, Pornin, avec quelques Montagnards *d'élite*, se rendit dans la cour du Louvre, où il avait donné rendez-vous à Borme et à ses *Vésuviennes*.

Tout le monde avait été exact, et les *Vésuviennes*, sur deux rangs, bannières déployées, saluèrent de leurs vivats l'arrivée du gouverneur, qui se mit en devoir de les passer immédiatement en revue.

Il était revêtu de ses insignes; il portait une énorme cocarde rouge, un brassard et une ceinture de même couleur. Il n'avait pas encore le beau chapeau à la Henri IV dont j'ai parlé; mais il s'était coiffé ce jour-là d'un chapeau de sergent de ville, dont il avait rabattu un côté, et qu'il avait orné d'une superbe aigrette rouge.

Cette coiffure lui était devenue nécessaire, car sa chute dans les caves de Neuilly, où la tête avait porté la première, avait mis hors de service son chapeau à la *bousingot* qu'il avait depuis dix-

sept ans, chapeau célèbre et bien connu de tout le parti. Malgré sa répugnance à quitter ce vieil ami, il devait s'y résigner par suite de petits désagréments qui blessaient son amour-propre. Ainsi, un jour, M. de Lamartine étant venu à la Préfecture pour voir le Préfet, se trouva face à face avec Pornin, et ne put retenir un violent éclat de rire à la vue du fantastique *sombrero*.

L'ami de Caussidière se montra fort galant avec les *Vésuviennes;* il les complimenta sur leur belle tenue, donna le bras au tambour-major, et le bataillon féminin se dirigea vers les Tuileries.

Le château était éclairé comme aux plus beaux jours de la royauté; seulement, au lieu des brillants seigneurs étincelants d'or et de soie qu'on voyait jadis se presser dans ces splendides salons, on n'y voyait circuler alors que des hommes déguenillés, des chenilles sur des fleurs!

Sur l'arc de triomphe qui fait face à la grille d'honneur on avait écrit sur un énorme transparent :

CE SOIR BAL A LA COUR.
ENTRÉE LIBRE.

Lorsque le citoyen gouverneur eut franchi la grille avec son escorte, quarante tambours battirent un ban, et le cortége en cotillons défila entre deux haies que formait la garnison, avide de connaître les héroïnes chargées de faire pré-

valoir le système communautaire. Les regards ardents fixés sur elles ne les intimidèrent nullement ; elles soutinrent avec intrépidité ce feu croisé, et l'examen leur fut favorable sans doute, car des applaudissements, des trépignements de joie les accueillirent.

On se répandit aussitôt dans les salons ; *chacun* choisit sa *chacune*, et l'orchestre préluda.

Les danses commencèrent, folles, échevelées ; il n'y avait pas là de ces sombres sergents de ville, ennemis nés des plaisirs, et qui prétendent enchaîner dans les bornes étroites de la décence les jarrets hardis de nos danseuses modernes. On pouvait donc se livrer à toutes les excentricités qui nous viennent des cannibales de l'Océanie. Aussi on doit penser que tout ce que les danses des barrières ont de dégoûtant fut dépassé par les hôtes des Tuileries et leurs dignes compagnes.

Pornin, qui avait déjà absorbé une grande quantité de rafraîchissements composés de liqueurs fortes, ne se sentait pas d'aise au milieu de ce *tohu-bohu* ; il était là dans son élément. Les poses anacréontiques des *Vésuviennes*, leur désinvolture, leurs jambes qui se développaient vigoureuses dans un certain pas où la danseuse porte son pied à la hauteur du visage du cavalier, lui montaient l'imagination au dernier

point. Le tambour major, *ex-déesse* de la Liberté, avait surtout captivé toutes ses sympathies : c'était, du reste, une fort belle femme, comme l'a dit un témoin au procès de Bourges (M. Beaumont, épicier démocrate).

Enfin, n'y tenant plus, Pornin s'avance, et, saluant gracieusement la déesse, il lui demande l'honneur d'une contredanse. Il fut accepté pour la première. Sur son invitation, le papa Vitou se tint prêt à lui faire vis-à-vis avec une autre *Vésuvienne*, surnommée *la Rosière*.

Au premier coup d'archet, Pornin enlace la taille de la majestueuse sylphide et s'élance dans le tourbillon. Ses yeux brillaient comme des escarboucles, et chacun se demandait comment il pourrait se tirer d'affaire avec sa jambe de bois. Ils ne connaissaient pas l'homme ! Une fois mordu d'une passion, rien ne pouvait plus l'arrêter; aussi fit-il des prodiges en cette circonstance. Il excita surtout les applaudissements lorsque, dans un pas de cavalier seul, il pirouetta sur sa jambe de bois à éblouir tous les yeux.

En vrai despote, Pornin ne voulait plus quitter sa séduisante danseuse, et cela paraissait assez convenir à la rusée commère, qui savait la puissance de son ridicule adorateur. Celui-ci lui faisait les plus magnifiques promesses, et leur donna sur-le-champ un commencement de réa-



Montagnards et Vésuviennes au château des Tuileries.

lisation en enjoignant au colonel Borme de l'élever, à l'instant même, au grade de porte-drapeau des *Vésuviennes*.

Tout allait donc bien, lorsqu'un incident vint troubler l'harmonie de la fête.

Un Anglais, alléché par l'affiche de la grille, s'était aventuré dans cette cohue, où il aurait pu rester longtemps inaperçu, tant les têtes étaient occupées par le plaisir; mais il y avait là un Montagnard qui ne s'amusait pas, tant il avait à cœur un échec récent : c'était Valtier. A la vue d'un homme en habit noir, porteur d'une barbe d'un blond rouge et de manières distinguées, il crut reconnaître le Duc de Nemours, profitant du bal pour pénétrer dans ses anciens appartements. Le saisir au collet, le traîner jusqu'au gouverneur, fut pour Valtier l'affaire d'un instant.

— J'en tiens un, cette fois ! s'écria-t-il; ne le reconnaissez-vous pas ? c'est le ci-devant Duc de Nemours !

Malgré les dénégations énergiques de l'infortuné fils d'Albion, Pornin lui-même le reconnut positivement et résolut de lui faire subir un interrogatoire.

Il se retira donc avec quelques officiers dans une pièce particulière, et là, après de longs débats, l'Anglais finit par prouver l'erreur dont il était victime. Valtier seul ne fut pas convaincu,

et, aujourd'hui encore, il est persuadé qu'il avait bien arrêté le Duc de Nemours.

Quant à Pornin, il congédia brusquement son prisonnier. Il avait hâte de rejoindre sa *Vésuvienne*, sachant que les absents ont toujours tort. Nous allons voir si ses craintes étaient fondées.

Pendant l'interrogatoire de l'Anglais, on avait servi le *media-noche*, et déjà les convives avaient pris place, lorsque Pornin rentra. On lui avait réservé la place d'honneur, et son Adèle se trouvait assise à sa droite; mais à côté de la belle fille s'était placé un beau garçon nommé Klein, jusque-là ami intime de Pornin. Mais hélas! comme l'a dit le bon La Fontaine :

> Deux coqs vivaient en paix; une poule survint,
> Et voilà la guerre allumée.

Le souper fut splendide. Quand vint le tour des chansons, on nomma Pornin président de la *goguette* des Tuileries, que l'on déclara fondée à partir de ce jour.

On chanta la gaudriole; puis le gouverneur donna le signal des chants politiques en entonnant de sa voix puissante le *Septembriseur*, hymne de sang du citoyen E. P. Leroux, poëte et paillassonnier. Il fut fort applaudi.

Après les chants, les discours.

Un orateur de club développa les principes de la communauté, dont le matin même Pornin

avait donné un résumé à la garnison des Tuileries. L'orateur fit surtout ressortir les magnifiques effets qu'allait produire la création nouvelle du corps des *Vésuviennes*, et félicita le colonel Borme de son heureuse idée.

Il est un fait constant, c'est que Marrast déclara, un jour qu'elles assiégeaient l'Hôtel-de-Ville pour forcer le Gouvernement Provisoire à reconnaître leur institution, qu'il redoutait moins les vingt mille hommes du club Blanqui que ce bataillon en cornettes, et qu'il se vit forcé de leur accorder cinquante centimes par jour.

Pendant que Pornin prêtait toute son attention à l'orateur, il s'aperçut tout à coup que sa voisine l'avait complétement oublié, et que, penchée sur son ami Klein, elle passait gracieusement sa main dans la barbe longue et touffue qui ornait le menton du beau Montagnard.

Pornin, furieux de jalousie, fit à son rival un geste menaçant, et lui ordonna de s'éloigner au plus vite ; mais celui-ci lui rappela fort à propos ses théories sur la femme, et proposa de s'en rapporter au choix de la donzelle.

Pornin, dans son orgueil, y consentit.

La *Vésuvienne*, comme tous les convives, subissait l'influence des vins généreux qui avaient circulé avant, pendant et après le repas, et la dignité du gouverneur ne pouvait plus guère

peser dans la balance. Elle se souvenait bien de ses pompeuses promesses; mais en voyant sa rugueuse figure, sa barbe inculte et surtout la saleté de toute sa personne, saleté dont est fier tout véritable Montagnard de l'espèce de Pornin, elle jugea qu'il n'y avait pas compensation, et, faisant une moue dédaigneuse, elle se jeta dans les bras de Klein.

Toute la salle partit d'un joyeux éclat de rire; l'ivresse avait nivelé les rangs, et l'on applaudissait au choix de la *Vésuvienne.*

Le terrible gouverneur se leva livide de colère, jurant qu'il ne voulait pas s'en rapporter aux stupides caprices d'une femme. Armant un de ses pistolets, il allait casser la tête de son adversaire, lorsque celui-ci, à la vue d'un pareil danger, perdit tout respect, lui arracha son arme, et d'un violent coup de poing l'étendit à ses pieds. Et comme le vaincu poussait des vociférations assourdissantes, il le saisit, le traîna jusqu'à la porte et le jeta brutalement dehors.

Pornin, se voyant ainsi éconduit aux acclamations de toute cette foule, resta un instant muet de rage et de fureur; mais reprenant bientôt toute son énergie, il formula une horrible imprécation contre ces misérables qui avaient osé faire de lui un objet de risée.

—Riez bien! s'écria-t-il en menaçant d'un

geste farouche le palais, riez ! Moi, je fais le serment que vous paierez cher l'injure que vous avez imprimée à mon front.

D'un pas rapide comme sa colère, il se rendit à la Préfecture, éveilla son ami qui était couché depuis longtemps.

— Je viens des Tuileries ; il s'y passe des choses infâmes ; j'en ai été moi-même révolté ! Dans l'intérêt des mœurs, dont tu es le gardien, il faut chasser honteusement cette canaille.

Caussidière, *qui n'était pas seul*, lui promit tout ce qu'il voulut, et en effet, quelques jours après, Caillaud et moi nous reçûmes l'ordre d'expulser la garnison des Tuileries.

Ainsi, ce que n'avaient pu obtenir jusque-là les réclamations incessantes des habitants du quartier, le préfet l'accorda aux rancunes de son gouverneur.

Quant aux hôtes des Tuileries, le départ de Pornin ne changea rien au programme de leur fête ; l'orgie continua. Les *Vésuviennes* eurent l'audace de revêtir les robes des princesses, et ces impures créatures, avec les infâmes brigands qui applaudissaient à leur cynisme, poussèrent l'impiété jusqu'à faire, cette nuit-là, leurs latrines de la chapelle du château !!! Mais je m'arrête, mon cœur se soulève en racontant ces hideuses saturnales, et j'en demande pardon à mes lecteurs.

Les plus ardents du Gouvernement Provisoire et Caussidière lui-même avaient été vite débordés par Blanqui et ses adhérents; ils redoutaient sa sombre énergie, et employaient tous les moyens pour la combattre. Il s'était franchement déclaré leur ennemi et ne dissimulait pas ses desseins à leur égard. Malgré tous leurs efforts, il était parvenu à se faire un grand nombre de partisans parmi les Montagnards de l'Hôtel-de-Ville et de la Préfecture de Police. Ce sont eux qui faisaient la police armée de son club, et l'on peut dire qu'ils lui appartenaient corps et âme. Caussidière avoua lui-même à la Chambre que pendant quinze jours il avait été sous le coup d'un complot tramé contre sa vie par plus de cent des siens, excités par Blanqui. Le puissant Préfet n'osa pas les désarmer; seulement il parvint à les envoyer occuper la caserne Saint-Victor.

Lors de la manifestation du Champ-de-Mars, les Montagnards du poste des morts à l'Hôtel-de-Ville, tous communistes et habitués du club du Conservatoire, pensant qu'il allait y avoir combat, avaient rempli de terre les canons des fusils des gardes républicains leurs camarades, et le colonel Rey dut prendre les plus grandes précautions pour en renvoyer vingt-trois des plus coupables.

D'autres misérables, tels que Villain, Huber,

Lacambre, trônaient en souverains du haut de leurs tréteaux révolutionnaires sur une assemblée composée d'hommes au visage sinistre, au langage d'assassins. Ils avaient enveloppé Paris de leurs ramifications infinies ; ils avaient établi une inquisition redoutable aux honnêtes gens, et la moindre parole était chaque soir commentée, incriminée dans les clubs. Ils s'étaient adjugé le monopole de la parole pour pervertir les malheureux ouvriers par leurs doctrines subversives de la société, de la propriété et de la famille. Eux seuls pouvaient à leur aise attaquer tout ce qu'il y a de plus sacré au monde, certains d'être applaudis par une foule hébétée et sauvage.

Mais si un orateur voulait en appeler à la saine raison, s'il entreprenait la défense des droits sacrés de la propriété et de la famille, aussitôt des murmures, puis des cris s'élevaient de tous les points de la salle ; si l'orateur tenait bon, des hommes placés à dessein autour de la tribune l'en arrachaient violemment, et, honni, conspué, battu même, il se voyait mis à la porte. Le président s'écriait alors d'une voix railleuse :

— Vous le voyez ! ils ne savent que dire en faveur de leurs vieilles idoles ! Leurs raisons sont si pitoyables qu'elles soulèvent l'indignation générale et qu'on ne peut les entendre. Nous

aimons cependant la discussion, car c'est du choc que peut naître la lumière.

Un orateur de la coterie occupait alors la tribune, et la farce était jouée.

Blanqui, leur maître à tous, avait trouvé un moyen terrible pour arriver à la réalisation de ses sinistres desseins. Voici les instructions qu'il donnait aux orateurs les plus dévoués :

« Il vous suffira, leur disait-il, d'inquiéter, d'effrayer sans cesse l'opinion pour entraver le développement pacifique des institutions républicaines, pour empêcher la confiance et le crédit de renaître. Organisons systématiquement la misère, ce sera là le plus puissant auxiliaire pour le triomphe de notre cause. »

Ce n'était pas seulement sur les hommes qui fréquentaient son club que Blanqui exerçait son influence fatale; il excitait un véritable enthousiasme chez les femmes, qui venaient en grand nombre l'admirer et l'applaudir. Elles aimaient en lui cette frêle complexion qui semblait le rapprocher de leur sexe; elles frémissaient sous ce regard fixe et sanglant qui sondait jusqu'au fond des consciences, en présence de cette face livide et cadavéreuse, de cette parole pointue et vibrante. On voyait que l'âme brûlante de cet homme dévorait l'enveloppe fragile dont elle est recouverte.

Tous les clubs, du reste, étaient fréquentés par des mégères qui rappelaient les tricoteuses de la Convention ; et les orateurs, loin de les envoyer à leur pot-au-feu, s'adressaient au contraire souvent à elles, et, les sachant plus impressionnables que les hommes, leur faisaient un devoir de faire de la propagande dans l'intérieur de leurs ménages.

On en a vu appeler de tous leurs vœux le retour de la sainte guillotine et le jour des vengeances du peuple. Elles murmuraient, en quittant ces repaires, le terrible *Ça ira !* des plus mauvais jours de 93.

La plus redoutable de ces réunions était le Club-des-Clubs, fondé par Sobrier et Longepied dans la fameuse maison n° 16, rue de Rivoli, dans les bureaux du journal *la Commune de Paris.* Ce club était composé des délégués de tous les clubs de Paris et de la banlieue, qui tous y envoyaient trois ou quatre de leurs membres les plus fougueux. Ce qui donnait une nouvelle force à cette institution, c'était la protection avouée dont la couvrait le Ministre de l'Intérieur, M. Ledru-Rollin lui-même.

Ainsi Sobrier s'était donné une garde ; il avait ses Montagnards comme le Préfet de Police, et cette garde était payée par le Gouvernement. Il lui fallait des armes pour les délé-

gués des clubs ; on lui délivra quatre cents fusils et trente mille cartouches. Un des rédacteurs de *la Commune de Paris* me dit un jour : « Nous couchions sur des barils de poudre ; tous les étages étaient encombrés d'armes et de munitions. »

On ne parlait là que d'incendie et de pillage ; on y proférait des menaces atroces contre la garde nationale et la bourgeoisie.

Lorsque Longepied se fut bien assuré du dévouement des délégués, il choisit parmi eux cinq ou six cents des plus exaltés, et les lança pour révolutionner les départements, qu'ils effrayèrent de leur audace et de leurs infâmes doctrines. Pour cela il avait fallu des fonds ; mais le Trésor était là. On s'entendit avec le Ministre de l'Intérieur, et chacun de ces nouveaux apôtres de la foi républicaine et sociale reçut une indemnité de 10 francs par jour.

Dans leurs rapports à leurs chefs, rapports qui furent saisis rue de Rivoli, on trouve dénoncés et signalés aux vengeances des patriotes les hommes les plus probes et les plus considérables, et parmi eux un grand nombre des représentants que la province envoya à l'Assemblée Constituante.

Des sous-officiers choisis parmi les plus avancés furent également envoyés dans toutes

les garnisons pour dénoncer les chefs et désorganiser l'armée.

Comme ces messieurs étaient assurés du succès pour le premier coup de main qu'ils voudraient tenter, ils avaient tout préparé pour le jour du triomphe, et la vieille société, anéantie, devait ressortir toute neuve de leurs mains créatrices. On a trouvé chez Sobrier un décret proclamant un comité de salut public et l'abolition radicale de tous les pouvoirs.

Ils devaient être remplacés par des comités communaux composés, sur 7 membres, de 5 ouvriers bien connus par leur patriotisme, devant diriger toutes les affaires. Par ce décret toutes les gardes nationales étaient dissoutes, et tout garde national qui sortirait armé était mis hors la loi. Il établissait un impôt extraordinaire progressif, payable dans le plus bref délai, et la confiscation des biens de ceux qui mettraient du retard à effectuer ce paiement.

Nous retrouvons les mêmes projets au club des Droits-de-l'Homme, dont Villain était le président. On lui avait donné pour demeure le Palais-National. Là, comme chez Sobrier, comme à la Préfecture de Police, on fabriquait des cartouches, on fondait des balles nuit et jour. Cette société, la plus vieille de toutes, comptait plus de quarante mille affiliés.

Voilà les hommes qui préparaient la ruine de la France et de la civilisation de l'Europe, si la Providence eût permis leur triomphe le 15 mai! Je dis la Providence, car les hommes aux mains desquels était le pouvoir ne faisaient rien pour réprimer tant d'audace et prévenir d'aussi atroces projets; tout au contraire, on sembla les protéger, jusqu'au jour où, par un attentat inouï contre l'Assemblée Nationale, ils voulurent commencer l'œuvre qu'ils avaient si longtemps préparée, et où la garde nationale de Paris, à peine constituée, vint sauver la France sur les marches de l'Hôtel-de-Ville.

Mais que peut-on trouver d'extraordinaire dans ces complots de la part d'énergumènes ennemis avoués de tout ordre et de toute société, d'hommes qui prenaient pour leurs modèles les Danton, les Marat, les Robespierre? Que peut-on trouver d'extraordinaire en présence des actes du pouvoir lui-même?

Quel était le devoir du Gouvernement? N'était-ce pas de faire aimer la République qu'il avait fondée, de faire respecter cette Assemblée qui allait se réunir pour jeter les bases fondamentales du gouvernement républicain? Quelques-uns de ses membres ne comprirent pas ainsi leur mission. Avant la réunion même de la Constituante, on la menaçait déjà dans son existence;

on laissait pressentir la violation du 15 mai.

Il devient donc nécessaire, pour faire ressortir la complicité de certains membres du Gouvernement provisoire, de donner ici quelques extraits des circulaires, des discours qui affectèrent le pays d'une impression si douloureuse.

Qui ne se rappelle le fatal *Seizième Bulletin de la République* (15 avril), rédigé, dit-on, par une femme célèbre, et choisi à dessein entre trois rédactions de nuances différentes ? Je n'en rapporterai que quelques lignes, parce qu'elles se rapportent plus spécialement aux événements du 15 mai :

..... « Les élections, si elles ne font pas triompher la vérité sociale, si elles sont l'expression des intérêts d'une caste, arrachée à la confiante loyauté du peuple, les élections, qui devaient être le salut de la République, seront sa perte, il n'en faut pas douter. Il n'y a alors qu'une voie de salut pour le peuple qui a fait les barricades : ce serait de manifester une seconde fois sa volonté, et d'ajourner les décisions d'une fausse représentation nationale.

« Ce remède extrême, déplorable, la France voudrait-elle forcer Paris à y recourir ? »

Ainsi, voilà la France bien avertie; elle ne doit nommer que des républicains de la veille, des hommes désignés par ces fameux commis-

saires et délégués des clubs que nous savons. Si les départements envoient à Paris de ces hommes honorables, instruits aux affaires, qui n'ont pas appelé la République de leurs vœux, mais qui l'ont franchement acceptée, vous l'avez entendu, le bon peuple de Paris courra de nouveau à ses chères barricades, et vous renverra vos représentants, s'il en reste.

Il est vrai que les illustres que l'on impose à vos suffrages n'ont peut-être pas une bien grande habitude des affaires; que la plupart d'entre eux ont même fort mal géré leur propre patrimoine, et que tous s'entendent beaucoup mieux à culotter des pipes autour d'un bol de punch qu'à faire des lois. Mais qu'est-ce que cela fait? Ils sont républicains de la veille, cela doit suffire; et puis ils s'instruiront aux dépens de la France : elle est encore bien heureuse que des hommes de leur mérite consentent à s'occuper de ses affaires! Ils ont dissipé leur fortune privée? raison de plus pour les nommer : n'auront-ils pas les *bienheureux vingt-cinq francs* par jour? ce sera la juste récompense de leurs travaux passés et futurs.

M. de Lamartine annonce hautement aux souverains de l'Europe que la République française n'entend point faire de propagande sourde ou incendiaire chez ses voisins : ce n'était pas

l'affaire du ministre de l'intérieur ; c'est organisée par lui, soldée par lui, armée par lui, dirigée par des agents qu'il avait accrédités, qu'une bande partie de Paris envahit le territoire de la Belgique. On sait quel fut son sort.

Des journaux, prêchant la haine des citoyens les uns contre les autres, sont expédiés en franchise par ballots énormes dans les départements. Des affiches incendiaires couvrent les murs de Paris ; l'une d'elles, provoquant au pillage et à la guerre civile, sort du ministère de l'intérieur, et ce sont les gardes de ce ministère qui la placardent eux-mêmes.

Ce n'est plus seulement dans les bas-fonds du parti que se trament les conspirations; des conciliabules nocturnes se tiennent dans le cabinet du ministre lui-même, et à ces réunions sont appelés les plus célèbres chefs de clubs, Barbès, Sobrier, Villain, Longepied et autres ; Longepied aura, le 15 mai, un *laissez-passer* signé de Ledru-Rollin.

Que se passait-il dans ces conciliabules ? On discutait la formation d'un comité de salut public devant remplacer le Gouvernement Provisoire. Ainsi, dès le 16 avril, le mouvement a pour fauteur le préfet de police ; il est organisé matériellement par Barbès et Blanqui. Ce jour-là la dictature est offerte à Ledru-Rollin et acceptée.

Mais il n'osa aller jusqu'au bout ; il courut chez M. de Lamartine et lui parla même des offres qui lui avaient été faites ; il lui dit qu'ils allaient être attaqués par cent vingt mille hommes, à la tête desquels devaient se trouver vingt mille clubistes armés.

Au milieu de l'anxiété du Gouvernement Provisoire, qui, trompé par de faux rapports, n'avait pu prendre aucunes mesures, la garde nationale du douzième arrondissement parut tout à coup sur le pont aux cris de : *Vive la République!* et la république modérée fut sauvée.

C'était donc dans les hautes régions du pouvoir qu'était l'agitation ; il fallait la faire descendre dans la rue : Louis Blanc se chargea de ce soin.

Dans les réunions du Luxembourg, il avait fait concevoir aux ouvriers des espérances irréalisables, et lorsque l'assemblée fut réunie, elle ne put répondre à des exigences au-dessus de de toutes les forces humaines : c'était ce que l'on voulait. Les classes ouvrières, furieuses de ce qu'elles appelaient la mauvaise volonté, l'inertie de la Chambre, étaient prêtes à répondre au premier appel de l'émeute. Si l'on doute que ce ne fût pas là la conséquence des utopies du Luxembourg, écoutez :

.....« Nous parlons d'avoir, de former une

assemblée de députés! Vous êtes une assemblée de députés, vous êtes l'assemblée des députés du peuple; et, que l'assemblée nationale s'installe ou non, celle-ci, j'en ai la confiance, ne périra pas...

.....« Étant presque enfant, j'ai dit: Cet ordre social est inique; j'en jure devant Dieu, devant ma conscience, si jamais je suis appelé à régler les conditions de cette société inique, je n'oublierai pas que j'ai été un des plus malheureux enfants du peuple, que la société a pesé sur moi. Et j'ai fait contre cet ordre social, qui rend malheureux un si grand nombre de nos frères, *le serment d'Annibal!.....*

.....« Et quand je dis que le prolétariat est l'esclavage, je dis un mot dont j'ai approfondi la portée, croyez-le bien. On a proclamé le suffrage universel.—Est-il l'expression de la volonté du peuple? Oui, *dans une société où toutes les conditions seraient égales;* oui, dans une société où chacun aurait le libre développement de son esprit et de son cœur. Dans *la société actuelle, non! non! mille fois non!*

« Mes amis, sachez-le, vous serez non-seulement puissants, vous serez non-seulement riches, vous serez rois : car tous les hommes sont égaux, tous les hommes sont rois!....

« Sentiments de modération tempérés par une

résolution de vigilance ; sentiments d'ordre ; mais tempérés par la volonté de rester frères ; et, s'il le fallait, *douloureuse nécessité, nécessité bien comprise, de se faire soldats !*

« Vive la République ! qui fera qu'il n'y aura plus de riches ni de pauvres.....

« Au point de vue moral comme au point de vue matériel, le système sur lequel la société est basée est un système *infâme !*

« Votre concours peut nous être utile par la force que vous nous communiquez, force morale qui doit nous mettre en état de dire à l'assemblée : Voici les projets de loi que nous présentons ; ces projets de loi, ce n'est pas Albert, ce n'est pas Louis Blanc qui les présentent ; c'est le peuple représenté par ses délégués ; traitez avec lui, et, maintenant qu'il est organisé, *repoussez-les si vous l'osez !* »

Quelle cynique audace ! Le pygmée du Luxembourg avoue lui-même qu'il a fait le serment d'Annibal contre la société. Il attaque le suffrage universel, qu'il a décrété lui-même ; il le déclare mauvais dans une société inique comme la nôtre !

Oui, monsieur Louis Blanc, la société s'est montrée non pas inique, mais imbécile, en souffrant au pouvoir des énergumènes de votre espèce ! Oui, le suffrage universel est une création

stupide, puisque par lui vous et les vôtres avez été appelés à représenter la France !

Mais si l'auteur de l'organisation du travail s'en prend, dans ses idées de désorganisation, à tout ce qui devrait être le plus sacré pour lui-même, quel magnifique piédestal il élève aux ouvriers ! Ils seront riches, en dépouillant ceux qui possèdent, sans doute ; car ce ne sont pas leurs travaux au Luxembourg qui doivent amener ce résultat heureux. Ils y apprennent plusieurs choses, il est vrai : l'habitude de la paresse, l'orgueil et la gourmandise ; car il paraît que votre table était bien servie, et nos gaillards ne s'en plaignaient pas. *Ils seront rois !* Oh ! républicains, je voudrais bien voir ça, par exemple, un peuple de rois !.....

Ce ne sont là que des pasquinades, que les bagatelles de la porte, comme disent les banquistes, pour amuser les badauds ; ce que M. Louis Blanc veut surtout faire bien comprendre à ses chers amis les délégués, pour qu'ils le répètent au peuple, c'est cette *nécessité douloureuse*, hypocrite ! *nécessité bien sentie de se faire soldats*, si les lois qu'il présentera, lui, M. Louis Blanc, au *nom* du peuple, sont repoussées par l'assemblée. C'est un homme habile et *pas si peuple* qu'il veut bien le dire ; il appelle bien le peuple aux barricades ; mais c'est un mot

populacier ; il enveloppe son cri de guerre civile dans une tournure savante, mais qui n'en est pas moins infâme.

Les délégués, au sortir de ces conférences, se répandaient dans les clubs, dans les sociétés d'ouvriers, et y rapportaient ces utopies, ces rêves impossibles. Les ouvriers devenaient alors exigeants avec leurs patrons, les ateliers se fermaient ; c'était autant de gagné pour l'émeute.

On avait dit aux ouvriers qu'ils étaient rois, et ils avaient pris la chose à la lettre. Ainsi, voici un échantillon des questions que l'on agitait dans les clubs :

« Quel serait le devoir des citoyens, si l'Assemblée nationale venait à marcher dans des errements stationnaires et n'extirpait pas d'une manière radicale tous les abus ; en un mot, si elle n'était pas républicaine dans la plus large acception du mot? »

On répondait à l'unanimité :

« L'insurrection ! l'insurrection étant, dans ce cas, le plus saint et le plus sacré des devoirs. »

Enfin j'arrive au héros de la Préfecture de police, au citoyen Marc Caussidière ; il était l'un des plus ardents moteurs, la cheville ouvrière de tous ces complots. Il n'avait, du reste, eu qu'une seule et unique pensée depuis le 24 février, celle de renverser la partie modérée du

Gouvernement Provisoire, et d'élever une dictature sur ses débris, la sienne peut-être ! On est porté à le croire lorsqu'on le voit, chez Sobrier, se montrer opposant à une liste d'un comité de salut public ainsi composé : Raspail, Blanqui, Kersausie et Cabet (anciens), Ledru-Rollin et Flocon (nouveaux). Et savez-vous quel est le prétexte de l'opposition du vertueux Caussidière? c'est qu'il y trouve trop de communistes ! Brave homme, va ! si on eût eu la bonne idée de mitiger cette liste en y ajoutant votre nom !

Cet accouplement de Blanqui et de Ledru-Rollin jeta le désordre dans le camp d'Agramant ; ces deux hommes se détestaient *fraternellement*, et l'on ne put s'entendre. Pour décider Ledru-Rollin, Sobrier lui dit : « Eh bien, si vous ne voulez pas marcher avec nous, ***vous serez jeté par la fenêtre, dimanche, avec les autres ; nous sommes en mesure.*** »

Caussidière cependant, en véritable homme d'action, se préparait aux grands moyens. Il réunit à la Préfecture quarante-huit commissaires de police de Paris et de la banlieue, et, de sa voix la plus menaçante, il leur adressa l'allocution suivante :

« Je vous trouve trop tièdes ; vous devez faire comprendre aux quartiers inféodés aux vieilles opinions que la moindre manifestation de leur

part serait le signal d'un mouvement écrasant.

« Les hautes classes seront épargnées si elles restent sages; mais, je vous le dis, elles ont suspendue sur la tête l'épée de Damoclès, et cette épée dans la main du peuple est une HACHE. Si les députés de la province résistent au vœu de Paris, ils seront écrasés.

« Dites bien à vos stupides bourgeois, à vos gardes nationaux, dites-leur que s'ils ont le malheur de se laisser aller à la moindre réaction, 400,000 travailleurs attendent le signal pour faire table rase de Paris; ils ne laisseront pas pierre sur pierre, et pour cela ils n'auront pas besoin de fusils: des allumettes chimiques leur suffiront!... »

Quand Caussidière parle d'allumettes chimiques, il parle par diminutif, et pour se faire comprendre de ses commissaires. Il s'était procuré certain moyen plus expéditif pour chauffer les *stupides* bourgeois de Paris. Il avait fait venir d'Angers, à petit bruit, des bombes incendiaires. La preuve en est acquise par une lettre de son ami Grandmesnil à un sien neveu, fabricant de matières pyrotechniques en cette ville.

« Marc vous recommande vivement, disait la *lettre*, de fabriquer dans le plus grand secret et *d'apporter* quelques-unes de vos bombes.

Vous ne craignez plus rien; mais silence chez vous et ailleurs à ce sujet. »

Pourquoi ce secret, citoyen Caussidière? n'étaient-ce pas là vos fameuses boîtes d'allumettes chimiques? Et le feu grégeois retrouvé par Borme, le galant colonel des *Vésuviennes!* mais nous en parlerons tout à l'heure.

Ainsi, tout est bien convenu, préparé pour la violation de l'Assemblée Nationale, même avant de savoir quelle serait la marche qu'elle adopterait. C'est que tous ces hommes, fauteurs éternels de révolutions, ne craignaient rien tant que de voir s'établir un gouvernement régulier. Le Préfet de police, le plus impatient de tous, voulait jeter l'Assemblée par les fenêtres, dès le jour de son installation, le 4 mai; ses complices étaient plus prudents, ils craignaient la garde nationale et ne voulaient pas manquer leur coup. Ils cherchaient donc un de ces prétextes qui entraînent les sympathies des masses et qui paralysent même la bonne volonté de ceux qui ne voient les révolutions qu'avec déplaisir. Ce prétexte vint s'offrir à eux dans les premiers jours de mai.

Un soir, on annonça dans les principaux clubs de Paris que des Polonais, arrivés le jour même de la Gallicie et du duché de Posen, demandaient la parole pour une communication

importante. —Quelques-uns de ces Polonais étaient des Français qui avaient fait partie de la première colonne partie par le chemin de fer du Nord, et qui revenaient après le désastre de Cracovie.

En acteurs habiles, ils avaient conservé la couleur locale; le costume, la toque, rien ne manquait à la mise en scène : aussi furent-ils accueillis avec enthousiasme, lorsqu'ils parurent à la tribune. Je ne parlerai que de celui qui prit la parole au club Blanqui, et dont les autres ne furent que la copie.

« Citoyens, s'écria-t-il, vous voyez devant vous une infortunée victime de la barbarie des despotes du Nord. Votre glorieuse Révolution nous avait ouvert les chemins de l'Allemagne, et de longues files d'exilés se dirigeaient le cœur joyeux vers la patrie, qu'ils allaient revoir après dix-huit ans d'absence. Mais à peine avions-nous touché son sol chéri, qu'au mépris de la parole donnée, Autrichiens et Prussiens nous ont indignement attaqués, et à l'heure qu'il est Cracovie pleure denouveau ses enfants tombés sous les balles de ses éternels ennemis ; à l'heure qu'il est le grand-duché de Posen est couvert de cendres et de ruines ; les populations polonaises, retirées dans les forêts, sans armes, sans chefs, soutiennent une lutte impossible

mais désespérée. C'est en vous, Français, c'est en votre magnanime courage que nous plaçons notre dernière espérance ! Laisserez-vous périr notre malheureuse patrie, écrasée sous la botte moscovite ? Avez-vous oublié que nous combattîmes à vos côtés dans vingt batailles immortelles ?

« Échappés au massacre de nos frères nous venons vous demander vengeance ! »

A ce douloureux récit des nouveaux désastres de la Pologne, la foule répond par un long cri d'indignation.

— Vengeance ! mort aux tyrans ! s'écrie-t-on de toutes parts ; à bas le czar ! vive la Pologne ! Il faut déclarer la guerre à la Russie, sommer Nicolas de proclamer l'indépendance de la Pologne.

Un orateur s'élance à la tribune, et le silence est longtemps à se rétablir, tant l'agitation est profonde.

« Citoyens, dit l'orateur, j'aime votre noble enthousiasme, votre ardente sympathie pour une nation malheureuse et amie ; mais il ne nous appartient pas de déclarer la guerre : il y a une Assemblée Nationale à qui revient ce droit ; nous ne pouvons que lui manifester nos vœux. Je propose donc d'organiser une manifestation pour lui présenter une pétition en faveur de la Pologne. »

— Oui! oui! nous irons tous! et nous saurons bien contraindre les représentants à obéir au peuple, leur souverain.

— Eh bien, citoyens! nous allons nous entendre avec les autres clubs, et vous serez avertis du jour que nous aurons désigné.

C'était bien là le prétexte que demandaient les chefs du complot, la Pologne! Quel nom magique pour entraîner les masses! Il n'y avait donc plus à hésiter, et l'on désigna d'abord le 14, puis ensuite le 15 mai, parce que ce jour-là même on devait parler de la Pologne à l'Assemblée Nationale.

Me voilà donc arrivé à la veille de la manifestation, et c'est ici surtout qu'apparaît la complicité de Caussidière.

La COMMISSION EXÉCUTIVE ne pouvait compter que sur la vigilance, le dévouement du Préfet de police, qui par ses Montagnards, sa garde républicaine et sa garde lyonnaise, se trouvait seul ou presque seul en mesure de répondre aux besoins de la situation. Quelques-uns de ses membres déclarent cependant qu'ils ne sont pas sûrs de Caussidière, et le 14 on le mande au Luxembourg. Il se garde bien de s'y rendre, et ne répond même pas. On le laisse cependant à la tête de la Préfecture de police, et le lendemain, dans la matinée du 15, il est con-

voqué de nouveau. Il fait répondre alors qu'il est malade, mais que, si on l'exige, il se fera porter au Luxembourg. On passe encore là-dessus et on lui demande des rapports.

Il n'en donne qu'à la dernière extrémité, et que dit-il? « La manifestation est dirigée par des hommes dont je puis répondre *comme de moi-même.* » En effet, la veille, pendant la nuit, il a vu Sobrier, l'un des chefs, et tout est convenu entre eux. Si Caussidière ne se rend pas au conseil du 14 mai, si le nouveau ministre de l'intérieur, M. Recurt, son supérieur immédiat, ne l'a pas vu depuis son installation, c'est qu'il ne veut plus de relations avec un pouvoir qu'il va renverser; il veut conserver toute sa liberté d'action pour pactiser avec l'émeute.

Cette intention est facile à reconnaître, car lui, qui le matin avant la manifestation se trouvait malade au point de ne pouvoir quitter sa chambre, il recouvre tout à coup assez de forces, après la compression de l'émeute, pour se rendre au Luxembourg.

Le 15, dès sept heures du matin, M. Yon, nommé commissaire de police de l'Assemblée par le président, reçoit un contre-ordre du Préfet de police. Il insiste pour qu'il reste dans son ancien quartier sur lequel il a des *vues;* il veut confier la garde de l'Assemblée à un autre com-

missaire; puis, voyant que M. Yon persiste dans la résolution d'obéir au président :

— Eh bien! allez-y, dit-il, à l'Assemblée, vous en aurez les profits; on s'arrangera comme on voudra.

Ces paroles de Caussidière ne prouvent-elles pas clair comme le jour qu'il connaissait le complot ?

Mais entrons à la Préfecture de police, d'où le Préfet s'obstine à ne pas sortir, et voyons si la maladie qui lui fait garder la chambre a toute la gravité qu'il lui donne dans ses réponses à la Commission exécutive.

J'y trouve une activité inaccoutumée: les Montagnards vont et viennent, leur front est rayonnant; ils se serrent la main avec effusion, comme des gens qui vont accomplir de grandes choses. Ils se montrent du geste les fenêtres du Préfet.

— Ils préparent là-haut la danse de demain, se disent-ils; nous allons bientôt savoir ce qu'ils auront décidé.

Que se passait-il donc dans le cabinet de Caussidière? Il s'y tenait un conciliabule auquel avaient été conviés les principaux meneurs de Paris; il y avait là, entre autres, Sobrier, Barbès, Longepied, Villain, etc., etc. On y arrêtait les rôles de chacun pour le lendemain, et l'on

voulait surtout éloigner Blanqui, dont on redoutait la puissance. Il fut convenu que Caussidière continuerait à être malade afin d'être prêt à se porter rapidement sur l'Hôtel-de-Ville avec ses Montagnards. On agita aussi la délicate question des armes, et l'on décida que l'on cacherait des pistolets, des poignards autant que possible sous ses vêtements, mais qu'une manifestation armée ostensiblement pourrait compromettre le succès. Lorsque les conjurés se retirèrent la nuit était déjà assez avancée, et Caussidière manda sur-le-champ auprès de lui les chefs des Montagnards.

Pornin, Barbast, Vitou et Galland arrivèrent des premiers dans le grand salon, où le Préfet les attendait, assis dans un grand fauteuil: car par une prudence fort louable, il vonlait être malade même et surtout pour les Montagnards; cette bienheureuse luxation du genou devait être sa sauvegarde vis-à-vis de tous les partis.

—Mes amis, dit-il, quand il vit tous ses fidèles rassemblés, c'est demain le grand jour, c'est demain que nous allons recueillir le fruit de nos longs et pénibles travaux. Demain vont disparaître comme une vile poussière et cette Constituante bâtarde, à moitié composée de royalistes, et ces modérés de la Commission exécutive, qui depuis trois mois entravent la

marche de la révolution, et qui tôt ou tard nous ramèneraient à la monarchie. La République doit être sociale et révolutionnaire; nos pères de 93 nous ont tracé le chemin. Demain j'entre dans cette voie; voulez-vous m'y suivre?

—Oui! oui! s'écrièrent les Montagnards; à bas les réacs! mort aux blancs! vive la guillotine!

—Et vive Caussidière! ajouta Pornin, suffoqué par les larmes. Lui que vous accusiez d'être tiède! je vous disais bien; laissons-le faire, il mitonne quelque coup de maître.

—Vive Caussidière! répétèrent-ils en chœur. Puis on félicita le préfet. Pornin donna le signal, et tous l'embrassèrent attendris.

—Il y aura des combats, ajouta le préfet, car les blancs voudront résister, et ils ont de puissantes ressources dans la garde nationale. Quant à moi, je jure ici de ne déposer l'épée que mort ou vainqueur.

Tous alors, la main tendue sur la table devant laquelle se tenait Caussidière, firent les plus horribles serments de ne jamais l'abandonner et de vivre ou mourir avec lui.

—Allez prévenir vos braves compagnons qu'ils se tiennent prêts pour la lutte; il nous viendra du reste de nombreux auxiliaires.

On vint dire alors à Caussidière que la per-



Serment des Montagnards dans la nuit du 14 au 15 Mai.

sonne qu'il avait mandée était arrivée et attendait dans une pièce voisine.

—C'est bien, dit-il, qu'on l'introduise. Je suis bien aise que vous assistiez à cette expérience. C'est un de tes amis, dit-il en riant à Pornin. Tu ne lui connaissais sans doute pas un talent distingué comme chimiste; c'est Borme, tu sais?

Le citoyen gouverneur fronça le sourcil; il se souvenait des *Vésuviennes*, et surtout du tambour-major.

Borme entra.

—Citoyen, lui dit le Préfet, nous avons besoin de quelques-unes de tes bouteilles de feu grégeois. En as-tu apporté pour l'expérience que nous voulons faire?

—Oui, répondit Borme, et il présenta deux ou trois petits flacons de son prétendu feu grégeois. On apporta, sur ses indications, deux énormes chaudières remplies d'eau, et sur l'une desquelles flottait un quartier de poutre; aussitôt que le liquide contenu dans ses bouteilles eut touché l'eau, une flamme rapide en couvrit toute la surface, et la poutre s'enflamma.

—Comprenez-vous, dit Caussidière, quelle utilité nous pouvons tirer de cette précieuse découverte pour l'accomplissement de nos desseins?

Tous comprirent, et l'on félicita Borme; le gouverneur alla jusqu'à lui déclarer qu'il était

un grand citoyen et qu'il avait bien mérité de la patrie. Borme ne comprit pas ; mais on lui commanda trois cents de ses bouteilles pour le lendemain ; c'était ce qu'il voulait, et il partit.

Les chefs des Montagnards allèrent prévenir leurs hommes, qui poussèrent des hurlements de joie à l'annonce d'une bataille. On leur fit distribuer de l'eau-de-vie, et la nuit se passa en préparatifs.

Quant à Pornin, il se rendit à l'atelier où se fabriquaient les cartouches, annonça aux travailleurs la *bonne nouvelle*, et, pour augmenter leur courage, il fit venir un énorme bol de punch, imprudence qu'il avait commise vingt fois, mais qui, ce jour-là, devait lui être funeste.

En effet, un grain de poudre s'enflamma au contact du papier qui lui avait servi pour allumer le punch, un vase de terre rempli de poudre éclata : l'infortuné gouverneur reçut en pleine figure un fragment de ce vase, et fut renversé du coup. Lorsqu'on vint à son secours, il était tout sanglant ; il avait les cheveux et les yeux horriblement brûlés. Ce qui augmentait son désespoir, c'est que le lendemain il devait y avoir bataille, et que, comme toujours, il serait forcé de s'abstenir. Le médecin lui appliqua un cataplasme qui lui faisait la plus singulière figure qu'il soit donné de voir.

C'est au milieu de tous ces soins qu'on attendit à la Préfecture de police le résultat de l'envahissement de l'assemblée.

Le 15, dès le matin, les clubs se réunirent sur la place de la Bastille, et la colonne se mit en marche vers 11 heures, se grossissant d'une foule de retardataires qui l'attendaient au passage. Le club Blanqui, son chef en tête se joignit à la manifestation, à la hauteur du boulevart du Temple.

Arrivée en face de la grille de l'assemblée, la foule s'arrête. Quelques députés se présentent; mais de toutes parts s'élèvent des cris de : « Vive la Pologne! Louis Blanc! Louis Blanc! Nous voulons l'organisation du travail! » Des délégués pénètrent dans la salle des séances, et, au moment où Raspail, à la tribune, va lire la pétition en faveur de la Pologne, Louis Blanc réclame le silence, afin *que le droit de pétition soit consacré et que la pétition soit lue.*

Louis Blanc sort pour haranguer la foule, et, monté avec Albert et Barbès sur l'entablement d'une des fenêtres donnant sur la rue de Bourgogne, il encourage la foule à continuer son œuvre : « Ce n'est pas là, s'écrie-t-il, une de ces démonstrations qui ébranlent, mais de celles qui renversent. » Puis Albert, Barbès et Louis Blanc les bras entrelacés, s'enveloppent dramatiquement dans les plis d'un drapeau.

La foule alors se précipite, renversant tout sur son passage; elle porte Louis Blanc en triomphe jusque dans la salle des séances, et quelques minutes après, Huber, s'élançant à la tribune, *vocifère* la dissolution de l'Assemblée au nom du peuple souverain.

Dans la salle des conférences on confectionne des listes d'un gouvernement provisoire, et bientôt le peuple fait entendre le cri : *A l'Hôtel-de-Ville !*

Barbès et Raspail, qui veulent à tout prix éloigner Blanqui de toute combinaison, parce qu'ils connaissent la lettre par laquelle il a dénoncé l'insurrection de Mai 1839, Barbès et Raspail se précipitent à la tête du peuple et arrivent les premiers à l'Hôtel-de-Ville.

Il y avait là rangés sur la place plusieurs milliers de gardes nationaux de toutes les légions. Ils pouvaient facilement arrêter la colonne en croisant la baïonnette; mais un coup de feu étant parti par *hasard*, un garde national fut blessé à la cuisse, et une terreur panique s'empara de tous les gardes nationaux, qui se dispersèrent dans tous les sens.

La garde de l'Hôtel-de-Ville faisait pendant ce temps-là l'exercice dans la cour du nord, dont les portes étaient fermées. Le colonel Rey fit un simulacre de résistance; puis la

grille céda, et le peuple envahit l'Hôtel-de-Ville.

Là, comme Blanqui à la Chambre, on se mit à confectionner des listes de gouvernement provisoire, non-seulement dans le cabinet de M. Flottard, où se tenaient Huber, Raspail, Barbès et les principaux chefs, mais encore dans tous les autres bureaux. Il y en eut des milliers de jetées par les fenêtres, et toutes étaient différentes. On lança aussi quelques décrets contresignés par Borme, le colonel des Vésuviennes, qui se trouva nommé secrétaire général, ce qui lui valut l'honneur de figurer au procès de Bourges.

Enfin la garde nationale arriva au pas de charge, aux cris de : Vive l'Assemblée ! et balaya la place. Quelques instants après, deux cents personnes étaient arrêtées, et l'on avait expulsé de la cour de Louis XIV deux ou trois mille hommes que haranguaient des orateurs de clubs, perchés sur le cheval du grand roi en guise de tribune.

Nous n'avons vu jusqu'ici apparaître ni Caussidière ni ses terribles Montagnards : c'est qu'il s'était opéré un grand refroidissement chez le prudent préfet. Des émissaires l'avaient prévenu de la réunion pour ainsi dire spontanée des légions de la garde nationale et de leur marche rapide sur l'Hôtel-de-Ville. Aussi lorsqu'on vint apporter à la Préfecture de police une liste de

gouvernement provisoire, celle rédigée par Blanqui, et sur laquelle se trouvait son nom, ne témoigna-t-il ni joie ni déplaisir.

Qu'on ferme les portes, dit-il, et que personne n'entre dans l'hôtel.

Il n'en fut pas de même des Montagnards; en voyant le nom de leur chef sur la liste, ils poussèrent des cris d'allégresse, les tambours battirent aux champs. Ils montèrent à l'appartement du préfet et voulurent le conduire à l'Hôtel-de-Ville; mais ni Caussidière ni le digne gouverneur ne purent se mettre à la tête de leurs fidèles; ils étaient cloués sur leur lit de douleur, Pornin réellement malade, son ami feignant un mal qu'il n'avait pas.

Les Montagnards, désappointés de ce côté, n'en prirent pas moins le chemin de l'Hôtel-de-Ville, sans ordre et sans chefs.

Arrivés sur le pont, ils furent tout surpris de voir la place du Châtelet occupée par le régiment de dragons du colonel de Goyon, et s'arrêtèrent un instant irrésolus, ne sachant ce que cela voulait dire.

Le colonel de dragons, voyant s'avancer cette troupe déterminée, s'élança à sa rencontre, à la tête de son régiment.

—Qu'est-ce que cette canaille? s'écria-t-il, balayez-moi ça!

Mais les Montagnards ne reculèrent pas, ils croisèrent la baïonnette, et si un coup de feu eût été tiré, un massacre horrible s'en fût suivi ; car il n'y avait pas là beaucoup de ces anciens braillards, de ces détenus politiques qui prirent les premiers le nom de Montagnards, mais bien des hommes hardis, sortis volontairement ou chassés de tous les corps créés après la révolution de Février, des drôles que rien n'effrayait, et qui étaient bien capables d'attendre de pied ferme le brillant colonel et ses dragons, auxquels la bravoure et la discipline ne servent guère dans les combats des rues.

Quoi qu'il en soit, les Montagnards, sans chefs, ne jugèrent pas à propos d'engager le combat ; et comme de leur côté les dragons s'étaient arrêtés, les premiers résolurent de se retirer à la Préfecture et d'attendre les événements.

Caussidière avait mandé les forts et porteurs de la halle (souvenir de 93) ; on les arma de fusils, on leur distribua des cartouches, et on les fit monter sur les combles, où règne une balustrade qui domine le quai des Orfévres. Ils reçurent l'ordre de tirer sur tous ceux qui voudraient entrer à la Préfecture, gardes nationaux ou autres.

Toutes les patrouilles, tous les postes qui rentrèrent dans la soirée proféraient des menaces

sité, et tous se rendirent à la caserne Saint-Victor. Cinq jours après ils furent licenciés par un décret, et Pornin, pour ses bons et loyaux services, reçut une forte indemnité.

Quant à Caussidière, il reçut, quelques instants après leur départ, une lettre de Sobrier qui lui disait : « Fais-moi relâcher, comme tu me l'as promis hier. »

—Qu'il s'arrange, répondit-il ; j'ai assez de mes affaires.

Il se rendit ensuite à la Chambre, et, dans un discours acquis à l'histoire, il déclare : « Qu'il a décliné sa compétence, parce que, lorsque les masses veulent s'agiter, une proclamation devenait insuffisante. »

Il appelle la violation impie de l'Assemblée *une démarche*, il dit : les *événements* du 15 mai.

Dans ce même discours il entreprend la défense de la manifestation, seulement il la croit prématurée ; mais je préfère citer ses propres paroles, elles feront mieux connaître sa pensée qu'une froide analyse :

« Cette manifestation me contrariait, d'autant plus que l'Assemblée allait s'occuper hier de la question polonaise ; il fallait la laisser agir dans son bon sens, et si elle n'avait pas agi, alors qu'elle fût réprimandée par les journaux, ou toute autre voie, *ou dans une manifestation.*

Si j'avais pu venir hier, comme aujourd'hui, je serais tout bonnement resté sur le perron. J'aurais invité une députation de représentants à descendre avec moi devant le peuple ; j'aurais causé avec le peuple, et j'aurais dit aux délégués : « *Entrez*, vous êtes sous l'inviolabilité des représentants ; et vous, colonnes du peuple, restez là, ne bougez pas, et vos délégués, que l'Assemblée nationale *entendra*, pourront exposer leurs motifs. »

Après ce discours factieux, comme tous ses actes, il donna sa démission de préfet et de représentant. Tout le monde sait que les électeurs, sous la pression des clubs, l'envoyèrent de nouveau siéger à l'Assemblée ; il obtint 150,000 voix.

Voilà l'histoire de cette fameuse journée du 15 Mai, qui faillit mettre la France entre les mains d'hommes plus féroces peut-être que les héros de 93, dont ils s'efforçaient de réhabiliter, de glorifier les noms dans tous leurs discours. Le dévouement de la garde nationale de Paris sauva la civilisation : gloire à la garde nationale de Paris !

CHAPITRE IV.

INSURRECTION DE JUIN 1848.

Les factieux ont été comprimés le 15 mai; mais ils ne s'avouent pas vaincus : ni l'unanimité de la garde nationale, ni l'arrestation de leurs chefs n'ont pu les convaincre de leur impuissance, et ils se préparent de nouveau à une lutte impie contre la société. Le 15 mai n'a été qu'une escarmouche, un essai de leurs forces, et comme ils ont appris à leurs dépens qu'une manifestation pacifique et sans armes ne peut leur procurer le triomphe, c'est à la guerre cette fois qu'ils vont confier le sort de leur cause.

Cette guerre sera la guerre civile, guerre affreuse dans son principe, guerre horrible dans

ses moyens, cartouches empoisonnées, le pillage, l'incendie; cette guerre aura le caractère sauvage des premiers temps de la barbarie. Mais que leur importe! ils veulent dominer à tout prix, ne fût-ce que sur des ruines. Ils s'écrient avec Marat : « Hâtons-nous! le temps peut nous manquer pour accomplir l'œuvre de la régénération sociale. »

Aussi les voyons-nous poursuivre leurs projets avec la plus étrange audace; dans la nuit du 15 au 16 mai, au club des Montagnards de Belleville, on fond des balles, on fait des cartouches. L'activité redouble dans les fabriques d'armes établies à la barrière de la Santé et rue du Chantier.

L'autorité pourtant n'a pas absolument négligé le terrible avertissement qui lui a été donné le 15 mai : on a épuré l'état-major de la garde nationale, où s'étaient glissés, à l'aide de certaine coterie, des hommes sans aveu, et, par cela même, fauteurs d'agitation et de désordres; un décret rappelle l'armée dans Paris, malgré les furibondes déclamations des clubs. J'ai entendu un de ces fougueux démagogues, un professeur, émettre les plus singulières et les plus offensantes doctrines sur l'armée, dans un club du faubourg Saint-Marceau. Il avait beau jeu au milieu de ces quartiers perdus, où

fourmille une population ignorante, recrutement assuré de l'émeute, et qui trouve dans les révolutions une pâture assurée pour quelques mois, pâture qu'elle ne veut pas chercher dans le travail.

Il me semble le voir encore : il se posait carrément à la tribune dans une pose de tribun ridicule ; sa voix était creuse, sa parole lente comme doit l'être celle d'un pédagogue accompli ; il promenait, après chaque tirade, ses gros yeux louches sur son auditoire, pour voir l'effet produit par son éloquence.

« J'apprends, disait-il, que des régiments se rapprochent de Paris ; si le peuple consent à leur rentrée dans ces murs, sa cause est perdue, il est indigne de vivre en république. Le soldat fut de tout temps et chez tous les peuples le soutien stupide des tyrans ; abruti par la discipline, conduit par des chefs sortis des hautes classes et de la bourgeoisie, ennemis de toute liberté, il est un danger incessant pour la démocratie. C'est déjà trop de faiblesse d'avoir souffert la création de la garde mobile ; les aristocrates de l'Assemblée veulent s'en faire une garde prétorienne. Le peuple seul, sachez-le bien, *le vrai peuple* doit être armé dans les grandes villes, il doit suffire à la défense de ses droits, de ses droits conquis au prix de son sang.

« Si l'on eût voulu me croire en 1830, la Révolution de Juillet n'eût pas dévié de sa route; je haranguais le peuple sur le boulevart Saint-Martin; je lui disais, comme à vous : Ordonnons l'éloignement de l'armée, envoyons-la aux frontières, et qu'il lui soit défendu de s'approcher de Paris dans un rayon de trente lieues. On ne sut pas me comprendre, ou du moins on ne suivit pas mon conseil, et une poignée d'agioteurs, de banquiers, de traîtres à la patrie, put à son aise, sous la protection des baïonnettes, placer sur un trône ressoudé la branche cadette de cette exécrable famille des Bourbons.

« Repoussez donc l'armée; n'êtes-vous pas le peuple souverain? »

Quelle différence de langage aujourd'hui! les journaux, les orateurs rouges n'ont pas assez de flatteries pour cette armée qu'ils ont conspuée naguère. Quand ils ont vu que leurs menaces ne pouvaient rien contre elle, ils ont cherché à l'attirer à eux par leurs caresses. Mais leur vile adulation d'aujourd'hui pas plus que leurs menaces d'hier ne feront dévier nos soldats de leur devoir, et ils sauront toujours combattre et vaincre les anarchistes et les ennemis de la religion et de la société.

Les démagogues le savent bien; aussi vienne un jour de triomphe pour eux, et nous verrions

comment ils traîteraient cette armée qu'ils flattent, mais qu'ils voudraient pouvoir anéantir, comme le seul obstacle à leurs infâmes complots.

C'est là le plus beau titre de gloire de nos soldats, ils n'y failliront jamais !

L'armée fut donc rappelée dans Paris, et le gouvernement ayant demandé une loi sur les attroupements, cette loi fut votée par l'Assemblée, qui voulait ainsi encourager dans la voie de l'ordre la Commission exécutive et lui montrer qu'elle oubliait ses fautes passées.

Mais si l'autorité semble se mettre en garde contre de nouvelles agressions, les factieux, de leur côté, redoublent d'audace et d'efforts. Ce sont deux électricités contraires en présence, dont la rencontre doit produire un de ces violents coups de tonnerre qui ébranlent et épouvantent le monde.

Nous avons vu les compagnies de Montagnards licenciées par un décret du 20 mai. Eh bien ! ce licenciement officiel n'est exécuté qu'en apparence ; le bataillon sacré conserve ses cadres, ses chefs ; il se relève de lui-même, ou plutôt sous la protection d'un homme qui a eu PEUR au 15 Mai, mais qui leur fait de magnifiques promesses pour l'avenir, et les conserve pour une éclatante revanche.

En effet le bataillon des Montagnards, dès le 3 juin, placarde sur tous les murs de Paris une adresse à leurs concitoyens. Leur but est surtout d'annoncer leur résurrection comme corps militant prêt à engager de nouveaux combats.

« Ces fraternels soldats, disent-ils, entre autres passages, malgré leurs services passés, pensèrent unanimement que la liberté et la jeune République auraient encore besoin de leurs enfants. Ils jurèrent de leur servir de garde près de leur ami, de leur camarade, le citoyen Caussidière. Ils formèrent un bataillon sacré et incorruptible qui prit son seul et véritable titre, *la Montagne.* »

Leurs *services passés!* je leur conseille de s'en faire gloire.

Le 17 juin paraît un nouveau placard, prêchant les plus infâmes doctrines, et se terminant par ces phrases significatives :

« Mettez à la tête de la République un homme qui ne puisse jamais être un danger pour elle !

« L'homme que nous vous proposons, et qui réunit, à notre avis, ces qualités, cet homme c'est :

« MARC CAUSSIDIÈRE ! »

Ah ! cette fois, citoyen Caussidière, je recon-

nais bien l'homme qui nous disait, le soir du 24 Février : « J'ai promis à mon père *de monter un jour les marches de l'Hôtel-de-Ville.* » Vous y voilà arrivé ; l'honorable corps des Montagnards vous propose et au besoin saura vous imposer à la nation. Cette toute petite phrase n'aurait-elle pas été écrite ou tout au moins dictée par vous, et lancée comme ballon d'essai, ou bien encore pour faire souvenir qu'il y a quelque part un homme qui a bien mérité de la patrie, *et des Montagnards*, et qui accepterait volontiers le titre de dictateur ? Ce n'est sans doute qu'une supposition chez moi ; mais, de déduction en induction, tout me porte à croire que j'ai deviné juste.

Le même jour, 17 juin, on répand à profusion dans Paris, et même dans les départements, l'annonce d'un banquet à vingt-cinq centimes. Tous les journaux du parti engagent leurs lecteurs à souscrire à ce banquet fraternel, *où l'on pourra se compter*. Le véritable but en est bientôt connu : on doit s'y rendre en armes ; il aura lieu sur l'avenue du bois de Vincennes, et, à l'aide des foins et de fascines, on comblera les fossés, et l'on délivrera les prisonniers du 15 Mai.

Le projet, connu du Gouvernement, devient impossible, et alors on convient que le fameux banquet aura lieu sur les boulevarts extérieurs ;

on avisera plus tard à tirer parti des circonstances. L'idée était neuve ; aussi la somme énorme de soixante et quelques mille francs fut-elle bientôt réunie, malgré les vols de ceux qui étaient chargés de recueillir les souscriptions, vols qui ne pouvaient être découverts, car beaucoup de personnes, par une curiosité stupide, souscrivirent pour des sommes considérables : la révolte de Juin qui ne devait éclater que le jour du banquet, dans l'esprit des chefs, l'ayant rendu impossible, on n'a jamais su ce qu'étaient devenues ces sommes.

Dans les clubs on enseignait hautement que l'insurrection était le plus saint des devoirs contre un gouvernement perfide qui devait tout au peuple et qui ne voulait tenir aucune de ses promesses. On pouvait comprendre à l'attitude décidée des orateurs que l'on arrivait au moment décisif, et que l'explosion était prochaine.

Les chefs du parti, rendus plus circonspects par l'arrestation de leurs amis, n'en travaillaient pas moins l'opinion par des agents secrets.

On se souvient encore de cette réunion dans un café de Saint-Cloud, où l'un des assistants se plaignant de l'ingratitude du Gouvernement envers les Républicains, quelqu'un s'écria :

« Le 15 mai, ils avaient des poignards et des pistolets ; pourquoi ne s'en sont-ils pas servis ? »

Pendant une heure et demie la conversation dura sur ce ton ; et la réunion se composait de Désirabode, gouverneur de Saint-Cloud ; Caussidière, Grandmesnil et Baube.

L'émeute recrutait partout des auxiliaires, et le Gouvernement lui-même, glissant sur une pente fatale, semblait venir à son secours ; ainsi les gardes républicains de première création, congédiés par le décret du 20 mai, recevaient encore leur paye le 20 juin, et presque tous se trouvaient aux barricades. Des bandes de scélérats étaient appelés à Paris de tous les coins de la France sous le prétexte de venir embrasser leurs frères au banquet fraternel à 25 centimes. Le principal lieu de rendez-vous était Montereau ; ils devaient recevoir là de l'argent et marcher ensuite sur Paris. Le complot fut heureusement découvert par le Préfet, et le plus grand nombre ne put gagner la capitale. Les débris des corps-francs qui avaient pénétré jusqu'en Prusse revenaient en France, et les commissaires des départements frontières les dirigeaient sur des villes voisines de Paris, malgré les ordres du Gouvernement, et tous venaient grossir les rangs des factieux. Les repris de justice en rupture de ban fournissaient aussi leur contingent à l'insurrection.

Mais ce n'étaient là que des auxiliaires ; le

grand, le véritable danger était dans les ateliers nationaux.

Cette institution, fondée par un décret du Gouvernement provisoire dès le 26 février, avait été créée à la légère et sans trop en calculer les conséquences. Dans chacune des mairies de Paris étaient ouverts des registres sur lesquels allaient se faire inscrire les ouvriers sans travail. On les employa dans les premiers jours à planter les arbres de la liberté; mais bientôt leur nombre augmenta d'une manière effrayante, et les ateliers de l'industrie privée furent désertés. Chaque travailleur inscrit recevait 2 francs par jour lorsqu'il travaillait, et 1 franc lorsqu'il se reposait. Le travail et le repos étaient alternés de deux jours l'un.

Voici du reste quel était le travail des ateliers nationaux. Dans les commencements on leur fit bouleverser le Champ-de-Mars, puis on les envoya défricher des terres incultes aux environs de Paris; mais malheur à celui qui prétendait remplir la tâche qu'on lui avait assignée! il devait y renoncer en présence du blâme et des moqueries de ses camarades, qui parfois même en venaient jusqu'à le frapper.

Lorsqu'Émile Thomas fut mis à la tête des ateliers nationaux, le désordre était à son comble. Il les organisa par chantiers conduits par des

chefs d'escouades, des brigadiers et des délégués soumis à l'élection ; chaque brigade avait son drapeau, et on les voyait parcourir les quartiers de Paris au chant de *la Marseillaise*, les drapeaux en tête, la plupart en etat d'ivresse, car ils avaient soin de dépenser leur argent aux barrières, et vivaient des distributions faites dans les mairies à leurs femmes et à leurs enfants.

Des sommes énormes ont été englouties pour alimenter ainsi la paresse de la plus vile populace de Paris, car peu d'honnêtes ouvriers s'y trouvèrent mêlés. C'était la France qui payait : l'impôt des 45 centimes n'avait-il pas été décrété tout à point !

Cette immense agglomération d'hommes devait être une armée toute prête pour l'émeute. Dans le principe, la partie modérée du Gouvernement Provisoire avait su se l'attirer à elle; mais bientôt elle passa plus terrible à ses ennemis : elle atteignait alors le chiffre effrayant de plus de cent mille hommes.

La comptabilité des ateliers nationaux présentait de graves désordres. Les signatures apposées sur les feuilles d'émargement étaient souvent suspectes, et le même nom s'y trouvait écrit de plusieurs écritures différentes. Une signature se vendait 25 centimes, et on peut évaluer à un cinquième les signatures qui paraissaient fausses.

On suspecta l'administration de M. Émile Thomas, et on lui retira son emploi. Les ouvriers, qui l'aimaient, voulurent forcer le Gouvernement à le leur rendre; mais M. Émile Thomas fut enlevé et conduit à Bordeaux entre deux agents. On a reconnu depuis que les détournements avaient été faits par des agents subalternes.

Le recensement du 7 juin, ayant régularisé en quelque sorte le service, vint tarir la source des exactions que commettaient les brigadiers; aussi à partir de ce jour n'ont-ils cessé d'exciter les ouvriers contre le pouvoir et de les pousser à l'insurrection.

Dans le club que les délégués des ateliers nationaux avaient fondé, et qui formait une masse redoutable, on retrouvait toutes les doctrines du Luxembourg et l'influence de Louis Blanc. Les délégués recevaient une haute paye, et toute personne qui assistait au club touchait 50 centimes par séance. C'était le socialisme armé, c'est-à-dire un danger permanent, terrible, non-seulement pour les finances du pays, mais encore pour la société entière. Dans ce club on empoisonnait publiquement, quotidiennement les ouvriers, en leur enseignant les théories les plus subversives.

Chaque section avait un comité particulier,

un secrétaire de Louis Blanc faisait partie d'un comité supérieur. La plupart de ces comités étaient composés d'artistes et de professeurs sans emploi ; je parlerai tout à l'heure de ces derniers. On n'a jamais pu découvrir d'où provenaient les fonds qui servaient à payer les 50 centimes distribués à ceux qui fréquentaient le club.

On conçoit dès lors que les ouvriers aient refusé de partir pour les départements ; on conçoit les discours violents des cinq délégués que reçut, le 22, M. Marie, l'un des membres de la Commission exécutive ; leurs menaces de mort. L'ordre de les faire arrêter sur-le-champ est transmis au préfet de police, il ne put être exécuté. Cinquante-six délégués du 12me arrondissement contre lesquels un mandat d'arrêt avait été lancé au même moment échappèrent aussi, et le lendemain tous commandaient aux barricades.

Me voici arrivé à la veille de l'insurrection et je n'ai pas encore rencontré sur ma route l'ex-commandant en chef des Montagnards, le citoyen Pornin ; c'est qu'il a reçu, comme je l'ai dit, une somme assez ronde à sa sortie de la Préfecture, et qu'occupé à dévorer ou plutôt à boire cet argent, il n'a pu s'occuper de politique, si ce n'est dans quelques cabarets de bas lieu, où

il m'aurait été difficile de le joindre, Mais aujourd'hui il n'a plus le sou, et nous le retrouvons à la buvette de l'Assemblée nationale, avec son ami Caussidière et quelques vieux de la veille, qui profitent du titre de leur ami pour venir régulièrement se désaltérer aux frais de la patrie, comme aux beaux temps de la Préfecture de police. On fumait à cette bienheureuse buvette comme dans tout autre estaminet; les jurons les plus énergiques y avaient droit de cité ; c'était enfin une véritable tabagie. Aussi on pense qu'elle n'était fréquentée que par les démocs les plus chevelus et leurs amis du dehors.

C'est en sortant de là qu'un jour Caussidière, un peu échauffé, prononça ce fameux discours qui fit l'admiration de tous les journaux et qui laissa loin derrière lui une magnifique improvisation de M. Victor Hugo. On y remarqua surtout cette phrase d'un style tout-à-fait républicain : « Allons, citoyens, mettons toutes nos rancunes dans le sac! ne voyez-vous pas la tempête qui s'amoncelle, et que la *vessie* va crever sur nos têtes, n... d... D... ! »

C'était la première fois que la tribune française retentissait d'un juron prononcé avec autant de netteté ; aussi l'orateur fut-il applaudi à tout rompre. Mais revenons à Pornin et à ses amis.

Ce jour-là ils avaient dû venir à la Chambre pour s'entendre avec Caussidière, car les événements pressaient, le peuple des clubs était impatient de commencer la lutte; et d'ailleurs les masses étaient remuées au nom de Louis-Napoléon, dont on annonçait l'arrivée de jour en jour, et les chefs du parti rouge craignaient l'influence du prince, qui pouvait contre-carrer leurs desseins. On résolut donc de hâter l'explosion, et l'on se sépara dans ce but, après une dernière rasade, qui fut engloutie en l'honneur de la République sociale.

Le soir, les rassemblements de la porte Saint-Denis et de la porte Saint-Martin furent plus nombreux que de coutume. Des masses imposantes d'ouvriers des ateliers nationaux, après avoir parcouru une partie du faubourg Saint-Germain, se joignirent à d'autres attroupements qui paraissaient les attendre sur la place Saint-Sulpice, et ils se dirigèrent vers le Panthéon en chantant, sur l'air *des Lampions : du pain ou du plomb! du pain ou du plomb!* cri sinistre qui annonçait la détermination bien arrêtée d'engager la lutte le lendemain.

Arrivée sur la place du Panthéon, la foule s'arrêta : un orateur, hissé sur une borne, fit entendre des paroles de haine et de vengeance, et termina en faisant un appel aux armes. Le ren-

dez-vous fut indiqué sur la place de la Bastille. Le peuple se dispersa dans toutes les directions pour se préparer au combat.

Cette nuit fut solennelle pour la population de Paris : tandis que, confiants dans la vigilance de l'autorité, les honnêtes gens reposaient tranquillement dans leurs demeures, des mains impies apprêtaient en silence les armes qui devaient le lendemain faire couler des flots de sang français.

Le club des ateliers nationaux n'était pas resté inactif. Les délégués avaient transmis à tous les comités l'ordre de se tenir en permanence et de prendre toutes les dispositions nécessaires pour l'érection des barricades dans chaque quartier ; c'était aux comités à désigner aux combattants les rues et les carrefours destinés longtemps à l'avance pour servir de points de ralliement et de défense.

Je prierai mes lecteurs de se transporter avec moi dans un de ces comités qui se réunissait chez un marchand de vin, au Marais, et de vouloir bien écouter un récit de bivouac qui peut paraître étranger à l'insurrection de Juin, mais qui ne l'est pas au but de mon livre, celui d'instruire sur les hommes et les choses. Ce sera d'ailleurs une halte où nous nous reposerons un instant avant de commencer cette horrible journée du 23.

Je dois d'abord faire connaître le personnel de ce comité : il est entièrement composé de professeurs sortant de différentes pensions de Paris, qu'ils ont quittées pour s'enrôler dans les ateliers nationaux, où leur habitude de la parole leur a fait promptement obtenir le grade de brigadiers. Ils sont donc professeurs, et, de plus, socialistes de la pire espèce, car c'est dans cette classe d'hommes que se recrutent le plus souvent les orateurs de club et d'estaminet ; leur éducation leur donne un ascendant fatal sur les ouvriers, et ils en ont entraîné des milliers aux barricades de Juin.

Mais là n'est pas le seul danger qu'ils présentent à la société ; le plus grand, le plus terrible, est leur contact continuel avec la jeunesse et l'enfance, dont ils sont appelés à faire l'éducation bien plutôt que les professeurs des colléges, qui ne font qu'entrevoir leurs élèves. C'est contre ce danger-là que je veux prémunir les parents, car ce danger subsistera tant qu'on n'aura pas appelé la surveillance la plus sévère sur les maîtres de pension à l'égard de leur peu de conscience dans le choix de leurs professeurs. C'est une des causes de l'immoralité de notre siècle ; et j'espère le prouver.

Lorsqu'un étudiant est perdu de dettes et de vices, que ses parents ne veulent plus consentir

à lui envoyer de l'argent, il se détermine le plus souvent à se faire professeur, ou maître d'études si l'on veut; mais il est souvent l'un et l'autre à la fois.

Il se présente donc chez un maître de pension, qui, enchanté de trouver un homme dénué de ressources, espère qu'il sera de bonne composition quant aux appointements. Il s'informe fort peu de ses antécédents, peu ou point de sa science; mais il examine en connaisseur la gravité de la voix, l'épaisseur de la barbe, et si l'examen est favorable, le soir même le jeune homme fait partie intégrante de la maison, et il couche dans le dortoir commun.

Un travail assidu de dix ou douze heures par jour, la modicité des appointements, les mauvaises fréquentations surtout, lui font vite prendre en haine la société telle qu'elle est, et le jettent dans le communisme, si déjà il n'en était infecté.

On comprend quels bons exemples de pareils drôles doivent donner aux enfants confiés à leurs soins! Du reste on pourra en juger par l'échantillon que l'on va lire, et qui est de la plus exacte vérité. Revenons au comité.

Il s'occupe d'abord de l'objet de sa réunion, trace sur un plan des rues les endroits où l'on devra élever les barricades, et se distribue les

postes. Mais comme la nuit est longue, et que toujours causer politique est ennuyeux, on demanda au citoyen Lerouge, l'un des plus exaltés de la société, de raconter certaine aventure qui avait fait quelque bruit, mais dont on ne connaissait pas bien tous les détails.

« Volontiers, mais versez-moi du vin. »

On remplit les verres, on bourra les pipes, et Lerouge commença ainsi :

« Lorsque j'eus été mis à la porte de mon dernier *bahut* (la pension), au Marais, je me présentai chez le papa Justin, qui m'expédia dans une petite ville à douze lieues de Paris.

« Le principal, un brave homme, me reçut fort bien, et me dit que depuis quelque temps tous les maîtres qu'on lui envoyait de Paris étaient infectés de communisme, et de plus des ivrognes incorrigibles. Il ajouta qu'il espérait être plus heureux avec moi, qu'il avait d'excellents renseignements sur mon compte.

« En peu de jours je fus la coqueluche du collége, les élèves me trouvaient bon enfant ; je ne sortais pas, et pour de bonnes raisons, je n'avais pas d'argent. Le principal était enchanté. Une seule chose l'inquiétait : je lisais le journal *la Réforme*, et quelquefois il m'avait surpris démocratisant les plus grands élèves pendant les récréations. Un avertissement paternel me mit

sur mes gardes, et je n'en continuai pas moins ma propagande, comme c'était mon devoir. D'ailleurs les élèves mordaient volontiers à la grappe; la largeur des principes en fait de morale humaine plaît toujours aux jeunes intelligences.

« Les choses allèrent donc bien pendant un mois ; au bout de ce temps, le principal m'ayant donné de l'argent un jour de congé, je me rendis à la foire qui se tenait alors et durait quinze jours. Mes prédications politiques dans un cabaret m'eurent bientôt fait faire des connaissances avec lesquelles je vidai quelques bouteilles.

« A l'heure du dîner je me trouvai encore en état de rentrer au collége ; mais j'eus soin de me munir de quelques fioles de vieille eau-de-vie du pays. Après le dîner, j'invitai un de mes collègues à prendre le petit-verre de l'amitié ; nous montâmes au dortoir, et il me quitta quelques instants après pour donner une répétition.

« Quelle ne fut pas ma surprise, en m'éveillant le lendemain, de me trouver seul et complétement nu ! la porte du dortoir était barricadée avec les lits, les fenêtres étaient ouvertes et mes vêtements avaient disparu. Que s'était-il donc passé? Je le compris en voyant deux bouteilles vides auprès de mon lit. Je me hasardai à regarder par la fenêtre : mes habits, mes

Quand j'eus finis, il réfléchit un instant et me dit brusquement :

« — Qu'est-ce que tu sais faire ?

« —Je sais le grec et le latin, répondis-je avec un certain orgueil.

« —Connais pas !

« —Je sais aussi, ajoutai-je timidement, battre de la caisse.

« —Bravo ! s'écria-t-il, c'est demain le grand jour de la foire, mon paillasse n'a pas assez de *blague*, je te prends en surnuméraire. Va te coucher au fond de la charrette.

« Je ne me le fis pas dire deux fois, et, tout fier de la nouvelle carrière dans laquelle j'entrais, je dormis du meilleur sommeil du monde, en compagnie d'une demi-douzaine de camarades : des hercules, un paillasse et une femme géant.

« Dès le point du jour on m'habilla et j'entrai en fonction ; le chef fut charmé de mon talent sur la caisse, et voulut fêter ma bienvenue. On but plusieurs litres de petit-blanc, et je fus heureux de reconnaître, à la conversation de mes nouveaux amis, qu'ils étaient tous des communistes très-convaincus, peu forts il est vrai sur la théorie, mais très-robustes sur la pratique.

« Je puis dire que les huit jours que j'ai passés parmi eux sont les plus beaux de mon exi-

stence, et je n'aurais pas demandé un meilleur avenir au destin ; mais ma mauvaise étoile ne voulut pas qu'il en fût ainsi.

« J'étais donc devenu le paillasse le plus accompli, au dire de tous mes camarades. Les autres saltimbanques étaient jaloux et me faisaient de brillantes propositions ; mais j'y restais sourd et jurais de ne pas abandonner mon bienfaiteur. La foule se pressait chaque soir devant nos tréteaux ; j'en avais fait une véritable chaire du haut de laquelle j'enseignais le socialisme, au milieu des charges les plus désopilantes. Aucune de nos illustrations n'échappait à mes saillies, et je frondais surtout les abus qui touchaient à l'impôt foncier, en démontrant que le socialisme les ferait disparaître en reportant les charges sur le capital. Les paysans admiraient, et je suis persuadé que cette sorte de prédication serait plus utile à notre cause que tous les livres et tous les journaux réunis. Il faudra que nous songions à ce moyen de propagande.

« Un soir que je faisais la parade avec ma verve accoutumée et au grand plaisir des badauds, je vis arriver une division du collége, le principal en tête. Avant même d'être entrés dans la baraque, quelques élèves crurent bien me reconnaître ; mais ils n'eurent que des soupçons qu'ils se communiquèrent entre eux.

« J'étais légèrement ému, c'est ce qui me perdit. J'eus l'effronterie d'annoncer moi-même les exercices à l'intérieur, et alors il ne put rester aucun doute sur mon identité. Le principal se retira le cœur navré, et le lendemain le brigadier de la gendarmerie, qui déjà me regardait d'un très-mauvais œil, à cause de mes parades politiques, vint, d'un air goguenard, me demander mes papiers.

« J'en étais complétement dépourvu, et le bon gendarme, me remettant alors cinq francs de la part du sous-préfet, me déclara qu'il avait ordre de ne me quitter qu'au bateau à vapeur. Il fallut obéir : et voilà pourquoi je suis brigadier dans les ateliers nationaux. Mais versez-moi du vin ! »

Ainsi parla le citoyen Lerouge, qui n'est pas un être imaginaire, qui est connu de tous les chefs d'institution de Paris, et qui trouve cependant à se placer lorsque cela lui convient. Aujourd'hui il fait encore de la propagande socialiste chez les marchands de vins et de liqueurs ; il raconte à qui veut l'entendre l'histoire que je viens de dire. Il fut un des plus enragés clubistes, tant qu'il y eut des clubs ; il y déclamait contre les richesses amoncelées des aristos, et il part dans quelques jours pour la Californie.

Voilà les hommes auxquels est confiée la jeu-

nesse (car j'ai pris celui-là au hasard entre mille), et cela parce que certains chefs d'institution veulent faire de grandes fortunes, aux dépens même de la morale. C'est au Gouvernement d'aviser, et aux pères de famille à réfléchir.

Mais pendant que Lerouge contait sa hideuse histoire, la nuit s'est écoulée, et déjà les premiers rayons du jour ont éclairé cette néfaste journée, qui doit être la dernière pour tant de braves défenseurs de l'ordre et de la vraie liberté.

Une partie des brigadiers se disperse dans les différents quartiers du Marais et dans la rue Saint-Antoine, pour y rassembler les combattants et présider à l'érection des barricades; les autres se rendent place de la Bastille, et de là à la barrière du Trône, où les attendent leurs brigades. Ils se mettent aussitôt en marche par les boulevarts extérieurs pour se joindre à toutes les escouades rassemblées aux différentes barrières. Ils s'avancent lentement, faisant de nombreuses haltes chez les marchands de vin; ils redescendent par le faubourg du Temple, aux cris de: *A bas l'Assemblée! vive Barbès! vive Blanqui! Du pain ou du plomb!*

Arrivés à la porte Saint-Denis, ils trouvent des gardes nationaux qui leur barrent le passage. Ils se mettent aussitôt à construire des barricades; des hommes armés surviennent, le combat

s'engage, et les barricades, à moitié achevées, sont enlevées par la garde nationale. Les groupes alors se dispersent en criant : *aux armes!* Ce fut le signal de l'insurrection.

Lorsque les malheureux ouvriers égarés par les déclamations de ces misérables eurent bien engagé la partie, les chefs disparurent, suivant leur habitude, et on put les voir, dans les quartiers où n'éclata pas l'insurrection, se prélassant dans les cafés et les restaurants, tandis qu'on s'égorgeait par eux et pour eux. Si l'insurrection eût été triomphante, on les aurait vus arriver avec d'énormes cocardes, traînant de grands sabres et racontant des dangers imaginaires. Mais, leur parti vaincu, ils purent prouver leur abstention.

Comme je n'ai pas entrepris, malgré le titre de ce chapitre, de raconter les sanglants combats qui se livrèrent pendant ces trois funestes journées, de dire les actions héroïques de ces braves enfants qui, au mépris de leur vie, montrèrent le chemin pendant trois jours à l'armée et à la garde nationale, je me contenterai de retracer la lutte acharnée qui s'engagea, pour enlever, d'un côté, et, de l'autre, pour défendre la barricade du Petit-Pont.

Cette barricade, véritable forteresse, construite avec des pavés, de la terre et des planches, et

défendue par six autres barricades qui lui servaient de bastions, gênait au plus haut point les opérations des troupes; aussi résolut-on de l'enlever. Vers deux heures et demie, quelques compagnies de la garde républicaine et des gardiens de Paris et la 10e légion de la garde nationale attaquent en méme temps cette barricade.

La garde républicaine s'avance au pas de course, enlève les premières barricades, que les insurgés ont abandonnées; mais tout-à-coup une horrible décharge fait pleuvoir une gréle de balles, un capitaine et un lieutenant tombent mortellement blessés, le commandant lui-même est atteint. Par deux fois la garde républicaine est coupée en deux et obligée de se mettre à l'abri, lorsque tout-à-coup, par une manœuvre rapide, les insurgés couronnent de baïonnettes les barricades déjà franchies et prennent ainsi leurs adversaires entre deux feux. Le commandant voit le danger, il s'élance, mais tombe frappé d'une balle à la téte.

Le colonel de la garde républicaine se précipite au secours de la colonne engagée; mais, accueilli par un feu meurtrier, il est obligé de se replier lui-méme et de disperser ses hommes en tirailleurs.

Le feu cesse bientôt des deux côtés; les insurgés élèvent leurs casquettes et leurs mou-

choirs au bout de leurs fusils, et les deux capitaines qui se trouvent encore entre les barricades, prenant ce mouvement pour un signe de conciliation, les franchissent avec une quarantaine d'hommes et se trouvent au milieu des insurgés, qui les déclarent prisonniers, et les contraignent plus tard de faire feu sur leurs camarades. Ils comprennent alors l'habileté des manœuvres et de la défense des insurgés : ils ont pour auxiliaires les Montagnards les plus exaltés, et un lieutenant de la garde républicaine, officier d'état-major de Caussidière, nommé Élie, les commande.

Cet Élie était un ancien détenu politique, aussi repoussant au physique qu'au moral, d'un caractère sombre et féroce; à la Cour des Pairs on lui reprocha une condamnation pour vol. Caussidière connaissait cette circonstance, mais il n'osait le renvoyer de sa garde, car il avait été son ami intime, et savait les petites affaires de Rouen; et puis il est difficile d'en trouver un seul qui n'ait eu maille à partir avec la justice.

Un jeune capitaine de la garde nationale passé dans les rangs des insurgés se rendit en parlementaire auprès du général Bedeau; mais son attitude hardie, le ton insolent avec lequel il soumit au général les orgueilleuses conditions des insurgés, rendirent tout arrangement impossible.

Le général convint alors avec le colonel Vernon, et M. Guinard, colonel de l'artillerie de la garde nationale, d'attaquer le Petit-Pont par tous les côtés à la fois ; il se trouvait alors des forces considérables réunies sur ce point : plusieurs compagnies de la garde nationale, de la mobile, de la garde républicaine qui avait à réparer un échec, et enfin un bataillon de troupe de ligne. On convint que six coups de canon tirés à boulet sur la barricade seraient le signal de l'attaque générale.

Quelque temps avant l'assaut, il se passa une scène horrible au camp des insurgés ; un garde national de la onzième légion pénétra jusqu'auprès d'eux, et vint leur apporter des paroles de paix, les engageant à déposer les armes.

—Déposer les armes ! s'écria Élie ; les vaincus osent faire une pareille proposition aux vainqueurs ! Allez, nous ne les déposerons qu'à la Chambre et à l'Hôtel-de-Ville. Retournez vers les vôtres, car je ne pourrais répondre de l'indignation de mes hommes.

Il n'avait pas cessé de parler qu'un coup de crosse, donné par une main inconnue, étendit le malheureux garde national à ses pieds ; puis les Montagnards se précipitèrent sur lui et l'achevèrent à coups de hache et de crosse de fusil. Tout cela fut fait en moins de temps qu'il

ne faut pour l'écrire, de sorte que ce crime atroce n'eut pour témoins que ceux qui entouraient Élie.

Le premier coup de canon retentit alors; c'était le sang répandu qui appelait la vengeance! Au sixième coup toutes les troupes s'élancent en même temps au cri de : *Vive la République!* Un formidable écho répond de l'autre côté de la barricade.

Alors s'engage la plus terrible fusillade; bientôt les troupes atteignent le pied de ces remparts de granit et s'efforcent de les franchir; mais les insurgés ne reculent pas, et le combat, fer contre fer, à bout portant, dura trois longs quarts d'heure; enfin les insurgés, décimés, couverts de sang, commencent à lâcher pied et s'enfuient par la rue Saint-Jacques. Les vainqueurs les poursuivent; mais ils sont arrêtés par une grêle de balles et de briques, vomies par toutes les fenêtres du magasin des Deux-Pierrots, dans lequel les insurgés se sont retranchés. On enfonce les portes, et plus de cent Montagnards sont massacrés. Cette victoire fut achetée au prix de flots de sang; quelques instants après, rue Saint-Jacques, le général Bedeau tombe frappé d'une balle, et le colonel Vernon est aussi blessé au genou, au moment ou Recurt enlève un drapeau de ses propres mains. Mais



Assassinat d'un garde national à la barricade du Petit-Pont.

la nuit est arrivée, et vient apporter un instant de relâche à cette lutte fratricide.

Je m'arrête ici. Tout le monde connaît l'issue de cette insurrection, qui coûta la vie à dix généraux, le plus pur sang de la France. Combien sont coupables les scélérats qui ont causé tous ces massacres pour satisfaire leur ambition insatiable !

Ma tâche est de rechercher si nous ne retrouverons pas quelques-unes de nos connaissances parmi les instigateurs de l'insurrection.

Elle est due *moralement* à Louis Blanc, dont les doctrines ont égaré les masses. M. Trélat, ami personnel de Louis Blanc, ne s'est-il pas écrié avec douleur : « Je n'ai plus le courage de lui parler, je le regarde comme la cause des malheurs de mon pays. »

Elle est due *matériellement* à Caussidière et à ses Montagnards.

Quelques jours avant le 23 Juin, n'avons-nous pas vu ces derniers demander la dictature pour leur chef? et nous les trouvons tous aux barricades.

Quant à Caussidière, son nom est partout le mot de ralliement. Un de ses amis, Grandmesnil, donne à Barbier et à Pecqueur, le matin du 23, pour mot d'ordre : République et Caussidière ; puis, voyant la barricade du Petit-Pont enlevée, il se mêle aux rangs de la garde nationale.

Au faubourg S.-Antoine, dans la cité, place Maubert, partout on invoque le nom de Caussidière.

Deux témoins, qui le connaissaient parfaitement, l'ont vu, vers une heure et demie, pressant la main des insurgés aux barricades de la rue Saint-Antoine. Mais il sait se ménager un alibi ; il revient précipitamment à l'Assemblée, quitte à se montrer si l'insurrection triomphe. Ceci est tout simplement de la LACHETÉ.

M. Proudhon est vu au faubourg Saint-Antoine au moment de la prise de la grande barricade; mais il est venu pour *contempler la sublime horreur de la canonnade.* On ne doit pas en penser mal, c'est un philosophe, un fou, que sais-je!

Quant à Pornin, je n'ai pu le découvrir nulle part, et je n'entends parler de lui que devant les conseils de guerre, qui l'ont acquitté! Il avait donc encore manqué l'occasion de se battre? C'est jouer de guignon.

J'oubliais qu'une nuit, le 10 juillet, il fut vu à la Halle, où il soupa avec Caussidière chez un marchand de vin. Le pouvoir n'a pas fait oublier à ces deux honorables leurs bonnes et belles habitudes d'autrefois.

Je pense avoir suffisamment prouvé le danger qu'il y aurait pour la France, si jamais les hommes dont j'ai raconté les forfaits revenaient au pouvoir. Électeurs, veillez ! ! !

Conclusion.

Eh bien ! Messieurs les Démocs-socs, vous voyez si vos menaces m'ont effrayé ! J'ai voulu répondre à vos clabauderies, à vos nouvelles calomnies, et cette fois je vous ai marqués au front d'un stigmate ineffaçable. Dans mon livre des *Conspirateurs*, j'affirmais seul ce qui était soupçonné par tous, il est vrai, mais enfin je n'apportais pas de preuves autres que ma parole; tandis qu'aujourd'hui, pas un fait, pas une parole qui ne soit acquise à l'histoire. Vous êtes attachés à tout jamais au poteau de l'infamie, et votre nom sera exécré comme celui des plus vils criminels; car ce n'est pas contre la vie d'un homme que vous avez tourné vos glaives empoisonnés, mais contre la vie d'un peuple tout entier, contre l'existence même de votre patrie !

Que votre triomphe du 10 mars ne vous exalte pas davantage; vous ne pouvez rien par vous-mêmes ; vous ne devez votre faible majorité qu'à l'appoint hypocrite et intéressé du *National*, du *Siècle* et de la *Presse*, et un peu aussi à la bouderie de ces bons bourgeois, qui ont voulu donner une leçon au pouvoir. Je ne puis mieux comparer cette union qu'à celle des animaux carnassiers, lâches et féroces, qui, après s'être associés

pour conquérir une proie, se déchirent et se dévorent entre eux lorsque vient le partage.

Descendez donc un peu dans la rue, comme quelques-uns de vos organes semblaient l'annoncer le lendemain de l'élection ; vous verrez quelle sera l'attitude de vos nouveaux alliés. Ils vous donneront, comme jadis, de bons coups de fusil.

Allez, vous êtes bien seuls pour accomplir votre œuvre de sang ! L'ouvrier vote encore avec vous, parce que c'est faire de l'opposition au pouvoir; il vous écoute encore, mais comme il écoute le paillasse sur les tréteaux des Champs-Élysées, parce que ça le fait rire. Quant à se lever pour votre cause, oh! ne comptez pas sur lui, il se souvient de votre trahison en Juin 1848 : il vous l'a prouvé le 13 Juin 1849.

Personne ne vous craint plus aujourd'hui, tout le monde vous méprise.

Quelques-uns de vos sicaires m'ont attiré dans un guet-apens ; demandez-leur comment je m'en suis tiré. Envoyez-en d'autres, je les attends de pied ferme.

FIN.

LES CHEVALIERS DE LA RÉPUBLIQUE ROUGE EN 1851.

LES

CHEVALIERS

DE LA

RÉPUBLIQUE ROUGE

EN 1851.

PAR A. CHENU,

Auteur des *Conspirateurs*, et des *Montagnards de* 1848.

PARIS

D. GIRAUD ET J.DAGNEAU, LIBRAIRES-ÉDITEURS,

Rue Guénégaud, 18.

—

1851

AU LECTEUR.

Je n'aurais pas repris la plume pour flétrir de nouveau les manœuvres ténèbreuses des *citoyens Montagnards*, si je n'avais pas été provoqué par leurs journaux, de la façon la plus audacieuse.

Vivant dans une retraite paisible, j'évitais de me mêler à la vie politique et surtout aux intrigues du parti révolutionnaire : néanmoins, tous les jours le hasard m'apportait

des documents curieux. Je ne les aurais certainement pas livrés à la publicité sans les provocations dont je viens de parler plus haut.

Désormais, je ne puis plus garder le silence.

Je dirai donc tout ce que j'ai appris de nouveau sur les hommes et sur les choses.

Je dévoilerai les intrigues de la démagogie depuis 1848.

Je croyais depuis longtemps en avoir fini avec ces *bons* Montagnards. Je puisais le droit de l'espérer dans la manière franche, ardente et loyale dont j'avais étrillé autrefois toute l'ignoble séquelle des *frères et amis*. — Il n'en est point ainsi. Soit ! Mes enragés persécuteurs, encouragés par mon dédaigneux silence, recommencent encore leurs menaces et leurs calomnies. S'ils croient m'effrayer, ils se trompent, et je leur rends grâces ; puis-

qu'ils m'en fournissent l'occasion, je vais, au risque de passer une fois de plus pour un des *affreux sicaires de la réaction*, je vais, dis-je, riposter de nouveau, et faire une charge à fond sur toute la canaille démocratique et sociale.

Je dois le déclarer tout d'abord, il m'en coûte beaucoup de remuer cette fange, cette boue infecte dans laquelle s'agitent et croupissent quelques élus du suffrage universel. Mais je n'ai jamais reculé devant l'accomplissement d'un devoir, si austère qu'il soit. Et puis, c'est un honneur de braver la haine des méchants.

Je sors donc de ma réserve ordinaire, relancé, je puis le dire, par l'acharnement délirant de mes ennemis. J'ose espérer que les honnêtes gens, qui déjà se sont montrés si bienveillants pour moi, me sauront gré de cette nouvelle publication. Qu'ils sachent

bien qu'aucune idée mercantile ne me guide, mais seulement mon amour pour l'ordre, et ma haine contre les révolutionnaires.

I

Les Tartufes rouges et la Bohème démocratique.

Je le déclare hautement, s'il existe un parti exécrable, insensé, c'est assurément le parti qui a enfanté les Fieschi, les Pépin, les Morey, les Alibaud, les Darmès, et tant d'autres scélérats de la même espèce; c'est ce honteux parti, dont je ne cesse pas de me reprocher d'avoir été si longtemps l'instrument, fanatisé que j'étais par les beaux discours de ces êtres ambitieux et lâches, qui ne reculent devant aucun moyen, ni devant la guerre civile, ni devant la Terreur, ni devant l'échafaud. Ces révolutionnaires toujours prêts pour les complots, pour les intrigues, sèment partout le mensonge et la calomnie, excitent les coupables passions de la multitude, dans l'espoir, toujours déçu, de ressaisir le pouvoir, que l'indignation générale leur a tant de fois arraché. Voyez, à propos de

la nouvelle loi électorale, voyez ces tartufes politiques, avec quelle feinte commisération ils traitent les cinquante à soixante mille bandits de la capitale, véritable rebut de la société, que l'Assemblée nationale, par une loi sage et prévoyante, a rayés des listes électorales. Entendez ce concert de plaintes lamentables qu'entonnent les publicistes montagnards, ces vils souteneurs de la lie du peuple, en faveur des *pauvres déshérités !*

Allez voir, et vous direz ensuite si l'armée de la démagogie mérite qu'on la plaigne et qu'on s'apitoye tant sur son sort. Chacun peut la contempler, elle campe dans les cabarets des faubourgs et dans les bouges infects de la banlieue de Paris. A leur langage, à leur hideux aspect, vous reconnaîtrez sans peine ces *braves travailleurs* qui, autrefois, peuplaient les *Ateliers nationaux* de si fainéante mémoire. Quelle est la moralité de ces êtres dégradés, qui préfèrent les douceurs de l'ivresse à celles de la famille, et qui prétendent que le vin bleu est un soulagement aux maux que leur cause la société actuelle?.....

Pendant que ces misérables *lazzaroni* se vautrent dans la débauche et dans l'ivrognerie, leurs malheureuses femmes et leurs enfants, épuisés par la faim, expirent parfois sur un

mauvais grabat; trop heureuses, pauvres victimes! si, pendant leur lente agonie, elles n'ont pas à souffrir de la part de leurs bourreaux les plus ignobles brutalités!

Voilà, en général, la conduite de ces soldats de l'émeute, misérables *bravi* que les hommes du parti *rouge* n'ont pas honte de traîner à leur suite, en les appelant si pompeusement le PEUPLE SOUVERAIN.

Or, cette plèbe immonde, qui n'a rien à perdre, aime toujours le changement. N'a-t-elle pas salué jadis de ses lâches vivats le supplice si terrible du malheureux Louis XVI? n'a-t-elle pas applaudi à la mort des Girondins, aux crimes et aux châtiments des Montagnards, aux victoires et aux défaites de l'Empereur, à la rentrée et à la sortie de tous les Bourbons, à l'élévation et à la chute du Gouvernement provisoire, du général Cavaignac, etc. Aujourd'hui, après avoir contribué par son vote à l'élection du prince Louis Napoléon, ne tente-t-elle pas de le renverser?.....

On l'a dit: « A la tête de ces vauriens grossiers et cyniques se placent des ambitieux enragés, qui s'en composent une basse-cour hargneuse et sanguinaire. C'est sur les cadavres de cette horde sauvage et féroce qui

sa misère, mais *pour augmenter leur bien-être.*

« Des *intrigants* qui veulent voler le pouvoir dans un portefeuille.

« Des *fripons* qui veulent y voler des billets de banque.

« On voit des prêtres sans-culottes qui nous montrent la haine, la vengeance et le fiel tombant à flots dans le cœur du peuple des mains des hommes qui devraient y semer la consolation, la paix et la douceur, qui changent l'autel contre la barricade, et qui mâchent la cartouche avec les mêmes lèvres qui ont touché l'hostie du Seigneur! »

Abbés Pillot, Constant, Terson, vous reconnaissez-vous?

« *O hommes populaires!* vous voilà donc! voilà donc votre rêve! Exploiter à votre profit les misères publiques des classes souffrantes, les exciter, les ameuter, les anéantir, et les lancer, confiantes et crédules, vers un but qui n'est pas le bien-être pour elles, mais le bonheur pour vous! »

Oui, voilà ce qu'on a vu en Février. Voilà ce que le peuple a gagné à cette révolution; il a fait la fortune d'une poignée d'intrigants qui se proclamaient ses chefs, qui l'ont volé étant au pouvoir, et n'ont eu souci ni de son honneur, ni de son bien-être.

Pour prouver à tous que je ne diffame pas méchamment les révolutionnaires et les utopistes, je vais encore faire quelques citations.

M. DE GIRARDIN disait jadis :

« *La République est la plus triste et la plus sanglante alternative* qui se puisse imaginer ! »

M. V. CONSIDÉRANT s'est également exprimé ainsi dans son journal :

« Les républicains sont des REQUINS ET DES VOLEURS. »

M. LEDRU-ROLLIN, devant la cour d'assises d'Angers, ne laissa-t-il pas tomber de ses lèvres *républicaines* ces mots flatteurs à l'adresse des communistes :

« Vous aimez, dit-il, à laisser planer sur moi le mot *communiste*. Eh bien, je le proclame bien haut, j'aime la propriété qui est le fondement de toute moralité. *Je ne suis pas communiste, je hais les communistes*, je les hais plus que vous-mêmes, car on nous jette trop souvent à la face leurs absurdes opinions. »

Le fameux MICHEL (de Bourges), après avoir renié trois fois la République et la Monarchie, ne s'écria-t-il pas un jour :

« J'ai abandonné la Démocratie en haine de la Démagogie ! »

Que disait M. EUGÈNE SUE, alors qu'il n'était

pas montagnard et socialiste, en parlant des chefs de la Montagne :

« Ces *honnêtes gens* n'ont voulu faire table rase des priviléges et des sommités existantes que pour bâtir à leur tour et à leur profit, sur ce plan libre et nivelé, leur petit édifice aristocratique. Tout ce que la masse *payante et sensée* de la nation gagne à ces belles et grandes réédifications sociales sur de larges bases (comme ils disent sans rire), c'est de penser avec effroi que chacun à son tour a le droit de vouloir jouer à l'architecte, c'est de payer la main-d'œuvre, c'est de redorer chaque couronne, c'est d'habiller à neuf quelques gredins en guenille et de *soûler la canaille.* »

Eh bien, M. Suë siége aujourd'hui au sommet de la Montagne.

Voulez-vous savoir ce que le vicomte VICTOR HUGO, actuellement le confrère rouge des grands hommes qui siégent rue Saint-Spire, dans l'égout socialiste, écrivait en mai 1848?

Écoutez :

« Le socialisme ou la République *rouge*, c'est tout un, car il abattra le drapeau tricolore sous le drapeau rouge ;

« Fera des gros sous avec la colonne ;

« Jettera bas la statue de Napoléon et dressera la statue de Marat ;

« Détruira l'Institut, l'école Polytechnique et la Légion-d'Honneur ;

« Ajoutera à l'auguste devise : Liberté, Égalité, Fraternité, l'option sinistre : *ou la mort;*

« Fera banqueroute;

« Anéantira le crédit, qui est la fortune de tous, et le travail, qui est le pain de chacun ;

« Abolira la propriété et la famille ;

« Promènera des têtes sur des piques ;

« Remplira les prisons par le soupçon, et les videra par le massacre ;

« Mettra l'Europe en feu et la civilisation en cendres ;

« Fera de la France la patrie des ténèbres ;

« Egorgera la liberté ;—Etouffera les arts;—Décapitera la pensée;—Niera Dieu ;

« Remettra en mouvement ces deux machines fatales qui ne vont pas l'une sans l'autre, la planche aux assignats et la bascule de la guillotine ;

« En un mot fera froidement ce que les hommes de 93 on fait ardemment, et, après l'horrible dans le grand que nos pères ont vu, nous montrera le monstrueux dans le petit. »

Aujourd'hui le grand poëte fait assaut de cynisme avec M. Emile de Girardin son compère,

et ces deux grands hommes méconnus prêchent ouvertement le socialisme à la tribune parlementaire et se passent mutuellement dans leurs journaux la rhubarbe et le séné, la trompette et l'encensoir.

Mais celui qui a le mieux défini la pauvreté des systèmes sociaux, émanés des cervaux creux de tous ces prétendus philosophes, cyniques démolisseurs, véritables ravageurs littéraires, c'est P.-J. Proudhon lorsqu'il s'est écrié :

« Tenez, voulez-vous que je vous dise toute ma pensée ? Je ne connais qu'un mot qui caractérise votre passé et je saisis cette occasion de le faire passer de l'argot populaire dans la langue politique. Avec vos grands mots de guerre aux rois et de fraternité des peuples ; avec vos paroles révolutionnaires et tout ce tintamarre de démagogues, vous n'avez été jusqu'à présent que des *blagueurs !* »

Inutile d'aller chercher d'autres citations. C'est par des faits que, désormais, je veux prouver les dangers auxquels la société est de nouveau exposée par les manœuvres ténébreuses des Montagnards. Je vais les dévoiler dans les chapitres suivants.

II

Les Associations fraternelles.

Les faits de la Révolution de Février sont connus : par suite d'un malentendu déplorable, une poignée de gueux sans foi ni loi, des clabaudeurs d'estaminets et de cabarets s'emparent tout-à-coup du pouvoir. Ce fut un grand scandale et une grande honte pour la France.

Après cette fatale catastrophe, ces hommes de la rue, ces agitateurs effrénés furent eux-mêmes stupéfaits de leur facile et prompte victoire.

Mais, bientôt, ils se divisèrent, les uns n'ayant d'autre but que d'emplir leurs poches et de s'emplir le ventre, les autres, jaloux de ne pas partager les bénéfices de l'Autorité, se rejetant dans une opposition plus violente que celle de la veille. Ainsi furent organisés les clubs, ces

à chaque pas tous les types hideux dépeints dans le livre *les Conspirateurs*, et entre autres le papa Vitou, vieille célébrité démocratiqne et peu sociale, qui a hérité des mâles vertus et du dilettantisme du célèbre gouverneur sir John Pornin.

Viennent ensuite plusieurs autres associations dites *égalitaires :* celles des Limonadiers réunis,— Boulangers,— Bottiers,— Tailleurs, —Coiffeurs,—Apothicaires, etc., etc., puis les Culottières,—Corsetières,—Blanchisseuses,— Repasseuses, etc., etc.

Malgré d'innombrables et gigantesques affiches, en dépit de l'ardeur infatigable et des magnifiques *réclames* des folliculaires de la démagogie en faveur de ces prétendus *travailleurs*, le bon sens public a aujourd'hui fait justice de ce nouveau genre d'exploitation, de ce charlatanisme, et l'on peut dire que ce système d'association *fraternelle* a complétement fait *fiasco.*

Chaque jour, au grand contentement général, on apprend la fermeture de quelques-uns de ces singuliers établissements. La Justice a même été appelée à sévir contre plusieurs gérants d'associations, coupables de basses escroqueries commises au préjudice de fournisseurs trop crédules, trop confiants.

Les cuisiniers et marchands de vins démocs-socs seuls se soutiennent encore au *niveau*. Cela tient sans doute aux petits cabinets particuliers réservés d'ordinaire à l'intéressante clientèle des *frères et amis*, pour qu'ils puissent se livrer en toute sécurité au doux plaisir de boire à longs traits, et surtout pour conspirer à l'aise, puisque c'est là leur seule besogne et leur passion dominante.

Les endroits fréquentés d'ordinaire par les plus crânes démagos de Paris et de la banlieue sont, d'abord : — l'ancienne maison Turmel, rue de Poitou (au Marais), aujourd'hui *association fraternelle*.

Ce lieu fut de tout temps le repaire de ce qu'il y a de plus abject dans le parti démocratique. C'est un des berceaux du socialisme.— Les beaux parleurs de l'endroit sont tous d'anciens détenus politiques ; ils y font une active propagande et ont enfin réussi à corrompre les mœurs des ouvriers d'alentour avec les doctrines socialistes.

Les marchands de vins rue Jean-Robert doivent leur célébrité à l'illustre Pornin et à cette ignoble bande de truands et de malandrins qu'on appelle *Montagnards*. —La politique et les habitudes de ces farouches républicains n'ont

point varié depuis leur sortie de la Préfecture de police. Les discours les plus sauvages, les projets les plus sanguinaires sont toujours à l'ordre du jour de cette avant-garde de l'armée du crime.

L'établissement des marchands de vins, rue Saint-Victor, sous la direction de Bouet, démocrate pur-sang, est un véritable égout où se réfugient les rats de la démagogie des quartiers de la rive gauche.

Ces rongeurs, avec leurs dents jaunes, n'attendent qu'une occasion favorable pour se jeter sur le cadavre de la société et la dévorer.

Chaque lundi, il y a, rue Saint-Maur, chez Desmoulins (dit Camille Desmoulins), réunion nombreuse de *frères et amis*. On y conspire, on y chante; on y boit, moyennant un sou le petit verre, un délicieux élixir, véritable ambroisie des dieux de la Montagne. Il paraît que les discussions sont fort sérieuses, car on se quitte toujours tard. Ce qui se passe à l'intérieur est assez facile à deviner quand on saura que parmi les principaux membres qui composent cette honorable assemblée, on remarque Lezenne, espèce de brute sauvage, véritable cannibale, qui avait conçu le projet d'ASSASSINER le général

Cavaignac, et qui fut transporté pour cela ;— l'artificier de la Montagne, Chaomme, dont toute l'intelligence est occupée à rêver les moyens de destruction les plus terribles. Sous la direction de ce misérable Auvergnat, les assistants se livrent à la fabrication de poudre inflammable, balles cylindriques à pointes d'acier et autres projectiles nécessaires à la destruction des *aristo*.

Le café du *Progrès*, faubourg du Temple, n° 1, est tenu par des limonadiers *sans-culottes*. Quelques démagogues renforcés avaient jadis fondé l'établissement ; mais un d'entre eux l'ayant abandonné pour entrer comme associé au café de la Liberté, faubourg Saint-Antoine, il a entraîné avec lui toute la bande. Depuis ce temps, l'estaminet du Progrès, privé de son intéressante clientèle, se meurt de consomption.

Le café de la *Liberté*, faubourg Saint-Antoine, est l'heureux rival du *Progrès*. Il est fréquenté assidûment par toute la démo-canaille de l'aimable faubourg. Le citoyen Barbast en fait le plus bel ornement, ainsi que plusieurs membres du conclave socialiste. Comme l'endroit est très-mal famé, au point de vue politique et autrement, comme les patriotes de la force du *chapeau-*

chinois[1] de la Montagne sont excessivement nombreux et exaltés, les paroles ne sont pas perdues pour tout le monde.

Le café de l'*Union*, rue du Roule-Saint-Honoré, association de garçons limonadiers. On y trouve, disent MM. Delavarenne et A. Lucas, une infinité d'Égéries, quelques Saphos aux doigts tachés d'encre, qui feraient beaucoup mieux de garder la maison et de tricoter des bas de laine et des bonnets de coton à leurs stupides époux.

Les femmes *très-fortes* de la démocratie *militante*, les Jeanne Déroin, les Pauline Roland, et autres Jeannes d'Arc aux bas bleus, qui depuis longtemps ont renversé leurs marmites, fréquentent assidûment le susdit établissement. Jeanne Déroin, lorsqu'elle n'est pas à Saint-Lazare, y est visible tous les jours de cinq heures à dix heures de relevée. Elle n'est pas belle, elle n'est pas jeune, elle a la tournure d'une *virago*. Elle est quelquefois flanquée de M. Desroches, son grand niais de mari, dont elle se refuse obstinément à porter le nom, et qui a la bêtise de l'admirer sur parole.

[1] Le jour de la grande aubade à Caussidière, au Luxembourg, Barbast reçut le sobriquet de *chapeau-chinois*. On a pu voir à quelle occasion, dans la première partie du livre des *Conspirateurs*.

Depuis peu, elle s'est fait condamner à plusieurs mois de prison pour avoir *conspiraillé* rue Michel-le-Comte avec des laitières, des blanchisseuses, un architecte, un savetier et un nègre.

En prison, elle occupe ses loisirs à rédiger pour l'avenir un journal démocratico-socialiste intitulé le *Bonnet rouge*. Elle compte que, dès son apparition, il obtiendra un immense succès, attendu que l'agréable et l'utile s'y trouveraient réunis. En feuilleton, on publierait l'*Art de faire des cornichons*, celui d'*élever des enfants*, suivi d'un nouveau *procédé pour regarder la feuille à l'envers*.

Sa camarade de captivité, Mademoiselle Pauline Roland, qui se fait gloire et honneur d'être la mère de trois bâtards, l'aide de tous ses efforts dans la rédaction de ses articles. Comme institutrice, elle traitera de la *morale* à son point de vue communautaire et l'enseignera sans doute aux jeunes filles comme elle la pratique.

Ces harpies révolutionnaires font partout l'admiration et les délices des *habits noirs* de la démocratie ; le *citoyen* Chillmann, ex-commissaire du Gouvernement provisoire, est devenu un de leurs plus fervents adorateurs.

On prétend aussi que l'établissement est fré-

quenté par des citoyens mouchards, qu'ils y sont chaque jour plus nombreux que les *patriotes*. C'est même, assure-t-on, une des principales causes de sa prospérité.

Cela se conçoit : les démocs-socs sont fainéants, ivrognes et gourmands ; ils aiment les tripots et les lupanars. Leur brillante moralité fait qu'ils ont rarement la bourse garnie. Comme ils sont avides de jouissances, ils ont recours à une foule d'expédients.

Ils n'ont pas honte de se lier et de faire une cour assidue à ceux qu'à tort où à raison ils supposent être des faux-frères ; mais peu leur importe d'où l'argent vient, pourvu qu'ils trouvent les moyens de satisfaire leurs honteux penchants pour la débauche.

La Nouvelle France, faubourg Poissonnière, est tenue par les garçons limonadiers réunis. Beaucoup de démocrates étrangers, réfugiés de toutes les nations, y abondent. C'est une véritable *tabagie*. Deux fois par semaine, on se livre aux douceurs des chants *patriotiques*. Les émissaires du COMITÉ CENTRAL DE LONDRES y viennent parfois *incognito* apporter des nouvelles et des ordres pour le grand mouvement insurrectionnel européen qui se prépare.— Les représentants J. Miot, Greppo, Richardet et quelques hommes de

résistance y consomment une telle quantité de cruchons de bière, que les Allemands eux-mêmes en sont épouvantés ! A force de parler politique et d'absorber des liqueurs fortes, ces honorables Montagnards éprouvent parfois de ces faiblesses qui contraignent des patriotes complaisants et charitables à se dévouer au point d'aller les reconduire jusqu'à leur domicile. Cela arrive plusieurs fois par semaine.

La *France Nouvelle*, faubourg St-Martin, est un établissement tenu par Adolphe, dit *Soulouque*. Malheur au *frère et ami* qui a oublié sa bourse à la maison et qui ne trouve pas là un citoyen généreux pour payer sa dépense ! Soulouque se précipite *fraternellement* sur lui, le terrasse *fraternellement*, et, avec l'aide de ses associés, le dépouille jusqu'à son dernier vêtement, et le jette aussi *fraternellement* à la porte !

Les Cuisiniers-réunis, rue Saint-Germain-l'Auxerrois, trois ou quatre associés seulement, sont des hommes dangereux. Quelques réfugiés allemands y prennent leurs repas, quelques émissaires du *Comité de Londres* y font la lecture de leurs correspondances à leurs compatriotes.

Les Cuisiniers-réunis, rue Aubry-le-Boucher. La maison est dirigée par les *frères et amis* Moreau et Richard, deux célébrités politiques et

culinaires. Tous les voyoucrates du quartier, tous les *défenseurs de la république*, y compris leur président Crousse, fréquentent ce Véfour de la démocrapule.

Barrière du Maine; c'est le premier établissement qui ait été ouvert par la démocratie de la casserole pour repaître les voraces de la *vile multitude*. Nous aurions dû commencer par eux : *A tout seigneur tout honneur*. Mais il est vrai que ce ne sont plus des *citoyens patriotes* qui tiennent l'établissement, ce sont des spéculateurs.

Barrière Pigalle. Maison de nourriture tenue par Munch, Grec d'origine; c'est l'un des plus féroces gargotiers. Il faisait aussi partie comme chef de l'association secrète, dite l'*Union des Communes*. Cette boutique fut fermée; fricoteurs, consommateurs, tout le monde a été arrêté un beau soir.

Barrière des Amandiers. Deux cuisiniers démocs-socs, les citoyens Potier frères, dirigent *la boutique*. Un de ces jours, la police fera, je l'espère, une nouvelle rafle de tous les *défenseurs de la République* qui se réunissent au premier dans le petit salon jaune, sous le vain prétexte de *communier* en famille.

Le vieux démocrasse Rousseau tient aussi

une association *fraternelle* rue des Trois-Couronnes (extra-muros). Lui si féroce autrefois n'est plus aujourd'hui qu'un démoc abattu, éreinté. Il faudrait, pour faire vibrer de nouveau la fibre révolutionnaire de ce vieux sans-culotte, que les clubs fussent autorisés et que la presse démagogique épouvantât encore les *aristos* par son langage cynique. Quelquefois pourtant la chaleur de ses fourneaux réchauffe sa pauvre cervelle ; c'est alors que son imagination en délire donne l'essor à de magnifiques tirades qu'il récite d'une voix sépulcrale, à l'odeur des ragoûts et devant ses marmites.

A la barrière de l'Orillon, se réunissent les membres du *Cercle démocratique et social* de la CAROTTE FILANDREUSE. Il est composé de garnements de la plus dangereuse espèce ; la plupart corroyeurs, tanneurs, maquignons, marcandiers, savetiers et marchands de contremarques. Il agit sur toute la *gouaïpe* de la capitale; les principaux personnages de l'endroit ont eu maille à partir avec dame Justice. Ils sont tous tireurs de savate, maîtres de canne, lutteurs, boxeurs, etc., etc.

A la Courtille, chez la *Mère Angot*, la société est encore mieux composée. Ce sont des socia-

listes du premier mérite, et remarquables par les professions qu'ils ont adoptées dès leur plus tendre enfance. En entrant dans la salle, on est suffoqué par une odeur de charniers qui provient des émanations qu'exhalent les écorcheurs, les vidangeurs, les chiffonniers qui y sont entassés pêle-mêle avec les écaillères et les harengères ambulantes dont le doux parfum de marée contribue puissamment à rendre ce séjour infect. Pendant le jour, ces misérables créatures habitent ce trou, la nuit ils travaillent — et *travaillent* sur tout ce qui se présente. Malheur au passant attardé, à l'ivrogne qui s'endort ! ils sont attaqués et dévalisés par ces rôdeurs de nuit. — Ces honnêtes industriels fournissent toujours un nombreux contingent à l'émeute, dans les clubs et aux barricades. Ces bandes impures et affamées n'attendent que le signal pour parcourir le pays et organiser la maraude, l'incendie et le pillage par toute la France.

A la Courtille, l'établissement du *Lingot d'Or de la Californie*, tenu par Montier; ce sont des malfaiteurs d'une nouvelle espèce, ouvriers fainéants de tous les corps d'état en général, ayant déserté l'atelier depuis la révolution de Février, ne vivant que de raccrocs depuis cette époque et

attendant avec impatience le moment de s'insurger de nouveau. Ces gens-là sont les plus redoutables auxiliaires du parti rouge et ses meilleurs soldats. Chaque jour ils engagent des rixes sanglantes avec les militaires que le hasard amène dans l'établissement. Heureusement les *demoiselles de comptoir* du sieur Montier, gaillards vigoureux et robustes, d'une taille gigantesque, se précipitent à l'envi sur ces perturbateurs, les domptent par leur force herculéenne et les expulsent honteusement.

Pour donner une idée de la férocité de ces cannibales, et des horribles traitements qu'ils se proposent de nous faire subir s'ils sont vainqueurs, je citerai un fait : chacun pourra s'en assurer. En passant par la rue des Noyers, on peut voir charbonné sur le mur du jardin un squelette, emblème de la mort; il tient d'une main décharnée une faulx, et de l'autre une bêche ; à ses pieds est une fosse qu'il vient de creuser. Au bas de cet ignoble dessin, l'artiste a mis cette sinistre inscription : *Dédié aux aristos.*

En général, toutes les Californies, tous les Assommoirs sont peuplés de chenapans, de soiffards et de vagabonds; l'ouvrier honnête n'y entre jamais, il s'en garde bien, et pour cause !....

Une de ces maisons les plus à redouter des environs de la Courtille, est celle de Désiré, dit *le Manchot*, ex-transporté; les ordres du jour du *Comité de résistance* et les correspondances des *Martyrs de la liberté*, sont les seuls chefs-d'œuvre de littérature que se permet la clientèle. Le maître de la maison, braillard insupportable, donne le ton à la bande, lorsque le moment vient de mettre la politique sur le tapis. On s'y croit en sûreté, puisque chaque auditeur, pour être admis dans le cénacle, doit non-seulement avoir longtemps habité les pontons, mais encore avoir eu l'insigne honneur de briller dans quelque procès fameux.

Chez la *mère* Delaporte, veuve infortunée d'un *brave* insurgé, les Carpentier, les Dubois, ex-pontonniers, et une foule d'autres *martyrs de la liberté* se réunissent tous les lundis pour causer politique et s'arroser le gosier de vin bleu.

Je n'en finirais pas s'il me fallait citer toutes les cavernes où se nichent les Démagos. J'ai passé en revue les principaux endroits, et si je n'en ai pas cité davantage, c'est que le format de ce petit livre n'y suffirait pas.

Il me reste pourtant un mot à dire de la reine des associations.

Le plus somptueux des établissements égali-

taires et *fraternels* est situé cour des Fontaines, près le Palais-*National* (nouveau style). On a l'avantage d'être servi par des garçons limonadiers choisis parmi les plus purs démocrates de la partie.

En entrant dans ce caravansérail, séjour habituel des *grosses légumes* du parti (expression triviale donnée par les révolutionnaires subalternes à leurs chefs), on se croirait dans un laboratoire à l'usage des scribes montagnards:— sur les tables des encriers confondus au milieu des verres et des bouteilles; puis, de très spirituels journalistes, la tête échauffée par les fumées du tabac et par l'alcool, taillent leurs plumes et rédigent leurs tartines, ou plutôt préparent pour le lendemain les drogues infernales qui doivent entretenir l'ardeur sauvage de leurs féroces abonnés.

A la veille d'une chaude discussion à l'Assemblée nationale, toutes les *célébrités* littéraires de la démagogie s'y trouventrassemblées. Chose étrange : on voit confondus *pêle-mêle* les *aristos* du *National* et les gueux dégommés de *la Réforme*, les faquins du *Siècle* et les goujats râpés de *la République*, les gascons de *l'Evénement* et les loustics du *Charivari*.

C'est là que les démocs-socs de Paris, des

provinces et de l'étranger vont recevoir le mot d'ordre et les plans de l'insurrection future.

C'est là aussi le débarcadère des pontonniers *transportés* graciés, revenant cent fois plus cruels, plus barbares, féliciter leurs amis et mendier quelques secours.

On concevra facilement que les princes de la démocratie, les talons rouges du parti évitent autant que possible de mettre les pieds dans ce singulier établissement. Son EXCELLENCE monseigneur Isaac Crémieux, l'ex-membre du Gouvernement provisoire et *délégué au conclave socialiste*, ne s'encanaille pas à ce point. Il préfère beaucoup mieux, le vieux drôle! occuper aux Bouffes, trois fois par semaine, sa loge d'avant-scène de huit places. M. le comte Carnot, ex-ministre de l'*ignorance publique*, dépense ailleurs ses trente mille livres de rentes en attendant que la *sociale* les lui supprime. M. Emile de Girardin, l'arlequin de la Montagne, s'occupe activement de la remise en actions des fameuses mines de St-Bérain. M. le baron Eugène Suë mène une existence de schah de Perse. M. Schœlcher hante les salons aristocratiques et est même, assure-t-on, quoique chauve, un lion fort recherché. M. le vicomte de Flotte, l'insurgé de Juin, songe à refaire sa fortune dissipée en

plaisirs.—Mais tous les vieux grognards de la veille, tous les piliers d'estaminet que le suffrage universel a vomis sur l'Assemblée s'y pavanent orgueilleusement, faisant la roue, tout en dissipant en frais de billard et dans l'absorption d'une quantité incroyable de petits verres, les bienheureux vingt-cinq francs que la nation, dans sa munificence, leur accorde en récompense de leurs gracieuses interruptions.

Les principaux habitués du cercle en question, réputés les plus farouches du *parti rouge*, sont : le citoyen Valentin, espèce de capitaine Fracasse; le *bon* Marc-Dufraisse, le galant Joigneaux, ancien valet de ferme; le très-malpropre Pierre-Leroux; Baune le *baveux*, ainsi appelé à cause de l'humidité de son langage; le chevalier don Quichotte *de* Lagrange, l'ex-préfet de police Ducoux, l'avocat Bac, l'ex-royaliste Madier de Monjau, Nadaud le gâcheur de mortier, Noël-Parfait l'ancien transfuge, Pascal-Duprat, Mathieu (de la Drôme), Greppo le vorace, Richardet, Hochstull l'homme sans linge, le Chodruc Duclos de l'Alsace; enfin tous les hommes de *résistance*. Mais le héros de la bande est le terrible Miot, surnommé *Seringuinos ;* ce *carnivore* a été envoyé à la Législative pour représenter les sauvages habitants des forêts du département

de la Nièvre. Il est *grand,* maigre ; ses cheveux sont grisonnants, sa barbe est inculte : il fait le pendant de son digne ami le décharné don Quichotte Lagrange. Rien de plus désopilant que la vue de ces deux caricatures, marchant le nez au vent, le coup de marteau en tête, rêvant tyrans à pourfendre et nations à délivrer.

L'apothicaire cependant se distingue de son collègue de la *triste figure* par un caractère beaucoup plus irritable, il est moins apprivoisé; on assure que la vue seule des *aristos* qui siégent en face de lui à l'Assemblée nationale excite sa colère à un tel point, qu'elle bouleverse complétement le cours de ses idées, ce qui fait que jusqu'ici nous avons été privés d'entendre de lui un seul discours *de longueur.* Ainsi personne n'a encore pu apprécier son beau talent oratoire. En revanche, nous l'avons vu accabler de ses invectives et de ses interruptions continuelles les orateurs *réacs* qui ont l'audace et la franchise d'exposer leurs opinions devant lui et de combattre le socialisme à la tribune.

En politique, les principes de cet énergumène sont des plus exécrables.

Le fabricant de pilules est un de ces puissants génies qui n'aspirent à rien moins qu'à la gloire de régénérer la forme de la société ac-

tuelle ; pour arriver à ce beau résultat, on croira peut-être qu'il veut procéder légalement, progressivement ; où en serait le mérite ? Non ! c'est immédiatement et d'une façon *radicale, absolue*, en employant les doux et charitables moyens dont se servit jadis M. de Robespierre, qu'il veut opérer.

Le point essentiel et capital de son système *égalitaire* et *fraternel* est de SUPPRIMER d'abord tous les *aristos* pour cause de *salut public*, ensuite de convier ceux qui n'ont rien à partager les dépouilles des victimes. Voilà ce qui s'appelle arriver promptement au *bonheur commun !*

Ceux qui, cependant, consentiraient à abandonner les deux tiers de leurs biens à la nation seront, en attendant qu'on leur prenne le reste, considérés comme d'excellents patriotes. — Quant à ces incorrigibles, à ces affreux RÉACS qui prétendraient ne pas se soumettre aux douceurs d'un gouvernement à la fois si paternel et si honnête, ils seront déchus de tous leurs droits et déclarés traîtres à la patrie ; leurs biens seront confisqués et leurs personnes livrées aux tribunaux révolutionnaires, qui les feront expédier sans délai pour l'autre monde, ainsi que tous les récalcitrants titrés ou non, riches ou pauvres, sans distinction d'âge et de sexe, enfin tous

ceux qui auront été déclarés *suspects* par les *bons patriotes !*.......

Les moyens de destruction les plus terribles mis jadis en usage par les Montagnards de 93 ne sont rien auprès de ceux que se réservent de nous appliquer, s'ils sont un jour vainqueurs, les ridicules mais cruels personnages qui perchent au sommet de la Montagne.

A la tribune même, ils ne peuvent se défendre d'en parler ; il arrive parfois que certains orateurs, tels que l'*honorable* Marc-Dufraisse, entraînés par une ardeur d'improvisation quelque peu compromettante et indiscrète, nous débitent du ton le plus naturel du monde de ces choses à faire dresser les cheveux, et viennent ainsi édifier le pays sur leurs futurs et abominables projets.

On sait d'ailleurs qu'il existe dans le monde démocratique et social un excellent patriote ayant nom Ménoret, qui a inventé un nouveau système de *rasoir national*, destiné à couper *dix mille têtes à la minute*. Ce magnifique instrument a de plus l'avantage d'être garni de pierre infernale pour cautériser d'un même coup la tête et le tronc, afin d'éviter l'effusion du sang.

Le parti rouge décernera, j'en suis certain, à l'auteur de ce procédé ingénieux une mention

honorable, après, toutefois, avoir pris la précaution de faire subir, comme jadis à l'infortuné Guillotin, l'essai de sa machine, à ce bon Ménoret.

Il y a beaucoup de Ménorets dans la tribu sauvage des Démagos, nous allons en donner la preuve dans le chapitre suivant.

Je ne terminerai pas celui-ci sans avoir dit que les diverses associations se font concurrence les unes aux autres. Elles se vilipendent, elles se diffament, elles s'excluent, elles s'excommunient l'une l'autre. Elles tâchent de s'enlever réciproquement leurs clientèles, de se couper le crédit. Voilà comment la *fraternité* est pratiquée dans le parti révolutionnaire ! cette fameuse *fraternité !* Ce fameux système d'association qui devait rendre les travailleurs si laborieux, si heureux, si vertueux, si bons !... voilà à quoi il aboutit, à la division, à la dispute, à la haine : *Liberté*, *Égalité*, *Fraternité !*

S'il prenait fantaisie aux lecteurs de visiter, par curiosité, les gargotes et cabarets de la démocratie, il est bon que je leur enseigne la manière dont ils devront s'y prendre pour se faire comprendre et accepter dans ces bouges. Il y a un vocabulaire, un argot tout *démocratique et social*, surtout bien *fraternel !* D'abord le mot de *Monsieur* est proscrit ; on s'appelle

majestueusement *citoyen;* tout le monde se tutoie, hommes et femmes.—On dit au garçon, qu'on nomme *citoyen officieux :*

—*Quoi que t'as aujourd'hui pour béquiller?*

Le mot *béquiller* est une élégante traduction du mot *manger*, emprunté par les démocs-socs au dictionnaire des bagnes. Dans ces aimables endroits, un beefteack saignant s'appelle *un montagnard;* une fricassée de poulet *un blanc;* un maquereau, *un député conservateur* que je ne nommerai pas; une oie *un légitimiste;* un lapin, *un bonapartiste;* une poule au riz, *un véac*, etc., etc.

III

Les Sociétés secrètes depuis 1848.

La dissolution de la Société des Droits de l'Homme, dont Villain était le président, jeta le désarroi dans le camp des conspirateurs : grands et petits poussèrent le cri de *Sauve qui peut !* mais bientôt rassurés, des clubistes ardents, des amateurs de désordre, des misérables qui n'ont de ressource que dans les révolutions, se mirent de nouveau en campagne, et cherchèrent à rallier les débris épars des légions de la démagogie. Leurs efforts furent couronnés de succès, et ils se comptèrent : cent voix répondirent à l'appel.

Avec ce faible noyau d'hommes déterminés, ils se virent les maîtres du monde, et, en gens qui ne doutent de rien, ils s'organisèrent en sec-

tions, nommèrent des chefs de quartier, une commission, et enfin un comité composé de quatorze membres.

Le formulaire et les ordres du jour étaient calqués sur ceux de l'ancienne *Société des Saisons*. Dans les premiers temps ils étaient manuscrits.

Un jour de réunion générale, le *papa Vitou*, que nous sommes heureux de retrouver des premiers à l'assaut de la civilisation, le papa Vitou demanda la parole. Chacun fit silence à l'aspect du crâne dénudé de l'ex-doyen d'âge du *Club de la Guillotine*.

« Citoyens, dit-il, le titre que nous avons
« donné à notre Société dans une réunion pré-
« cédente ne porte pas le cachet de l'antiquité.
« J'ai trouvé un mot qui rend toute notre pensée;
« nous marcherons désormais sous la bannière
« de *Némésis !* Que la déesse de la vengeance
« nous guide dans notre sainte et terrible entre-
« prise ! »

On applaudit à l'heureuse idée de l'orateur, et ces applaudissements, qui annoncent les horribles projets des membres de l'association, nécessitent une rapide revue des principaux d'entre eux.

On avait eu soin de choisir, pour faire partie du comité, des gaillards solides et qui n'en

étaient pas à faire leurs preuves ; on les avait tous vus à l'œuvre, on connaissait leur vaillance.

En tête de cette brillante cohorte se distingue notre vieil ami Waltier, dit *Crampon ;* Corbet, dit *Charles VII.* Ce sobriquet lui fut donné par les frères et amis à cause d'une redoutable manie dont il était atteint : il ne vous abordait jamais qu'en vous déclamant d'une voix creuse et profonde la fameuse tirade d'Yacoub, racontant sa chasse au lion. — Courtin, vieux pionnier de Doullens ; Casimir Henricy, dit *Tartampion ;* le vicomte Valory, dit l'*Aristo,* jeune étudiant de quinzième année, mais plein d'avenir ; Gouffé, dit *Béquillard* ; Bérand, *le Savetier;* Beretta, dit *Lapin-Blanc*, parce qu'il a les yeux rouges et chassieux ; Camille Desmoulins, gargotier démocrate et enragé ; le *bon* papa Vitou, et enfin trois ou quatre crétins qu'il est inutile de nommer ici. Tous ces vieux conspirateurs, comme on le voit, affectionnent les noms *de guerre :* c'est un moyen sûr, disent-ils, de dépister la police, *qui ne les connaît pas.*

Tous ces hommes avaient déjà payé de leur liberté ces mêmes honneurs qu'ils briguaient de nouveau, et l'on se demande avec effroi quelle est donc la sainteté de la cause qui inspire de pareils dévouements. Ceci est le langage des

bonnes gens qui ne voient que la superficie des choses; mais ces pauvres martyrs de la liberté, comme on les appelle, savent fort bien que pour des dangers, qu'on peut en définitive éviter quelquefois, il y a de bons et gros bénéfices assurés.

On se souvient sans doute que j'ai raconté dans mes brochures précédentes comme quoi ces messieurs s'entendent merveilleusement à organiser des quêtes, des collectes pour achats d'armes et de munitions, et pour venir en aide aux veuves et aux enfants des frères exilés ou gémissant dans les prisons de l'infâme réaction. Jamais ce genre d'exploitation n'a eu plus de succès que de nos jours. Voilà le secret de nos grands patriotes; voilà ce qui leur fait tout braver pour arriver aux honneurs du comité.

Quoi qu'il en soit, cette brillante position sociale fit du papa Vitou le plus fortuné des mortels. Il put, à partir de ce jour, donner libre carrière à sa passion jusqu'alors inassouvie pour les petits gâteaux. On le voyait faisant l'aimable devant les comptoirs des jolies pâtissières de la rue du faubourg Jacques. Puis, lorsqu'il étouffait, il allait en toute hâte rejoindre ses amis Corbet, Waltier et Bérand, qui de leur côté avaient avisé, rue Mouffetard, un certain liquoriste dont le *rogomme* était délicieux.

Quant à MM. Beretta, Courtin, et le vicomte de Valory, ils dédaignaient les vils cabarets, et trouvaient plus convenable à leur importance politique de trôner dans les splendides cafés de Mouffetard-street. Ils avaient su se créer encore une autre distraction pour charmer leurs loisirs, et en véritables roués ils cultivaient les appétissantes lorettes qui pullulent dans cet *aristocratique quartier*. On y parle encore ajourd'hui de leurs succès.

C'est au milieu de tous ces soins que ces austères démocrates se préparaient doucement à faire triompher les grands principes d'humanité, d'égalité et de fraternité, but où tendent leurs efforts.

Dans les réunions on se montrait plus sérieux; on décrétait la fabrication de la poudre et les achats d'armes. Le comité se transformait aussi, une fois par semaine, en tribunal révolutionnaire. On y jugeait les individus déclarés suspects, et particulièrement ceux qu'on accusait d'avoir trahi le parti républicain. Pour donner à ces jugements plus de solennité, ils se rendaient dans l'appartement du grand *inquisiteur*, Charles Corbet. Cet appartement était situé boulevard Mont-Parnasse au fond d'une cave, et pour y pénétrer il fallait descendre vingt marches.

Tous ceux qui furent condamnés par ces redoutables francs-juges ne sont pas encore morts, et vivront de longs jours; l'auteur de ces lignes s'en félicite pour son propre compte.

Il fut cité à cette fatale barre en mai 1850, afin d'y rendre compte de sa conduite passée, présente et même future, et surtout de l'énorme crime qu'il avait commis en publiant son livre des *Conspirateurs*.

Il eut l'impolitesse de ne pas se rendre à cette aimable invitation; seulement il expliqua son refus dans une lettre dont les termes blessèrent sans doute la susceptibilité de messieurs les *magistrats* qui siégeaient ce jour-là. L'avocat-général de ce tribunal secret prit la parole, et tonna sur les crimes de lèse-démagogie commis par l'accusé. Sa parole, imprégnée de petit-bleu, était âcre et mordante, et sa péroraison, qui évoquait les plus terribles souvenirs, qui appelait les vengeances de l'échafaud, enleva les applaudissements des juges eux-mêmes

L'avocat officieux du défaillant, *maître* Camille Desmoulins le gargotier, fut froid et filandreux, et sa harangue remplie de lieux communs fut broyée, anéantie par le résumé foudroyant du respectable président d'âge, le papa Vitou. Ce rancuneux vieillard profita de cette magnifique

occasion pour énumérer tous ses griefs à l'encontre de l'accusé, et pour des esprits moins prévenus la futilité même de ces griefs eût suffi pour faire prononcer l'acquittement. Il n'en fut rien : les juges prononcèrent la peine de mort à l'unanimité.

Ne riez pas de toutes ces farces ignobles; ces hommes qui vous paraissent si ridicules dans leurs conciliabules souterrains seront vos juges un jour, si jamais leur parti triomphe, et vous verrez alors ce que pèsera dans leur conscience une tête de réac. Quelques gens ont encore la naïveté de croire aux belles protestations des braillards de la *Montagne*, à leur horreur pour la peine de mort : erreur! Ils se repentent au contraire de leur mansuétude après Février. D'ailleurs, fussent-ils sincères, qui peut dire s'ils pourraient arrêter la vague déchaînée par eux. Lamartine seul fut une digue aux débordements sauvages des vieux conspirateurs; écoutez-les, ils n'ont pas de mots pour exprimer leur haine contre ce grand citoyen.

Mais revenons à la *Némésis;* les hommes qui dirigent cette Société joueront peut-être un rôle terrible dans l'histoire de notre pays : il importe de les bien connaître.

En gens qui savent le métier, ils avaient

chargé Gouffé de louer un local, affecté spécialement à la réception des néophytes. Il trouva son affaire rue Saint-Louis en l'île; mais le propriétaire, épouvanté à la vue des sinistres visages qui rôdaient incessamment dans ses escaliers, signifia à son nouveau locataire qu'il eût à déguerpir en toute hâte. Le citoyen Gouffé ne se le fit pas dire deux fois, et le papa Vitou fut chargé de trouver un lieu sûr pour les réunions.

Pour un vieux matois comme le président d'âge, ce fut l'affaire d'un tour de main, et le soir même les *vengeurs* délibéraient à l'abri de toute *atteinte* dans l'arrière-boutique des citoyens Bouet, Escousse et Desjardins, marchands de vins associés, rue Saint-Victor.

Pour donner une haute idée de l'importance de la Société à ces citoyens, le doyen d'âge avait convoqué pour la première séance quelques amis socialistes complétement en dehors de l'association.

Un des plus curieux personnages qui honorèrent ce soir-là de leur présence la Société des Vengeurs, est sans contredit Jean Journet, l'étrange apôtre du fouriérisme. Ce nom d'apôtre, que je lui donne ici, est accepté non-seulement par tous ceux qui le connaissent, mais

encore par lui-même, et il s'en fait le plus beau titre de gloire.

Jean Journet est un des types les plus marqués de notre époque, et je crois ne pas déplaire à mes lecteurs en les entretenant un instant de cette nature bizarre. Ils verront jusqu'à quel degré de folie peut être entraînée la pauvre humanité par les utopies les plus insensées.

D'un caractère doux et contemplatif, Jean Journet était né poëte et se livrait tranquillement à l'étude, lorsqu'il eut le malheur de rencontrer un disciple de Fourier. Les rêveries sociales et astronomiques de ce fou insigne frappèrent l'imagination mal assise de notre homme, et il se crut appelé tout d'abord à faire prévaloir par l'entraînement de son éloquence les doctrines du divin *auneur de drap ;* il fut apôtre.

A partir de ce jour, il se plongea dans l'étude de toutes les élucubrations de son maître, et il s'appliqua à les propager par sa parole et par ses écrits. Il composa une foule de petits livres: *Cri de Misère! Cri de Détresse!* etc., etc. Puis, voyant que Paris, cette Babylone corrompue, ne voulait ni l'entendre ni le comprendre, il se résolut à voyager pour la propagation du système de l'harmonie universelle.

La tâche qu'il allait entreprendre était lourde et difficile, mais rien ne pouvait arrêter son ardeur de prosélytisme. Comme les premiers apôtres, il partait n'ayant pour tout bagage que son bâton et sa besace; mais il plut à un homme puissant, qui exploitait déjà les doctrines de Fourier, de donner un certain éclat à la mission du premier apôtre de cette doctrine.

Victor Considérant, qui connaissait l'éloquence naturelle et l'enthousiasme de son co·religionnaire, pensa que ses prédications pourraient amener de nouveaux niais à sa boutique, et lui, qui remuait l'or de ses dupes à pleines mains, voulut en sacrifier un peu pour augmenter sa clientèle.

Jean Journet fut équipé en pèlerin : chapeau pointu, guêtres de voyageur, havre-sac plein de brochures phalanstériennes et de cantiques humanitaires, bâton noueux à la main, rien ne lui manquait pour jouer son rôle, et il dirigea ses pas vers la Bourgogne.

La ville de Semur fut choisie par lui pour commencer ses prédications. Le journal de Considérant l'avait annoncé à l'avance, et les patriotes bourguignons furent fidèles au rendez-vous donné. Les succès de l'apôtre furent grands auprès de ces braves provinciaux que séduit

toujours la nouveauté. Ils ne comprenaient rien aux harmonies infinies, aux attractions célestes, aux influences primordiales que leur expliquait l'orateur, qui n'y comprenait rien lui-même; mais qu'importe! cela ne devait en être que plus beau.

Un banquet fut préparé à grande pompe pour fêter dignement le porteur de la nouvelle religion. Or, il arriva que, ce jour-là même, il y avait soirée à la préfecture. Jean Journet ne connut cette réunion qu'au moment de se mettre à table; il ne balança pas un instant entre son plaisir et son devoir. Il s'affubla de tous ses oripeaux et se rendit à la préfecture.

Sans se faire annoncer, il pénétra tout poudreux dans les salons, malgré les domestiques, qui le prenaient pour un fou. Son entrée fut solennelle : sans saluer, sans expliquer l'inconvenance de son action, il éleva la voix au milieu de cette foule aristocratique.

« Vous dansez, s'écria-t-il plein d'une sainte « indignation, vous dansez, et à deux pas j'allais « expliquer la parole du maître. Vous restez « dans les ténèbres, et la lumière luit sur le « monde depuis vingt ans. Je viens faire briller « à vos yeux un rayon de cette divine lumière : « malheur à vous si vous êtes sourds à ma voix! »

Il allait continuer pendant deux heures sur le même ton d'inspiré ; mais le préfet intervint, et malgré la plus énergique résistance, l'apôtre fut mis à la porte.

Il courut au banquet et se répandit en invectives contre les riches de la terre. Ces discours insensés le firent coucher cette nuit-là en prison, et le lendemain, sur un ordre formel, il dut quitter la ville. Il sortit stoïquement, et secoua la poussière de ses sandales sur la cité inhospitalière.

Nous ne le suivrons pas dans ses pérégrinations ; nous dirons seulement qu'il éprouva partout le même sort et qu'il revint à Paris harassé de fatigue et plus persuadé que jamais de la puissance de sa parole et de la sainteté de sa doctrine. Il attend tous les jours que la queue annoncée par son maître lui pousse après l'échine. Son apostolat avait coûté quelques milliers de francs aux actionnaires de la *Démocratie Pacifique*. Niais ! niais !

Tel était l'un des principaux visiteurs de la Société dont le papa Vitou était le président. Chacun des assistants s'empressa autour du nouveau venu et se trouva honoré de lui donner l'accolade.

Lorsque le silence fut rétabli, le doyen d'âge

prit place au fauteuil pour expliquer le but de la réunion.

Mais il avait compté sans son hôte : Jean Journet, voyant des hommes rassemblés, trouva l'instant propice pour prêcher la sainte doctrine de l'attraction céleste. D'ailleurs, il avait été privé depuis longtemps d'un aussi nombreux auditoire.—Frères, s'écria-t-il, la lumière s'est faite sur le monde il y a vingt ans, et vous êtes dans les ténèbres! Frères! je viens....

—Pardon, citoyen, dit Vitou, tu n'as pas la parole. Elle me revient de droit comme président.

—Il faut que je parle ou j'étouffe, car vous êtes dans les ténèbres, s'écria l'apôtre irrité de cette résistance, et vos paroles sont remplies d'ombre comme votre âme. Je viens...

Le papa Vitou, qui connaissait la longueur interminable des discours de son ami, l'interrompit aigrement, et une dispute violente allait s'engager entre eux, lorsque des amis intervinrent et obtinrent la parole pour le président.

« Citoyens, dit-il tout fier de son triomphe. Avec vous point de périphrases, point d'arrière-pensée. Je vais développer librement pour les nouveaux venus le but de notre réunion.

« Nous voulons par tous les moyens assurer le triomphe du *communisme*, que nous ferons avaler

aux niais sous le nom de ***République démocratique et sociale***. Pour cela notre politique doit consister à saisir habilement toutes les occasions de renverser le gouvernement aristocratique qui nous opprime. Si nous sommes seuls, nous serons impuissants contre le nombre : aussi, malgré toute notre répugnance à accepter pour auxiliaires les traîtres qui nous ont fait mitrailler sur les barricades de Juin et qui aujourd'hui nous font patte de velours, oublieux qu'ils sont du passé, je pense qu'il est prudent de dissimuler avec eux. Je vois à vos regards étincelants combien cette contrainte est pénible à vos cœurs généreux; mais moi aussi, frères, je me souviens! jamais ils ne s'effaceront de ma mémoire tous les outrages dont ces misérables transporteurs sans jugement nous ont abreuvés. Vienne le grand jour de la victoire pour notre drapeau glorieux, et les premières victimes qui tomberont sous le fer sacré des vengeurs seront les renégats du Gouvernement provisoire et les fainéants de la prétendue Montagne. C'est alors que chaque patriote pourra, dans un saint délire, boire à la république démocratique et sociale dans le crâne d'un ennemi. Jours glorieux, jours sublimes et terribles à la fois, où la sainte guillotine fera justice de tous ces bour-

geois parvenus qui par hypocrisie affichent un faux patriotisme et osent se parer du glorieux titre de républicains. Nous offrirons leurs têtes maudites en holocauste aux mânes des martyrs de la liberté.

« Patience et courage, frères ! Le flot social monte, monte rapidement, il va engloutir les ennemis du peuple. Les nuages chargés d'électricité s'amoncellent et vont crever sur le monde. La montagne populaire ouvre déjà son cratère et va lancer ses laves brûlantes de patriotisme qui vont purifier et régénérer le genre humain.

« La révolution de 89 et de 93 a tué le clergé et la noblesse ; la bourgeoisie a pris leur place et a régné plus tyranniquement encore sur le pauvre peuple. La Révolution qui va s'accomplir, sachez le bien, a pour but de tuer la bourgeoisie à son tour.

« Ceignons nos reins, frères, et préparons-nous pour des luttes de géants, car la bourgeoisie aux abois nous opposera une résistance désespérée, et nous aurons, en attendant les beaux jours, de bien tristes journées à traverser. Beaucoup d'entre nous tomberont dans le combat, mais leur mort sera vengée, mais leur mort aura sauvé l'humanité.

« Nos ennemis sont nombreux et pour les

vaincre il faut, je vous le dis encore, savoir dissimuler. Acceptons toutes les alliances qui nous seront offertes; qu'elles nous viennent en aide en hommes ou en argent, peu importe, acceptons. Les habits noirs de notre parti se compromettent le moins qu'ils peuvent, et nous laissent généreusement, à nous autres prolétaires en blouse, les prisons et le martyre. Acceptons leur concours; mais qu'ils reviennent encore, ces voleurs de gloire, après le triomphe du peuple, lui demander les clefs de l'Hôtel-de-Ville, du Luxembourg et de la Préfecture, nous serons là pour faire justice de tous ces ambitieux.

« Aujourd'hui, frères, je vous en supplie au nom de notre sainte cause, dissimulons, évitons toute dissension intestine. J'ai dit. »

Ce discours plein de menaces pour la société fut couvert d'un tonnerre d'applaudissements. Le vertueux apôtre de l'harmonie seul n'applaudit pas; tout ce sang qui allait couler lui était monté à la tête, et la terreur l'avait rendu idiot. Il quitta la réunion sans avoir demandé de nouveau la parole, signe certain d'un grand trouble dans toute son organisation.

Je demande pardon à mes lecteurs de la longueur de cette citation; mais je ne pouvais rien

retrancher de ce discours caractéristique, et que je crois le modèle du genre.

Lorsque le long frémissement qui suit les grandes émotions se fut calmé, le citoyen président, que son immense succès avait gonflé d'orgueil, prit de nouveau la parole pour communiquer à la réunion un bulletin adressé à l'armée par le *Comité de résistance.*

Mais à peine avait-il prononcé quelques mots que de violentes réclamations partirent du fond de la salle.

— Nous ne souffrirons jamais, s'écria le vicomte Valory, qu'on reçoive ici des ordres du *Comité de résistance.* Vous ne savez donc pas quels sont les hommes qui composent ce comité? Les Greppo, les Miot, les Joigneaux et autres ambitieux de l'Assemblée nationale ne vous sont donc pas connus? Je soupçonne fort notre président Vitou d'être un des émissaires de ce comité réactionnaire.

—Je proteste, s'écria Waltier, dit *Crampon*; je proteste en ma qualité de *délayé* (lisez *délégué*) du 6e arrondissement, contre les empiétements du *Comité de résistance.* Je me retirerai plutôt que de me laisser traîner à sa remorque. C'est nous qui avons fondé la *Némésis*, c'est à

nous de la diriger. Nous n'avons nullement besoin de ces Messieurs ; qu'ils mangent leurs 25 francs par jour et qu'ils nous laissent tranquilles.

Après de violents débats, le papa Vitou obtint enfin de lire le quatrième bulletin adressé à l'armée. Je le donne en entier comme document :

A L'ARMÉE.

Quatrième Bulletin.

« SOLDATS :

« L'empressement avec lequel vous secondez les efforts du Comité lui est un sûr garant de la prochaine victoire de la démocratie. Mais triompher ne serait rien faire, si les fruits de la révolution devaient nous être ravis une fois encore. Pour terrasser les ennemis et les empêcher de se relever jamais, il ne suffit pas d'avoir les armes à la main et l'enthousiasme dans le cœur, il faut aussi avoir des idées dans la tête, un but parfaitement arrêté. C'est pourquoi le Comité s'occupe sans relâche des grandes mesures dont l'application immédiate devra fixer les destinées du peuple, et qu'il vient, con-

jointement avec de braves officiers qui lui ont prêté le concours patriotique de leurs lumières, d'élaborer un système complet de réforme pour l'armée, au point de vue démocratique. En voici un aperçu : que chacun de vous s'en pénètre et l'explique à ses camarades, afin que, connaissant tous l'étendue de vos droits, vous soyez prêts à les recouvrer sans hésitation, quand le moment en sera venu. »

PROGRAMME.

« 1° Suppression de la conscription et du remplacement; service militaire imposé à tous les citoyens valides sans exception;

2° Diminution de la durée du service;

3° Éducation militaire faisant partie de l'instruction publique ;

4° Réorganisation des écoles spéciales militaires, au point de vue démocratique ;

5° L'armée permanente, réduite en temps de paix jusqu'à ce que l'état de l'Europe en permette la suppression ;

6° Élection des officiers par les soldats ;

7° Diminution de la solde des grades supérieurs; augmentation de celle des sous-officiers et soldats;

8° Égalité de solde pour tous les militaires de la même arme ;

9° Suppression des sinécures dans les états-majors, et des frais de représentation ;

10° Révision complète du code militaire, son application en temps de guerre seulement ; renvoi des délinquants devant les tribunaux et le jury civils ;

11° Abolition de la peine de mort, de toutes les tortures et des peines humiliantes infligées aux soldats ;

12° Création d'un juge disciplinaire dans chaque régiment ;

13° Égalité des peines pour les officiers et les soldats ;

14° Libre exercice des droits politiques accordé aux soldats en dehors du service ;

15° Création d'un hôtel des invalides dans chaque département, pour recevoir les soldats mutilés au service de la patrie et ceux qui ont vieilli sous les drapeaux ;

16° Rappel de tous les patriotes de l'armée envoyés en Afrique, condamnés ou suspendus pour cause de républicanisme ; avancement accordé par la conscience nationale à ces braves militaires, et à tous ceux qui se seront distingués dans la lutte suprême contre la tyrannie ;

17° Mise en jugement de tous les officiers qui auraient commandé de faire feu sur le peuple, et de ceux qui auraient concouru au système d'arbitraire et d'oppression qui pèse sur le soldat.

« Vive la République !

« *Le Comité central de résistance.* »

Comme vous rampez aujourd'hui, messieurs les hommes rouges, auprès de cette armée que vous repoussiez si énergiquement après Février! Vous les appelez maintenant frères, ces braves soldats, qui naguères n'étaient pour vous que d'infâmes brigands, des assassins dont la présence à Paris était un danger incessant pour la liberté et la République. Vous les caressez, vous les flattez sur tous les tons, vous espérez les attirer dans vos rangs; vous avez voulu qu'ils fussent représentés à l'Assemblée Nationale, et vous avez nommé ces bons MM. Ratier et Boichot; Boichot, ce gros garçon si naïf et si niais, qui compte bien être un jour nommé par vous ministre de la guerre.

Quel beau cri de triomphe vous avez poussé lorsque la majorité des votes de l'armée s'est portée sur vos candidats ! C'en est fait, disaient

vos orateurs, vos journaux : l'armée est à nous, elle vote avec nous, elle marchera avec nous dans la voie du socialisme. Qui oserait désormais nier notre puissance? Vous l'avez vu le 13 juin à la mémorable journée du *vasistas!* Croyez-moi, l'armée n'est pas encore socialiste. Si elle a une fois voté avec vous, c'est qu'elle a voulu jouer une espièglerie à ses officiers. Les soldats sont de grands enfants, ils ont l'esprit français et aiment à rire.

Mais vienne une insurrection nouvelle ; descendez encore une fois dans la rue au nom de vos doctrines insensées, et vous verrez ceux-là même que vous croyez avoir séduits, s'élancer, à la voix de leurs chefs et de l'honneur, au-devant de vos tristes bataillons, et les disperser comme un vil troupeau.

Une alliance avec des gens de votre sorte serait avilissante, et l'armée française est le symbole de l'honneur. Elle n'est donc pas avec vous, elle a horreur de vos complots et de vos hideuses espérances, elle est et sera toujours le plus ferme appui des honnêtes gens, la terreur des ennemis de la société et la sauvegarde de la vraie liberté. Croyez-vous d'ailleurs qu'elle ait oublié que vous avez glorifié les assassins du général Bréa? Mais revenons à nos *Vengeurs*,

Cette longue lecture du manifeste à l'armée, rendue plus longue encore par l'épellation difficile et nasillarde du père Vitou, fut, comme je l'ai dit, suivie d'unanimes et chauds applaudissements.

Tous les insignes coquins du Comité félicitèrent leur digne président, ne doutant pas un seul instant qu'un aussi beau chef-d'œuvre ne dût soulever immédiatement l'armée. Le papa Vitou reçut leurs compliments en homme qui connaissait sa propre valeur, promena un regard de triomphe sur l'assemblée, et comme il avait hâte d'aller réparer chez le pâtissier du coin ses forces épuisées par les luttes orageuses de cette soirée, il remit sa crasseuse calotte sur son vieux crâne chauve et ridé, puis leva la séance.

La société des *Vengeurs* eut encore une dizaine de séances, qui se tenaient tantôt chez Bouet, rue Saint-Victor, tantôt chez un liquoriste de la rue des Arcis. C'est dans ce dernier établissement que je veux conduire mes lecteurs et les faire assister à une des réunions les plus solennelles des Frères et Amis.

Un haut personnage devait ce soir-là honorer les *Vengeurs* de sa présence auguste ; le citoyen-général en chef des forces de l'armée révolutionnaire, Larger enfin, qui avait cédé quoique avec

répugnance aux pressantes sollicitations de Casimir Henricy et du vicomte Valory.

Faisons d'abord connaissance avec ce fougueux patriote : Avant Février, Larger vivait, dit-on, de son travail; mais depuis qu'il est passé grand homme il dédaigne toute occupation manuelle et s'est fait l'une des sangsues les plus dévorantes de la niaiserie populaire. Il organisa des clubs dont les produits étaient assez beaux, comme chacun sait. Il fonda un comité de secours qui ne secourut jamais personne, mais qui empocha avec une exactitude scrupuleuse les sommes que lui remettaient chaque samedi les délégués quêteurs. Sa popularité dans les clubs le fit nommer commandant d'une des légions de la banlieue. L'affaire du 15 mai le conduisit au donjon de Vincennes, et aux honneurs de la haute-cour de Bourges, qui l'acquitta. Cet honnête citoyen est l'hôte-né des exilés de Londres, où il se réfugia lui-même après la ridicule affaire des Arts-et-Métiers. Le parquet n'exerça pas de poursuites contre lui et il revint à Paris, où il se créa une petite occupation d'un nouveau genre. Il se présentait tout affairé chez des patriotes connus, et surtout jouissant d'une certaine aisance.

— Un patriote, disait-il, arrive de Londres, et

je me trouve dans un cruel embarras ; je ne puis le cacher chez moi, ma maison est connue de la police, et les affaires du parti doivent le retenir quelque temps à Paris. Il lui faudrait un lit et quelques meubles, qu'on pourrait reprendre à son départ.

Les braves gens s'attendrissaient ; le mobilier était acheté et la farce était jouée. Le réfugié était assez ordinairement une jeune fille que le don Juan montagnard installait provisoirement dans le modeste réduit. Mais le volage courait bientôt à de nouvelles amours ; le mobilier était vendu ; l'argent facilitait une autre conquête et Larger *travaillait* un autre patriote.

Larger fut encore l'homme de confiance de la citoyenne Crémieux, que dans ses jours de belle mais peu galante humeur il a baptisée d'un nom assez original. Ce fut Isaac Crémieux, de la tribu de Juda, qui présenta le projet de loi sur le divorce, et la tendre moitié de ce crasseux et hideux personnage lui en conserve, dit-on, depuis ce jour, la plus vive reconnaissance. Elle a pris Larger pour le confident de ses peines, et il a pu connaître dans leurs longues causeries toute l'ardeur républicaine de cette chaude patriote : —La *Mère-Rouge*, dit-il, est une femme déterminée et sur laquelle on peut

compter; Crémieux ne lui va pas à la cheville.

Cet enthousiasme a eu sa récompense, car aujourd'hui maître Crémieux, le marchand de paroles, et de plus LE DERNIER COURTISAN D'UNE ROYALE INFORTUNE, vient d'acheter dans le département de la Drôme le domaine et la forêt de Saon, une propriété magnifique, moyennant la modique somme de 800 mille francs, fruit de ses petites économies, et l'influence de la *Mère Rouge* a fait obtenir à Larger le poste éminent de garde-chasse. C'est un pis-aller pour ce futur grand-connétable des armées de la République rouge. Il chasse aux lapins en attendant qu'il puisse chasser aux *aristos.*

Tel était l'homme illustre que l'on attendait à la réunion des Arcis. Il avait longtemps hésité avant de consentir à cette démarche, car j'ai oublié de dire que sa maxime favorite était que *la méfiance est la mère de la sûreté :* aussi avait-il peur de son ombre. La réputation des hommes de la *Némésis* l'épouvantait. Il savait que les chefs du Comité du 8e arrondissement et ceux du 12e se détestaient cordialement, et que leurs querelles incessantes pouvaient produire des dangers. Ce qui le détermina cependant, ce fut l'espérance de réconcilier entre eux ces Comités *sauveurs.* Les chefs du 8e étaient : Philippe le taillandier, ex-lieutenant-colonel de la 8e légion,

Lefebvre, forgeron, commandant dans la même légion ; Minor-Lecomté, l'époux de la Pépin, et les frères Bocquet. Les chefs de la *Némésis* étaient : Papa Vitou, président, Casimir Henricy et le vicomte de Valory.

Le général des forces de l'armée révolutionnaire entra d'un air grave et compassé, suivi de ses aides de camp. C'est à la complaisance d'un de ces deux messieurs que je dois de pouvoir raconter exactement ce qui se passa dans cette mémorable réunion. Leur chef de file ne prit aucune part à la discussion au commencement de la séance, et cependant il était venu pour réconcilier les partis, mais il ne pouvait entièrement vaincre ses appréhensions. Ce futur général soupçonne même jusqu'à sa propre femme, que les réacs, dit-il, subventionnent pour espionner ses démarches. Et, pour me servir d'une expression de notre ami Pornin, les horribles *trombines* qui l'environnaient étaient peu faites pour lui inspirer de la confiance

Lorsqu'on lui demanda son avis sur la fusion des comités, il balbutia, argua de son peu d'importance dans le parti, il se récusa.

— Nous te connaissons, citoyen, s'écria le papa Vitou. Pas d'ambages, pas de diplomatie avec les amis, sacrebleu ! Nous savons la haute

influence que tu exerces sur les membres du Comité de résistance. Parle, et nous nous conformerons à tes avis.

Ce que n'avaient pu obtenir les prières de ses amis, la flatterie savante du président d'âge l'obtint comme par enchantement. L'orgueil l'emporta sur la prudence.

Il développa les statuts du Comité de résistance; il s'appliqua principalement à faire ressortir la puissance occulte de ce comité.

— Jadis, s'écria-t-il, sous ce ciel ardent de l'Orient, où les populations sont aussi nombreuses que les étoiles du firmament, que les grains de sable sur les rivages de la mer, d'ignobles despotes purent régner pendant une suite de milliers d'années, sans troubles et sans révolutions, grâce au mystère dont ils environnaient leur existence. Retirés au fond de leurs palais de Babylone et de Ninive, inaccessibles à la vue des hommes, entourés d'esclaves muets et dévoués, n'exposant leur personne sacrée aux regards de leurs sujets qu'une fois ou deux pendant le plus long règne, on s'était habitué à les considérer comme les égaux des Dieux, et leurs décrets étaient des ordres du ciel même pour les peuples tremblants. Ce que firent des tyrans pour opprimer le monde, le Comité de résis-

tance veut le faire pour sauver l'humanité, régénérer les nations et briser les tyrans modernes sous leurs trônes broyés. Les membres du Comité de résistance, représentants du peuple, pour la plupart, retirés sur la *montagne*, resteront inconnus au monde, et nous, plus fidèles et plus discrets que les muets esclaves des tyrans de Babylone, nous porterons leurs ordres jusque chez les nations les plus reculées, et leurs décrets seront exécutés, car ils sont saints et ils veulent la régénération des peuples.

Ici l'orateur, s'exaltant dans l'ivresse de ses espérances et dans son fanatisme pour ses héros, perdit toute la feinte bonhomie qu'il avait affectée au commencement de la séance, et fit connaître les projets ultérieurs du Comité.

—Les représailles seront terribles. Les républicains de 93 ont faibli dans leur tâche; c'est à nous, qu'on a si traîtreusement bafoués de notre stupide mansuétude, d'accomplir la tâche par eux commencée.

Il vomit pendant une heure les plus ignobles injures contre la bourgeoisie et le pouvoir, et termina ainsi son abominable discours :

—Au jour de l'action, citoyens, que chacun de vous se munisse d'une corde grosse comme le petit doigt, bien enduite de savon et terminée

par un nœud-coulant. C'est un moyen expéditif et sûr d'exterminer sans bruit les aristocrates, les faux frères et les modérés.

A peine Larger haletant et ruisselant de sueur eut-il cessé de parler qu'il se vit entouré de tous ses frères et forcé de recevoir l'accolade du président Vitou.

—Je n'aurais pas mieux dit! s'écria celui-ci transporté d'un saint délire, inspiré par la farouche péroraison du discours.

Le vicomte de Valory fut le seul qui hocha la tête et parut peu convaincu de la *pureté* des membres du *Comité* de résistance.

Pendant que le citoyen général vociférait ces étranges projets, un nouvel auditeur était entré inaperçu ; lorsque l'immense frémissement qui suivit les dernières paroles de l'orateur se fut calmé, on vit s'avancer vers le président un homme affublé de la manière la plus grotesque. On reconnut bientôt l'apôtre Jean Journet, disciple de Fourier. Il avait revêtu son costume de prédicant pour la solennité de la circonstance, tel que je l'ai dépeint plus haut, besace, bâton ferré, chapeau à la Montagnarde, rien n'y manquait.

« Que viens-je d'entendre? eh quoi! du sang? toujours du sang? des vengeances? Et depuis

vingt ans la lumière a brillé sur le monde. Le Dieu de la paix et de l'harmonie universelle est descendu sur la terre, et vous êtes encore dévorés par les grossières passions de l'enfer. O divin Fourier, par donne-leur, et viens inspirer ma voix pour éclairer leurs cœurs !

« Permettez-moi, citoyens, de prendre la parole pour une demi-heure seulement; ce temps me suffira pour vous convaincre de l'inanité de tous vos efforts, tant que vous ne vous rangerez pas sous la loi révélée par le plus sublime philosophe des temps modernes. »

A cette demande, l'auditoire éprouva un malaise général, le président fit une fort laide grimace; on savait que les demi-heures de l'apôtre étaient interminables et surtout combien était abrutissant son bavardage mystique et sans idées.

—Allons, va pour aujourd'hui, dit Vitou ; mais sois bref. Les plus hautes questions nous occupent. Tiens ; j'ai la tête un peu allourdie. Il me faut une distraction, et autant celle-là qu'une autre. Tu vas nous dire le système de ton maître sur l'union des sexes. C'est égrillard, ça nous divertira.

« Pour bien comprendre les théories du grand Fourier sur la procréation des hommes,

dit Journet, qui, suivant son habitude, voulait éviter ce point dangereux du système, il faut connaître à fond toute la doctrine qu'il a enseignée. Les aveugles qui recouvrent la vue par un miracle de l'art ne doivent que par degrés être exposés à la lumière : un trop vif éclat les éblouit.... »

— Je n'ai nullement le désir de t'entendre débiter les in-folios de Fourier, reprit brusquement Vitou ; *les géniteurs?* ou je te retire la parole.

—La question que vous m'adressez, citoyen président, est un piége inventé par mes ennemis, et cependant, sous la divine inspiration qui m'anime, je vais vous répondre.

— Allons, va, et encore une fois, sois bref!

« Dieu a dit : Allez, *croissez et multipliez*, reprit l'apôtre. Est-ce accomplir cet ordre du Créateur que de procréer des enfants étiolés et languissants comme ceux que nous voyons parcourir nos villes? Non!

« Fourier, frappé de ce triste spectacle, a voulu y appliquer le remède, et il a cherché la cause de cette dégénération des hommes. Dans la corruption de nos mœurs les pures et éternelles amours ont disparu de la terre, et après les premiers embrassements, l'homme, oubliant la

mission que Dieu lui a confiée, s'écarte de ses devoirs : et de sa tiédeur auprès de sa compagne ne peuvent naître que des êtres incomplets et imparfaits comme son amour. Qu'a fait le maître ? Il dit à l'épouse : Si vous reconnaissez que l'ardeur de votre conjoint s'est refroidie ou éteinte, vous pouvez, vous devez même, pour obéir à la volonté du Seigneur, choisir un *géniteur*, dont l'ardeur nouvelle vous assurera des enfants robustes, propres à servir la patrie. Vous pourrez méme prendre deux aides-géniteurs, afin... »

— Tu n'es pas amusant ce soir, digne apôtre, tu gazes comme si tu prêchais dans la chapelle d'un couvent. On voit que tu n'es pas encore complet ; tu nous endors avec tes absurdes précautions otatoires.

Journet allait répliquer avec son opiniâtreté accoutumée, mais un nouvel orateur aux longs cheveux épars, à la barbe luxuriante, aux habits larges et crasseux, disciple de Pierre Leroux, réclama la parole pour combattre à son tour le système terroriste proposé par Larger. Journet dut céder, et il le fit sans se plaindre, en homme résigné à tous les coups du sort.

« Parle, dit Vitou à l'interrupteur de l'apôtre, mais je te préviens que je n'aime pas

toutes vos folles rêveries, et qu'en développant vos systèmes vous interrompez nos travaux. Vous usez trop, messieurs les apprentis philosophes, du règlement qui me force à vous accorder la parole; nous aviserons à faire disparaître cet abus. Mon système à moi, et c'est le bon, le voici : Je renverse tout ce qui fait obstacle au progrès et je me dis : *Morte la bête, mort le venin!* Je suis révolutionnaire, et je veux toutes les conséquences de la révolution; l'échafaud même, si lui seul peut sauver la liberté et la République. »

Cette brusque apostrophe du président fut, on devait s'y attendre, fort applaudie : elle était peu encourageante pour le Pierre-Leroutiste, comme dit Vitou; mais les hommes à systèmes, les philosophes surtout, ne doutent de rien, et notre homme prit aussi tranquillement la parole que s'il se fût trouvé devant un auditoire plus bienveillant, et débita d'un ton dogmatique et absolu les belles choses que voici :

« Ce n'est point par la terreur que vous établirez le règne de la liberté, mais bien par l'organisation de la société. Or, citoyens, le vrai principe de l'organisation *sociale* future est la *triade*. La triade organique est l'association de *trois* êtres humains, représentant chacun en

prédominance l'une des trois faces de notre nature; l'une la *sensation*, l'autre le *sentiment*, la troisième la *connaissance*. Dans une fonction *sociale* quelconque, l'élément *social* du travail n'est donc pas un individu, mais *trois* individus, ou la triade.....

« L'histoire naturelle et la chimie nous apprennent que les êtres animés se nourrissent les uns des autres; ceux de l'ordre supérieur consomment la substance de ceux de l'ordre inférieur. Mais la destruction des substances consommées par les êtres animés pour leur alimentation n'est qu'apparente. Ces êtres rendent à la terre sous la forme de détritus de la digestion, d'exhalaisons liquides ou gazeuses, enfin de cadavres, la même somme de matières organiques qu'ils lui ont empruntée pour entretenir leur existence. Cette matière élaborée par les forces naturelles reproduit de nouveaux êtres animés. Ainsi *la vie renaît de la mort*, la production de la consommation, par un cercle éternel. Telle est la loi du *circulus*, loi générale, loi primitive de la création!...... »

Je ne me chargerai point d'expliquer à mes lecteurs tout ce galimatias que je ne saurais comprendre; peut-être seront-ils plus heureux que moi.

Quoi qu'il en soit le disciple du philosophe de Boussac fut arrêté par le bruit des bâillements et les murmures des frères et amis. Le président, fatigué lui-même, dut clore la séance sans s'être déterminé pour ou contre le projet de fusion des deux comités.

En sortant, Larger ne put s'empêcher de dire à Valory :—*Cher vicomte*, où avez-vous été chercher toutes ces figures patibulaires? Quel est donc ce vieux, en calotte noire, qui présidait la séance?

—Ce vieux, mon cher, c'est le papa Vitou, un homme fort et qui a des chances pour 1852.

Quant à papa Vitou, il fit, tout en dévorant une douzaine de gâteaux, la judicieuse réflexion que tous les politiques philosophes sont fort ennuyeux et que désormais il les consignerait rigoureusement à la porte, les déclarant pires que réacs et dignes tout au moins de la potence.

On pourra rire de cette séance que j'ai retracée fidèlement dans tous ses détails; mais que l'on songe aux terribles et sombres projets de Larger et de Vitou, aux menaces incessantes qui remplissent tous leurs discours, et l'on ne rira plus, car ces misérables se sont fait un nom dans le peuple, et comme l'a dit le vicomte de Valory, ils peuvent arriver au pouvoir. Quelle orgie

révolutionnaire il nous serait donné de voir alors! Le règne de Caussidière fut un règne de paix et de justice, si on le compare à celui qui nous attend avec de pareils chenapans.

Pour échapper aux indiscrètes visites des révolutionnaires philosophes, on résolut de tenir les séances chez Bouet. On ne s'occupa plus alors que de la conspiration, des dépôts d'armes et de la fabrication des munitions de toute espèce. Tout allait suivant les désirs du papa Vitou; mais les allées et venues d'hommes à figures suspectes, le mystère dont ils semblaient s'environner, quelques paroles indiscrètes échappées dans l'ivresse, donnèrent l'éveil à l'autorité, qui redoubla de surveillance.

Enfin, un beau soir, entre neuf et dix heures, la police apparut, et d'un seul coup de filet fit rafle de tous les assistants. C'étaient de vieux conspirateurs connus des agents pour du gibier de prison. Il va sans dire que les principaux chefs de la *Némésis* étaient du nombre.

Par un hasard heureux, le papa Vitou ne profita pas cette fois de l'occasion; il s'était trouvé attardé à la barrière du Maine, chez les Cuisiniers-Réunis, où il avait *communié* en famille une partie de la journée. Ce ne fut qu'assez avant dans la soirée qu'il se souvint tout à coup qu'une nom-

breuse réunion des vengeurs avait été convoquée par lui. Il se mit aussitôt en devoir d'aller présider sa séance. Tout en cheminant, il ruminait dans sa vieille tête le plan d'une superbe machine infernale qu'il destinait à faire sauter la partie la plus aristocratique du faubourg Saint-Germain. Déjà il n'était plus qu'à quelques pas du SANCTUAIRE DE L'HUMANITÉ où une *souricière* était établie, lorsque tout à coup il se sentit tirer par derrière, et qu'une main vigoureuse s'abattit sur son épaule et l'entraîna jusqu'au fond d'une allée voisine de l'*assommoir*.

—Qu'y a-t-il donc, s'écria-t-il, lorsqu'il se fut un peu remis de sa surprise ?

—Il y a, dit Bouet, que la police vient d'envahir mon établissement, et d'arrêter tous nos amis. Nos papiers sont saisis ; nous sommes compromis. Il ne nous reste plus qu'une seule chose à faire, c'est de filer au plus vite ; nous en avons encore le temps ; j'ai de l'argent, partons !

—Moi, dit Vitou, plein d'une superbe indignation, quitter ainsi le sol chéri de ma patrie, fuir devant nos lâches ennemis, jamais je ne leur donnerai cette joie. Je veux les attendre de pied ferme et opposer la force à la ruse. Nos amis sont arrêtés, c'est un malheur que je dé-

plore; la République perd en eux de vaillants défenseurs. Mais si nos oppresseurs tiennent entre leurs mains la tête de la *Némésis*, il m'en reste encore la queue Je veux dès demain réunir les Vengeurs échappés comme moi à ce désastre : avec leur concours, nous aurons bientôt reformé une Société nombreuse. Mon fils, mon vertueux fils, que j'ai traîné tout enfant sur les barricades, m'aidera, j'en suis sûr, dans cette sainte entreprise. Quant aux misérables qui nous ont encore une fois trahis, justice sera faite.

Ces dernières paroles de Vitou furent accompagnées d'un sinistre coup d'œil qu'il lança sur Bouet. Il s'esquiva ensuite d'un pas rapide.

Bouet, pétrifié par le regard fauve du farouche Vitou, resta un instant comme anéanti. Le lendemain, le bruit courait dans le parti qu'au moment de l'arrestation de ses frères, il se trouvait précisément à l'une des fenêtres de la maison située en face de son établissement.

Quoi qu'il en soit, Bouet ne fut pas poursuivi : Waltier, de Valory, Charles Corbet, Casimir Henricy, Bérand, Chancel et toute la bande qui marchait en tête de la *Némésis*, passèrent en Cour d'assises, et furent sévèrement condamnés par le jury.

Vitou et Courtin seuls avaient échappé aux recherches de la police, et furent condamnés par coutumace à un an de prison et deux années de surveillance.

L'audacieux Vitou, du reste, tint la parole qu'il avait donnée à Bouet. Il ne quitta point Paris; il laisşa croître sa barbe, mit des lunettes bleues, et prit soin de sa toilette, le plus sûr moyen de dépister les limiers du préfet de police. Une tenue convenable le déguisait au point qu'il put, m'a-t-on assuré, rôder aux alentonrs de la Cour d'assises et attendre dans la salle des Pas-Perdus le résultat du procès.

Le général des forces de l'armée révolutionnaire avait cette fois bien placé ses soupçons, comme on voit, et reconnu tout le danger qu'il y avait à se compromettre avec les vieux grognards de la ROUGE, ses futurs janissaires.

Il s'en tint à son comité du huitième arrondissement; ce comité, en effet, se composait d'hommes plus présentables; on y venait en linge blanc ; cela couvrait décemment des cœurs aussi noirs que ceux des *Vengeurs*, il est vrai, mais dans ces temps-ci les apparences sont tout.

Je ne m'occuperai pas de ce comité, dont les membres sont connus et ne présentent pas un

danger immédiat pour la société. Ils sont très-braves en paroles haineuses, mais fort *prudents* en action. Ils tiennent à conserver leurs précieuses personnes, et ils attendent que les *Ratons* révolutionnaires leur aient tiré les marrons du feu. Je ne veux parler que d'une seule de ses séances que je crois très-instructive.

La réunion dont je vais parler eut lieu chez Renoust, boulevard du Temple, n° 42, dans la maison qui remplace celle où Fieschi commit son horrible attentat. Je donne les noms des principaux personnages qui y assistèrent, car l'un d'eux a une signification toute particulière par sa position, et surtout par l'entourage avec lequel il ne craignit pas de se commettre.

Il y avait là : Carette de Boulogne, qui s'est rendu fameux par ses querelles avec les décembristes; Spinelli le lampiste; Hiller; Pierre Durand, que l'on disait chef de la police secrète du *journal le National;* Croizet, Renoust, Larger que nous connaissons; Napoléon Bonaparte et trois ou quatre agents secrets de la police Carlier, que je crois inutile de nommer. Dans la soirée, deux ouvriers de Renoust qui se trouvaient en retard, étant venus frapper à la porte, causèrent une terrible frayeur parmi les assistants; M. N. Bonaparte surtout se fit remarquer par son

extrême pâleur, et la lividité, pour ainsi dire, de son visage. Que diable aussi allait-il faire dans cette maudite galère !

Les travaux de la séance commencèrent à huit heures et demie et ne furent terminés qu'à onze heures et demie.

On parla d'abord de l'organisation des sociétés secondaires qui relevaient du comité du huitième arrondissement : la Chaîne des martyrs, les Égalitaires, etc. Quelqu'un demanda pourquoi les frères Bocquet n'assistaient pas à la séance.

—Ils sont à Versailles, dit Larger, ils s'occupent des moyens d'introduire dans Paris les *cachemires* qui y sont déposés chez un marchand de nouveautés, et que les *dames* de la société attendent avec impatience.

—L'un des motifs de notre réunion, ajouta Larger, est même de proposer une souscription à cet effet.

La souscription fut approuvée de tous ; quand vint le moment de souscrire, chacun s'inscrivit pour une cotisation assez forte, mais personne ne donna d'argent ; M. Napoléon Bonaparte seul s'acquitta sur-le-champ de sa quote-part : c'était tout ce que l'on voulait de lui. En le voyant d'aussi bonne composition on lui tira, dans le

cours de la séance, une seconde *carotte démocratique* au nom des *malheureux* détenus politiques.

Je ne sais pas s'il a jamais compris ce que c'étaient que ces fameux *cachemires* dont se préoccupaient si fort ses compagnons; dans tous les cas je vais le lui apprendre : c'étaient de beaux et bons fusils, des pistolets, des sabres, des cartouches, des armes enfin de toute espèce.

La discussion s'étant engagée sur les ressources du parti, le citoyen Carette demanda à M. Napoléon Bonaparte si l'on pouvait compter sur sa légion dans un cas pressant.

—Ma légion, dit-il, est sans contredit la plus belle de la banlieue, et son patriotisme est à toute épreuve. Elle renferme bien un assez grand nombre de vieilles culottes de peau qui font de la propagande décembriste; mais je paralyse les efforts de ces braillards enroués, et je puis affirmer qu'à un jour donné plus de deux mille républicains me suivraient pour défendre la République et la Constitution attaquées.

—Que pense le citoyen Napoléon Bonaparte, interrogea Larger, de l'organisation à donner à l'armée, lorsque nous aurons triomphé de la réaction ?

—J'appelle toutes les réformes sociales de

mes vœux ; mais je pense que toucher à l'armée et changer son admirable hiérarchie serait d'une insigne maladresse aujourd'hui. C'est à la discipline et à la hiérarchie de l'armée que nous devons les victoires de l'ancienne République et de l'Empire : ne touchons pas à ces vieilles institutions si nous aimons sincèrement notre pays.

—Les officiers doivent être cassés immédiatement, s'écrie Carette, qui avait lu M. de Girardin ; ils sont attachés par toutes sortes de liens à l'aristocratie et ne peuvent servir un pays libre. Le soldat est esclave, il faut l'affranchir, licencier l'armée et la réorganiser sur des bases nouvelles et démocratiques.

M. Napoléon Bonaparte défendit vivement l'armée, et battit facilement ses adversaires, qui voulaient seulement s'en faire un *ami* pour leurs petites souscriptions.

A peine le prince fut-il sorti que d'immenses éclats de rire retentirent dans l'appartement.

— Avez-vous vu ce renégat! s'écrie Carette. Il fait parade d'un zèle républicain qu'il n'a pas. C'est un ambitieux qui nous prend pour des dupes, et veut se servir de nous comme d'un marche-pied. C'est sur notre dos qu'il veut monter jusqu'au fauteuil de son cousin. Cet homme sera dangereux pour nous un jour.

— Allons donc, *jeune homme*, fit Larger, servons-nous de cet intrigant pour arriver à notre but, il peut nous être utile. Mais si après le triomphe il osait briguer la voix du peuple et que le peuple eût la bêtise de choisir encore un Bonaparte, je le jure ici, je lui conserve dans mon fusil une balle qui l'enverra présider aux enfers. Tous ces princes seront toujours princes; aujourd'hui M. Bonaparte nous cajole, demain nous le verrons à l'Opéra dans la loge de monsieur son cousin. Patience! patience!

Vous voyez, monsieur N. Bonaparte, l'opinion qu'ont de vous vos étranges alliés et le sort qu'ils vous réservent. Croyez-moi, les mauvaises alliances sont souvent dangereuses : nous allons en juger.

IV

La Société du Dix-Décembre.

Un des plus grands malheurs de notre époque, c'est la manie de l'imitation. Les républicains rouges conspirent, de maladroits amis du Président de la République ont voulu organiser aussi leur conspiration, et ils n'ont que trop bien réussi à jeter le trouble dans le pays au nom d'une idée d'ordre et de conservation.

La nomination de M. Louis-Napoléon Bonaparte à la présidence de la République fut certes un événement heureux qui prouvait le bon sens du peuple qui l'avait élu, et nous annonçait un meilleur avenir. Que les partisans du prince aient voulu conserver le souvenir de cette élection qui sauva la France, cela se conçoit. Mais il y a loin de là à fonder une Société qui

ne s'est signalée et ne se signale encore aujourd'hui que par des exploits dignes des bandes conduites par les Pornin et les Vitou.

On a beaucoup parlé de cette Société célèbre et de son véritable but; mais je crois que ceux qui l'ont défendue comme ceux qui l'ont attaquée n'ont jamais connu le fond de la pensée de ses chefs et fondateurs. Qu'on me permette de dire là-dessus ce que j'ai pu en connaître.

Le but apparent fut la bienfaisance : les statuts portent que chaque membre de la Société de Secours mutuels, dite du Dix-Décembre, sera tenu à une cotisation mensuelle de 50 centimes, destinés à secourir les malades de la Société et à subvenir aux besoins des vieillards. Cet article des statuts fut fidèlement exécuté par les sociétaires, qui tous se munirent d'un livret payé 50 cent., et s'acquittèrent de leurs cotisations. Mais les malades furent-ils secourus? Il fallait remplir tant et de si longues formalités que le malade avait tout le temps de passer de vie à trépas en attendant les secours de la Société.

La caisse de la rue Geoffroi-Marie était, pour l'argent, ce qu'était pour les animaux l'antre du lion; on pouvait voir l'argent entrer, mais ressortir, jamais.

C'est que la Société du Dix-Décembre, comme

toutes les Sociétés, fut fondée par des hommes habiles et ambitieux; c'est que la Société du Dix-Décembre était composée de deux éléments: les enthousiastes, les niais qui payaient, et les FORTS qu'il fallait payer.

Je laisse à d'autres le soin de faire connaître les fondateurs de la Société; seulement je demanderai s'ils présentaient toutes les garanties nécessaires pour administrer une aussi vaste *entreprise*. D'autres que moi se sont fait cette question; je ne citerai qu'un fait. Lors de la liquidation, les comités communaux, celui de Montmartre entre autres, se trouvaient encore débiteurs des fonds versés par les sociétaires et les simples correspondants de province.

Le comité supérieur demanda énergiquement que ces fonds fussent versés dans la caisse centrale; mais le président du comité de Montmartre refusa avec persistance, et son refus était motivé: il voulait savoir où passerait cet argent.

— Je n'ai de compte à rendre à personne, s'écriait violemment le grand chef.

— Moi, disait modestement l'habitant de Montmartre, je veux pouvoir rendre des comptes à ceux qui ont mis en moi leur confiance.

Qui céda des deux? je l'ignore; mais ce que

je sais, c'est que ces scènes se répétèrent souvent, et qu'il n'y a jamais de feu sans fumée.

Si la Société du Dix-Décembre a dévoré des sommes considérables, ce ne fut pas assurément en frais d'administration, car jamais je n'ai vu de bureaux plus mesquins, d'employés moins rétribués. Mais laissons là ces débats d'argent, qui sont toujours pénibles à discuter, et entrons dans les bureaux pour voir un peu le personnel de cette Société aussi nombreuse que mélangée.

Les bureaux sont occupés par d'anciens militaires très-bavards, dont la tenue sévère, les longues moustaches et les propos excentriques ont pu donner au journal *le Charivari* les types du Colonel Ratapoil et du Major Casmajou.

Ces braves gens, qui s'entendaient fort peu à aligner des chiffres sur les livres grands et petits, passaient leurs journées à raconter leurs batailles et à surexciter l'enthousiasme de leurs auditeurs pour le grand homme et pour son neveu. Les bureaux ne désemplissaient pas de la foule des souscripteurs qui, au récit des grands coups de sabre donnés aux Russes et aux Autrichiens, s'éprenaient d'une sainte ardeur pour les combats, et se promettaient bien, à défaut de Russes, de faire sentir la pesanteur de leurs

bras aux ennemis du Président. Les *rouges* ont appris ce que pesaient ces redoutables bras; bras de bouchers, de charcutiers, de marchands de vin, de boulangers, de charbonniers, de baigneurs, de forts de halles, de carriers et de vieux militaires, et surtout de blanchisseurs des environs de Paris, car telles étaient les professions des membres les plus fanatiques de la Société du Dix-Décembre.

Comme on doit le comprendre, les employés étaient très-populaires, et faisaient fort peu de besogne. Quant à l'administrateur, car je mets M. Piat tout-à-fait en dehors de toutes ces petites intrigues; quant à l'administrateur, il était presque inabordable pour les sociétaires naïfs. Il était absorbé de travail, et on l'a vu mettre trois jours à écrire une lettre. Il est vrai que par une petite porte entraient à chaque instant de sinistres figures, celles que l'on payait. Dans les bureaux on restait debout, car il n'y avait pas une seule chaise; mais dans le cabinet du grand chef, des hommes crottés jusqu'à l'échine s'étalaient insolemment sur les canapés, dans les fauteuils, le chapeau sur l'oreille. Ceux-là recevaient les confidences du maître. Ils étaient les chefs des chœurs à la sortie et à la rentrée du Président à l'Élysée; ils l'accompagnaient dans

ses voyages; ils donnaient le signal du combat quand il s'agissait d'éreinter les citoyens montagnards, et même ceux qui ne criaient pas *vive l'Empereur!* Ils poussaient, ces jours-là, l'enthousiasme jusqu'à méconnaître les agents de l'autorité. J'en ai vu un, d'une taille colossale, qui traînait au *violon* un commissaire de police et un officier de paix revêtus de leurs écharpes. Leurs échauffourées de la place du Havre et du chemin de fer de Strasbourg sont trop connues pour que j'en parle ici.

Si l'on me demande quelles causes avaient pu rallier un si grand nombre d'adhérents à cette Société en quelques mois à peine, je répondrai : une sincère admiration des qualités réelles de M. le Président pour quelques-uns, le souvenir du grand Napoléon pour un grand nombre, l'exemple et l'ambition pour tous; oui, lecteurs, l'ambition, qui s'était emparée des hommes les plus humbles. Le dernier porteur d'eau faisant partie de cette Société avouait hautement ses espérances. Les plus modérés dans leurs projets ne tendaient à rien moins qu'à une place de garde-chasse. Tous les emplois publics, si nombreux dans notre beau pays, n'auraient pas suffi pour assouvir la cupidité des Décembristes, il eût fallu en créer de nouveaux. Un arrêté de

M. le Préfet de police a mis un terme à cet élan ambitieux : la Société du Dix Décembre n'est plus maintenant qu'une Société secrète, passible des peines portées par la loi.

Si les manifestations des Décembristes ont jeté le trouble dans quelques esprits timides, on le doit surtout aux journaux, qui ont voulu leur donner une importance qu'ils n'ont jamais eue. Ce sont de braves gens pour la plupart, qui ont bien pu jouer du gourdin, mais qui ne joueront jamais de l'escopette. Ce sont de maladroits amis de l'ordre. Et puis un fait avéré, c'est que les démagogues ont poussé de toute leur puissance à ces petits tumultes populaires; s'ils ont été rossés à la rue du Hâvre, ils l'avaient bien mérité.

N'ai-je pas vu, à l'une des dernières revues du Champ-de-Mars, le farouche Miot attendant le Président à la porte de l'Élysée, suivi d'une bande de démocs. Ce représentant ne craint pas de souiller le titre dont il est revêtu, en se faisant chef d'insulteurs du premier magistrat d'un grand peuple. Il donnait aux êtres perdus qui l'accompagnaient le signal de hideuses vociférations, et je regrettais l'absence des Décembristes; j'aurais volontiers donné un coup de main à ces derniers pour caresser l'échine de tous ces gre-

dins. On conçoit dans de pareils moments l'indignation qui animait contre les rouges les membres SIMPLES et BONS de la Société de la rue Geoffroi-Marie.

Un trait caractérisque de cette Société est le dévouement absolu que leur rusé chef avait su leur inspirer. Ils ne reculaient devant aucune abnégation et chacun d'eux s'était fait le surveillant de son voisin. De véritables rapports de police arrivaient à chaque instant au cabinet de M. Gallix, et ceux qui ne savaient pas lire, c'était le plus grand nombre, venaient eux-mêmes dénoncer leurs parents, leurs amis.

—Voyez, disait avec un grand air de bonhomie M. le censeur, ces braves gens se sont tous faits mouchards pour servir notre cause. Ma puissance est grande avec de pareils éléments, et j'en sais avec eux, sans qu'il m'en coûte un centime, plus que la Préfecture de police.

M. Gallix ne disait pas toute sa pensée ; il aurait pu ajouter qu'il s'essayait dès lors à remplir les graves fonctions de préfet de police, magistrature qu'il a toujours révée, sollicitée et qu'il espère encore obtenir. Nous verrons bien !

En résumé, si la Société du Dix Décembre a quelquefois paralysé le commerce, elle a au

moins favorisé une industrie. Les papetiers se souviendront longtemps des magnifiques bénéfices qu'ils ont réalisés dans ces heureux jours. Les Décembristes étaient d'intrépides *pétitionnaires*, et les plus modestes d'entre eux ont adressé des centaines de demandes à M. le Président. Je connais un écrivain public derrière la Madelaine, qui, grâce à leur manie, a pu se retirer des affaires.

V

Les Comités de Résistance.

Si la Société du Dix Décembre renfermait dans son sein des fanatiques de M. le Président de la République, elle avait à combattre aussi de vigoureux adversaires. Nous devons mettre au premier rang de ceux-ci le papa Vitou, ex-président de la Société des Vengeurs.

Ce vieux brave, déguisé comme je l'ai dit plus haut, n'interrompit pas un seul jour son active propagande. Seulement il ne la fit plus au centre de Paris, mais aux barrières et dans la banlieue.

Il rencontra bientôt des hommes dignes de le comprendre : Tharel, qui avait été arrêté plusieurs fois pour délits politiques, et qui à cette époque s'occupait de la fondation de l'*Union des communes*, dont il a rédigé le programme ; Laloge, gérant de l'association des boulangers, et qui

professe les doctrines socialistes les plus radicales, Laloge qui embellit toutes les réunions par des chants patriotiques et qui brille surtout dans le chant *du Bal et la Guillotine*; Bocquin, condamné, en avril 1833, par contumace à la peine de mort, et après son arrestation à sept ans de travaux forcés ; le poëte Frossard, jeune homme d'avenir, mais, malgré sa jeunesse, plongé dans la fange des idées communistes ; Crousse, maître clerc d'avoué, organisateur de la Société dite : *les défenseurs de la République*; il a été membre du bureau du Club Blanqui, et il a signé le fameux placard où l'on demande la mise en accusation de la Cour d'appel et de la garde nationale de Rouen.

Vitou fut nommé membre du Comité des Sept dans la Société de l'*Union des communes*; mais sa rage de siéger au fauteuil de la présidence le brouilla bientôt avec Tharel, et il organisa une nouvelle Société qui eut pour titre : *la Commune de Paris ;* ce n'était qu'une fraction de la société-mère.

Tout allait ainsi selon ses désirs, mais la police avait les yeux sur lui ; on savait que le 24 février devait être signalé par des désordres, une émeute peut-être, et *un de ses amis* lui proposa une partie de barrière On mangea force

gâteaux ; le vin qui servit à les arroser monta au cerveau de l'imprudent président à vie, et le soir même du 23 février il s'endormit dans une prison, où il a tout le temps de se préparer à de nouveaux complots.

Les satellites du gouvernement, en arrêtant l'infortuné Vitou ce jour-là, l'ont privé du plus touchant spectacle qu'il soit donné à une âme républicaine de contempler. Au moment où l'ex-général des insurgés de Lyon et de l'Hôtel-de-Ville, l'austère Lagrange, entouré du nombreux cortége de ses admirateurs, venait déposer sa couronne démocratique au pied de la colonne de la place de la Bastille, un citoyen jadis puissant, mais humble alors et abandonné de ses anciens flatteurs, le citoyen Pornin venait aussi apporter son modeste souvenir aux martyrs de Juillet et de Février.

Cette rencontre imprévue réveilla dans le cœur de ces deux grands hommes toutes les luttes du passé ; leurs anciennes inimitiés furent oubliées, et par un sublime élan ils se précipitèrent dans les bras l'un de l'autre.

— Oublions toute rancune, s'écrièrent-ils d'une seule voix, et en présence de ces mânes augustes, jurons de rester à jamais unis pour le triomphe de la liberté!

Cette réconciliation touchante tira des larmes des yeux de tous les assistants.

Le citoyen Lagrange fit ensuite un magnifique discours pour exhorter le peuple au calme et à la patience, ce qui était bien inutile, car personne ne songeait à autre chose; mais il est de bon ton de se poser en pacificateur et surtout de paraître commander à la foule.

Après ce petit speech, les deux amis bras dessus, bras dessous, s'acheminèrent vers Notre-Dame. L'office fut célébré au milieu du plus grand calme, malgré le concours de peuple qui encombrait l'immense basilique. Le citoyen Lagrange est encore persuadé aujourd'hui que c'est sa seule présence qui avait attiré tout ce monde; et comme il avait fallu se rafraîchir en route et que Pornin préfère surtout l'eau *d'aff*, les deux amis étaient fort émus. La plus légère oscillation de la foule leur faisait croire à un commencement d'émeute, et Lagrange glissait sa longue taille au milieu des rangs les plus serrés et recommandait toujours le calme.

A partir de ce jour, l'ex-commandant des Montagnards a repris son rang dans le parti, et les lieux de réunion des démagogues ne lui sont plus interdits. On lui a même donné un képi d'honneur, et comme je lui avais surtout repro-

ché l'état crasseux de toute sa personne, il fait violence à ses habitudes et ne sort plus que proprement vêtu. Il se dédommage du reste amplement de la diète forcée que lui avait imposée l'apparition du livre des *Conspirateurs.* J'espère bien que de nouveaux exploits me donneront encore l'occasion de parler de lui quelque jour.

Lagrange, au sortir de Notre Dame, monta en voiture et harangua sur la route la bande de gamins qui l'escortait, Pornin en tête. Il fut visiter ses amis du quartier latin, étudiants de quinzième et de vingtième année, les Chassan, les Kunnmann, et autres jeunes disciples de M. Michelet, rédacteurs ordinaires de tous ces beaux projets qui ornent les premiers Paris de la *Presse,* après avoir été retapés par le citoyen Émile de Girardin, vicomte de Saint-Bérain et autres lieux.

Je soupçonne fort quelques-uns de ces jeunes Messieurs de faire partie d'*un Comité de résistance* qui travaille en ce moment les faubourgs, et sur le compte duquel je dois m'abstenir. Si je parle ici de l'existence de ce Comité, ce n'est que pour faire voir jusqu'où va l'exaltation et la fureur de certains esprits.

Les fondateurs de ce Comité ont trouvé trop tièdes les bulletins du *Comité central de résistance,*

ils se sont mis à l'œuvre avec frénésie et ils traitent de réactionnaires infâmes les membres du véritable *Comité de la Montagne*. Touchante fraternité !

Ces derniers, qui ont épouvanté la France de leur audace, n'ont pas voulu rester en arrière, et tiennent à prouver que l'accusation portée contre eux est imméritée : ils ont en conséquence publié le onzième Bulletin.

Dans le dixième, jugé trop débonnaire par leurs rivaux, ils disaient cependant au peuple que les *monstres* s'engraissaient de ses sueurs, que les exploiteurs voulaient le broyer sous leurs dents carnassières.

Les auteurs du onzième Bulletin n'ont point cherché cette fois à le tenir secret ; ils ont voulu braver ouvertement l'autorité. Ce bulletin a été envoyé à plusieurs représentants, sans doute comme un avertissement du sort qui leur est réservé s'ils osent enfreindre les ordres du *Comité de résistance*. Sans distinguer expressément entre la révision légale ou illégale de la Constitution, le *Comité* interdit toute révision, il l'interdit sous peine de mort.

Voici quelques passages caractéristiques de cette pièce, adressée à l'armée du désordre :

AU PEUPLE, A L'ARMÉE.

Onzième Bulletin.

« Nous l'avions prévu, nos ennemis auront
« le triste courage d'aller jusqu'au bout, ils
« oseront réviser la Constitution : la France
« entière va se lever pour les frapper !. . .
« . . . .
« . . . .
« . . . .
« . . . .
« . . . .
« . . . .

« *Nous prévenons les membres de la majorité que ceux d'entre eux qui donneront par leurs votes le signal du carnage* AURONT PRONONCÉ EUX-MÊMES LEUR ARRÊT DE MORT. L'INSERTION AU ***MONITEUR*** TIENDRA LIEU DE JUGEMENT.

« . . . .
. . . .
. . . .

« Soldats ! joignez vos coups aux nôtres, et le combat ne sera pas long.

« Maintenant attendons, et prenons nos dernières mesures. Ils veulent une révolution, ils seront satisfaits. Mais celle-là sera la dernière,

car il est temps enfin *d'en finir avec cette caste incorrigible, dont on n'aura définitivement raison* QU'EN LUI ARRACHANT SES RICHESSES MAL ACQUISES.

« VIVE LA RÉPUBLIQUE SOCIALE!

« *Le Comité central de résistance.* »

(Ici se trouve le cachet du comité en lettres rouges, et avec le bonnet rouge pour emblème.)

Les vrais républicains, ceux qui désirent voir la République se fortifier et se maintenir en France, doivent, plus que tous les autres, détester ces fureurs impies. Rien, en effet, n'est plus propre à éloigner les esprits de cette forme de gouvernement que de voir ceux qui s'en posent comme les champions se livrer à ces prédications folles et infâmes. La République n'a pas de pires ennemis que ces prétendus Républicains qui veulent la défendre par le pillage et l'assassinat.

Pendant longtemps les journaux de la démagogie, avec leur vieille tactique jésuitique, ont accusé des innocents de rédiger ces affreux ordres du jour. *L'Événement* a poussé plus loin la plaisanterie, il m'a désigné nominativement comme un de leurs auteurs. Déjà un misérable assassin, un faussaire m'avait traité de forçat

et d'assassin, et j'ai fait retomber lourdement sur sa tête toute la honte de son odieuse calomnie.

Aujourd'hui, comme alors, la lumière a brillé de tout son éclat; j'étais, dit-on, un agent provocateur, et l'autorité vient de saisir en flagrant délit les véritables auteurs des bulletins du *Comité de résistance*. Eh quoi! ces messieurs pouvaient-ils supposer que je pusse avoir des relations avec le jeune Combes, qui prêtait son chenil de la rue de Madame pour l'impression de ces proclamations extravagantes? avec un Chavarey et ce farouche Fomberteaux, ami de Joigneaux, et son co-accusé dans le procès du MONITEUR RÉPUBLICAIN? Avec l'Herner, de l'affaire des *Bombes incendiaires*, Noguès, Petit, Laserre, Billotte, tous démagogues de la pire espèce et que je combats à outrance!

Je ne pourrais mieux aujourd'hui me venger de toutes les misérables accusations lancées contre moi, qu'en publiant ici le programme révolutionnaire saisi ainsi que le douzième et dernier bulletin, hélas! de défunt le Comité central de résistance. Mais un avis communiqué par l'autorité supérieure aux journaux de l'ordre, et auquel je me soumets quoique à regret, m'interdit la reproduction de ce nouveau chef-d'œuvre de littérature montagnarde.

En présence d'un pareil document, d'un flagrant délit aussi concluant, que deviennent les suppositions que le très-spirituel Charles Hugo a jugé convenable de faire sur mon compte. Me permettra-t-il de faire une autre supposition à mon tour?

J'ai lu et relu fort attentivement le fameux Bulletin n° 12 ainsi que les précédents, et j'ai cru y reconnaître le style brillant de l'auteur de la Réponse aux deux libelles Chenu et Delahodde par le citoyen Jules Miot.

En effet j'ai remarqué dans cette *foudroyante* réponse des phrases semblables à celles qui composent l'ordre du jour dont il est question.

De plus, les principes du fougueux Montagnard sont parfaitement d'accord avec ceux qu'exprime le Comité central de résistance.

Le citoyen Jules Miot n'a-t-il pas dit quelque part qu'au jour de son triomphe, la Démocratie *s'emparera des richesses mal acquises?*

Maintenant l'existence de l'ignoble Comité de résistance ne peut être niée, et la police est pleinement justifiée par l'arrestation de plusieurs de ses membres, dont la PROBITÉ POLITIQUE ne peut être mise en suspicion. Mais ce n'est là que le menu fretin : les ordres du jour qu'imprimait Combes et que répandent partout les hideux

séides du comité sont l'œuvre de plusieurs représentants du peuple, qui siégent au sommet de la Montagne. Jusqu'à ce jour leur inviolabilité seule a pu les protéger, et leur assurer l'impunité.

Que deviennent, en présence de tous ces faits dont je défie qu'on puisse contester la véracité, que deviennent les magnifiques rodomontades des journaux rouges sur le prétendu calme des républicains?

« Le peuple ne répondra pas à vos provocations, s'écrient-ils chaque jour; le peuple est calme parce qu'il est fort. Il vous regarde faire et rit de votre impuissance, misérables pygmées! Agitez-vous bien, donnez à l'Europe, au monde le curieux spectacle de vos ridicules efforts pour étouffer la liberté; emprisonnez, jugez, condamnez, déportez les patriotes: vous aurez beau faire, il vous faudra disparaître lorsque le lion se réveillera de son assoupissement passager. Aujourd'hui il retient les explosions de sa colère, il vous étudie, il vous laisse vous prendre vous-mêmes dans vos propres embûches. »

Oui, vous avez raison, citoyens démagogues, le peuple est calme, mais j'entends le vrai peuple, les ouvriers honnêtes, les cultivateurs qui ne trouvent que dans le travail, fruit de la tran-

quillité, leur subsistance et celle de leurs familles, oui, ce peuple-là est calme. Mais votre peuple à vous, ces bandes hideuses qui n'ont d'autre industrie que le désordre, la débauche et les conspirations, qui trouvent dans les révolutions quelques mois de jouissances sur les ruines de la société épouvantée de leurs forfaits et de leur audace, ce peuple-là, vous le savez mieux que moi, est-il calme? Ces innombrables associations que je vous ai désignées, qui s'inspirent de votre fureur contre les gens de bien, témoignent assez de l'activité révolutionnaire qui le dévore. Ne venez pas me dire que tout cela se passe dans les bas-fonds de la société et que vous rougiriez de vous allier à de pareils coquins. Allons donc, citoyens, c'est pour vous qu'ils travaillent et conspirent: vous agissez en lâches hypocrites, à l'abri du danger; mais vienne le triomphe, on vous verra à la curée; vous vous vanterez bien haut de ce que vous niez aujourd'hui.

Prenez garde cependant de vous tromper dans vos misérables calculs. Les déguenillés vos disciples vous ont en étrange méfiance; vous n'êtes que de très-pâles Girondins, moins le génie, et il surgira bien de ceux que vous traitez de canailles dans vos réunions intimes

quelque honnête Marat qui vengera le monde de tout le sang que votre insatiable désir de jouissances a fait verser depuis 1848. Oui, mes très-chers, si la révolution que vous appelez de tous vos vœux et vers laquelle vous poussez l'Europe triomphe, votre tête pourra bien rouler avant la mienne dans le panier du bourreau.

Vous êtes calmes, dites-vous, dans votre force; non, pas dans votre force, mais sous l'empire de la peur, parce que vous êtes des lâches, et que le parti de l'ordre est fort; mais vos amis qui parcourent l'Europe pour y souffler le feu des révolutions, ils parlent, ceux-là. Nous allons, s'il vous plaît, chercher ce que vous êtes, en voyant ce qu'ils sont.

VI

La Démagogie en Europe.

En France, les différentes fractions du parti de l'ordre emploient les loisirs que leur a faits une passagère victoire sur la démagogie à rallumer de vieilles querelles, et à se disputer à l'avance un pouvoir qui peut leur échapper en un instant. Puisse le tableau, que je mets ici sous leurs yeux, des dangers qui menacent la société, leur faire oublier leurs rivalités et les rallier sous un seul drapeau pour combattre à outrance et pour la dernière fois l'armée roulante de la république rouge. Eh quoi! les barbares sont à nos portes, préparant l'incendie, le meurtre et le pillage, et vous discutez sur le

mérite de tel ou tel prétendant! Unissez-vous plutôt, exterminez l'ennemi commun, et après vous aviserez.

Votre apathie et vos discordes sont un crime de lèse-humanité, et vous en serez les premières victimes. Voyez les Rouges! ils savent habilement profiter de vos divisions et de vos mesquines préférences. Tandis que vous disputaillez, ils agissent, ils réunissent toutes les forces révolutionnaires de l'Europe, ils organisent une gigantesque conspiration.

Londres est le foyer où s'agitent les révolutionnaires de tous les pays: c'est là que se trouvent réunis les membres d'un infernal congrès; c'est là que viennent aboutir tous les fils des complots par lesquels ils entretiennent l'agitation en Europe; c'est là qu'ils conspirent à ciel découvert contre la paix du monde, et contre le gouvernement même du pays qui leur accorde une généreuse hospitalité. Ils s'efforcent de ranimer l'agitation en Irlande, ils s'allient aux chartistes, et pousseront un jour ces nouveaux puritains au sac du palais Buckingham.

C'est de cette ville que Mazzini, le féroce triumvir de Rome, Ruge, Darrast et Ledru-Rollin, lancent par intervalles ces audacieux manifestes qui répandent l'effroi non-seulement

en France, mais encore sur toute l'Europe. C'est à Londres encore que Mazzini organise cette immense souscription de dix millions, destinée à la propagande révolutionnaire. L'Angleterre, oubliant toute prudence, s'empresse d'y souscrire en haine de la papauté. C'est de cette ville enfin que partent les émissaires du Comité central européen pour se répandre sur le continent, quêtant auprès des bons patriotes pour les besoins de la caisse Mazzinienne. Cette caisse du reste ressemble en tout point à l'immense tonneau des Danaïdes, c'est un gouffre sans fond qu'on ne saurait remplir. Elle a pour gardiens des gaillards qui ont fait leurs preuves en France et ailleurs, et qui ont de dévorantes passions à satisfaire. Dans quel but l'Angleterre couvre-t-elle de sa protection tous ces agitatateurs, elle qui envoya languir et mourir à Ste-Hélène le grand Napoléon, sous le prétexte que sa présence en Europe pouvait troubler la paix du monde? Est-ce qu'elle ne pourrait pas transporter à Botany-Bay les Ledru, les Mazzini et tous ces bons MM. de la *Rouge?* Ils y pourraient, à leur aise, en compagnie des voleurs et des prostituées, mettre en pratique leurs théories sociales. La cinquième partie du monde deviendrait *le modèle des gouvernements*, et la vieille

Europe respirerait enfin délivrée de ses prétendus sauveurs.

Qu'on me permette, avant de commencer l'étude des manœuvres de la haute-démagogie, de faire connaître quels sont les hommes qui la composent et de retracer rapidement les événements auxquels ils ont pris part, événements qui ont ensanglanté l'Europe depuis 1848.

Il est dans les destinées de la France d'ébranler le monde lorsqu'elle se remue, et d'entraîner les peuples sur ses pas dans la voie des révolutions. C'est ce qui arriva en 1830 et surtout en 1848.

A peine la monarchie de Juillet fut-elle renversée et la République proclamée, que le souffle de la révolte ébranla tous les trônes de l'Europe, et donna la fièvre révolutionnaire à tous les peuples. La démagogie leva sa tête hideuse dans toutes les capitales; la guerre civile, ce monstre sanglant, poussa ses hurlement de carnage, et deux millions d'hommes ont payé de leur vie l'ambition de quelques misérables.

A Berlin, ville qui la première suivit l'exemple de Paris, les orateurs populaires organisèrent des clubs où l'héroïsme des combattants de Février fut proclamé avec enthousiasme; le Roi fut ren-

fermé dans son palais, les troupes dans leurs quartiers furent gardées à vue, les étudiants et le peuple furent maîtres de la ville; le professeur Miroslawski, délivré de ses fers, se mit à la tête du mouvement. Pendant quelques jours, les Polonais sous ses ordres donnèrent alors à la capitale de la Prusse le spectacle d'une orgie qui n'a pour pendant dans l'histoire que les fêtes de famille données à Paris par les citoyens Pornin et Caussidière. Ce fut là ce qui perdit leur cause auprès des hommes sensés qui d'abord avaient pris chaudement leurs intérêts. On désespéra d'hommes qui, sortis à peine des prisons et de la misère, se plongeaient dans les plus hideuses débauches, et que l'on rencontrait par les rues ivres-morts, l'insulte et l'injure à la bouche.

On se débarrassa d'eux en les envoyant dans le duché de Posen sous la conduite de Miroslawski.

A peine arrivé dans ce duché avec sa bande, il souleva les paysans et se présenta devant la citadelle, dont l'entrée lui fut refusée. Il parcourut alors le pays, et ses féroces soldats signalèrent leur courage par le massacre des familles allemandes.

La garnison de Posen eut bientôt raison de

cette poignée de brigands. Les chefs échappèrent presque tous et se répandirent dans toute l'Europe pour y mendier au nom de la Pologne opprimée, et mettre leur épée vénale au service de toutes les mauvaises causes.

Quant aux malheureux paysans qu'ils avaient égarés, le gouvernement Prussien leur pardonna, et là, dit-on, comme en Gallicie, on leur imprima un cachet indélébile sur le poignet, afin de les reconnaître et d'en faire prompte justice si jamais il leur arrivait de s'insurger encore.

C'est ainsi que Frédéric-Guillaume, qui paraissait vaincu et forcé de courber la tête devant les anarchistes, se préparait au contraire, par une politique habile, au triomphe complet qu'il a su remporter depuis sans effusion de sang, comme nous le verrons dans la suite de ce livre.

La démagogie cependant s'agitait en Europe; les clubs organisés dans toute l'Allemagne excitaient les passions révolutionnaires. Le duché de Bade, travaillé par des émissaires partis de Strasbourg, tenta une insurrection, et reçut les corps-francs venus de Paris. La lutte ne fut pas longue alors : les troupes Hessoises et Wurtembergeoises dispersèrent les corps-francs après quelques escarmouches. Struve, Herveeg et

Hecker, qui les commandaient, prirent honteusement la fuite.

Tous ces soulèvements partiels n'étaient que le prélude de la grande, de la véritable lutte qui allait s'engager, et dont l'immense empire d'Autriche allait être le théâtre.

Déjà l'Italie grondait sourdement, la Hongrie n'attendait que le signal. Tout à coup Milan se révolte; la garnison autrichienne est assiégée et forcée d'abandonner la ville après des prodiges de valeur.

Le vieux maréchal Radetzki prépare ses troupes et avec des secours qu'il attend il va écraser les rebelles malgré leur alliance avec Charles-Albert, roi de Piémont, et l'armée que ce roi leur conduit lui-même, lorsqu'éclate à Vienne une terrible révolution.

Les étudiants de cette capitale étaient en correspondance avec ceux de Paris, qui, sans avoir concouru en rien à la fondation de la République de Février, ne s'en donnaient pas moins toute la gloire et se laissaient orgueilleusement appeler les *héroïques jeunes gens des écoles*. Ils étaient superbement représentés par quelques vieux grognards, culotteurs de pipes dans les bureaux de la *Lanterne*, journal très-bête qui se publiait dans le quartier latin sous les auspices de l'ob-

seur Watripon. Les Viennois, plus ardents, prenaient à la lettre les récits des journaux français sur le compte des héros de la basoche parisienne, et piqués d'émulation ils accomplirent une belle et bonne révolution, et chassèrent l'empereur de sa capitale. Ils souillèrent leur victoire par des actes sanglants, et l'assassinat du comte de Latour est un de leurs titres à l'admiration de leurs frères les démagogues. Je remarque avec douleur que les révolutionnaires font toujours retomber les premiers coups de leur fureur sur les têtes les plus nobles et les plus illustres. Ils attirent ainsi sur eux la malédiction du ciel, et leur règne n'est qu'un court passage, un avertissement que Dieu donne aux peuples et aux Rois, une punition peut-être.

Tous les Républicains-communistes de l'Allemagne se ruèrent alors sur Vienne et y entretinrent l'enthousiasme et le désordre. Les étudiants formèrent une légion dite Académique commandée par Fenner de Fennerberg; cette légion devint la terreur de la ville par ses débauches et ses excès de tout genre. Les exécutions capitales se succédèrent chaque jour, la démagogie hurlante régna sur la ville et rendit muets tous les hommes d'ordre, qui ne purent que se cacher et gémir sur les maux de la patrie.

Cependant Windisgraets mit le siége devant la ville. Elle attendit vainement l'armée hongroise qui, après avoir battu plusieurs généraux autrichiens, s'avançait sur Vienne, mais qui fut forcée de retourner sur ses pas pour défendre son propre pays.

La ville résista longtemps; mais enfin, après plusieurs jours de bombardement, les troupes impériales y pénétrèrent au milieu des décombres. Elles furent reçues avec enthousiasme par la partie saine de la population, que les excès commis par les brigands qui s'en étaient emparés avaient glacée d'épouvante.

Une réaction violente pendant plusieurs jours fit justice des principaux coupables. Robert Blum, député à la diète de Francfort, et quelques autres chefs de l'insurrection furent passés par les armes. Les Républicains n'ont pas de paroles assez énergiques pour flétrir les arrêts qui envoyèrent à la mort ces grands criminels, pas assez de larmes pour les pleurer. Ils oublient que Robert Blum était entré dans Vienne comme envoyé par la diète porteur d'une mission de paix et de conciliation, et qu'il n'avait pas eu honte de souiller son caractère sacré en prenant les armes et en se mettant à la tête d'une bande de forcenés. Ils oublient toutes les

infortunées et nobles victimes qui sont tombées sous les coups de lâches assassins pendant cette malheureuse révolte. Ah! c'est qu'à eux, tous les crimes leur sont permis : aussi ont-ils glorifié, déifié les assassins du général Latour et de l'infortuné Zichki.

Vienne était vaincue; mais la Hongrie fut longtemps victorieuse, et la monarchie des Hapsbourg allait périr, lorsque le Czar vint la sauver de sa ruine.

La malheureuse Hongrie fut pendant six mois une arène sanglante, où les plus épouvantables forfaits déshonorèrent l'humanité. Qui ne se souvient des horribles massacres de Cronstatd et d'Hermanstad, commis par les bandes de Bem?

Pendant cette lutte effroyable contre la Hongrie, l'Autriche avait à soutenir une guerre presque aussi terrible en Italie contre la Lombardie révoltée et le Piémont son allié. Le feld-maréchal Radetzki par une tactique savante triompha de toutes ces forces réunies, à Goëto, à Lodi, puis enfin à Novarre. L'infortuné Charles-Albert se vit forcé d'abdiquer après cette dernière défaite, et les démagogues ont, depuis, cherché par les plus infâmes calomnies à flétrir ce roi héroïque, qui eut la faiblesse de mettre

son épée à leur service et qui succomba en défendant leur cause.

Gènes, le refuge de tous les révolutionnaires italiens, voulut encore aggraver les malheurs de la patrie par une résistance inutile ; une bande de Polonais et de Français venant de Paris se jeta dans ses murs, et une armée piémontaise fut forcée de prendre une ville piémontaise d'assaut à travers des monceaux de ruines et de cadavres.

Le mouvement s'était étendu dans toute l'Italie : Florence est en proie à la terreur sous la dictature de Guerrazzi ; il a pour dignes acolytes, Petracolli et Corubelli, qui ne gouvernent que par le plus despotique arbitraire.

A Venise, le général Pépé et le président Manin, à la tête de brigands de tous les pays, imposent la république à la population, et lui font subir toutes les horreurs d'un long siége. La ville est enfin forcée de se rendre , et Radetski, que les rouges représentent comme un monstre altéré de sang, pardonne à la ville rebelle.

Les révolutionnaires Siciliens appellent à leur tête le général Miroslawski, un échappé de collége dont nous aurons occasion de parler plus tard, et réunis à une foule de volontaires français, pris en partie dans la garde mobile de

Lyon, ils soulèvent ce pays, malgré l'immense majorité du peuple, contre l'autorité de son roi légitime. Les massacres les plus horribles signalèrent cette insurrection, et cependant le *bourreau* de Naples, comme l'appellent avec délices les journaux du désordre, pardonna généreusement aux révoltés.

A Rome enfin, l'assassinat de Rossi, le sauveur peut-être de la liberté italienne, est le signal de la révolution. Pie IX, ce vénérable pontife, ami et protecteur de la vraie liberté, est forcé de fuir pour éviter le sort de son ministre, et la république est proclamée sous le dictatoriat des triumvirs Mazzini, Saffi et Armellini.

Mazzini, ce brigand rusé et sanguinaire, dont les menées et les projets de vengeance épouvantent encore aujourd'hui le monde, remplit Rome de terreur par son préfet de police Accursi, et contient ceux qui n'auraient pas voulu accepter sa terrible dictature par l'effroi qu'inspire la troupe de bandits que lui amène Garibaldi, qu'il nomme général en chef des barricades.

Une armée française a eu l'honneur de chasser ces misérables de la ville éternelle, et de ramener dans son palais le bon et saint chef de la chrétienté.

Pendant le court passage des sombres triumvirs de Rome, on massacre dans les rues les citoyens paisibles soupçonnés seulement d'antipathie pour le nouveau gouvernement; les prisons sont encombrées; la nuit, de lâches exécutions jettent l'effroi et forcent au silence tout ce qu'il y a d'honnête dans Rome.

Ainsi, dans toute l'Europe, la *glorieuse* révolution de Février a développé les plus odieuses passions : la haine des citoyens les uns contre les autres, la cupidité, les vengeances. Le commerce, l'industrie ont disparu pour faire place à la crainte, à la misère, et ne refleuriront plus qu'après l'extermination complète de la démagogie. La fatalité a voulu que la France donnât l'impulsion à tous ces désastres : puisse notre sagesse dans l'avenir faire oublier tous les crimes commis à notre exemple. Nous sommes déjà assez cruellement punis par le souvenir éternel des horribles journées de Juin : l'assassinat du général de Bréa et de son aide-de-camp; nos meilleurs généraux tombés sous des balles fratricides ; un saint prélat payant de sa vie son dévouement pour ses brebis égarées ; des flots du plus pur sang de la France grossissant les ruisseaux de nos rues !

Tant de ruines, tant de sang répandu ne peu-

vent servir d'exemple aux révolutionnaires du midi de l'Allemagne; travaillés sans relâche par les socialistes de l'Alsace, ils se soulèvent de nouveau, et en quelques jours ils sont maîtres du Palatinat et du duché de Bade, car l'armée a suivi le mouvement insurrectionnel. Le duc prend la fuite et vient rejoindre sa famille en France. Des hordes de corps-francs sous la conduite de Fenner de Fennerberg, le même qui commandait la légion Académique de Vienne, se répandent comme un torrent dévastateur et pillent partout les caisses publiques, et les châteaux; rien n'est sacré pour eux.

Struve, l'un des plus ardents socialistes de l'Allemagne, est nommé commissaire civil et Goegg, dictateur.

Miroslawski, le général cosmopolite, obtient un commandement dans l'armée et fut bientôt vaincu à Manheim comme il l'avait été à Posen, à Palerme, en Sicile. Si ce jeune homme meurt de vieillesse, il deviendra aussi célèbre par ses défaites que d'autres généraux par leurs victoires. Qu'il reprenne ses leçons d'histoire chez Philibert Gomichon, et ses succès seront plus certains.

Lorsque ce général, accompagné de son état-major, se repliait sur la Murg après sa défaite

de Wagheïeusel, il passa, à l'entrée de la nuit, devant le château de *la Favorite*, où se trouvaient les caves centrales du ménage privé du grand-duc. Les vins les plus exquis y étaient entassés depuis des siècles, et comme l'état-major du général était fort altéré, on mit pied à terre et l'on commença à boire sans façon et sans choisir. Tous les officiers de cet état-major étaient de ces vieux vagabonds qui parcourent l'Europe depuis 1832, et qui se sont acquis une réputation sans égale par leur ivrognerie: aussi voulurent-ils en cette circonstance se montrer dignes de leur renommée.

Ils absorbèrent une quantité énorme de bouteilles, et lorsque l'approche de l'ennemi, qui les poursuivait, les força d'évacuer le château, le concierge effrayé les supplia de lui donner un reçu des bouteilles par eux bues, afin de couvrir sa responsabilité. Il fallut dix hommes pour les compter et l'opération fut longue. Sur cent quatre-vingts hommes qui suivaient le général, cinq ou six seulement purent monter à cheval, ce furent Miroslawski, le colonel hongrois Turn, Siégel et Tol ; tous les autres, ainsi que le jeune frère de Miroslawski, furent attachés sur leurs chevaux, et le lendemain ils étaient encore ivres-morts de la veille.

Quant aux pillards du duché de Bade, ils montrèrent qu'ils n'étaient braves qu'en paroles et en présence des populations désarmées, car l'archiduc Jean, frère du roi de Prusse, étant arrivé avec une armée prussienne, les refoula de toutes parts en quelques jours, et les plus compromis se réfugièrent dans la forteresse de Rastatd, où ils jurèrent de se défendre jusqu'à la mort.

Dire les cruautés inouïes, les mauvais traitements auxquels furent exposés les malheureux habitants de cette ville serait impossible. A l'arrivée de cette armée de bandits, vil ramassis des réfugiés de toutes les nations, Polonais, Français, Allemands, Hongrois, les habitants épouvantés virent leurs maisons livrées au pillage, leurs femmes et leurs filles déshonorées. Lorsque la ville fut assiégée, ils menacèrent de la brûler si on parlait de se rendre; chaque jour d'honnêtes citoyens tombaient frappés par ces farouches tyrans. Ils furent enfin forcés de se rendre, et le duc put rentrer dans ses États; mais de longtemps ce pays si riche et si heureux jadis ne se relèvera du terrible passage de la démagogie.

Tels ont été, dans toute l'Europe, les sanglants trophées des révolutionnaires depuis

1848; nous allons voir, si tant d'horreurs et de misère ont rien changé à leurs desseins, et s'ils ne reculeraient pas désormais devant les malheurs effroyables que pourraient enfanter de nouvelles tentatives sur la paix du monde.

Quelle est aujourd'hui la conduite des rouges dans toute l'Europe ? Une revue rapide ne laissera aucun doute dans les esprits, et l'on comprendra que nous marchons sur un volcan souterrain, dont la lave impatiente bouillonne et se prépare pour une éruption terrible.

La France a joué le premier rôle dans le drame sanglant des révolutions : je vais commencer par elle, et dire comment les démagogues y entendent aujourd'hui l'organisation de la guerre civile. L'étude des conspirateurs allemands et italiens a fait passer dans les mœurs de nos brouillons Républicains la prudence et la circonspection ; ce n'est plus maintenant entre les verres et les pots que l'on conspire à la manière des Pornin et des Caussidière, mais silencieusement et avec le plus profond mystère.

Dans chaque département un Comité supérieur correspond avec le Comité central de Paris ; dans chaque chef-lieu de canton existe aussi un comité cantonal qui agit sur les communes

rurales de son ressort. Les membres du comité cantonal se répandent le dimanche dans les campagnes et y font de la propagande socialiste; ils ont des émissaires qui se relaient de cinq lieues en cinq lieues pour porter les correspondances, et éviter ainsi les inconvénients de la poste.

Cette rapidité des communications rend surtout dangereuse la propagande socialiste dans nos départements frontières. L'esprit guerrier des populations, habilement *chauffé* par les émissaires, accepte avec enthousiasme les idées nouvelles et donne une force vraiment redoutable à l'armée révolutionnaire qui s'organise dans la Meurthe et dans les Vosges, dans le Haut et le Bas-Rhin.

Cette nouvelle méthode d'agir sur la province est celle de *la Solidarité républicaine*, fondée par Martin Bernard et Delescluze. Elle a si bien réussi sur l'esprit des populations rurales, qu'au 13 juin 1849, lors du fameux appel aux armes fait à la tribune par Ledru-Rollin, plusieurs départements de l'Est ont passé la nuit sous les armes, prêts à marcher sur Paris au premier ordre du comité départemental de Strasbourg. Les sociétés secrètes, les clubs étaient en permanence dans toute l'Alsace, et l'audace des

démagogues était devenue si grande, que les chefs du comité de Strasbourg osèrent se présenter au général Bougenel, commandant de la place, et lui annonçant de fausses nouvelles de Paris, le sommèrent de leur livrer les clefs de la citadelle et d'armer tous les ouvriers pour marcher sur la capitale.

—Si vous voulez les clefs de la citadelle, leur répondit le brave général, venez les prendre; puis sans ajouter une parole il leur tourna le dos et les congédia. Ils se répandirent aussitôt dans les rues, dans les brasseries et crièrent à la violation de la Constitution.

A Lyon, dans les départements du Rhône, de l'Isère, de Saône-et-Loire, sur la nouvelle qu'une insurrection venait d'éclater à Paris, on bat le rappel, on arme les canuts et les voraces : le sang coule dans les rues. De malheureux soldats égarés remettent leurs armes aux démagogues, et bientôt les prétendus frères et amis, qui n'avaient pas d'assez douces paroles pour les attirer à eux, les forcent de marcher à leur tête, et se font un rempart de leurs corps contre les balles des soldats restés fidèles. L'ardeur du général commandant la division du Rhône triompha promptement de ces misérables.

Que serait-il arrivé de tout cela, si à Paris le général Changarnier n'eût pas crevé la colonne insurrectionnelle sur les boulevards, si la guerre civile eût duré seulement deux jours, si enfin le Gouvernement n'eût pas expédié en toute hâte la nouvelle que la minorité factieuse de l'Assemblée était vaincue, et que ses chefs avaient pris la fuite pour se soustraire au juste ressentiment des honnêtes gens?

Cette nouvelle jeta la stupeur parmi les démocrates des départements, et les chefs, pour la plupart, prirent la fuite, les uns en Suisse, en Belgique ou en Angleterre, les autres en Allemagne, où ils allèrent grossir l'armée insurrectionnelle des Badois.

Une des causes principales du succès de la propagande socialiste dans les provinces est la complète impuissance de la police hors Paris. Son organisation est tellement vicieuse dans les départements que les démagogues y peuvent tout à leur aise machiner leurs complots en plein soleil. A Lyon déjà on a reconnu la nécessité de créer une police vigoureuse et bien dirigée. La meilleure preuve que l'on puisse donner de l'utilité de cette mesure, ce sont les cris de fureur poussés par les aboyeurs de la Montagne. Il faut faire pour tous les départements ce qu'on a

fait pour le Rhône ; il faut que toutes ces polices départementales se relient à celle de Paris, leur centre commun, et la démagogie sera bridée pour 1852. Car le temps presse, et tout retard est une faute irréparable.

Si la *Solidarité Républicaine* a fait progresser l'art de la conspiration en France , elle est loin encore d'atteindre la perfection allemande. Le modèle des propagandistes est sans contredit un certain Villhick, ex-officier d'artillerie dans l'armée prussienne, réfugié à Londres.

Avec le produit des quêtes faites en Allemagne, en France, en Hollande et en Angleterre, par les soins du club supérieur allemand, il a fondé une fabrique de brosserie dans Windmitt-street à Londres, où il ne reçoit que des ouvriers allemands, français, polonais, italiens et russes non réfugiés et pouvant rentrer dans leur patrie. L'ouvrier y est logé, nourri aux frais de la communauté, et de plus initié aux mystères du communisme.

Lorsque le noviciat est achevé, c'est-à-dire, lorsque l'ouvrier est jugé capable d'enseigner à son tour, il reçoit le nom d'apôtre, une assez forte somme d'argent, et après avoir fait serment de travailler activement à la propagande de la nouvelle doctrine, et de se tenir prêt pour le

combat au premier signal, on le renvoie en Allemagne ou ailleurs; là, il observe et étudie l'esprit des populations, il enseigne, et entretient avec le Comité Vilhick une active correspondance. Le nombre d'émissaires que ce Comité expédie ainsi sur le continent est considérable, et l'on peut dire que principalement l'Allemagne en est infestée.

Le club Windmitt-street est composé de cinq membres : Wilhick, Schapper, Dietz, Pertsler et Beschi. Il a trois autres clubs sous sa direction : 1° Dorset-street, 35; 2° Lucerne-street, 52, et Turn-Lanne-Gade dans Skinner-street.

Londres est le réceptacle des réfugiés les plus dangereux de l'Europe; ils sont huit cents au plus, et cette poignée d'hommes sera pour l'Angleterre une source d'embarras et de ruine. Déjà les chartistes et le bas peuple partagent leurs doctrines et prennent part à leurs manœuvres; on y désigne les chefs de la future république universelle : Klapka commandera l'insurrection européenne et les membres du gouvernement désignés sont : Kossuth, Mazzini et Ruge. Quant à Ledru-Rollin, il est depuis longtemps écarté de toute combinaison; on le déclare sans talent, débauché et sans courage.

L'un des plus actifs et des plus intrépides

émissaires du Comité de Londres est un nommé Schurtz, qui a déjà été compromis en Prusse pour une tentative d'insurrection avortée. Pour donner une idée de son audace et de sa persévérance, je raconterai une aventure dont il fut le héros.

En 1849, le professeur Kinkel était détenu pour cause politique dans la citadelle de Spandau à quatre lieues de Berlin (province de Brandebourg). Schurtz, dont il avait été je crois le professeur à l'Université de Bonn, entreprit de le délivrer.

Après s'être assuré des intelligences dans la citadelle en corrompant un soldat polonais du duché de Posen, qui prévint le prisonnier du projet de son ancien élève, Schurtz se déguisa en joueur d'orgues, et pendant deux mois il fit le pénible métier de mendiant. Kinkel reconnaissait aux différents airs joués par son libérateur que le moment de sa délivrance approchait. Enfin un soir, muni d'une échelle de cordes que lui avait envoyée Schurtz, il s'évada de Spandau et put fuir avec son ami.

Schurtz est un jeune homme blond, élancé, aux traits délicats; il porte des lunettes fines et rien en lui ne révèle l'énergie de son caractère. Pendant six mois il fut à Paris l'agent du comité

central, et la police eut toutes les peines du monde à s'emparer de lui. On découvrit enfin qu'il était l'un des plus intrépides amateurs des prunes de Mme Moreaux, et les agents le surprirent au milieu de son occupation favorite.

Il fut expulsé de France, ce qui fit pousser les hauts cris à tous ses dignes complices les démagogues.

Après Schurtz parmi les plus habiles émissaires du comité de Londres, nous trouvons : Ritter, ex-officier autrichien ; Oswald, jeune poëte du Palatinat, un de ceux qui poussèrent les soldats révoltés à fusiller leurs officiers ; Comlossi, marchand de parapluies à Rastatd. Cet homme féroce s'est illustré dans le parti démagogique par l'assassinat de Weil, porteur d'une dépêche du préfet de Strasbourg, qui invitait les principaux personnages du duché de Bade à entrer dans les voies de la conciliation, pour sauver leur malheureux pays des horreurs de la guerre civile.

Les insurgés, prévenus par Kuss, rédacteur en chef du *Démocrate du Rhin,* et Savoye fils, de cette tentative de conciliation, attendirent Weil au pont de Kehl, s'emparèrent de sa personne, et un train spécial le conduisit à Rastatd. Il fut jugé sur-le-champ, et les juges paraissant

hésiter à faire exécuter la sentence, Comlossi ameuta la populace contre le prisonnier et le fit fusiller dans la rue. Le comité mazzinien sait choisir ses émissaires !

Ces trois agents résident à Paris.

Kuss que je viens de nommer a pour rédacteur en second un des membres du Gouvernement provisoire, le superbe Flocon, qui, tombé de sa grandeur passée, fait une cour assidue à son puissant chef, quoique ce dernier, dont l'influence est grande en Alsace, se soit énergiquement opposé à sa candidature à l'Assemblée législative. Flocon se console de son abaissement en culottant des pipes et en vidant d'innombrables choppes de bierre. Dans le pays on l'appelle le *Tartare* de Kuss, à cause de sa plate soumission aux volontés de ce journaliste.

Les principaux émissaires de Mazzini, à Paris, sont Pianciani, Soffali et Cernuschi ; ils ont avec tous leurs collègues, et surtout Braïh, ex-officier de l'armée de Schleswig-Holstein, l'honneur d'être reçus fréquemment par M. Émile de Girardin, dans son palais de Chaillot.

Soffali est en ce moment à Rome, où il s'efforce de réveiller l'esprit révolutionnaire.

Tous ces émissaires sont entretenus à grands

frais et font continuellement le trajet de Paris à Londres.

Tandis que le plus grand nombre des réfugiés y mènent une vie fort misérable, quelques-uns vivent dans l'opulence ; parmi ces derniers on compte naturellement Ledru-Rollin, qui habite la maison précédemment occupée par M. Guizot.

Depuis qu'il a écrit l'*Histoire de la Décadence de l'Angleterre*, cet illustre personnage est le but des lazzis et des bons mots des mauvais plaisants de Londres.

Au théâtre, dit-on, un bouffon se grime et s'affuble de la plus étrange façon; il prend un air hautain et arrogant ; il est coiffé d'un énorme bonnet phrygien, il tient d'une main, un drapeau rouge et de l'autre un paquet d'allumettes chimiques, et débite d'une voix enrouée les plus étranges maximes de l'argot démagogique. Alors arrive une espèce de gendarme grotesque qui, armé d'une latte, se met à charger bravement le tribun, qui prend honteusement la fuite et se sauve par une foule de vasistas. Notez bien que pendant le passage à travers les vasistas, la culotte du tribun se fend d'une manière très-risquée. Toute la salle alors part d'un immense éclat de rire, et les applaudissements redoublent;

car, embarrassé dans l'étroit passage, l'auteur de la décadence de l'Angleterre est fustigé vigoureusement par la latte du bon gendarme. A la seconde représentation de cette délicieuse bouffonnerie les citoyens réfugiés de Leicester-Square, indignés, avaient bien eu le projet de protester par des sifflets contre cette douloureuse mystification. Mais, lorsque entrés dans la salle ils virent les *cokneys* de la Cité s'apprêter à la boxe, ils se ravisèrent prudemment et remirent leur manifestation à une occasion plus favorable.

Les réfugiés allemands sont surtout réduits à la plus profonde misère, parce qu'ils ne veulent pas travailler; ils attendent de jour en jour l'occasion propice pour se ruer sur l'Europe, et campent en attendant sous les grands arbres de Hyde-Park.

Quelques Français ont eu la bonne idée de se mettre au travail : ainsi Ratier l'ex-sergent a appris un état et s'est fait chapelier. Il s'est marié avec une ancienne bonne d'enfants qui lui a apporté un petit magot, fruit de ses économies; sur son enseigne, les passants peuvent lire cette curieuse inscription : M. Ratier, chapelier, *ex-représentant du peuple français*. Cette réclame lui attire une foule de pratiques. Il se plaît lui-même à dire, à qui veut l'entendre, qu'il est bien

revenu de toutes ses idées démocratiques et qu'il est complétement guéri de sa fièvre révolutionnaire.

Un autre personnage fameux, bien connu de mes lecteurs, le citoyen Caussidière, ex-préfet de police, s'est aussi créé une industrie fort lucrative. Il représente une maison de vins, et cette place lui rapporte, dit-on, dix mille francs par an. Les Anglais aiment fort les hommes excentriques, aussi ses manières dégagées et sans gêne de commis voyageur, puis ses exploits à la Préfecture, lui, attirent-ils une nombreuse clientèle.

Il est ordinairement escorté de Martin-Bernard, qui porte ses échantillons. Lorsqu'on voit passer ces deux hommes, on dit voilà Robert Macaire et Bertrand ; et en effet les habits râpés de Martin-Bernard, son air de profonde humilité, et la tournure toute désinvolturée de Caussidière leur donnent une parfaite ressemblance avec ces deux industriels.

Je ne terminerai pas ce petit livre sans donner à mes lecteurs la liste exacte des Comités révolutionnaires de Paris et de Londres.

Le fameux Comité central se compose des noms les plus célèbres de la démagogie :

Ledru-Rollin, Darast, Ruge, Mazzini, Miko-

lowski, le comte Worsell et Perdolecki, pour la Pologne et la Russie; Pulski pour la Hongrie; Rosetti pour les provinces Danubiennes.

Les réfugiés allemands ont formé un ministère à Londres, dont Goegg, l'ex-dictateur est le président. Ce ministère avait été chargé de négocier un emprunt national, de faire imprimer les proclamations propagandistes, d'envoyer des commissaires sur le continent, afin de nouer des relations surtout en Allemagne.

Le comité allemand à Londres est ainsi composé : Goegg; Fausenan, de Vienne, homme de lettres; Kinkel, professeur à Bonn; Willhick, officier prussien; Ruge, de Leipsik, homme de lettres; Ronge, prêtre catholique; Wolf, de Cologne, homme de lettres; Engels, négociant; Hangk, ancien colonel en Autriche; Schurtz, étudiant à Bonn.

Le comité socialiste français à Londres est ainsi composé : Adam le cambreur, président; Pottier, fabricant de casquettes; Martin-Bernard, compositeur; Pardigon, homme de lettres; Barthélemy, ex-FORÇAT, la terreur de Caussidière.

Le comité italien à Paris se compose ainsi: Caïmi, commandant; Rubini, comte Cagliano; Accursi, ex-directeur de la police à

Rome; Ferrari; Canuti; Mazi; Montanelli; Manzoni; Pianciani.

Comité allemand à Paris : Reinhards, de Francfort; Reich, de Bade, avocat ex-député; Hoerfe, de Prague ; Haefner, de Vienne; Savoye fils, de Deux-Ponts; Brunner de Bade.

Tous ces hommes sont presque toujours en mouvement pour les besoins de leur cause. Leurs entrevues avec les conspirateurs d'Italie et d'Allemagne ont ordinairement lieu en Suisse, où ils sont protégés par le gouvernement de Genève, dont M. James Fazy, ex-rédacteur de la *Tribune*, et un des leurs, est le président.

C'est encore à Vevey en Suisse, que se réunissaient dernièrement, avant d'être expulsés, les membres de l'émigration française, allemande et italienne. Voici les noms du comité révolutionnaire en Suisse : Rolland et Napoléon Chancel, Félix Pyat, Boichot, Cœur-de-Roy; Avril, et Menand, représentant de Saône-et-Loire ; le colonel Frapoli ; les communistes Beyer et Pflieger; le rédacteur en chef du journal *le Citoyen ;* le docteur Galeer ; Sazonoff, socialiste russe.

Depuis leur expulsion de la Suisse, tous ces démagogues sont allés grossir les rangs des réfugiés de Londres.

Les principaux correspondants du comité central de Londres sont, en France : Carion, habitant de Dijon, homme d'une activité prodigieuse, et qui, aidé de Cœur-de-Roy père, a su se créer une puissance redoutable dans le Midi et l'Est de la France; Roth, limonadier à Châlons-sur-Saône ; Lafourcade, de Toulouse ; Horner, de Strasbourg ; Lemasson, banquier à Rouen; Berger, de Lille, tisserand; Perrault, de Lyon.

En Allemagne : Soukaer, serrurier à Manheim ; Mittermayer, d'Illenau ; son père, le docteur Mittermayer, d'Heidelberg. — A Cologne, un des nombreux Farina. — A Brunswick, Torfenhausen, brasseur. — A Berlin, William Schmitz. — A Vienne, Auguste Schwartz. — A Prague, le professeur Sugers. — A Bonn, le docteur Hartman, un des plus habiles propagandistes. Ce docteur a trouvé le moyen d'introduire la politique dans les *Turner-Verein*, sorte de réunions où la garde nationale s'exerce à la gymnastique. Tous les *Turner-Verein* correspondent entre eux, et leur doctrine est le communisme. Ces nouvelles associations sont des plus dangereuses pour l'Allemagne, car tous ceux qui en font partie sont armés, et ils comptent bien peser dans la balance lorsqu'é-

clatera le grand mouvement européen qui se prépare.

J'ai terminé ma tâche, heureux si les tableaux que j'ai déroulés aux yeux de mes lecteurs ont atteint le but que je me suis proposé.

Le calme apparent des démagogues m'épouvantait et je craignais que les hommes du parti de l'ordre ne se laissassent tromper par ces fausses apparences. J'ai dû rechercher la situation véritable, et j'ai transcrit ici le fruit de mes travaux.

Ainsi plus que jamais les révolutionnaires conspirent; déjà, nous l'avons vu dans les derniers bulletins du Comité de résistance, les balles se fondent pour la grande époque de 1852, les poignards s'aiguisent dans l'ombre, on marque au front les victimes, on se partage les dépouilles des vaincus.

La guillotine, cette terrible *civilisatrice* de 93, va se redresser plus active et plus sanguinaire que jamais. Les bourreaux se préparent et se réjouissent déjà des innombrables victimes qui vont tomber sous leurs coups.

Veillez donc, vous tous qui avez du cœur, et qui ne voulez pas voir s'engloutir la civilisation dans le plus profond des abîmes ; veillez ! l'armée du mal est nombreuse, elle est à vos portes,

et bientôt vous l'entendrez hurler son cri de guerre.

A ce cri, précipitez-vous en avant, ne laissez pas vos ennemis frapper les premiers coups. Malheur au soldat qui attend dans l'immobilité l'approche de son adversaire. C'est cette tactique trop prudente qui perdit Pompée à Pharsale.

Si l'amour du pillage et de la destruction enflamme le féroce courage de vos ennemis, vous aussi, soyez audacieux et terribles à la vue de vos familles, de vos propriétés, dont le sort va dépendre du gain ou de la perte de la bataille.

Si les soldats de la démagogie sont armés du fer et de la flamme, armez-vous du fer et de la flamme; que rien ne vous arrête! La patrie en danger, l'Europe tout entière, la postérité vous contemplent et attendent leur salut de votre vaillance.

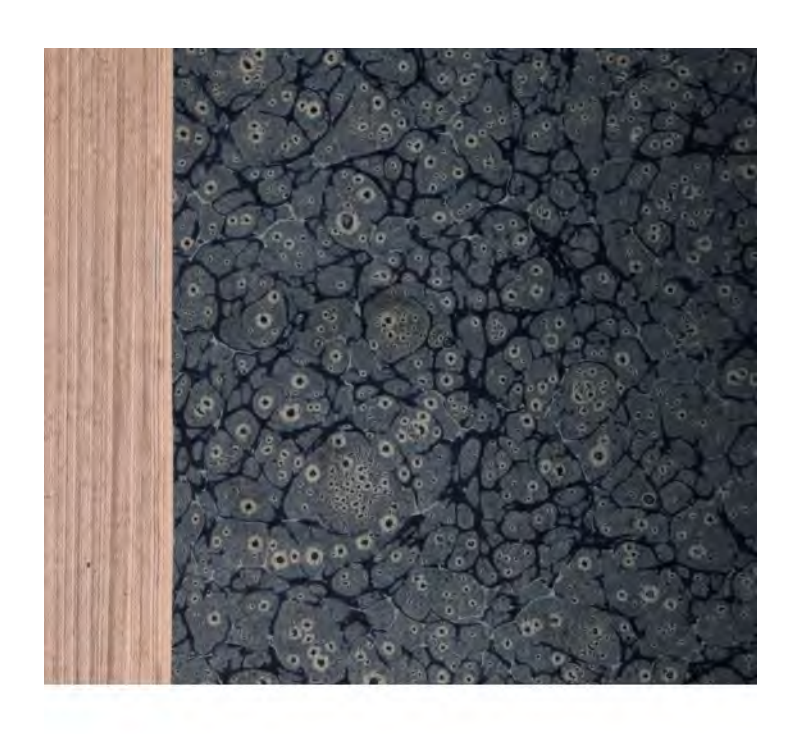
Que vos cœurs soient inaccessibles à la pitié, à la prière! Vous savez le sort qui vous est réservé si jamais vous vous laissez vaincre. Vous avez le nombre, vous avez la justice de la cause, vous avez Dieu pour vous! Le succès vous est

assuré si vous n'hésitez pas. Vos ennemis ont pour eux le crime, l'infamie, les puissances infernales ; ils seront broyés ; Dieu vaincra Satan!

FIN.








Stanford University Libraries
3 6105 023 167 377

